HORS-SÉRIE Le Monde

Réviser son bac avec Le Monde

GÉOGRAPHIE

Programme de Terminale

SÉRIES L, ES, S

L'ESSENTIEL DU COURS

- Des fiches synthétiques
- Les points clés du programme
- Les définitions clés
- Les repères importants

DES SUJETS DE BAC

- 11 sujets commentés
- L'analyse des sujets
- Les problématiques
- Les plans détaillés
- Les pièges à éviter

DES ARTICLES DU *MONDE*

- Des articles du *Monde* en texte intégral
- Un accompagnement pédagogique de chaque article

UN GUIDE PRATIQUE

- La méthodologie des épreuves
- Astuces et conseils

Hors-série Le Monde, avril 2012
M 05350 - 1 H - F: 7,90 € - RD

rue des écoles

En partenariat avec MAIF
ASSUREUR MILITANT

Réviser son bac avec Le Monde

Géographie Terminale, séries L, ES, S

Une réalisation de rue des écoles

Avec la collaboration de :

Christophe Clavel

Delphine Cheveau-Richon

Sophie Fournier

Arnaud Léonard

En partenariat avec MAIF ASSUREUR MILITANT

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

Comment optimiser vos révisions et être sûr(e) de maîtriser
en profondeur les thèmes et les enjeux du programme de géographie ?
Le jour du bac, comment rendre une copie qui saura faire toute la différence
et vous assurer la meilleure note possible ?

Pour vous y aider, voici une collection totalement inédite !
Elle est la première et la seule à vous proposer – en plus des révisions
traditionnelles – d'étoffer vos connaissances grâce aux articles du *Monde*.
Analyses géopolitiques et économiques, pistes de réflexion,
variété des regards sur le monde, idées clés : chaque article
est une mine d'informations à exploiter pour enrichir
vos compositions et études de documents.
Très accessibles, ils sont signés, entre autres, par des économistes, historiens, géopoliticiens
(Stéphane Madaule, Nicolas Baverez, Philippe Marchesin), etc.
Inspirée de la presse, la mise en pages met en valeur
l'information et facilite la mémorisation des points importants.
Sélectionnés pour leur pertinence par rapport à un thème précis
du programme, les articles sont accompagnés :
- de fiches de cours claires et synthétiques, assorties des mots clés
et repères essentiels à retenir ;
- de sujets de bac analysés et commentés pas à pas
pour une meilleure compréhension.

Sans oublier la méthodologie des épreuves et les conseils pour s'y préparer.

En partenariat avec MAIF
ASSUREUR MILITANT

Complétez vos révisions du bac sur www.assistancescolaire.com :
méthodologie, fiches, exercices, sujets d'annales corrigés... des outils gratuits et efficaces
pour préparer l'examen.

Édité par la Société éditrice du Monde
80, boulevard Auguste Blanqui – 75013 Paris
Tél : +(33) 01 57 28 20 00 – Fax : + (33) 01 57 28 21 21 –
Internet : www.lemonde.fr
Président du Directoire, Directeur de la publication : Louis Dreyfus.
Directeur de la Rédaction : Erik Izraelewicz – Editeur : Michel Sfeir
Imprimé par Grafica Veneta en Italie
Commission paritaire des journaux et publications : n°0712C81975
Dépôt légal : avril 2012.
Achevé d'imprimer : avril 2012

Numéro hors-série réalisé par Le Monde
© Le Monde – rue des écoles, 2012

SOMMAIRE

UN ESPACE MONDIALISÉ p. 5
chapitre 01 – Mondialisation et interdépendances p. 6
chapitre 02 – D'autres logiques d'organisation de l'espace mondial p. 14

LES ÉTATS-UNIS p. 21
chapitre 03 – Les États-Unis : la superpuissance p. 22
chapitre 04 – La façade atlantique de l'Amérique du Nord p. 30

L'UNION EUROPÉENNE p. 37
chapitre 05 – La puissance économique de l'Union européenne p. 38
chapitre 06 – L'Europe rhénane p. 46

L'ASIE ORIENTALE p. 55
chapitre 07 – L'Asie orientale : une aire de puissance en expansion p. 56
chapitre 08 – La mégalopole japonaise p. 64

DES MONDES EN QUÊTE DE DÉVELOPPEMENT p. 71
chapitre 09 – Les Sud et la question du développement p. 72
chapitre 10 – Une interface Nord-Sud : le bassin méditerranéen p. 80
chapitre 11 – Un État et un espace en recomposition : la Russie p. 86

LE GUIDE PRATIQUE p. 93

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

UN ESPACE MONDIALISÉ

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

NOTIONS CLÉS

TRIADE
Terme créé dans les années 1990 pour désigner les trois grandes aires de puissance dans le monde : l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada), l'Union européenne (ou l'Europe occidentale) et l'ensemble formé par le Japon et la Corée du Sud (auxquels on ajoute parfois Taiwan et la Chine maritime).

CONTENEURISATION
Mode de transport maritime par caisses de dimensions normalisées. Le conteneur est une boîte métallique qui mesure en général 20 ou 40 pieds de long et a une capacité de 20 ou 40 tonnes. La majeure partie du commerce international est assurée par conteneurs, du moins pour les produits manufacturés. Les matières premières voyagent autrement.

PAYS ÉMERGENTS
Pays en développement connaissant depuis une trentaine d'années une bonne croissance économique, une participation de plus en plus grande au commerce mondial, une arrivée d'IDE en provenance du Nord et un IDH moyen en progression (par exemple, la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique, l'Afrique du Sud, la Malaisie, etc.).

DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
Division et répartition des tâches de production entre les pays. La DIT traditionnelle correspond à la division du travail entre pays riches, industrialisés, et pays en développement, exportateurs de produits primaires. La nouvelle DIT, liée aux progrès techniques des pays en développement, a donné lieu à une nouvelle répartition des tâches et à une imbrication encore plus forte des économies.

BRAIN DRAIN
Migration des cadres et des chercheurs pour trouver de meilleures conditions de travail et de rémunération. Les zones de départ sont les pays en développement et les pays riches, tandis que les zones d'arrivée sont les pays riches et industrialisés.

Mondialisation et interdépendances

La mondialisation est un phénomène complexe, très présent dans les médias et dans notre quotidien. Reposant sur une mobilité sans précédent des hommes, des marchandises, des capitaux, des informations, la mondialisation apparaît comme un processus d'intégration croissante des différentes parties du monde, organisée autour des grands pôles capitalistes.

Image satellite : le monde vu de nuit.

La mondialisation

La mondialisation est à la fois géographique, économique et géopolitique. On peut la définir comme un **processus de généralisation des échanges entre les hommes**, grâce à la révolution des transports et des communications (téléphone, télévision, Internet), permettant ainsi une plus grande proximité entre les différents points du globe.
On parle aussi de *globalisation*, c'est-à-dire que le fonctionnement économique planétaire rend les économies des différents pays de plus en plus interdépendantes. La croissance économique, mais aussi les crises peuvent alors se diffuser rapidement à tous les pays.
Des logiques supranationales émergent, qu'elles soient politiques comme l'ONU, économiques comme l'ALÉNA, ou les deux comme l'Union européenne.

La nouvelle forme d'un processus ancien

La mondialisation est un processus ancien qui se développe avec la colonisation du monde par les Européens à partir du XVe siècle, la révolution industrielle européenne et nord-américaine du XIXe siècle et l'évolution des relations internationales depuis 1945.
Depuis les années 1980, cependant, on observe **une accélération et une généralisation du processus**. L'internationalisation de l'économie s'est amplifiée, les firmes transnationales s'affranchissant de plus en plus des frontières étatiques. La communication immédiate permet de transmettre un document à un partenaire lointain, ou de vivre en direct un événement (attentats du 11 septembre 2001).

Les flux d'informations, de capitaux et de biens

Les flux virtuels d'informations et de capitaux se sont développés grâce à la révolution des télécommunications et de l'informatique. La **globalisation financière** a rendu possible une circulation mondiale des capitaux, peu restreinte par les réglementations des États.
Les **échanges internationaux de marchandises** sont en pleine croissance depuis les années 1970. Si le pétrole domine en volume, les échanges de produits manufacturés ont connu la croissance la plus remarquable. Beaucoup de produits finis (vêtements, automobiles, ordinateurs, etc.) sont désormais vendus sur tout le globe. Ces échanges s'effectuent surtout par conteneurisation, ce qui explique l'importance économique des façades maritimes des continents.

Les flux internationaux de personnes

Les **migrations de travail** partent des régions pauvres de la planète et se dirigent principalement vers les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Moyen-Orient, mais les flux Sud-Sud se sont beaucoup développés et sont désormais comparables aux flux Sud-Nord (environ 60 M). Les héritages historiques (colonisation) et la proximité culturelle ou géographique déterminent ces flux migratoires. Les migrations entre pays riches se développent (*brain drain*), mais restent minoritaires. Les pays riches utilisent les frontières pour limiter l'arrivée de populations des pays pauvres.
Les **flux de réfugiés** sont importants dans les zones de conflit. Ils concernent surtout les régions riveraines.
Les **flux touristiques** sont des déplacements de loisirs de courte durée. Les principales zones de départ et d'arrivée sont les pays industrialisés (Europe occidentale, Japon, États-Unis), mais le tourisme en provenance des pays émergents se développe rapidement (Chine). Les pays du Sud, surtout les pays tropicaux, attirent aussi des flux touristiques, ce qui constitue un enjeu économique conséquent.

Les conteneurs sur le port de Singapour.

L'impact de la mondialisation sur l'organisation de l'espace planétaire

Les inégalités de richesse se sont accrues entre les pays. Les trois pôles de la **Triade** concentrent l'essentiel des flux d'informations, maîtrisent la circulation des capitaux et les échanges de marchandises. Pourtant, en dehors des PMA (Pays les moins avancés), très mal intégrés à la mondialisation, les pays en développement connaissent depuis plusieurs années un rattrapage manifeste. À petite échelle, le processus de mondialisation favorise surtout les **grandes métropoles mondiales** (New York, Paris, Londres, Tokyo…) qui accueillent les sièges sociaux des grandes entreprises, les places financières, les universités prestigieuses, etc. Ce sont aussi les lieux du pouvoir économique, financier et médiatique. Elles forment l'archipel mégalopolitain mondial (AMM) et fonctionnent en réseau pour les échanges d'informations et les flux de capitaux.

Les acteurs de la mondialisation

La mondialisation résulte tout d'abord de la **volonté des États** qui ont souhaité ouvrir leurs frontières dans le domaine économique afin d'encourager la croissance. De grandes organisations économiques internationales comme le FMI ou l'OMC ont ainsi été créées pour encourager ce mouvement.
Les entreprises jouent un rôle essentiel dans le processus de mondialisation, notamment les firmes multinationales. Elles cherchent à **rentabiliser la localisation** de leurs unités de production (faible coût de la main-d'œuvre, proximité d'un marché important, etc.). Cette stratégie renforce la division internationale du travail.
La mondialisation compte également des acteurs illicites. Dans les paradis fiscaux, de nombreuses sociétés écran masquent des flux financiers illicites ou permettent les fraudes fiscales.
De même, le trafic de la drogue est une forme illégale de mondialisation. Une opinion publique mondiale est en voie d'émergence, notamment grâce aux actions des organisations internationales et des ONG.

CINQ ARTICLES DU *MONDE* À CONSULTER

- **Des pistes pour contrer la fuite des cerveaux africains** p. 9-10
(Brigitte Perucca, 29 septembre 2010.)
- **Les conséquences du déplacement de l'activité manufacturière vers la Chine et les pays émergents** p. 10-11
(Jonathan Garner, lemonde.fr, 22 novembre 2010.)
- **Le pilotage automatique a échoué ; reste à inventer le pilotage manuel** p. 11-12
(Stéphane Madaule, 30 octobre 2010.)
- **Pourquoi le prix des vêtements devrait augmenter** p. 12
(8 novembre 2010.)
- **Le volcan révèle la fragilité de la mondialisation** p. 13
(François Bostnavaron et Yves Mamou, 21 avril 2010.)

SIGLES CLÉS

IDE
Investissements directs à l'étranger. « Engagements de capitaux effectués en vue d'acquérir un intérêt durable, voire une prise de contrôle, dans une entreprise exerçant ses activités à l'étranger. » (FMI) Les IDE peuvent prendre trois formes principales : rachat d'au moins 10 % des parts d'une société exerçant ses activités à l'étranger ; implantation d'une entreprise hors du territoire national (par exemple, Renault s'implante en Chine) ; réinvestissement sur place des bénéfices réalisés par une entreprise implantée à l'étranger.

IDH
Indice de développement humain. Cet indice composite, dont la valeur s'échelonne entre 0 et 1, est calculé par le PNUD depuis 1990. Il fournit une base pour comparer le niveau de développement des États, qui n'est plus seulement fondée sur la richesse produite. L'IDH combine en effet l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation, le nombre moyen d'années d'études avec le niveau de vie mesuré par le PIB réel par habitant ajusté.

PNUD
Organisme dépendant de l'ONU créé en 1965. Il a pour objectif l'aide et l'assistance aux pays en développement. Il peut ainsi aider à la mise en place de services administratifs et techniques, à la formation de cadres, et répondre aux besoins essentiels des populations.

PIB
Produit intérieur brut. Mesure de la richesse créée, pendant un temps donné, sur le territoire national par tous les agents résidents (entreprises françaises ou étrangères, administrations).

OMC
Organisation mondiale du commerce. Créée en 1995, elle reprend le système commercial développé depuis 1948 par le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Elle cherche à réguler le commerce international tout en promouvant le libre-échange des marchandises et des services.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

LIEUX CLÉS

BRUXELLES
Siège du Conseil des ministres et de la Commission de la Communauté européenne, ainsi que du Conseil de l'Atlantique Nord.

CENTRE FINANCIER
Lieu géographique où sont concentrés les sociétés financières, les banques et les spécialistes qui remplissent des fonctions d'intermédiation financière. Ce sont la structure d'un centre financier, ses ressources humaines, son cadre législatif et fiscal ainsi que l'efficacité de ses infrastructures techniques qui déterminent son influence dans le monde. Les principales places financières mondiales jouent un rôle moteur dans les flux financiers mondiaux. Ainsi en est-il de New York, de Londres, de Tokyo. Mais les centres financiers tels que Paris, Genève ou Luxembourg ont aussi un rôle important.

GENÈVE
Ville suisse qui abrite de nombreux organismes internationaux : l'OIT, l'OMS, l'UIT, l'OMM et la Croix-Rouge internationale.

LA HAYE
Ville administrative et diplomatique située aux Pays-Bas ; siège de la Cour internationale de justice, de la Cour permanente d'arbitrage et de l'Académie de droit international.

MARCHÉ
Lieu, réel ou virtuel, où, pour un produit donné, se rencontrent une offre et une demande et où se détermine le prix de ce produit.

ROTTERDAM
Troisième port mondial derrière Shangai et Singapour. Il s'agit aussi du port européen le plus important avec 420 millions de tonnes de marchandise traitées en 2008.

SILICON VALLEY
« Vallée du silicium ». Pôle des industries de pointe situé en Californie. Il doit son nom à la densité des établissements industriels utilisant le silicium comme matière première.

Composition : Le rôle des grands centres d'impulsion dans l'espace mondialisé

Siège de la Cour internationale de justice à La Haye.

Ce qu'il ne faut pas faire
• Construire le plan par centre d'impulsion. Il y aurait répétition d'une partie à l'autre.
• Décrire l'organisation du monde contemporain. Le sujet impose de centrer la réflexion sur les seuls pôles de la Triade et les dynamiques qui partent d'eux.
• Sortir des limites du sujet en évoquant les pays mal intégrés à la mondialisation, et raisonner en termes antithétiques.

L'analyse du sujet
Rôle → évaluer les fonctions de commandement politique comme économique et tout ce qui peut avoir de l'influence ou un impact.
Grands centres d'impulsion → se référer aux trois pôles de la Triade (Mégalopolis, Japon et Union européenne). Il est aussi possible de renvoyer à quelques grandes places financières ou portuaires comme Singapour.
Dans l'espace mondialisé → mesurer l'impact des centres sur les espaces intégrés aux marchés mondiaux.

La problématique
En quoi les pôles de la triade sont-ils les moteurs de la mondialisation ? Peut-on dire qu'ils tiennent un rôle de locomotive favorisant la diffusion du développement ?

Les objectifs à atteindre
La conclusion doit montrer que les centres visent à promouvoir le développement dans le monde ; ils sont locomotives mais n'atteignent pas l'espace mondialisé de façon égale. Il faut aussi souligner que leur rôle fonctionne à plusieurs échelles.

Le plan détaillé du développement
I. Les centres d'impulsion jouent un rôle de commandement qui les avantage.
a) Ils disposent d'un pouvoir fort à l'échelle régionale.
b) La conjugaison du partenariat et de la concurrence les place comme leaders à l'échelle mondiale.
c) Ils bénéficient de la concentration des pouvoirs transnationaux (sièges sociaux des FMN).
II. Les pôles de la Triade sont les poumons économiques du monde.
a) Les nouvelles technologies y sont conçues, développées et contrôlées.
b) Ils abritent les centres financiers du monde, nerfs du développement économique.
c) Les marchés sont les moteurs de la consommation et permettent de produire à haute valeur ajoutée.
III. 80 % des flux commerciaux passent par ces plaques tournantes des échanges mondiaux.
a) Les interfaces et les ports concentrent les activités commerciales.
b) Ils attirent l'essentiel des flux de commerce entre les pays du Nord.
c) Ils drainent des flux issus des Sud (les matières premières en priorité).

Les repères essentiels
• Les grands pôles économiques et technologiques mondiaux : les ports (Rotterdam, Singapour, Los Angeles), les universités et technopoles (Silicon Valley, Tokaido...).
• Les centres du pouvoir politique : les villes mondiales (New York, Tokyo, Londres, Paris...) ; les capitales européennes (Bruxelles, Luxembourg, Strasbourg) ; les capitales de l'ONU (Genève, La Haye) ; les grandes capitales politiques (Washington, Pékin, Moscou).
• Les flux d'échanges : Nord-Nord à forte valeur ajoutée, Sud-Nord de matières premières et main d'œuvre ; les flux de capitaux.

SUJETS TOMBÉS AU BAC SUR CE THÈME
Études d'un ensemble documentaire
– Quels sont les effets de la mondialisation dans l'espace mondial ? (Métropole, septembre 2005)
– La mondialisation des échanges : réalités et limites (Métropole, septembre 2008)

Des pistes pour contrer la fuite des cerveaux africains

Près d'un chercheur subsaharien sur deux réside en Europe. Les universités veulent limiter ce pillage

Comment développer la collaboration entre chercheurs européens et africains sans accélérer l'exode des cerveaux ? L'Association européenne des universités (eua, 850 universités dans 46 pays d'Europe), qui présente, mardi 28 septembre à Bruxelles, un Livre blanc pour « renforcer la confiance et les échanges entre l'Europe et l'Afrique », veut donner le bon exemple. Les universitaires européens appellent de leurs vœux « une coopération universitaire pour le développement » qui contrecarre le pillage de la matière grise du continent noir actuellement à l'œuvre.
Alors même que l'Afrique fait face à un déficit considérable d'universitaires (elle forme 2,3 % des chercheurs du monde, soit moins que le Royaume-Uni), elle voit sa population hautement qualifiée s'évaporer. Abdeslam Marfouk, chercheur à l'université de Louvain qui travaille depuis plusieurs années sur la fuite des cerveaux africains, estime que plus de dix pays africains ont plus de 40 % de leur main-d'œuvre hautement qualifiée hors de leur pays : 67 % au Cap-Vert, 63 % en Gambie, 53 % en Sierra Leone... Et près d'un chercheur africain sur deux réside en Europe.
Cette envolée a, peut-être, été freinée par la crise économique et financière. Elle n'en reste pas moins très problématique tant les universités africaines sont confrontées à tous les problèmes à la fois : afflux considérable d'étudiants grâce à un accès à l'enseignement secondaire qui s'améliore, absence d'investissement public qui accroît les difficultés des institutions à garder leurs équipes, et compétition sur les ressources humaines entre les États africains.
« La pression sur les universités africaines est énorme », résume le Livre blanc. « Sans laboratoires dignes de ce nom, sans pôle d'excellence, avec des salaires dix, voire vingt fois inférieurs à ceux proposés dans les universités du Nord, on ne peut pas s'étonner de cette saignée des compétences », estime Abdoulaye Salifou, directeur délégué à la politique scientifique à l'Agence universitaire de la francophonie (AUF).
Cet appel de l'EUA intervient dans un contexte où la coopération institutionnelle est faible. « L'aide de l'Union européenne est concentrée sur les Objectifs du millénaire, la coopération éducative est très modeste et les fonds consacrés à la recherche sont centrés sur l'excellence », résume Kees Kouwenaar, directeur du centre international de coopération de l'université d'Amsterdam qui développe des partenariats de long terme avec des « universités du Sud ».
« Ce qui existe est peu visible, très circonscrit et très contraignant », renchérit Pascal Hoba de l'Association des universités africaines. Les bourses de mobilité Erasmus Mundus, qui ont été octroyées à 866 étudiants africains sur plus de 6 000 bénéficiaires depuis 2004, rentrent dans cette catégorie, étant, de l'avis général, « réservées » à une toute petite élite.
Une coopération réfléchie peut-elle freiner ce mouvement destructeur de richesse pour les pays les plus pauvres ? Certains en doutent. Avec le recul, Jamil Salmi, expert de la Banque mondiale, estime que « rares sont les programmes de coopération bilatérale qui incluent la mise en place de moyens – salaires, laboratoires –, qui permettent aux chercheurs et aux enseignants des pays du tiers-monde de revenir au pays dans des conditions favorables ».
Ces partenariats de long terme, seuls susceptibles de retenir et de consolider les équipes sur place, existent pourtant depuis longtemps. Et c'est de ceux-là que l'EUA veut s'inspirer, persuadée qu'une coopération bien encadrée vaut mieux qu'une mobilité débridée.
Une coopération réfléchie peut-elle freiner ce mouvement destructeur de richesse pour les pays les plus pauvres ? Certains en doutent. Avec le recul, Jamil Salmi, expert de la Banque mondiale, estime que « rares sont les programmes de coopération bilatérale qui incluent la mise en place de moyens – salaires, laboratoires –, qui permettent aux chercheurs et aux enseignants des pays du tiers-monde de revenir au pays dans des conditions favorables ».
Ces partenariats de long terme, seuls susceptibles de retenir et de consolider les équipes sur place, existent pourtant depuis longtemps. Et c'est de ceux-là que l'EUA veut s'inspirer, persuadée qu'une coopération bien

POURQUOI CET ARTICLE ?
La mobilité des diplômés est un aspect intéressant des mobilités humaines liées à la mondialisation. Le *brain drain* est souvent traité dans les médias, mais en général on analyse les migrations Nord-Nord ou celles des pays émergents vers le Nord. Les migrations Sud-Nord de diplômés sont peu évoquées.
Ici, l'article concerne les chercheurs subsahariens et permet de lutter contre une vision rétrécie de la réalité de l'Afrique subsaharienne. Cette dernière est en effet fréquemment citée pour son très bas niveau de développement, les migrations clandestines, l'instabilité politique et les difficultés économiques.
Ce texte montre l'existence d'universités africaines performantes dans la formation de chercheurs, mais incapables de les retenir ensuite à cause de conditions de recherche et de travail souffrant de la comparaison avec celles des pays du Nord. De façon beaucoup plus restreinte, les universités européennes connaissent aussi cette situation vis-à-vis des universités américaines ou, depuis peu, des universités des pays du Golfe. Des actions venant des instances du Nord sont ainsi mises en place pour limiter ce phénomène.
Dans un sujet sur les mobilités humaines (composition ou étude d'un ensemble de documents), cet article est un exemple original du *brain drain* et apporte des données précises (chiffres sur la formation des universitaires africains, sur leur expatriation), ce qui valorise une copie. Il met en exergue les conséquences négatives de ce drainage des cerveaux pour le développement des pays africains. Les exemples des programmes de coopération de l'université d'Uppsala et du DAAD permettent néanmoins de nuancer son propos, tout en expliquant que ces derniers restent peu développés.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

encadrée vaut mieux qu'une mobilité débridée.
Voilà près de quarante ans que l'université d'Uppsala en Suède déploie son *International Science Program* (ISP), centré sur la chimie, la physique et les mathématiques, qui cible « non les individus mais les départements des universités », explique Kay Svensson, directeur des relations internationales de l'université.
Sur la période 2003-2008, ISP, qui s'est déployé dans douze pays dont dix d'Afrique subsaharienne, affiche un bilan plus qu'honorable avec 138 doctorats et 600 masters délivrés et un *brain drain* (« fuite des cerveaux ») de seulement 5 %. Beaucoup plus récent, le programme allemand Exceed, lancé en 2008, s'inscrit aussi dans la durée. Financé par l'office allemand d'échanges universitaires (DAAD), il vient de doter cinq universités allemandes de cinq millions d'euros par an et par université pendant cinq ans pour le développement de projets de coopération dans les domaines de l'eau-assainissement, de la sécurité alimentaire, du travail décent, des ressources naturelles et de la santé.
Autant d'exemples à suivre, prône l'EUA qui doit encore, au-delà des universitaires, convaincre l'Union européenne et l'Union africaine de s'inscrire dans cette perspective.

Brigitte Perucca
(29 septembre 2010)

Les conséquences du déplacement de l'activité manufacturière vers la Chine et les pays émergents

La Chine et les autres marchés émergents sont en train de reprendre la première place mondiale dans le secteur manufacturier, place qu'ils avaient cédée à l'Europe, puis aux États-Unis à partir du début du XIXe siècle. Ce phénomène a des conséquences considérables sur les investissements qui sont, semble-t-il, sous-estimées par un grand nombre d'investisseurs.
Entre 1999 et 2009, l'évolution la plus marquante aura été l'augmentation du poids de la Chine dans la production manufacturière mondiale, qui est passé de 7,5 % du total à 18,6 % – la part de l'Inde progressant elle de 1,1 % à 2 % et celle du Brésil de 1,4 % à 2,4 %. Les plus forts reculs ont été constatés aux États-Unis (de 25,8 % à 19,9 %) et au Japon (de 16,7 % à 8,4 %), alors que la part de l'Europe est restée globalement inchangée à environ 28,9 %.
Par conséquent, la croissance de l'emploi manufacturier mondial au cours de la dernière décennie, est entièrement imputable aux économies émergentes. En Chine, malgré la restructuration des entreprises publiques, la croissance dans le secteur privé a entraîné une augmentation de 1 % des emplois dans le secteur manufacturier à 79,5 millions en 2009. La progression a été encore plus rapide au Brésil (de 48 % à 14 millions sur la même période) et en Inde (de 13 % à 92 millions). Parallèlement, ces emplois ont diminué de 22 % à 15,5 millions aux États-Unis et de 14 % à 11,4 millions au Japon. Le recul a été plus limité en Europe (de 6 % à 38,8 millions).
La sous-traitance depuis les pays développés vers les pays émergents, en particulier après l'accession de la Chine à l'OMC en 2001, semble avoir largement contribué au déclenchement de cette évolution. Les multinationales ont profité des écarts importants de coûts salariaux et ont pu s'implanter dans un nombre beaucoup plus important de marchés. Cela étant, dernièrement, la priorité des entreprises, tant étrangères que domestiques, est davantage axée sur le développement d'une présence commerciale dans les pays émergents.

Les coûts salariaux

À ce stade, on peut se demander si ces mutations dans la structure de la production mondiale sont amenées à se poursuivre. L'évolution du rapport entre la productivité et les coûts salariaux entre les différents pays devrait constituer la variable la plus déterminante. Aux États-Unis, la production génère 51,2 USD par heure travaillée, contre 10,9 USD en Chine et seulement 0,8 USD en Inde. La production nominale par heure travaillée a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 14,3 % au cours de la dernière décennie en Chine, contre 4 % aux États-Unis et 10 % en Inde. Les entreprises profitant du différentiel de coûts salariaux, les salaires ont déjà commencé à converger. En Chine, le salaire horaire réel dans la production enregistre une croissance moyenne de 12,7 % depuis 1999, alors qu'aux États-Unis il a reculé de 0,5 %.
Par ailleurs, de nouvelles augmentations significatives des salaires sont probables, aussi bien en termes absolus que par rapport aux économies développées. Ce phénomène de rattrapage pourrait assombrir les perspectives bénéficiaires des modèles économiques qui utilisent la sous-traitance. Néanmoins, alors que les dépenses des États et des consommateurs se contractent dans de nombreux pays développés, ce rattrapage reste favorable du point de vue de la demande mondiale.
Notre conclusion est donc que les investisseurs doivent s'attendre à une poursuite des mutations dans la structure de la production mondiale au profit de la Chine et d'autres pays émergents ; et à un nouveau resserrement des différentiels de salaire relatif entre les États-Unis, le Japon et l'Europe d'une part, et la Chine et les pays émergents d'autre part. Dans ce contexte, le consommateur des pays émergents peut, grâce à l'augmentation de l'emploi et des salaires, devenir le nouveau moteur de croissance de l'économie mondiale. Dès lors, les investisseurs devraient privilégier les secteurs qui bénéficient de cette tendance – la consommation discrétionnaire, les services financiers et les entreprises immobilières axées sur la Chine, ainsi que les autres entreprises phares des pays émergents – et éviter les sociétés exportatrices de biens manufacturés des pays émergents désavantagés par des ratios salaire /chiffre d'affaires élevés et une dépendance trop forte envers la demande des marchés développés.

Jonathan Garner
(22 novembre 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

La délocalisation des activités manufacturières et le développement de nouveaux marchés de consommation sont au cœur de la mondialisation et touchent toutes les sociétés, tant les citoyens des pays du Nord attirés par des produits bon marché, mais aussi victimes des destructions d'emploi liées aux délocalisations, que les citoyens du Sud, bénéficiaires de ces nouveaux emplois et d'une progressive hausse du pouvoir d'achat. Toutefois, les délocalisations ne concernent que rarement les pays les moins avancés, ceux-ci n'offrant guère les infrastructures de communication et de transports nécessaires aux échanges internationaux.
Dans cet article, l'évolution et la répartition mondiale de la production manufacturière sont analysées avec précision, en particulier la concurrence entre pays industrialisés et pays émergents. Ce thème s'inscrit totalement dans la réflexion sur les flux de marchandises et de capitaux. L'essor des échanges internationaux instaure une rivalité entre les firmes multi/transnationales pour la recherche de nouveaux contrats et leur implantation sur le marché national des pays émergents.
Pour traiter un sujet de bac portant sur la mobilité des marchandises et la délocalisation, cet article apporte un éclairage particulier. La part de chaque pays dans la production manufacturière mondiale est, en général, peu abordée et les données de son évolution sont donc à retenir. Les analyses des perspectives d'avenir, tant pour la production manufacturière mondiale que pour l'évolution de la consommation, notamment dans les pays émergents, peuvent être intégrées dans une conclusion de partie ou de devoir.

LES ARTICLES DU Monde

Le pilotage automatique a échoué ; reste à inventer le pilotage manuel

Comment expliquer la crise du système capitaliste et l'impossibilité présente des États ou du G20 à reprendre la situation en main ? Depuis 1980, la conjoncture internationale, à mesure qu'elle se globalise, semble devenir de plus en plus insaisissable. Pratiquement aucun économiste n'avait prévu la dépression de l'été 2008, ou n'est simplement en mesure de prédire la conjoncture à moins de trois mois.
Fin 2010, alors que la croissance demeure atone aux États-Unis et dans la zone Euro, bien peu d'experts sont véritablement en capacité de dire ce qu'il conviendrait de faire pour relancer l'économie. Le nouveau concept de « rilance » – rigueur d'un côté pour rassurer les marchés, relance de l'autre pour soutenir l'activité – ajoute à la perplexité. En fait, cette propagation rapide de la crise financière à la sphère économique n'est-elle pas due au processus de globalisation lui-même ? L'interdépendance recherchée et souhaitée entre la finance et l'ensemble de l'économie mondiale est aujourd'hui effective. En période de croissance forte, cette interdépendance est potentiellement porteuse de profits. Sans régulation, les inconvénients de ce modèle sont néanmoins nombreux : explosion des inégalités, consommation rapide des ressources naturelles, écart grandissant entre zones de production et zones de consommation aboutissant à une économie de flux. Or, aujourd'hui, les marchés auxquels nous avons confié notre avenir ne semblent plus en capacité d'assurer un bien-être collectif. La mondialisation « heureuse » n'existe plus. Elle n'est plus au bénéfice de tous, mais seulement de quelques-uns. Sait-on que le commerce intra-firme représente, selon les experts, de un tiers à la moitié du commerce mondial aboutissant à produire à bas coûts ce que l'on peut vendre avec des marges élevées dans les pays développés ? La globalisation favorise l'expansion de certaines zones économiques – les pays émergents – au détriment de l'activité dans les pays développés et, dans une large partie, du monde en développement.
Les grands opérateurs internationaux – firmes multinationales, spéculateurs et financiers – profitent de ce système, de cette distanciation entre zones de production et zones de consommation. Ils ont avantage à acheter à bas coûts dans les pays émergents et à vendre à prix élevés dans les pays développés. Une économie de flux s'est mise en place où chaque opérateur entend prélever sa dîme.
Mais alors, comment réagir dans une telle conjoncture ? Comment retrouver un équilibre dans la répartition des richesses produites ? Est-il possible de réguler à nouveau l'économie mondiale en la mettant au service du développement humain de tous ? Tout retour en arrière est-il définitivement impossible ? Face à la crise de l'été 2008, les États ont tenté courageusement d'intervenir – stabilisation de la crise par la dépense publique – et les G20 de Washington et de Londres ont proposé de fixer de nouvelles règles – liste noire des paradis fiscaux, gouvernance des marchés financiers, dotation supplémentaire pour le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour aider les pays en difficulté.
Toutefois, ces tentatives de reprise en main semblent avoir fait long feu. Les déficits des États se sont creusés et les marchés

POURQUOI CET ARTICLE ?

La crise économique et financière mondiale, qui sévit depuis 2008, est en relation directe avec la mondialisation et la globalisation actuelles. L'interdépendance de l'économie et de la finance mondiales est accusée d'être l'une des causes des problèmes économiques rencontrés aujourd'hui. **Dans cet article, le journaliste évoque la mobilité internationale des marchandises, et s'interroge sur la capacité d'intervention des États et des organismes internationaux lors de crises financières.**
Pour un sujet de bac traitant de la globalisation et du rôle des États vis-à-vis de celle-ci, mais aussi des volontés d'encadrement des flux internationaux, ce texte fournit un résumé critique de la situation actuelle, tout en s'interrogeant sur la pertinence des mesures prises et sur leurs conséquences à moyen et long terme.
Pour conclure une réflexion sur la globalisation, sur les aspects négatifs de la mondialisation, on peut s'inspirer des propositions du journaliste concernant la mise en place d'un nouveau système économique, social et écologique.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

n'ont pas tardé à « doucher » cet interventionnisme jugé excessif et laxiste, dont ils avaient été les premiers bénéficiaires. *Via* la dette souveraine qu'ils financent, les marchés imposent à nouveau la rigueur de peur de voir leurs créances souveraines se dévaloriser.

Via le dogme intangible de la liberté pleine et entière du commerce international, ils bloquent toute velléité de régulation globale, immédiatement assimilée à du protectionnisme – la bête immonde – qui risquerait de limiter les flux. La main invisible doit rester insaisissable.Pour redonner un minimum de perspective aux générations futures, il faudrait s'accorder sur la mise en place d'un autre système économique, social et écologique où l'homme reprenne en main les manettes de son avenir, où la puissance publique ait à nouveau le droit d'intervenir en matière économique face au diktat des opérateurs économiques. Il faudrait surtout que les États, un à un, ou pris collectivement dans le cadre du G20, aient le courage de fixer de nouvelles règles économiques en se donnant les moyens de les faire respecter. Il faudrait enfin que les zones de production se relocalisent en partie à proximité des bassins de populations, afin que l'économie se mette à nouveau au service de la satisfaction des besoins locaux.

Le pilotage automatique de l'économie mondiale par les marchés n'est plus la solution, nous le savons. Il nous a conduits collectivement dans le mur. La loi des avantages comparatifs imaginée par l'économiste anglais David Ricardo (1772-1823) – tous les pays peuvent tirer avantage d'un commerce international ouvert – s'efface en faveur de la loi des avantages absolus qui privatise l'accumulation de richesses au profit des plus forts. Ne laissons pas de funestes augures nous faire croire qu'il conviendrait d'en faire encore un peu plus en matière de libéralisation. Cessons d'être dogmatiques et ayons le courage de regarder la réalité en face.

Les démocraties doivent à nouveau faire entendre leurs voix en se donnant les moyens de saisir effectivement la main invisible du marché qui nous gouverne actuellement. Telle devrait être, en 2011, l'ambition de la présidence française du G20.

Stéphane Madaule
(30 octobre 2010)

Pourquoi le prix des vêtements devrait augmenter

POURQUOI CET ARTICLE ?

« Pour comprendre la mondialisation, celle d'hier et d'aujourd'hui, rien ne vaut l'examen d'un morceau de tissu. Sans doute parce qu'il n'est fait que de fils et de liens et des voyages de la navette » écrit Erik Orsenna dans son *Voyage au pays du coton, Petit précis de mondialisation* (prix du livre d'économie 2007). **Contrairement à une idée reçue, les pays développés comme les États-Unis, l'Union européenne et les** NPIA **(Corée du Sud, Taiwan, Singapour) tiennent encore une place importante dans l'exportation de textile-habillement, notamment dans l'habillement haut de gamme, la haute couture et l'industrie du luxe.** Mais la domination dans la filière des pays à bas salaires asiatiques (Pakistan, Chine, Inde, Bangladesh, Vietnam) se renforce. En 2005, l'OMC a mis fin aux accords multifibres qui contingentaient les exportations des pays en développement vers les pays industrialisés.

La mondialisation de l'économie a fait baisser les coûts du textile de manière continue depuis plus d'une décennie. Fabriqués à l'étranger, en Asie notamment, les habits que l'on retrouve dans les boutiques et grandes enseignes françaises ont bénéficié des très bas coûts de production, dans ces pays où les manufactures ne s'embarrassent guère de considérations sociales. Il se pourrait pourtant que les prix du textile grimpent dans une proportion supérieure à celle de l'inflation. Si l'impact sur le coût de production des revendications sociales des ouvriers du textile bangladais ou chinois n'est pas à négliger, c'est un autre facteur, exogène, qui risque en premier lieu de peser sur le prix d'un jean ou d'une chemise achetés dans une boutique française. Les cours du coton ne cessent de monter et ont atteint, vendredi 5 novembre, un sommet historique. Sur l'Intercontinental Exchange, la livre de fibre blanche s'est adjugée à 1,45 dollar contre 1,24 dollar la semaine précédente, et moins de la moitié il y a un an.

Stocks au plus bas

Les facteurs qui expliquent cette hausse sont nombreux. Les inondations catastrophiques qui ont frappé la Chine et le Pakistan cet été ont considérablement fait baisser la production. Idem aux États-Unis, où les intempéries ont grevé la production du premier exportateur mondial. Par ailleurs, la Chine est accusée de spéculer et de sous-estimer ses stocks pour tirer son épingle du jeu.

Conséquence : les stocks sont au plus bas depuis 14 ans, alors que la demande mondiale est toujours supérieure à l'offre, écrit le département américain à l'agriculture dans son rapport mensuel d'octobre.

Selon l'Insee, les coûts du textile sont restés stables en France malgré cette surchauffe qui n'est pas nouvelle. En septembre, les prix à l'achat n'avaient augmenté que de 1,3 % par rapport au même mois de 2009 ; une évolution comparable à l'inflation. Les distributeurs pourront-ils tenir en rognant sur leur marge ?

La proportion des matières premières sur le prix en magasin n'est pas la même selon que l'on considère des produits de luxe ou des produits bon marché. Pour ces derniers, le prix des matières représente jusqu'à 40 % du prix en magasin.

« On va avoir avoir une mauvaise nouvelle à annoncer »

Si la Fédération française de l'habillement se refuse à tout commentaire, d'autres acteurs du secteur envisagent désormais ouvertement une hausse d'environ 10 % des prix du textile. Rognant sur leurs marges, les détaillants avaient jusqu'à présent évité de répercuter la hausse pour ne pas bousculer un marché fragilisé par la crise. Interrogé par Le Monde en septembre, Laurent Ducoulombier, PDG de WED, une entreprise de négoce qui fournit de grandes enseignes de textile vendu à prix coûtant, la situation n'est plus tenable sans hausse des prix. « La tension est palpable dans la filière, les coûts du tissu augmentent, ceux de la production ne peuvent plus baisser, et les prix de vente sont toujours tirés à la baisse », expliquait-il.

Constat similaire de la part du président de la Fédération des enseignes de l'habillement, Jean-Marc Génis, cité par *Le Figaro* : « On va avoir une mauvaise nouvelle à annoncer : on va repartir vers une forme d'inflation ». Outre-Atlantique, la hausse est déjà une réalité.

De nombreux groupes textiles n'ont eu d'autres choix que de répercuter cette hausse, comme le note le *New York Times* qui cite le géant du jean, Levi's, qui a déjà augmenté ses prix et les rehaussera encore début 2011.

(8 novembre 2010)

Le volcan révèle la fragilité de la mondialisation

Le nuage de cendres islandais n'a qu'un seul précédent macroéconomique : l'attentat terroriste du 11 septembre 2001 aux États-Unis. « Comme le volcan islandais aujourd'hui, les attentats contre les deux tours new-yorkaises ont introduit un élément d'incertitude qui a brisé net les échanges aériens, les déplacements de personnes et de marchandises, analyse Élie Cohen, directeur de recherche au CNRS. Pendant une période courte, la mondialisation a été annulée. »

La comparaison entre Al-Qaida et le volcan joue à deux niveaux. D'abord, l'événement perturbateur ne coûte rien. Le nuage de cendres est issu d'une débauche énergétique que le volcan produit gratuitement. Quant au 11 septembre, la préparation et l'entretien des terroristes n'ont nécessité que quelques dizaines de milliers de dollars.

Sur le plan des conséquences, en revanche, les dommages ont le milliard d'euros pour unité de mesure. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a estimé les dégâts directs et indirects du 11 septembre à près de 30 milliards de dollars (22,347 milliards d'euros).

Les bilans du nuage de cendres sont partiels pour l'instant. Une étude de Natixis précise que « 313 aéroports ont été fermés et 7 millions de personnes bloquées ». L'étude ajoute que le « nombre de vols annulés a été plus important que dans les trois jours qui ont suivi le 11 septembre 2001, où l'espace aérien américain a été fermé ».

L'Association des compagnies aériennes iata avait indiqué dans un premier temps une perte globale de 147 millions d'euros pour l'ensemble des compagnies. Une étude plus récente de la banque HSBC évalue à 150 millions d'euros les dommages causés aux seules cinq premières compagnies aériennes.

« La Corrèze au lieu du Zambèze »

L'Association américaine de l'industrie du voyage estime les pertes pour l'économie américaine à 650 millions de dollars (484 millions d'euros). En France, le secrétaire d'État au tourisme, Hervé Novelli, a indiqué, mardi 20 avril, que les compagnies aériennes, les voyagistes et les tour-opérateurs avaient perdu environ 200 millions d'euros.

Si on inclut les pertes des aéroports, des hôtels, les jours de travail perdus des voyageurs bloqués, les marchandises périssables, les pièces de rechange non acheminées qui ont engendré des pertes de production, etc., le coût global pour l'Europe atteindra plusieurs milliards d'euros.

Daniel Mirza, professeur d'économie et chercheur au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), estime que ces pertes macroéconomiques seront partiellement compensées au plan microéconomique. « Les marchandises non périssables seront acheminées par route ou rail, les touristes visiteront la Corrèze au lieu du Zambèze. »

Le creux de croissance subi par les transporteurs aériens est d'ores et déjà récupéré par d'autres acteurs économiques. Eurotunnel, qui fonctionne habituellement à 52 % de ses capacités, « tourne aujourd'hui à plein », indique Fabienne Lissak, responsable de la communication. « On est passé de 5 000 à 10 000 voitures jour », ajoute-t-elle, en raison du nombre de Britanniques à rapatrier. « Le rail, la route, les autocars, les loueurs de voitures », bénéficient de la carence aérienne, indique Natixis.

Effet « disruptif »

Mais la question posée par le volcan – et par les attentats du 11 septembre – est son effet « disruptif » sur la mondialisation, à savoir sa capacité à désorganiser une circulation complexe de personnes, de biens et de marchandises. « Le fret aérien ne représente que 5 % du trafic marchandises en volume, mais, en valeur, ces mêmes marchandises pèsent 40 % du trafic mondial », indique M. Mirza.

« Ce débat avait été ébauché au lendemain du 11 septembre », indique Élie Cohen. « Mais la volonté de croissance des pays émergents et la volonté de profit des multinationales avaient vite étouffé l'interrogation. » Pour M. Mirza, « seul un choc permanent est susceptible de remettre en question la mondialisation. Aujourd'hui, l'espoir du bénéfice apparaît toujours plus élevé que le risque de perte face au terrorisme ou à une catastrophe naturelle ».

Pour l'instant, tous ces chocs ont été amortis, et des mécanismes de substitution mis en place. Reste le facteur psychologique. Car la mondialisation, c'est aussi des personnes. « La méfiance des voyageurs envers le transport aérien sera à l'avenir un facteur clé pour évaluer l'impact économique du nuage », écrit Natixis. Quelle dose de risque vital et de perturbation dans leurs habitudes les individus sont-ils prêts à accepter pour tenir leur rôle dans la mondialisation telle qu'elle est construite aujourd'hui ? Telle est la question.

François Bostnavaron et Yves Mamou
(21 avril 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Certains mécanismes peuvent-ils enrayer la mondialisation ? Oui, répond cet article car **derrière les flux et les réseaux mondiaux, on trouve bien des choix personnels, des stratégies d'acteurs individuels sur le court et le long terme.** La comparaison entre les perturbations du trafic aérien liées d'une part aux attentats du 11 septembre et d'autre part à l'activité du volcan islandais permet de montrer le rôle des catastrophes – humaines ou naturelles – dans les déplacements et les échanges à l'échelle locale, mais aussi mondiale. La répétition de tels événements désastreux peut provoquer des modifications des habitudes et des coûts liés au facteur-risque susceptible de rendre certains types de transport moins rentables que d'autres. Si la mondialisation a tendance à rétrécir l'espace et à faire davantage raisonner les voyageurs en terme de temps, la fermeture des aéroports les renvoie au problème que représentent les trajets de plus de 500 kilomètres ; même le train, le bus ou la voiture ne sont plus alors totalement adaptés. Cela pose aussi la question des dangers de l'augmentation du prix du carburant : ne peut-on pas voir dans les conséquences de ces accidents des signes d'une fragilité de la mondialisation et d'un possible scénario de régionalisation ?

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

SIGLES CLÉS

ALENA
Association de libre-échange nord-américain (NAFTA en anglais). Depuis 1993, l'ALENA associe les États-Unis, le Canada et le Mexique.

APEC
Asia Pacific Economic Cooperation. Cet organisme de coopération économique créé en 1989 réunit des pays riverains de l'aire Pacifique : 21 États – dont les membres de l'ALENA –, ceux de l'ASEAN, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Corée du Sud, la Chine, Taiwan, le Chili.

ASEAN
Association of South East-Asian Nations. Créée en 1967, l'ASEAN réunit dix États : Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam. Cette association vise à promouvoir le développement économique, social et culturel de ces pays, ainsi que la coopération régionale.

FAO
L'une des institutions spécialisées de l'ONU. Créée en 1945, elle siège à Rome et regroupe 183 États membres. La FAO lutte contre la faim et la pauvreté, en favorisant le développement agricole, les progrès nutritionnels et la sécurité alimentaire.

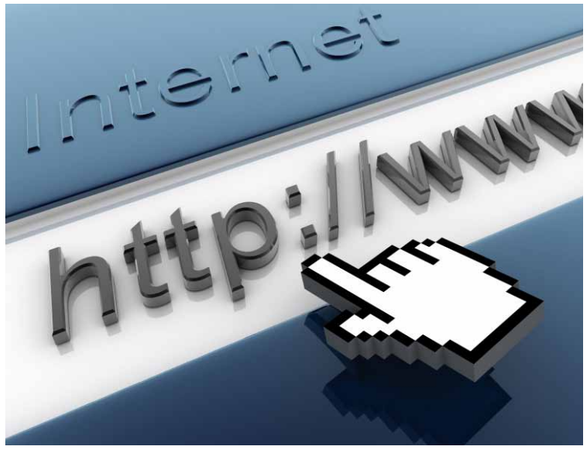
MERCOSUR
Marché commun d'Amérique du Sud, fondé en 1991, qui réunit le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Il incite notamment les entreprises de ces pays à développer de nouvelles stratégies commerciales.

ONG
Organisation non gouvernementale. Cette association intervient en général dans le domaine humanitaire.

ONU
Organisation des Nations unies. Créée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale en 1945, elle siège à New York. Elle est la principale organisation intergouvernementale mondiale et réunit la quasi-totalité des États souverains du globe. Son objectif principal est de sauvegarder la paix et la sécurité mondiale.

D'autres logiques d'organisation de l'espace mondial

La mondialisation se combine à d'autres logiques préexistantes de l'organisation de l'espace mondial, reposant par exemple sur les héritages des grandes civilisations, le rôle dévolu aux États. Mais la mondialisation s'accompagne d'un accroissement des inégalités entre les pays riches et les pays pauvres. Tant sur le plan économique qu'environnemental, les évolutions en cours semblent insuffisamment maîtrisées.



Le devenir des grandes aires de civilisation

On distingue à travers le monde plusieurs grandes aires de civilisation issues d'une longue histoire, avec un fondement religieux encore plus ou moins présent. Depuis l'après-guerre, le **brassage des civilisations** est beaucoup plus important du fait des progrès des moyens de communication (télévision, Internet), de la diffusion de produits (vestimentaires notamment) ou de certaines pratiques culturelles (le sport ou la musique) à travers le monde entier.
Cependant, il ne faut pas oublier que sans accès à l'électricité, la majorité des habitants du globe est faiblement concernée par cette circulation d'idées et de marchandises liée à la mondialisation. Les **structures anciennes** (cadre familial, tradition religieuse, etc.) continuent de marquer fortement une grande partie de l'humanité.

Le rôle des États

À l'heure de la mondialisation, la circulation des capitaux et des informations ne connaît plus de frontières. Toutefois, **les frontières restent déterminantes pour la circulation des personnes**.
En ce qui concerne les marchandises, les échanges intérieurs sont plus élevés que les échanges entre pays, avec le maintien de certaines contraintes (droits de douane) et la logique des marchés qui reste nationale. La libéralisation des échanges, les interdépendances économiques ont nettement diminué la marge de manœuvre des gouvernements en matière économique et financière. Mais l'État reste la **première source de légitimité** dans un grand nombre de domaines.
Par ailleurs, la supranationalité n'existe que très marginalement (OMC, ONU). La nécessité d'une instance de régulation supranationale est un débat ouvert au sein de la communauté internationale.

Le rôle des organisations régionales

Depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de nombreuses organisations regroupant des pays voisins ont vu le jour : ce sont les organisations régionales. **La régionalisation constitue une solution intermédiaire entre la fragmentation du monde en deux cents États et la mondialisation.**

La plupart des organisations régionales visent à faciliter le commerce entre leurs membres. Les principales sont l'asean, l'alena, l'apec, le mercosur. L'Union européenne occupe une place originale. D'abord simple marché commun, elle est entrée ensuite dans un processus d'intégration monétaire avec la mise en place de l'euro, puis politique avec le projet de constitution européenne. Cette organisation présente donc l'un des rares exemples de pouvoir supranational. Mais elle repose sur la volonté conjuguée des États membres, ce qui explique beaucoup des blocages dans le processus en cours.

L'ESSENTIEL DU COURS

Un stand d'ATTAC à Vienne le 4 septembre 2005.

Des débats suscités

La distinction Nord-Sud est toujours d'actualité. La pauvreté de masse demeure une réalité du monde contemporain. Les partisans de la libéralisation des échanges pensent que ces inégalités se résoudront par le jeu du libre-échange et du fonctionnement normal de l'économie. Les altermondialistes, à l'inverse, estiment que la logique libérale dominante creuse les inégalités et proposent d'autres solutions.
La mondialisation pose également de grandes **questions environnementales** : l'épuisement des ressources, le rejet dans l'atmosphère de gaz à effet de serre, la destruction de nombreux écosystèmes sont autant de risques liés au développement économique à l'échelle du monde. Or les tentatives de maîtrise des enjeux écologiques n'ont pas donné de réels résultats (exemple : échec du protocole de Kyoto en 1997 sur la réduction des gaz à effet de serre, non ratifié par les États-Unis).

Une gouvernance mondiale à mettre en place

Avec la mondialisation, des points qui n'étaient auparavant traités qu'à un échelon régional sont abordés au niveau de la planète. Deux courants contradictoires s'opposent : un courant libéral qui rejette les règles et un courant qui appelle de ses vœux une sorte de gouvernance mondiale. Les enjeux sont de taille : **il s'agit de réduire les inégalités et de lutter contre la pauvreté, de sauver l'environnement menacé, enfin de garantir la paix dans le monde**.
L'ONU est aujourd'hui la principale instance de régulation politique dans le monde. Son rôle est réel, mais très imparfait dans la mesure où elle ne peut agir qu'avec l'accord des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. L'ONU intervient également par l'intermédiaire de ses organismes satellites (UNESCO, FAO, HCR, etc.) dans le domaine humanitaire. Les ONG (Amnesty international, Greenpeace, ATTAC) jouent aussi un rôle important en mobilisant l'opinion et en faisant pression sur les dirigeants.
Toutes ces tentatives de régulation sont l'indice d'une prise en compte des **enjeux humains de la mondialisation**. Cependant, à ce jour, leurs résultats sont encore très modestes.

TROIS ARTICLES DU *MONDE* À CONSULTER

- **Les altermondialistes en quête d'un espace politique** p. 17-18
(Jean-Pierre Langellier, 26 janvier 2010.)
- **Le bilan carbone des pays occidentaux sous-évalué** p. 18-19
(Laurence Caramel, 1er avril 2010.)
- **La justice face à la corruption internationale** p. 19
(11 novembre 2010.)

NOTIONS CLÉS

AIRE PACIFIQUE
Ensemble des pays bordant le Pacifique ou baignés par cet océan. La domination de cet ensemble régional fait l'objet d'une concurrence entre les puissances japonaise, américaine et chinoise.

CIVILISATION
Ensemble des caractères culturels, linguistiques ou matériels communs à une société ou à un groupe de sociétés.

ÉTAT
Au singulier et avec un article défini, mot qui désigne le gouvernement et l'administration d'une communauté d'hommes, s'exerçant sur un territoire déterminé. Lorsque ce terme est employé avec un article indéfini (*un État*), il est synonyme de *pays*. On parle ainsi des États membres de l'ONU.

LIBRE-ÉCHANGE
Principe défendu par les tenants du libéralisme qui consiste en la libre circulation, par-delà les frontières nationales, des produits (biens et services), des capitaux, de la monnaie et des hommes.

MONDIALISATION
Processus économique qui étend le principe libéral d'une économie de marché à l'ensemble de la planète. La mondialisation, surtout dans le domaine économique et culturel, fait l'objet d'une contestation forte de la part de citoyens ou d'associations, qui forment le mouvement antimondialisation ou altermondialiste. Avec la mondialisation, les espaces économiques nationaux laissent place à un espace mondial intégré ; c'est l'image du « village planétaire ».

NORD-SUD
L'opposition entre pays du « Nord » et pays du « Sud » permet de rendre compte de l'opposition entre pays développés et pays en développement. Il faut prendre garde que cette opposition ne recoupe pas exactement la division du globe en deux hémisphères ; ainsi, l'Australie, pays du Nord économique, se situe dans l'hémisphère Sud.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

SIGLES CLÉS

NPIA
Nouveaux pays industrialisés d'Asie : Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong (rétrocédée à la Chine en 1997) et Singapour. Ces quatre États ou cités États, également baptisés « les quatre dragons » ont connu un développement accéléré et spectaculaire dans les années 1970.

PED OU PVD
Pays en (voie de) développement. Ce sont les pays du « Sud ». Ils présentent un retard de croissance économique par rapport aux pays développés et connaissent également des difficultés sur le plan social.

PMA
Pays les moins avancés. Ces pays correspondent aux pays les plus pauvres de la planète, avec un IDH (indice de développement humain) souvent bas. Ils sont localisés principalement en Afrique subsaharienne.

NOTIONS CLÉS

ÉLÉMENTS DE « CULTURE UNIVERSELLE »
Issus des États-Unis, ils ont conquis le monde entier : l'anglo-américain, le dollar, les produits de consommation mondialisés (coca-cola, Disney), le cinéma américain.

FRACTIONNEMENT POLITIQUE
On recense dans le monde près de 200 États et une profusion de minorités ethniques (*cf.* l'Inde). Les conflits militaires et civils (Irak, Tchétchénie, Darfour) et les mouvements terroristes (Al-Qaïda) participent de ce fractionnement.

RÉSEAUX DE DIFFUSION
Ils sont d'ordres variés : télécommunications (Internet) et satellites, transports à grande vitesse, diasporas et églises universelles, grandes organisations internationales (Organisation mondiale du commerce, ONU).

Composition : Unité et diversité de l'espace mondial

Vue de Hong-Kong.

Ce qu'il ne faut pas faire
• Nier l'un des deux termes de l'alternative proposée par le sujet.
• Suivre un plan thématique analysant successivement les domaines politiques, économiques et culturels.

L'analyse du sujet
Unité → recenser tout ce qui rapproche les peuples en termes d'échanges économiques, de mode de vie ou de gestion des affaires.
Diversité → décrire ce qui différencie les peuples que ce soit sur le plan culturel, idéologique ou en termes de conflits.
Espace mondial → travailler sur l'ensemble de la planète, pays développés et pays pauvres.

La problématique
Peut-on parler de mise en place d'un « village planétaire » dans l'espace mondial ?

Dans quelle(s) mesure(s) la mondialisation uniformise-t-elle la planète ?

Les objectifs à atteindre
La conclusion doit souligner l'émergence d'une civilisation mondiale qui rapproche les hommes, tout en préservant d'importantes différences. Elle montrera qu'il y a unité dans la diversité.

Le plan détaillé du développement
I. Le monde s'unifie dans le cadre de la mondialisation.
a) La globalisation politique s'affirme à travers les organisations internationales.
b) Les échanges et les interdépendances économiques s'accentuent au niveau mondial.
c) Une « culture universelle » américanisée s'affirme.
d) Les réseaux de diffusion atteignent tous les espaces et pays.
II. Le monde reste une mosaïque de peuples souvent rivaux.
a) Les grandes aires culturelles et le fractionnement par États subsistent.
b) Les inégalités sont de plus en plus marquées entre les Nord et les Sud.
c) Les conflits armés et les rivalités persistent.
d) Des modèles de sociétés alternatifs résistent à l'américanisation.

Les repères essentiels
• Aires de civilisations : elles recouvrent les grands modèles religieux, linguistiques et idéologiques ; les mouvements identitaires, les nationalismes, les régionalismes, les intégrismes en relèvent également.
• Les Nord : ils sont constitués des pays de la triade, des NPI, des pays en transition (ex-URSS).
• Les Sud : ils comptent les pays émergents, les pays ateliers, les pays pétroliers, les PMA.

SUJETS TOMBÉS AU BAC SUR CE THÈME

Études d'un ensemble documentaire
– La mondialisation des échanges : réalités et limites (Métropole, septembre 2008)
– L'espace mondial : une inégale intégration dans la mondialisation (Métropole, juin 2009)

Croquis
– Des Sud inégalement intégrés dans la mondialisation (Polynésie, septembre 2008).

Les altermondialistes en quête d'un espace politique

Dix ans après la naissance du mouvement, le Forum social mondial s'ouvre lundi à Porto Alegre, au Brésil

Le Forum social mondial (FSM) retrouve son berceau. Pour fêter ses dix ans, il a choisi, pour la première fois depuis 2005, de revenir à Porto Alegre, la grande ville du sud du Brésil qui l'a déjà accueilli à quatre reprises depuis 2001. La première édition y avait eu lieu un peu plus d'un an après la naissance du mouvement, à Seattle, aux États-Unis, en novembre 1999, lors de violentes manifestations contre la mondialisation, à l'occasion d'une conférence de l'Organisation mondiale du commerce.
Cette neuvième édition (le forum n'a pas eu lieu en 2008) devait s'ouvrir pour cinq jours, lundi 25 janvier. Elle a lieu, comme les précédentes, la même semaine que le Forum économique mondial de Davos, le grand rendez-vous du capitalisme planétaire, dont le FSM se veut l'antipode. Quelque 20 000 militants doivent participer à des centaines de rencontres et de débats, à Porto Alegre et dans cinq petites villes voisines.
En dix ans, le mouvement s'est essoufflé, dans un univers capitaliste en adaptation permanente, quoique frappé par une grave crise économique, où le slogan altermondialiste « Un autre monde est possible » – un monde plus juste, plus pacifique, plus solidaire, plus respectueux de l'environnement – relève encore largement de l'utopie. Il est donc temps pour le FSM de dresser un bilan sans complaisance et d'imaginer « un nouvel agenda » dans la perspective de sa prochaine édition, prévue à Dakar. C'est la tâche stratégique qui incombera chaque matinée de cette semaine aux 70 orateurs invités à Porto Alegre par le Groupe d'appui et de réflexion du Forum.
Au fil des ans, les préoccupations du FSM ont évolué. Sans renoncer à ses anciens chevaux de bataille – l'échange inégal, la dette, l'injustice sociale –, le mouvement en a enfourché de nouveaux : le réchauffement climatique, la sauvegarde des ressources naturelles, les agrocarburants, l'accès aux sources d'énergie, la sécurité alimentaire, la protection des peuples autochtones…
« Nos premières réunions étaient dominées par toutes les questions liées au commerce et aux marchés, rappelle un des fondateurs du Forum, le sociologue Candido Grzybowski, directeur général de l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (IBASE). Aujourd'hui, nous savons que le système industriel et son productivisme font partie du problème, et non de la solution. Notre rapport à la nature a changé. La destruction de l'environnement s'inscrit dans une crise de civilisation. »
Et la crise économique ? Candido Grzybowski regrette que les altermondialistes n'aient pas saisi « cette occasion historique » pour « occuper l'espace politique ». « La crise a validé nos attaques contre les ravages du néolibéralisme. Elle a montré que le système capitaliste ne fonctionnait pas. Nos idées ont progressé, notamment sur la nécessité d'une intervention accrue des États. Mais ceux-ci se sont contentés d'éviter le pire. Ils n'ont pas entrepris de véritables changements structurels. »
Alors que faire ? « Nous devons penser avec audace, répond Candido Grzybowski. Imaginer de nouveaux rêves, créer des projets, élaborer une autre vision du monde. Faire confiance à nos capacités de changement, donner un sens aux conflits sociaux, construire des alternatives qui renforcent l'autonomie des citoyens et des peuples par rapport aux pouvoirs. » Les forums annuels, constate-t-il, ont bousculé les habitudes politiques, notamment à gauche, « mais pas beaucoup plus que cela ».
En dix ans, la famille altermondialiste a peu à peu changé de profil. En témoignent les résultats d'une enquête conduite par l'IBASE auprès des participants à la rencontre de 2009, à Belem, en Amazonie brésilienne. Les adeptes du mouvement conservent un niveau de formation élevé : 81 % d'entre eux ont achevé ou poursuivent des études universitaires. Leur méfiance envers les institutions reste massive, seules les Nations unies obtenant grâce, dans le monde et de donner aux citoyens le pouvoir de contrôler les organisations. Les FSM (Forums sociaux mondiaux) se déroulent chaque année en janvier pour s'opposer au Forum économique mondial, qui a lieu en même temps dans la station de ski de Davos en Suisse. Le slogan est « Un autre monde est possible ». Il y a eu 20 000 participants à ce forum en 2001, 50 000 en 2002, 100 000 en 2003 (tous les trois tenus à Porto Alegre au Brésil). En 2004, le FSM s'est déroulé à Bombay en Inde avec environ 150 000 participants. En 2005, il est revenu à Porto Alegre avec environ 120 000 participants. En 2006, il s'est tenu sur trois pays à la fois (Venezuela, Pakistan, Mali) ; en janvier 2007, à Nairobi au Kenya ; en janvier 2009, à Belem en Amazonie brésilienne. Une Journée mondiale d'action (26 janvier) a remplacé le Forum social mondial en 2008.
Composé de multiples groupes, le mouvement altermondialiste ne parvient pas à devenir un véritable mouvement social planétaire car il manque de dénominateurs communs. Comment unir écologistes, syndicats paysans, associations civiques, défenseurs des peuples indigènes ?

POURQUOI CET ARTICLE ?

En 1990, un mouvement de contestation de la mondialisation est apparu en Europe de l'Ouest et en Amérique. Il a d'abord été un mouvement *antimondialisation* avant de devenir un mouvement *altermondialiste*. Ce mouvement est fondé sur l'idée qu'une autre organisation du monde est possible, évitant les logiques simplement marchandes, la recherche effrénée du profit et la montée des inégalités. Sans rejeter la mondialisation, il propose de la réguler, de changer les logiques de développement

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

aux yeux de 44 % d'entre eux. Mais les militants du FSM sont de plus en plus jeunes : 64 % ont moins de 34 ans, et 34 % moins de 24 ans.
« La relève est assurée, se réjouit M. Grzybowski. Pour la majorité de ces jeunes, qui participent au Forum pour la première fois, c'est une initiation à la politique. » Ils sont de moins en moins engagés, au sens traditionnel du terme, 30 % d'entre eux ne militant dans aucune organisation politique, religieuse ou culturelle : « Ils ont une vision très ample des défis d'aujourd'hui, conclut le sociologue brésilien, et ils envisagent les luttes de manière très universaliste. »

Jean-Pierre Langellier
(26 janvier 2010)

Le bilan carbone des pays occidentaux sous-évalué

La prise en compte des produits importés ferait augmenter de 23 % les émissions de CO_2 liées à la consommation

POURQUOI CET ARTICLE ?

En décembre 1997, la communauté internationale signe un protocole à la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique : le protocole de Kyoto (Japon). Un grand nombre de pays développés s'engagent alors à réduire de 5,25 % leurs émissions de dioxyde de carbone d'ici 2012. Mais en raison de la responsabilité historique des pays développés dans l'augmentation de la teneur en carbone de l'atmosphère, les pays du Sud ne sont soumis à aucune contrainte. Bien que certains d'entre eux soient de plus en plus industrialisés (la Chine et les NPIA), ils font valoir qu'une grande partie de leurs produits manufacturés est exportée vers les pays développés et qu'il est hors de question de limiter leurs émissions dans ces conditions. La Chine ne cesse de répéter qu'elle est un pays du Sud et qu'elle n'a donc pas à assumer financièrement l'accroissement de l'effet de serre. **Mais qui doit alors payer pour ce « carbone commercial » et ses effets sur le réchauffement climatique ?** Les sociétés transnationales qui ont délocalisé une partie de leurs activités dans des pays-ateliers ne veulent pas en entendre parler. L'opinion publique, qui a accepté cette désindustrialisation et son cortège de perte d'emplois au bénéfice de prix bon marché, ne semble pas prête à payer plus. On touche ici aux limites de la coopération internationale en matière de développement durable, dont témoignent les échecs répétés des derniers sommets sur le climat, comme celui de Copenhague.

L'empreinte carbone d'un Français est de 6 tonnes de CO_2 par an, celle d'un Américain avoisine les 20 tonnes, mais combien faut-il ajouter pour le jean importé du Bangladesh, le téléphone mobile fabriqué en Chine, le téléviseur produit en Corée du Sud ?
L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a annoncé, vendredi 26 mars, un vigoureux redémarrage des échanges internationaux en 2010, avec une hausse prévue de 11 % des exportations des pays en développement. Aux avant-postes pour profiter de cette reprise : la Chine qui, en 2009, a détrôné l'Allemagne de la première place du palmarès des plus grands pays exportateurs.
En l'espace d'une vingtaine d'années, la production industrielle des pays développés a basculé vers les pays émergents. Et avec elle, une grande partie de la pollution rejetée par des usines occidentales aujourd'hui disparues. À qui ces émissions de gaz à effet de serre doivent-elles être imputées ? Au pays dans lequel sont fabriqués les produits qui seront ensuite exportés pour satisfaire les besoins de consommateurs occidentaux ? Ou au pays consommateur, qui, en s'approvisionnant à l'extérieur, réduit « artificiellement » son empreinte carbone ?
La séparation de plus en plus nette entre la production d'un bien et son lieu de consommation complique le débat sur la lutte contre le changement climatique. Le sujet, jusqu'à présent, n'a pas été abordé de front, de peur de voir se rouvrir la boîte de Pandore du protectionnisme, avec les guerres commerciales qui l'accompagnent. Le protocole de Kyoto, adopté en 1997, ne dit d'ailleurs pas grand-chose des relations entre changement climatique et commerce, si ce n'est que « les parties devront mettre en œuvre des politiques qui minimisent les impacts sur le commerce international ».
En Europe, Nicolas Sarkozy réclame l'instauration d'une taxe carbone aux frontières pour lutter contre le « dumping environnemental » des pays qui produisent sans se soucier de réduire leurs émissions polluantes. Les États-Unis envisagent aussi de se doter de barrières tarifaires dans leur projet de loi sur le climat. Mais la Chine, première concernée, a déjà répondu par une fin de non-recevoir : si quelqu'un doit payer pour ces émissions, ce sera au consommateur occidental.
Une étude publiée par le *Carnegie Institution of Washington*, une fondation de recherche, sur « les émissions de CO_2 liées à la consommation » confirme que le sujet ne pourra être indéfiniment laissé en marge des négociations internationales sur le climat. Steven Davis et Ken Caldeira, ses auteurs, ont traqué les émissions liées aux échanges de produits manufacturés entre 113 pays, sur la base de données mondiales datant de 2004, et décrivent, avec une précision sans égal, les pérégrinations de ce carbone « importé ».
Il en ressort que 23 % des émissions de CO_2 liées à la consommation de biens dans les pays développés — soit 6,4 milliards de tonnes – ont été rejetées dans un autre pays. Le plus souvent en Chine, dont 22,5 % des émissions résultent de la production destinée à l'exportation. Dans le classement des plus gros exportateurs de CO_2 établi par l'étude, viennent ensuite la Russie, les pays pétroliers du Moyen-Orient et l'Inde.
À l'autre bout de la chaîne, les États-Unis apparaissent comme les premiers « importateurs » de CO_2, suivis du Japon, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la France et de l'Italie. Ce palmarès n'est plus le même si les émissions sont rapportées au nombre d'habitants. Ce sont alors les pays européens, aux premiers rangs desquels la Suède, le Danemark et la Suisse, qui prennent la tête du classement. Suivent le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne.
Rien ne permet d'affirmer que les délocalisations d'industries polluantes dans les pays en développement sont une réponse aux politiques de lutte contre le changement climatique initiées par certains pays développés. Le transfert d'activités continue davantage à être justifié par la recherche de plus faibles coûts de main-d'œuvre, voire de nouveaux débouchés. Cela pourrait changer : les industriels européens brandissent désormais à mi-mot la menace de l'expatriation pour échapper aux efforts en matière environnementale que veulent leur imposer les gouvernements.
Ces « fuites de carbone » constituent bien un maillon faible dans les dispositifs imaginés pour lutter contre le changement climatique. Les chercheurs du Carnegie Institution considèrent qu'il n'y aura pas de solution sans compromis : « Les consommateurs des pays riches devront prendre en charge le coût d'une partie de ces émissions », suggèrent-ils. Autrement dit : il faudra leur faire admettre qu'après avoir vu partir ailleurs les emplois industriels, ils devront payer plus cher pour des produits dont le faible prix est souvent le seul avantage qu'ils perçoivent de la mondialisation. Ce n'est pas gagné.

Laurence Caramel
(1er avril 2010)

La justice face à la corruption internationale

La justice peut-elle aider les peuples, notamment ceux des pays du Sud, à lutter contre la corruption de leurs dirigeants, qui contribue à perpétuer mauvaise gouvernance et pauvreté ? La Cour de cassation a répondu par l'affirmative, mardi 9 novembre, dans un arrêt de principe qui ouvre aux organisations non gouvernementales (ONG) militant pour la moralisation de la vie publique un droit – jusque-là inédit en France – de saisir la justice.
C'est un progrès notable sur la voie d'une mondialisation de l'action en faveur des droits de l'homme. Cette décision confère aux ONG internationales un pouvoir considérable, mais aussi des responsabilités nouvelles. La décision de la plus haute juridiction française va permettre l'ouverture d'une enquête visant à établir l'origine des fonds utilisés par trois chefs d'État africains pour acquérir à Paris un impressionnant patrimoine immobilier et une flotte de voitures de luxe. L'ONG *Transparency International France* (TIF), à l'origine de la plainte, soupçonne le Gabonais Omar Bongo (mort en 2009), le Congolais Denis Sassou Nguesso et l'Équato-Guinéen Teodoro Obiang, ainsi que leurs familles, du délit de « recel de détournement de fonds publics », autrement dit d'avoir utilisé l'argent de l'État pour s'enrichir. Pour TIF, il s'agit d'obtenir la restitution aux pays concernés des fonds potentiellement détournés.
En validant la plainte, la Cour de cassation contrarie le pouvoir exécutif : depuis 2007, celui-ci tente, par l'intermédiaire du parquet, d'empêcher cette enquête, qui exaspère plusieurs « amis de la France ». Omar Bongo avait ainsi obtenu en 2008 de Nicolas Sarkozy la tête du secrétaire d'État à la coopération, Jean-Marie Bockel, coupable d'avoir dénoncé publiquement la captation des richesses de leurs pays par des chefs d'État africains.
L'arrêt de la Cour constitue aussi un nouvel avertissement au gouvernement, qui entend supprimer le juge d'instruction. Il réaffirme le rôle central de ce dernier, sans lequel de telles affaires sensibles seraient enterrées. Tel a bien failli être le cas de ce dossier des « biens mal acquis », qui fut, dans un premier temps, classé « sans suite » par le parquet. Là encore, la leçon d'indépendance donnée par les hauts magistrats est bienvenue en ces temps où, affaire Bettencourt aidant, l'opinion a des raisons de douter de la réalité de la séparation des pouvoirs.
Enfin, au-delà de son retentissement français et africain, la décision de la Cour de cassation esquisse les contours de nouveaux droits pour la société civile face à une mondialisation économique et financière croissante. S'érigeant en porte-parole d'une citoyenneté mondiale, les ONG internationales sont amenées à jouer un rôle déterminant de contrepoids dans les immenses territoires ouverts à la corruption et aux détournements de fonds par la globalisation.
Pour être légitime, ce pouvoir accru suppose cependant que les ONG se soumettent elles-mêmes aux obligations de démocratie et de transparence qu'elles entendent faire respecter partout dans le monde.

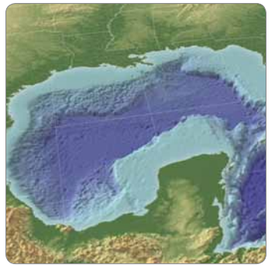
(11 novembre 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Transparency International est la principale organisation de la société civile de lutte contre la corruption, le blanchiment de l'argent sale et les divers types de fraudes ; elle vise également à assurer l'intégrité de la vie économique et publique. Afin de bénéficier d'une complète indépendance vis-à-vis des États, elle ne bénéficie d'aucune subvention publique. Son action se place d'abord au service du développement des pays du Sud. C'est la raison pour laquelle cette organisation non gouvernementale (ONG) milite depuis des années pour voir reconnu le droit de porter plainte contre des chefs d'État suspectés de détourner l'argent public. **Cet article illustre la montée en puissance de la société civile dans le processus de la mondialisation.** Le cadre juridique reste ici national : c'est la section française de l'ONG internationale qui saisit la justice à propos de biens acquis en France par des présidents africains. Mais on voit bien que cette décision a pour but de combattre des phénomènes de mauvaise gouvernance à l'échelle mondiale. On peut rappeler qu'aux TPI (Tribunaux pénaux internationaux) non permanents des années 1990 (1993 : TPI pour l'ex-Yougoslavie ; 1994 : TPI pour le Rwanda et 2002 : TPI pour la Sierra Leone), succède la Cour pénale internationale (CPI), née en 1998. Son siège se trouve à La Haye. La TPI a vocation à juger des individus (et non des États) accusés de crimes de guerre contre l'humanité et de génocides.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

LES ÉTATS-UNIS



© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

MOTS CLÉS

LIBÉRALISME
Au sens politique, garantie des libertés individuelles ; au sens économique, faible participation de l'État dans l'économie pour favoriser la libre entreprise.
Dans les pays anglo-saxons, notamment aux États-Unis, les deux sens du mot *libéralisme* sont considérés comme liés : la liberté d'entreprendre est l'une des libertés fondamentales des individus.

MÉGALOPOLE
Terme créé par le géographe Jean Gottmann dans les années 1950 pour caractériser l'immense ensemble urbain ou conurbation de la côte est des États-Unis, qui s'étend de Boston à Washington.

MÉTROPOLE
Ville qui occupe une position dominante au sein d'un réseau urbain. Une grande métropole correspond à un nœud de communication. Elle constitue à la fois un pôle de services spécialisés aux entreprises, une place financière et un lieu d'innovations. Les métropoles qui jouent un rôle mondial sont peu nombreuses ; on peut citer New York, Londres, Paris, Tokyo.

TECHNOPÔLE
Zone d'activités qui rassemble des entreprises de fabrication ou de services dans le secteur des hautes technologies.
Les technopôles sont la plupart du temps situés dans la périphérie de grandes villes, à proximité de structures de recherche (universités, laboratoires privés). Ils se sont surtout développés à partir des années 1980.

TECHNOPOLE
De plus grande envergure qu'un technopôle. Il s'agit d'une ville entière spécialisée dans les hautes technologies et développant une politique d'accueil des cadres, des chercheurs et des techniciens. Le modèle de la technopole est la Silicon Valley, qui se trouve dans la périphérie de l'agglomération de San Francisco.

Les États-Unis : la superpuissance

Les États-Unis occupent aujourd'hui une position hégémonique dans le monde qui s'appuie sur une supériorité dans de nombreux domaines : militaire, économique, technologique… On utilise à leur propos le terme de *superpuissance* ou d'*hyperpuissance*.

La statue de la Liberté, emblème national des États-Unis.

Les débuts

Hormis la Première Guerre mondiale, les États-Unis ne sont intervenus au niveau international qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale. Le rôle déterminant qu'ils y ont joué, puis la division du monde en deux blocs en ont fait l'une des deux superpuissances de la seconde moitié du XX^e siècle. L'organisation bipolaire du monde a en effet conduit chacun des deux Grands, États-Unis et URSS, à organiser derrière lui un camp. Les États-Unis ont ainsi pris le leadership du monde occidental.
Avec la chute du bloc de l'Est en 1989 et la disparition de l'URSS en 1991, le monde est devenu unipolaire pour un temps, les États-Unis concentrant à eux seuls tous les attributs de la puissance.

Les instruments de la puissance

Les États-Unis constituent la **première force armée du monde**. Ils sont le seul État à pouvoir intervenir n'importe où, n'importe quand et à n'avoir aucun adversaire plus puissant qu'eux, en particulier grâce à leur armement nucléaire.
Leur PIB est le premier du monde. À l'origine de ce succès : une économie qui s'appuie sur un marché intérieur de **310 millions de consommateurs** ; un secteur tertiaire très développé ; une agriculture efficace ; des multinationales leaders.
Sur le plan financier, les États-Unis dominent avec *Wall Street*, première place boursière de la planète. Le dollar est devenu une monnaie de référence internationale.
La capacité d'innovation des États-Unis dépasse aussi celle des autres pays, que ce soit dans le domaine informatique (IBM, Google), le domaine spatial ou celui de l'armement.

L'influence dans le monde

Sur le plan politique, les États-Unis ont acquis, depuis l'effondrement du bloc de l'Est, un **rôle d'arbitre dans les affaires du monde**. Ils sont ainsi intervenus au cours des dernières décennies dans tous les conflits qu'ils ont jugés importants (Moyen-Orient).
En matière économique, le poids des États-Unis s'explique d'abord par l'important volume de leurs importations : ils fixent donc le plus souvent les règles du jeu du commerce international. De plus, le pays occupe une place centrale dans les flux de capitaux.
Les États-Unis exercent enfin sur le monde une **importante influence socioculturelle**. L'anglais est devenu la première langue internationale.

Les faiblesses

Les attentats du 11 septembre 2001 et la situation en Irak (depuis 2003) et en Afghanistant ont révélé une **vulnérabilité des États-Unis face à des organisations terroristes** fonctionnant en réseau, et ont mis en évidence la contestation du modèle américain dans le monde arabe.
La puissance économique des États-Unis, même si elle reste en tête, diminue en termes relatifs : elle représentait la moitié de la richesse mondiale en 1945, contre le cinquième aujourd'hui ; la montée en puissance de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale et de l'Asie orientale plus récemment la remet partiellement en cause.
Important la moitié du pétrole qu'ils consomment, les États-Unis sont dépendants des autres pays et ne semblent pas près de réduire leur consommation d'énergie (non-ratification au protocole de Kyoto). De plus, le pays est le **premier débiteur de la planète** et dépend donc de ceux qui acceptent de financer ses déficits.
Enfin, demeurent des insuffisances sociales : en particulier le sort injuste fait aux Noirs, le manque de protection sociale qui explique que, dans la première puissance économique du monde, 12 % de la population vit aujourd'hui en dessous du seuil de la pauvreté.

Image satellite des Grands Lacs.

Le rôle du territoire

Les États-Unis disposent d'un territoire immense (3^e superficie du monde) qui présente de gros atouts : d'énormes ressources énergétiques et minières (essor industriel), une grande variété de climats (diversité des cultures), deux façades maritimes (ouverture sur l'Europe et l'Asie, tout en préservant d'agressions extérieures). Ce potentiel a été fortement mis en valeur grâce à un exceptionnel réseau de moyens de transport.
Le territoire des États-Unis se caractérise aussi par un grand dynamisme démographique et de nombreuses et puissantes métropoles. Dans ce pays urbanisé à 80 %, se détachent trois vastes nébuleuses urbaines : la Megalopolis, la région des Grands Lacs, la mégalopole californienne.

Les dynamiques territoriales

Après la crise des années 1970, le Nord-Est a retrouvé sa place de centre des États-Unis. Siège du gouvernement fédéral, la région se caractérise par sa puissance décisionnelle, financière et intellectuelle, mais aussi par son dynamisme économique : dans la Megalopolis, les industries traditionnelles ont été remplacées par des espaces de haute technologie qui profitent du potentiel intellectuel des grandes universités.
Par rapport à ce centre, la *Sun Belt* est une périphérie en plein essor. En témoignent la rapide croissance de la population et le fort développement économique de la région (industries de pointe, agribusiness, tourisme).
L'intérieur du pays forme une « périphérie », peu peuplée et éloignée des centres politiques et économiques, à laquelle appartiennent les Grandes Plaines et les Rocheuses.

QUATRE ARTICLES DU *MONDE* À CONSULTER

- **Aux États-Unis, l'agriculture irriguée est en sursis** p. 25-26
(Gaëlle Dupont, 24 octobre 2010.)
- **L'Amérique, un déclin relatif** p. 26-27
(Nicolas Baverez, 21 septembre 2010.)
- **Steve Mathies « Le problème des marais de Louisiane, ce n'est pas le pétrole, c'est l'érosion du littoral »** p. 27-28
(Propos recueillis par Grégoire Allix, 25 septembre 2010.)
- **Les stock-options contre la performance** p. 29
(Armand Hatchuel, 18 mai 2010.)

TERRITOIRES CLÉS

GRANDES PLAINES
Région peu peuplée de l'intérieur des États-Unis qui fait partie des « greniers » agricoles mondiaux.

GRANDS LACS
Groupe de cinq vastes lacs (lac Supérieur, lac Michigan, lac Huron, lac Érié, lac Ontario) situés sur ou près de la frontière entre les États-Unis et le Canada. Ils constituent le groupe de lacs d'eau douce le plus étendu au monde.

MÉGALOPOLE CALIFORNIENNE
Zone urbaine en formation qui s'étend de San Francisco à San Diego.

MEGALOPOLIS
La première des mégalopoles américaines, qui s'étend de Boston à Washington.

ROCHEUSES
Région montagneuse de l'Ouest du pays ; elle offre des espaces presque vides avec quelques îlots agricoles, miniers ou touristiques.

SUN BELT
« Ceinture du soleil » formée d'une quinzaine d'États, qui s'étirent du Nord-Ouest pacifique (Californie) à la Virginie, en passant par les États du golfe du Mexique.

VALEURS CLÉS

310 millions
Nombre total d'habitants répartis dans 50 États sur 9,6 millions de km².

82 %
Taux d'urbanisation de la population américaine.

40 %
Taux de la population américaine vivant dans la Sun Belt.

12 %
Taux de la population américaine vivant en dessous du seuil de pauvreté.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

MOTS CLÉS

INGÉRENCE
Fait, pour un pays, d'intervenir dans les affaires d'un autre, de se mêler de sa vie politique intérieure. Or, depuis sa fondation, l'ONU défend le « devoir de non-ingérence » : c'est même l'un des principes essentiels du droit international. Cependant, lorsqu'un régime politique maltraite les citoyens ou gère si mal le pays qu'il met la population en danger, certains considèrent que la communauté internationale a un « droit » et même un « devoir d'ingérence ».

PROCHE-ORIENT
Expression synonyme de *Moyen-Orient* (qui est un anglicisme). Le Proche-Orient désigne l'ensemble des pays s'étendant, d'ouest en est, de la Jordanie à l'Iran et, du nord au sud, de la Turquie à la péninsule arabique. Cette région, également connue sous le nom de Levant, s'étend sur plus de 5 millions de km². Elle est le berceau de la civilisation arabo-islamique. C'est une région riche en pétrole. L'aridité y est un phénomène fréquent, qu'elle soit permanente ou temporaire, et explique la formation de paysages spécifiques, résultant de la maîtrise de l'eau par les hommes.

PUISSANCE
Qualifie le poids d'un État par rapport aux autres. Une grande puissance est un État qui se distingue par un poids économique et démographique exceptionnel, et par le rôle qu'il joue dans l'espace mondial, notamment grâce au contrôle des réseaux et des flux qui organisent le monde. Seuls les États-Unis sont qualifiés d'hyperpuissance : ils représentent la puissance la plus complète à l'échelle du monde : un pays riche maîtrisant et exploitant son territoire ; une population dynamique, multiculturelle et qui se renouvelle avec l'immigration ; un rayonnement international qui passe par une domination monétaire et financière, commerciale, culturelle, diplomatique, militaire...

Composition : La superpuissance des États-Unis, aspects et inscription dans l'espace mondial

L'analyse du sujet

La superpuissance → présenter ce qui fait la force des États-Unis.
Aspects → décrire comment la force des États-Unis peut s'exercer dans les différents domaines possibles : économique, politique, culturel, etc.
Inscription dans l'espace mondial → évaluer l'impact de la superpuissance, les conséquences qu'elle a en termes d'influence, de contrôle ou d'intervention dans la vie des peuples.

La problématique

En quoi les États-Unis sont-ils une puissance hégémonique ? Dans quelle(s) mesure(s) influent-ils sur les destinées du monde ?

Les objectifs à atteindre

La conclusion doit souligner la puissance américaine dans tous les domaines ; elle évaluera toutefois les limites qu'elle peut rencontrer. L'hégémonie n'est pas totale.

Le plan détaillé du développement

I. La puissance américaine repose sur des atouts incomparables.
a) Elle s'appuie sur l'hégémonie militaire d'un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.
b) Les États-Unis disposent d'outils économiques puissants (dollar, FMN, ressources...).
c) Les réseaux d'influences sont maîtrisés (médias, produits commerciaux...).
II. Inscrite dans l'espace mondial, la domination américaine présente des aspects négatifs.
a) Les Américains multiplient les ingérences dans les affaires internationales.
b) La richesse américaine est mal partagée et souvent gaspillée.
c) Le modèle culturel américain s'exporte mais agace beaucoup.
III. Du coup, la puissance américaine est de plus en plus contestée dans le monde.
a) Les concurrents politiques et économiques s'affirment.
b) Les faiblesses et les dépendances économiques fragilisent les États-Unis.
c) Des mouvements alternatifs virulents apparaissent.

Ce qu'il ne faut pas faire

• Suivre un plan thématique (puissance économique, politique, culturelle) : il y aurait risque de répétitions.
• Confondre *aspects et inscription*. L'*inscription* renvoie à la manière dont la puissance s'exerce. Dès lors, *aspects* ne peut désigner que les moyens de la puissance.

Les repères essentiels

• Gendarme du monde : puissance militaire nucléaire, intervention sur tous les continents, opérations (Irak, Afghanistan) ; impuissance face au terrorisme ; échecs (Moyen-Orient, Cuba) ; rôle des autres membres permanents (la France en 2003 sur l'Irak).
• Centre d'impulsion mondial : rôle majeur au sein des institutions internationales, attraction du dollar ; déficit budgétaire et dette, dépendance pétrolière, concurrence de l'euro, émergence de la Chine ; concurrence du Japon et de l'UE.
• Rôle de l'anglais, réseaux de communication (CNN), influence socioculturelle ; résistance de mouvements alternatifs ; inégalités sociales et discriminations.

SUJETS TOMBÉS AU BAC SUR CE THÈME

Composition
– La superpuissance des États-Unis et ses manifestations dans l'espace mondial (Métropole, juin 2010)

Croquis
– La puissance mondiale des États-Unis (Amérique du Nord, juin 2008)

Aux États-Unis, l'agriculture irriguée est en sursis

Les réserves de l'aquifère Ogallala, qui court sous huit États américains, pourraient être épuisées dans trente ans

Quand Wiley McFarland, 86 ans, a commencé sa carrière d'agriculteur à Cimarron, Kansas, pas grand-chose ne poussait dans les hautes plaines du centre des États-Unis. Seul du bétail pâturait en liberté sur une végétation steppique. C'était avant la découverte d'un trésor enfoui : l'aquifère Ogallala, une des plus grandes nappes d'eau souterraine au monde, qui s'étend sous huit États, du Dakota du Sud au Texas.
Cinquante ans plus tard, grâce à elle, tout a changé. La région est devenue une des plus productives au monde. Les agriculteurs ne parlent pas de leurs champs, mais de leurs « cercles » : leurs contours suivent la forme décrite par les pivots d'irrigation qui tournent autour des puits. D'immenses silos sont sortis de terre, uniques éléments verticaux dans l'immensité du paysage. Le bétail se presse dans des élevages intensifs qui rassemblent jusqu'à 100 000 têtes. Un cinquième du blé, du maïs, du sorgho, de la luzerne, du coton et de la viande du pays vient d'ici.

« Pluies trop faibles »

Mais tout cela est menacé de disparition. Si rien ne change, le gigantesque aquifère ne sera plus exploitable dans trente ans. « Les pluies sont beaucoup trop faibles pour compenser les énormes prélèvements agricoles », explique Mark Rude, directeur du district de gestion de l'eau du sud-ouest du Kansas. Déjà, sous l'effet du manque d'eau, les cercles irrigués se transforment en demi ou en quart de cercle, ou disparaissent : les champs retournent à la prairie originelle. « Si on continue comme ça, je ne sais pas qui vivra encore ici dans quelques décennies », poursuit M. Rude.
Comme tout le monde, Wiley McFarland est « monté dans le train de l'irrigation » au moment de son explosion, dans les années 1970. Il y a beaucoup gagné : parti avec 200 hectares, il en possède aujourd'hui 2 000. Mais il subit les conséquences de l'épuisement de la nappe. Le débit de ses puits a diminué de moitié. Le prix des terres est en baisse. Et le vieil homme pense avec tristesse que l'ouest du Kansas pourrait bien ressembler, demain, à celui de sa jeunesse.
Fallait-il consommer cette eau prisonnière du sol depuis des milliers d'années pour produire des aliments en grande partie destinés au bétail ? « Avec le recul, cela paraît injustifiable, réfléchit-il. Mais, sur le coup, ça l'était, du point de vue du développement économique. »
M. McFarland regrette que le développement de l'irrigation n'ait pas été plus contrôlé. Les droits d'eau ont été accordés sans compter à qui les réclamaient.
Aucun nouveau permis de forer n'a été accordé depuis 2004 dans le Kansas, mais le pompage se poursuit sans restriction sur les quantités. Pourtant, selon Mark Rude, il faudrait limiter la baisse de la nappe à 40 % d'ici vingt-cinq ans. « L'objectif est de planifier la diminution de la ressource, afin que tout le monde ait le temps de s'adapter, et que la distribution se fasse de manière juste », explique-t-il.
Personne ne songe à défendre un arrêt immédiat de l'irrigation pour laisser un maximum d'eau aux générations futures, bien que la région soit victime de longues sécheresses. « Celui qui dirait cela passerait pour un imbécile, pour quelqu'un qui vit en dehors de la réalité », affirme M. Rude. Tout

POURQUOI CET ARTICLE ?

La région des Grandes Plaines est marquée par des phénomènes d'aridité et de faibles précipitations. Elle bénéficie toutefois de la présence d'une vaste nappe d'eau fossile qui s'étend sur une longueur de 1 300 km et sur une superficie avoisinant les 500 000 km². Celle-ci alimente près du quart de l'ensemble des terrains irrigués aux États-Unis. La maîtrise des eaux et l'extension des périmètres irrigués ont fait reculer les limites des terres cultivables. Le paysage s'est transformé avec l'apparition de champs circulaires, qui se sont multipliés ces dernières années avec la production de maïs pour la fabrication de l'éthanol.
Cet article illustre à la fois les contraintes du territoire américain, la capacité des habitants et des acteurs économiques à les surmonter, mais aussi les risques d'épuisement des ressources non renouvelables.
L'ampleur des prélèvements et la faiblesse des précipitations aboutissent à un bilan hydrique nettement déficitaire. En moins de quatre générations, on risque d'avoir vu apparaître et disparaître les céréales et les *feed-lots* de bovins dans les plaines de l'Ouest américain. Les solutions sont complexes car le droit sur l'eau et sur son utilisation n'en est qu'à ses balbutiements. Ce véritable « or bleu » s'épuise sans que des mesures efficaces soient prises. Seule la logique du marché et de ses prix semble capable d'entraîner une réduction des pompages : si le coût d'exploitation devient trop cher, l'irrigation se réduira. Mais les conséquences ne sont pas à proprement parler anticipées.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

ici dépend de la nappe, y compris les nouvelles usines de biocarburants, fabriqués à partir du maïs et du sorgho, dont les émanations flottent souvent dans l'air.
« L'idée qui prévaut, c'est d'utiliser l'eau tant qu'il en reste », constate M. Rude. D'autant que les cours élevés du maïs, très gourmand en eau, sont tirés par la demande pour les biocarburants, ce qui encourage l'irrigation. « Le problème, c'est que la valeur future de cette eau n'est pas quantifiable économiquement, poursuit M. Rude. Donc, malheureusement, elle n'existe pas. Sa seule valeur réside dans son utilisation aujourd'hui. »
Les agriculteurs, cependant, sont de plus en plus parcimonieux, contraints et forcés par la baisse du débit de leurs puits. « Nous nous sommes déjà adaptés, et nous continuerons », affirme Clay Scott, un jeune agriculteur. Des évolutions techniques (matériel économe, semis sans labour) permettent de produire avec moins d'eau. M. Scott place beaucoup d'espoirs dans de nouvelles variétés de plantes génétiquement modifiées, adaptées à la sécheresse, et promises de longue date par les semenciers. Elles seront disponibles en quantités limitées l'année prochaine, dit-il. Mais rares sont ceux prêts à limiter volontairement leurs prélèvements pour que la nappe dure. « Il faudrait la préserver, mais personne ne veut arrêter de pomper le premier ! », résume Mike O'Brate, un autre agriculteur. Beaucoup pensent que l'irrigation ne cessera que quand le coût de l'énergie nécessaire pour extraire une eau toujours plus profonde sera trop élevé. « J'espère que cela arrivera avant que l'on manque d'eau potable ! », souffle M. McFarland.
Beaucoup de fermiers pensent que oui. Mais Rodger et Boid Funk, 83 et 57 ans, n'en sont pas sûrs. « La nappe est utilisée comme une mine d'or ou un puits de pétrole, regrettent le père et le fils. On peut se demander jusqu'où ça ira ! »
Eux ont complètement cessé d'irriguer leurs terres. Ils « passent pour des fous » mais s'en fichent. « On s'en sort très bien, explique Boid Funk. Mais il faut beaucoup de terres. » Car, sans irrigation, les rendements sont, au mieux, divisés par quatre.
Aucune mesure de sauvegarde de la nappe n'a été prise par le gouvernement fédéral. L'eau est gérée localement. Heureusement, selon M. Rude : « Aucune solution imposée d'en haut ne marcherait, assure-t-il. Pour convaincre, il faut parler aux agriculteurs de ce qui se passe sous leur exploitation. » Alors, tous les vendredis à 7 h 35, il prend la parole pour parler d'eau sur la radio agricole locale.
Pourtant, l'épuisement de l'aquifère aura aussi des conséquences nationales. D'abord, il provoquera la perte d'une réserve considérable d'eau potable : les prélèvements dans l'Ogallala représentent un quart de la consommation d'eau douce souterraine des États-Unis. Ensuite, il pourrait entraîner une hausse du prix des denrées agricoles, donc de l'alimentation, du fait de la baisse de la production agricole dans le grenier de l'Amérique.

Gaëlle Dupont
(24 octobre 2010)

L'Amérique, un déclin relatif

En 2008, Barack Obama a été élu dans l'euphorie pour sortir l'Amérique d'une grande récession et de son enlisement en Irak et en Afghanistan. En 2010, à la veille d'élections données comme perdues pour les démocrates, il doit annoncer un nouveau plan de relance de 150 milliards de dollars en raison d'une reprise qui patine et ne crée pas d'emplois. Après sept ans de conflit, 4 400 morts parmi les soldats américains et quelque 100 000 victimes civiles irakiennes, les troupes de combat quittent un Irak en pleine guerre civile. La même issue se dessine en Afghanistan, avec la chronique annoncée d'un retrait sur fond d'affrontements tribaux.
Sous l'impopularité du premier Président noir des États-Unis pointent le déclin de l'Amérique et l'impossible mission qui lui a été confiée : assurer sans heurts la transition d'une hyperpuissance illusoire vers une nation de premier rang, mais de droit commun, limitée à l'intérieur par les difficultés liées au surendettement, et à l'extérieur par la concurrence des géants émergents. Obama doit, comme la France et le Royaume-Uni après l'humiliation de Suez en 1956, mettre les ambitions en cohérence avec des moyens contraints : une première dans l'histoire de la nation américaine.
Les piliers de la suprématie des États-Unis au XXe siècle sont tous fissurés. Non seulement la reprise avorte, avec une croissance revenue à 1 %, le naufrage du secteur immobilier et un chômage de masse qui touche 17 % de la population active, mais la perspective de voir la Chine devenir la première économie du monde au cours de la décennie 2030 se renforce. Marginalisés sur le plan industriel, les États-Unis voient Shanghaï rivaliser avec Wall Street et les entreprises chinoises devenir leader sur des secteurs d'avenir comme les énergies renouvelables. Pour la première fois, aucune entreprise américaine ne figure parmi les dix premiers groupes mondiaux pour la création de valeur. La concurrence des émergents n'est pas limitée à l'industrie mais s'étend à l'agriculture avec le Brésil, et aux services avec l'Inde. Elle ne porte pas seulement sur le coût du travail, mais aussi sur l'efficacité du capital et la recherche. La classe moyenne, socle de la consommation et de la stabilité démocratique, se délite.
Les principes et les instruments mêmes du leadership américain sont remis en question. La gestion du capitalisme a été délégitimée par la crise. La politique économique est réduite à l'impuissance.
L'accumulation des déficits ne parvient plus à ranimer la croissance en raison du poids des dettes et du chômage qui tétanisent les ménages. Le maintien durable des taux zéro et les rachats de dettes par la Réserve fédérale à hauteur de 10 % du PIB renforcent la défiance au lieu de créer la confiance. Le monopole du dollar est contesté par la volonté des pays d'Asie de se doter d'une zone commerciale et monétaire autonome. Partout, l'influence politique et intellectuelle des États-Unis est en recul.
Pour autant, le déclin des États-Unis, contrairement à celui de l'Europe et du Japon, demeure relatif et résistible. Les États-Unis sont le seul grand pays développé à posséder une démographie dynamique, et devraient gagner plus de 100 millions d'habitants d'ici à 2050. L'investissement, la durée du travail et l'épargne se redressent. Des marges de manœuvre financières considérables subsistent avec la possibilité d'augmenter les impôts (31 % du PIB) et d'interrompre les deux conflits qui ont coûté plus de 1 000 milliards de dollars. L'attractivité reste élevée pour les entreprises et surtout les cerveaux.
L'Amérique continue à structurer, sinon à maîtriser, les réseaux qui organisent la mondialisation. La flexibilité de la société et le sens de l'innovation constituent autant d'atouts pour la conversion du modèle économique. Enfin, les États-Unis ont engagé un grand débat national sur leur déclin, qui témoigne de leur capacité à se remettre en question et à se réinventer.
Du fait de la montée des puissances du Sud, le repli américain est inéluctable. Mais ils pourraient bénéficier de l'allégement du fardeau impérial. La fin de leur leadership global rendra cependant le monde plus dangereux. Les démocraties doivent se préparer à vivre sans réassurance ultime du capitalisme, ni bouclier stratégique américain.

Nicolas Baverez
(21 septembre 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

En 1990, le professeur Joseph Nye, de l'université de Harvard, développa dans son livre *Bound to Lead* la notion de *soft power*. Si le *hard power* désigne les moyens traditionnels de toute politique étrangère (le poids démographique, l'armée, la diplomatie, les pressions économiques et financières…), le *soft power* désigne la capacité pour un État d'influencer le comportement d'un autre État par le biais de son modèle culturel et idéologique (valeurs, système universitaire…).
Cet article analyse les signes d'un déclin de la superpuissance étatsunienne. Ce sont d'abord les échecs militaires en Irak et en Afghanistan, pays où les États-Unis n'ont pas réussi à rétablir l'ordre et où le bilan des pertes humaines est très lourd. C'est aussi le dramatique surendettement, renforcé par la profonde récession économique et les politiques de relance peu efficaces. La société est touchée par un chômage massif, particulièrement la *middle class*.
La concurrence des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) porte à la fois sur les domaines traditionnels et les secteurs d'avenir. Mais le pays dispose encore d'atouts considérables : une natalité élevée et surtout une capacité à trouver des solutions pour rester une grande puissance.

Steve Mathies « Le problème des marais de Louisiane, ce n'est pas le pétrole, c'est l'érosion du littoral »

Trois mille hectares de zones humides disparaissent chaque année, explique Steve Mathies, directeur de l'Office de protection des côtes de Louisiane

C'est l'une des côtes les plus menacées du monde : cinq ans après les ravages infligés par l'ouragan Katrina, le 29 août 2005, la Louisiane vient de subir la pire marée noire de l'histoire des États-Unis, achevée dimanche 19 septembre par le scellement définitif, par BP, de son puits accidenté. « On ne pourra pas totalement protéger La Nouvelle-Orléans ni préserver tout le littoral », estime Steve Mathies, qui dirige l'Office de protection et de restauration des côtes de l'État de Louisiane. Pour ce biologiste, qui était invité, du 22 au 24 septembre, au Salon Prévirisq, à Paris, la vraie menace reste l'érosion de la côte. « C'est cela, notre prochaine crise », annonce-t-il.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

POURQUOI CET ARTICLE ?

Aux États-Unis comme dans la plupart des pays côtiers, les littoraux sont particulièrement fragilisés : ils sont souvent saturés, accueillant de fortes concentrations humaines, comme la ville de La Nouvelle-Orléans en Louisiane. Ce sont surtout des espaces de contact terre-mer qui subissent les effets positifs mais aussi négatifs de cette position d'interface. Ils sont ainsi soumis aux conséquences des ouragans de la zone intertropicale (Katrina en 2005) et aux inondations des grands fleuves liées à ces fortes pluies cycloniques. Ils peuvent également être victimes de catastrophes technologiques, comme le montre l'exemple de la marée noire avec la fuite d'un puits *offshore*. Mais ces accidents sont en partie prévisibles et des solutions peuvent être trouvées. Plus complexes en revanche sont les effets liés au réchauffement climatique, à la montée générale des eaux et aux modifications des équilibres sédimentaires. L'artificialisation massive des littoraux a renforcé leur érosion car les grands fleuves qui charrient les sédiments ont vu leur débit freiné par la multiplication des digues, canaux, chenaux, barrages. Les zones humides sont donc en danger de disparition.

Cinq ans après Katrina, La Nouvelle-Orléans est-elle mieux armée contre les cyclones ?

La ville est mieux protégée qu'elle ne l'a jamais été. Mais je ne pense pas que ce sera suffisant en cas d'ouragan majeur. La Nouvelle-Orléans peut être à nouveau dévastée. Nous n'avons pas fondé les défenses sur le pire scénario possible car le coût aurait été trop élevé.
Nous avons investi 14 milliards de dollars (10,5 milliards d'euros) depuis cinq ans pour renforcer notre système de défense. Sur ce total, la Louisiane va devoir rembourser à l'État fédéral 1,6 milliard de dollars. La plupart de nos concitoyens n'ont pas encore pris conscience que ce sont leurs impôts qui vont financer cette somme, ainsi que les 30 à 50 millions de dollars annuels de fonctionnement et d'entretien. Peut-être, si on avait pris la peine d'expliquer aux gens le prix à payer, certains auraient-ils fait le choix de ne plus habiter ces zones à risque. D'un autre côté, Katrina a occasionné 200 milliards de dollars de dommages. Ça aurait valu la peine de consacrer plus de moyens à notre protection…

Qu'est-ce qui a fait défaut en 2005 ?

Depuis toujours, les décisions politiques ont privilégié les options les moins coûteuses. Or il y a eu une défaillance générale de l'ensemble du système de protection – digues, canaux de drainage, pompes… –, qui n'est pas encore résolue. Nous travaillons avec des ingénieurs néerlandais sur ces questions. Les Néerlandais ont une culture du risque, ils ont appris à vivre avec cet aléa, à le gérer. Ce n'est pas notre cas.
Après l'ouragan Betsy, en 1965, nous avions conçu un bon plan, mais la volonté politique n'a pas suivi et le système de protection n'a jamais été terminé. L'État fédéral n'a pas débloqué tous les fonds. Cela dit, c'est aussi notre faute : les citoyens de Louisiane ne sont pas allés manifester à Washington pour réclamer cet argent. Du coup, on entreprend aujourd'hui des aménagements recommandés depuis quarante ans…

Après la récente marée noire, pensez-vous que l'exploitation pétrolière offshore menace le littoral de Louisiane ?

On sait que la marée noire de bp aura des conséquences à long terme, dans des zones humides déjà très fragiles. Mais l'industrie pétrolière n'avait encore jamais provoqué de catastrophe sur nos côtes. Il y a eu une série de négligences de la part de bp. Un mauvais joueur ne doit pas faire arrêter la filière. 23 000 emplois en Louisiane sont liés à l'exploitation du pétrole et du gaz. Et je ne crois pas que ce soit l'intérêt des États-Unis de stopper la production et de dépendre davantage de pays étrangers.
Le vrai problème du littoral de Louisiane, ce n'est pas le pétrole, c'est l'érosion : nous avons perdu 500 000 hectares de marais, de bayous, de prairies humides depuis les années 1930. Chaque année, plus de 3 000 hectares supplémentaires disparaissent. C'est cela, notre prochaine crise.
Quelles peuvent en être les conséquences ? [sous-titre]
Ce n'est pas seulement mauvais pour les zones humides et leurs écosystèmes. Ces terres protègent La Nouvelle-Orléans

La crise est-elle évitable ?

L'érosion est provoquée par le manque de sédiments charriés par le Mississippi et, dans une moindre mesure, par la montée du niveau de la mer. On a commencé à apporter des sédiments pour reconstituer des terres, on dévie des bras du Mississippi, on modifie les chenaux pour les bateaux, on puise du sable au large pour reconstituer des îles qui protègent la côte de l'action des vagues.
Mais de même qu'on ne pourra pas totalement protéger La Nouvelle-Orléans, on ne pourra pas préserver tout notre littoral. Il faudrait au moins 50 milliards de dollars pour sauver une partie de ces marais. Nous devons décider quelle est notre priorité. Informer les citoyens des coûts et des risques pour qu'ils décident, en toute connaissance de cause, où ils veulent construire leur vie.

Grégoire Allix
(25 septembre 2010)

LES ARTICLES DU Monde

Les stock-options contre la performance

POURQUOI CET ARTICLE ?

La crise financière qui secoue les États-Unis et le monde depuis 2008 a été l'occasion de réfléchir aux excès du capitalisme et de tenter de moraliser la vie économique, notamment au niveau des banques, des grandes entreprises et de la bourse. Parmi les facteurs multiples de la crise, **cet article met en évidence le rôle contre-productif des stock-options, ces actions que peuvent se réserver les chefs d'entreprise**. Ce procédé, normalement utilisé comme mode de rémunération supplémentaire pour les grands patrons, peut aussi servir à relancer le cours des actions de l'entreprise. Mais il induit un effet pervers : les dirigeants sont davantage amenés à surveiller la valeur boursière de leur entreprise que sa santé financière. Les rachats massifs d'actions pour soutenir un cours élevé grèvent les budgets des sociétés qui ont ainsi tendance à sacrifier les dépenses de recherche et d'investissement.
À l'heure de la concurrence des pays émergents, notamment dans les secteurs d'avenir, cette pratique coûte cher à la puissance économique américaine.

Aux États-Unis, la rémunération des dirigeants d'entreprises cotées a explosé entre 1980 et 2000 : elle est passée de 40 à 525 fois le salaire moyen. Et 50 % à 70 % de ces sommes provenaient de la vente de stock-options.
Un mécanisme aussi massif de rémunération n'a-t-il pas pesé sur le management des entreprises ? À l'évidence, il fait de la valeur des actions l'objectif exclusif de l'entreprise et favorise une vision à court terme. Mais une étude va plus loin, et soutient que les stock-options auraient incité les dirigeants américains à des rachats massifs d'actions pour soutenir les cours.
Fragilisant les entreprises et réduisant leurs capacités d'innovation, ces opérations auraient donc aggravé la crise (William Lazonick, « The Explosion of Executive Pay and the Erosion of American Prosperity », *Revue Entreprises et Histoire*, décembre 2009, p. 57).Le rachat de ses actions par une entreprise est réglementé et doit être approuvé, selon les pays, par les conseils d'administration ou l'assemblée des actionnaires. *A priori*, la procédure n'a rien de choquant. Elle peut servir à lutter contre un cours irrationnellement bas, à compenser la distribution de stock-options, ou à rendre un capital dont l'entreprise ne saurait que faire… Mais rien ne justifie, en temps normal, le rachat d'actions pour des sommes supérieures aux dividendes distribués, ou qui vont au-delà d'une faible part des bénéfices nets de l'année.

Effet pervers

Or, de 1997 à 2008, les 438 entreprises américaines qui forment l'indice Standard & Poors ont dépensé un total de 2 400 milliards de dollars, soit de 30 % à 80 % de leurs bénéfices annuels, à racheter leurs actions ! Certes, entre 2000 et 2003, après la bulle Internet, la lutte contre un cours trop bas était plausible. Mais l'argument disparaît entre 2004 et 2008, car les cours croissent régulièrement et, paradoxalement, les rachats d'actions continuent à augmenter alors qu'ils auraient dû diminuer ou se stabiliser !
Peut-on aussi croire que dans une période d'intense compétition mondiale autour des nanotechnologies, des énergies vertes, des technologies de l'information, ces entreprises manqueraient de projets d'avenir au point de restituer autant de capital jugé inutilisable ?
Reste l'hypothèse soutenue par M. Lazonick : celle d'un effet pervers majeur des stock-options qui inciteraient les dirigeants à procéder à des rachats massifs pour faire monter continuellement le cours de leurs actions. Et la gouvernance des sociétés favorise de telles décisions, puisqu'elles bénéficient aux actionnaires, envoient un signal positif aux investisseurs et assurent aux dirigeants une rémunération d'exception.
Reste que cette saignée sur une décennie, sans précédent historique, aura réduit les réserves dont les banques ont eu besoin pour faire face au krach, et a pu inhiber la capacité d'innovation des entreprises américaines face à la montée des pays émergents. Certes, les stock-options ne sont pas la cause principale de la crise, mais ils auraient mis en danger la robustesse de la première économie mondiale, d'où une sortie de crise plus lente et un chômage élevé.
Enfin, les rachats d'actions bousculent la doctrine classique de la répartition des bénéfices entre dividendes, investissements et salaires. S'agit-il d'un remboursement justifié du capital investi, ou d'un détournement des ressources de l'entreprise au seul profit des actionnaires ? En juger n'est pas facile et doit être, in fine, la mission du chef d'entreprise. Mais comment des dirigeants payés en stock-options pourraient-ils sereinement instruire un tel choix ? Ainsi, au-delà d'une paie particulièrement choquante, les dirigeants devraient craindre qu'un tel mécanisme ne mette en danger leur autorité.

Armand Hatchuel
(18 mai 2010)

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

SIGLES CLÉS

CBD
Central Business District. Expression anglo-saxonne désignant à l'origine le centre des affaires d'une grande ville américaine. Y sont construites principalement des tours (ou gratte-ciel).

FMI
Fonds monétaire international. Créé en 1944, il siège à Washington. Il poursuit deux objectifs principaux : l'expansion du commerce mondial et la stabilité des changes. Il peut accorder des prêts aux États membres qui ont une balance des paiements déficitaire, et fournir une assistance technique à leur banque centrale.

MIT
Massachusetts Institute of Technology. Institution de recherche et université américaine, spécialisée dans les sciences et technologies, considérée aujourd'hui comme la meilleure université occidentale dans ces domaines. Elle est située à Cambridge, dans le Massachusetts.

ZONES CLÉS

FLORIDE
État du sud-est des États-Unis. La Floride forme une péninsule longue de 700 km entre le golfe du Mexique à l'ouest et l'océan Atlantique à l'est.

HARVARD
Université privée américaine située à Cambridge dans le Massachusetts. Fondée en 1636, elle est considérée comme l'établissement d'enseignement supérieur le plus ancien des États-Unis.

GOLFE DU MEXIQUE
Golfe de l'océan Atlantique, situé au sud-est de l'Amérique du Nord. Il s'étend sur une superficie de 1 550 000 km².

MIDDLE WEST
Région du nord et du centre des États-Unis qui s'étend entre les Appalaches et les montagnes Rocheuses. Le *Middle West* est aujourd'hui le grenier à blé des États-Unis et le cœur sociologique de l'Amérique rurale.

La façade atlantique de l'Amérique du Nord

La façade atlantique de l'Amérique du Nord est à la fois le berceau de la civilisation nord-américaine et le cœur de sa puissance économique actuelle. Lieu de pouvoir et interface avec le reste du monde, cet espace est essentiel au fonctionnement du premier pôle économique du monde.

Le Mississippi à Minneapolis.

Les caractéristiques générales

La façade atlantique de l'Amérique du Nord s'étend sur **4 000 km**, du golfe du Saint-Laurent au Canada jusqu'à la presqu'île du Yucatan au Mexique. En fait également partie la région continentale des **Grands Lacs**, directement reliée à la côte par le Saint-Laurent. Cette façade intègre donc trois pays : le Canada, les États-Unis et le Mexique, réunis depuis 1993 dans l'ALENA. Cette organisation lui donne un **poids économique considérable** : un Nord-Américain sur deux y habite (environ 220 millions d'habitants) ; son PIB représente les deux tiers de celui des trois pays réunis. On y trouve 21 des 25 plus grands ports américains et de puissantes régions urbaines qui font partie de l'archipel mégapolitain mondial (Megalopolis, Grands Lacs). La façade atlantique a aussi joué un **rôle historique** (arrivée des premiers colons au XVII^e^ siècle, naissance des États-Unis à la fin du XVIII^e^ siècle, débarquement des migrants européens à l'origine des différents peuples nord-américains).

Le trafic commercial

L'essentiel du trafic avec le **continent européen** transite par les ports de la façade atlantique de l'Amérique du Nord, faisant de ceux-ci le lien entre deux pôles majeurs de l'économie mondiale.
Le littoral est relié à l'intérieur des terres par deux **systèmes fluviaux** : au sud, le Mississipi prolongé par des canaux jusqu'au *Middle West* et aux Grands Lacs ; au nord, le Saint-Laurent qui permet d'accéder aux Grands Lacs.
De plus, un système de transbordement par voie ferrée permet de relier les ports du Pacifique à ceux de l'Atlantique, le canal de Panama offrant une autre route maritime entre ces deux océans.
La façade pacifique des États-Unis connaît une **progression économique rapide**, mais ne concurrence pas encore le littoral atlantique où se trouvent les principaux centres de direction économique ou de pouvoir politique.

La Megalopolis

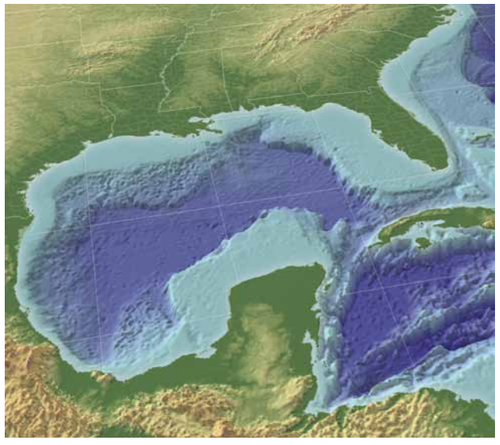
S'étendant **de Boston à Washington**, concentrant plus de 50 millions d'habitants sur 1 000 km de littoral, la Megalopolis constitue **le plus puissant ensemble urbain de la planète**. Y siègent le gouvernement fédéral et des organisations internationales (FMI, Banque mondiale, ONU), de grandes entreprises américaines, de prestigieuses universités (MIT, Harvard), des laboratoires de recherche.
Au cœur des métropoles de la Megalopolis, **le quartier des affaires** (CBD) avec ses luxueux gratte-ciel est entouré de quartiers résidentiels souvent dégradés (Harlem, Bronx). En périphérie s'étendent d'immenses **banlieues pavillonnaires** où vivent les classes moyennes et aisées.
Noyau de l'ancienne *Manufacturing Belt*, la Megalopolis comprend aussi des pôles industriels en reconversion (Baltimore, Philadelphie). Le recul industriel a été sévère et explique le **déclin économique** relatif de la zone, qui doit faire face à la concurrence des autres régions, tournées vers les nouvelles technologies.

La *Main Street*

La deuxième concentration urbaine de la façade atlantique est la **région bordière des Grands Lacs et du Saint-Laurent** : la *Main Street*. Elle regroupe 65 millions d'habitants (dont deux tiers de la population canadienne). Le Saint-Laurent y joue un rôle essentiel. Bien articulé avec le système des Grands Lacs, il relie les principales villes de l'est canadien (Québec, Montréal, Ottawa, Toronto) et les métropoles industrielles étasuniennes (Detroit, Chicago).
En partie grâce au traité de l'ALENA, cette région est devenue un réel espace transnational, tant les deux économies canadienne et états-unienne sont imbriquées.

Les autres espaces de la façade atlantique

Le **Sud-Est des États-Unis** connaît une profonde reconversion. L'ancienne activité agricole de plantation est dépassée par de puissantes dynamiques : innovation technologique à Atlanta et Houston, tourisme et accueil des retraités en Floride, agriculture spécialisée dans l'ensemble de la région. De plus, l'industrie pétrolière texane s'appuie sur Houston, premier port du golfe du Mexique.
La situation de la **Floride**, en particulier, est très originale. La croissance démographique de cette région est forte (migrations de retraités, tourisme d'Américains aisés). L'effet *Sun Belt* y joue pleinement (parcs d'attractions, centres de vacances, *gated communities*). Mais la Floride concentre aussi de nombreux Latino-Américains (migrants pauvres et hommes d'affaires). Miami est ainsi devenue un véritable pôle d'échanges et de repli pour l'Amérique latine.
Le **golfe du Mexique** est, avec la frontière canadienne, l'autre espace frontalier de la façade atlantique. Mais, ici, la frontière est plutôt synonyme de contrastes que d'intégration. La frontière entre le Mexique et le Texas, entre migrants clandestins refoulés et *maquiladoras*, indique une subordination économique entre les deux pays. Cancún, centre touristique de luxe et lieu de conférences internationales, fait figure d'îlot de richesse dans un Mexique encore assez pauvre.


Carte du golfe du Mexique.

QUATRE ARTICLES DU *MONDE* À CONSULTER

- **Les États-Unis, le Mexique et le Canada s'accordent pour coopérer contre les réseaux criminels transfrontaliers** p. 33
(Sylvain Cypel, 12 août 2009.)
- **Cartels et libre-échange au menu du sommet nord-américain** p. 33
(10 août 2009.)
- **Un ralentissement économique en vue** p. 34-35
(Marie-Béatrice Baudet, 2 juillet 2008.)
- **Vie et survie quotidiennes des sans-abri dans le métro de New York** p. 35
(Claire Guillot, 7 septembre 2010.)

NOTIONS CLÉS

ARCHIPEL MÉGALOPOLITAIN MONDIAL
Ensemble de métropoles séparées dans l'espace, mais ayant entre elles des relations intenses. Il est constitué de métropoles mondiales à fort pouvoir de commandement. La mondialisation a multiplié les interconnexions entre elles, à tel point qu'aujourd'hui, c'est un vaste système qui anime l'économie mondiale. Cet archipel est constitué des principales métropoles de la Triade.

GATED COMMUNITIES
« Quartiers résidentiels dont l'accès est contrôlé, et dans lesquels l'espace public est privatisé. Leurs infrastructures de sécurité, généralement des murs ou grilles et une entrée gardée, protègent contre l'accès des non-résidents. Il peut s'agir de nouveaux quartiers ou de zones plus anciennes qui se sont clôturées, et qui sont localisés dans les zones urbaines et périurbaines, dans les zones les plus riches comme les plus pauvres. » (J. Blakely)

MANUFACTURING BELT
Espace américain situé entre Chicago au nord-ouest, Boston au nord-est et Philadelphie au sud-est. On le nomme *Rust Belt* depuis les années 1970. En déclin, la *Manufacturing Belt* réalise pourtant 40 % de la production industrielle du pays ; elle est aujourd'hui reconvertie dans les technologies de pointe. Parmi les importants centres urbains de la région, on trouve Chigago, Détroit, Cleveland, et Pittsburgh.

MAQUILADORAS
Zones franches industrielles situées à la frontière américano-mexicaine, bénéficiant d'une main-d'œuvre mexicaine bon marché.

SUBURBS
Banlieues périphériques relativement récentes des villes, composées de pavillons individuels entourés de jardins. Généralement éloignées du centre, elles symbolisent la réussite, le rêve américain, la tranquillité, et la sécurité.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

NOTIONS CLÉS

CONURBATION
Ensemble urbain constitué de plusieurs noyaux urbains ou villes, dont les banlieues finissent par se rejoindre.

FAÇADE ATLANTIQUE
L'un des espaces majeurs de l'aire de puissance américaine. La façade atlantique concentre des villes mondiales (New York, Chicago, Washington) et des grandes métropoles (Boston, Philadelphie, Houston, Miami, Dallas, Atlanta) dont l'influence dépasse le seul cadre national.

HUB
Aéroport de destination principale des vols d'une compagnie aérienne (plate-forme de correspondance).

MAIN STREET
Espace qui s'étend du lac Michigan (États-Unis) à l'estuaire du Saint-Laurent (Canada). Longue de près de 3 000 km, cette zone comprend les agglomérations de Milwaukee, Chicago, Detroit, Toronto, Cleveland, Ottawa, Montréal et Québec, et totalise environ 65 millions d'habitants. Deux tiers des Canadiens et 16 % des Américains vivent dans cette région industrielle fortement urbanisée.

METROLINA
Surnom donné à la conurbation de Charlotte (Caroline du Nord) de part et d'autre de la frontière entre la Caroline du Nord et la Caroline du Sud. Cette région comprend aussi Concord, Gastonia et Rock Hill en Caroline du Sud. Le terme a vieilli et est uniquement employé dans les domaines des transports et de l'immobilier.

RÉSEAU
Ensemble de lignes ou d'axes, qui s'entrecroisent en formant des nœuds et des carrefours, c'est-à-dire des points où se connectent deux ou plusieurs axes. Certains réseaux ont une existence matérielle (les réseaux routiers ou ferroviaires ; les réseaux d'égouts ou de câbles souterrains). D'autres réseaux sont immatériels, ils ne laissent pas de trace sur le territoire (Internet par exemple).

Croquis : Structures et dynamiques de la façade atlantique de l'Amérique du Nord

La problématique
En quoi la façade atlantique est-elle à la fois un espace dynamique, diversifié, et un centre d'importance mondiale ? Dans quelle(s) mesure(s) les trois États se montrent-ils complémentaires ?

L'objectif du croquis
Il s'agit de montrer que la façade propose, dans le cadre d'une distribution régionale des activités, un monde complet et bien organisé qui explique sa puissance.

La légende
I. Des espaces hiérarchisés et complémentaires
a) Le cœur économique de la façade (Megalopolis, *Main Street*...)
b) Les espaces spécialisés (tourisme, industries...)
c) Les périphéries agricoles (Métrolina, agriculture de plantation...)

II. Un espace structuré par des réseaux
a) Une façade métropolisée (villes-monde, métropoles, villes...)
b) Des réseaux de transport diversifiés (hubs, ports, axes routiers...)

III. Un espace ouvert sur l'extérieur
a) Interfaces maritimes et ports actifs (golfe du Mexique, New York...)
b) Interfaces continentales variées (vers le Canada, le Mexique, l'Ouest...)
c) Des échanges importants (flux commerciaux, capitaux de main-d'œuvre...)

Ce qu'il ne faut pas faire
• Réduire le sujet aux seuls États-Unis.
• Négliger les voies fluviales (Mississipi ou Saint-Laurent) parce qu'elles ne sont pas maritimes.

L'analyse du sujet
Structures → représenter l'organisation en régions et les réseaux qui les lient entre elles. Il faudra les hiérarchiser.
Dynamiques → faire apparaître les flux et les espaces où se fixent les échanges.
Façade atlantique → représenter les régions qui ont de préférence un contact avec l'océan.
Amérique du Nord → englober le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Les astuces graphiques
• Couleurs chaudes pour le cœur et couleurs de plus en plus froides jusqu'aux périphéries pour faire ressortir la hiérarchie régionale. Couleur verte pour représenter les régions agricoles.
• Couleurs des linéaires (lignes, flèches) pour différencier les types d'interfaces et de flux.
• Symboles (ex. : triangle marron pour le pétrole, jaune pour le tourisme) pour renforcer le caractère spécialisé des régions et faire apparaître une complémentarité.

SUJETS TOMBÉS AU BAC SUR CE THÈME

Composition
– La façade atlantique, espace majeur de la puissance de l'Amérique du Nord (Nouvelle-Calédonie, novembre 2005)

Croquis
– La façade atlantique de l'Amérique du Nord : quelle organisation spatiale ? (Nouvelle-Calédonie, novembre 2007)

Les États-Unis, le Mexique et le Canada s'accordent pour coopérer contre les réseaux criminels transfrontaliers

Au sommet de Guadalajara, MM. Obama, Calderon et Harper ont plus débattu de la situation au Honduras que de l'accord de libre-échange ou de l'immigration clandestine

À l'issue du sommet annuel des dirigeants nord-américains (les présidents des États-Unis et du Mexique, MM. Obama et Calderon et le Premier ministre canadien, Stephen Harper), à Guadalajara (Mexique), Barack Obama a haussé le ton, lundi 10 août. Et ce, sur un sujet qui empoisonne ses relations avec certains de ses interlocuteurs latino-américains : le Honduras, où un coup d'État militaire a renversé le président Manuel Zelaya, le 28 juin : « Les mêmes personnes qui disent que les Américains doivent laisser tranquilles leurs voisins de l'hémisphère Sud reprochent aujourd'hui à Washington d'ignorer le Honduras. » Cette « hypocrisie », a-t-il dit, doit cesser.
Le président américain a donc réitéré sa position. Oui, le « coup d'État » contre M. Zelaya « est illégal » et oui, « l'ordre démocratique et constitutionnel doit être rétabli » au Honduras. Sur ce point, les États-Unis sont en phase avec les dirigeants mexicain et canadien, comme avec ceux de l'immense majorité des pays d'Amérique latine et de l'Union européenne. Mais non, Washington n'est pas là pour faire et défaire les régimes en place sur son flanc méridional. Les États-Unis ont pris des mesures contre le pouvoir hondurien issu du « golpe » (« coup »), telles que l'annulation de l'aide militaire, mais ils ne peuvent « réinstaller M. Zelaya dans son fauteuil en appuyant sur un bouton », a déjà dit M. Obama.
Ces propos ne convaincront sans doute pas ceux qui soupçonnent Washington, au minimum, d'ambiguïté, au pire de duplicité dans l'affaire hondurienne. La presse du sous-continent diffuse l'idée que, malgré les propos officiels, les putschistes auraient bénéficié d'un soutien des équipes de l'ex-administration américaine encore en place au Honduras. D'autres spéculent sur des « dissensions internes » de la diplomatie américaine, qui auraient offert aux putschistes un créneau pour renverser M. Zelaya dont l'évolution vers un soutien au Vénézuélien Hugo Chavez était perçue comme néfaste pour les intérêts américains. D'où, derrière de fermes propos, le peu d'empressement de Washington à pousser au rétablissement de la légalité.
Les trois dirigeants ont, dans un communiqué commun, manifesté leur accord sur une coopération accrue contre les « réseaux criminels transfrontaliers » (en particulier les cartels mexicains de la drogue et les trafics d'armes américaines vers le Mexique) et sur la « coopération » face à l'épidémie du virus de grippe A (H1N1). En revanche, les dissensions commerciales perdurent. Les mesures visant à limiter ses transports de camions sur le territoire américain sont récusées par Mexico, et le Canada s'inquiète du volet du plan de relance de M. Obama appelant à « consommer américain ».
Le premier ministre canadien, Stephen Harper, a rappelé que l'accord de libre-échange entre les trois pays (l'ALENA) a pour objet « d'élargir le commerce, pas de le restreindre ». Quant au président mexicain, Felipe Calderon, « il préférera toujours le maintien du statu quo à l'engagement d'un débat sur la redéfinition de l'Alena », estime Mauricio Cardenas, analyste à la Brookings Institution. De même, les débats liés aux mouvements migratoires (la moitié des 12 millions de Mexicains vivant aux États-Unis sont en situation illégale) n'ont fait l'objet d'aucun communiqué.

Sylvain Cypel
(12 août 2009)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Les relations entre les États-Unis et les pays du continent américain sont anciennes. C'est en 1823 que le président américain Monroe propose sa protection aux pays nouvellement indépendants, soucieux d'empêcher un retour des Européens récemment chassés. Ainsi débute une relation étroite qui fait du continent américain la « chasse gardée » des États-Unis.
Ces derniers mettent en place une quasi-colonisation économique, notamment en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Ils n'ont pas hésité, particulièrement dans le contexte de la guerre froide, à faire et défaire les régimes en place en Amérique, en soutenant si nécessaire des dictatures très répressives. Cet article interroge d'abord la position ambiguë de Washington à l'égard du coup d'État au Honduras. Les États-Unis sont peu enclins à apporter leur soutien à un chef d'État qui a fait preuve d'un certain antiaméricanisme en se rapprochant par exemple du président vénézuélien Hugo Chavez.
D'autre part, les États-Unis entretiennent des relations privilégiées avec leurs voisins du Nord et du Sud. L'ALENA, créée en 1994 entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, est avant tout un grand marché commun nord-américain. Mais **l'intense circulation entre les trois pays de l'ALENA est source de problèmes**.
Tout d'abord, concernant les trafics illégaux et les flux de clandestins, si les partenaires souhaitent contrôler les produits en circulation, le cas des immigrés illégaux est un sujet difficile à aborder. Par ailleurs, au niveau de la diffusion des épidémies, le souhait américain de voir les camions en provenance du Mexique ne pas traverser son territoire a de graves conséquences économiques pour Mexico. Enfin, la crise économique pousse la superpuissance américaine à renforcer son protectionnisme, au détriment des échanges avec ses partenaires.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

Cartels et libre-échange au menu du sommet nord-américain

Barack Obama participe à son premier sommet nord-américain depuis son arrivée au pouvoir, en compagnie de ses homologues mexicain et canadien. Officiellement, les trois hommes doivent parler de tout, de l'économie à la lutte contre la grippe A. Mais deux sujets devraient occuper l'essentiel des discussions : la lutte contre les cartels de la drogue et les difficultés de l'accord de libre-échange qui lie les trois pays.
Ainsi, dès son arrivée à Guadalajara (ouest du Mexique), dimanche 9 août, Barack Obama et le président mexicain, Felipe Calderon, sont convenus d'intensifier la lutte contre le trafic de drogue de chaque côté de leur frontière. Au Mexique, malgré le déploiement de trente-six mille militaires et policiers, les violences liées à ce trafic ont fait près de dix mille morts depuis le début de 2008.
Ce sujet est devenu une préoccupation majeure pour Mexico et Washington, comme pour le Canada, où les cartels mexicains ont commencé à s'installer. Le Mexique compte sur une confirmation de l'aide américaine dans le cadre de l'« Initiative de Merida ». Ce plan antidrogue américain prévoit une aide de 1,4 milliard de dollars au Mexique en trois ans. Mais Mexico demande aussi un durcissement des contrôles sur le trafic d'armes en provenance des États-Unis. De son côté, Barack Obama fait l'objet de pressions de plusieurs ong américaines qui s'inquiètent des méthodes des forces de l'ordre mexicaines, accusées d'atteintes aux droits de l'homme. Le Canada a annoncé peu avant le sommet qu'il allait accroître son aide au Mexique, notamment en formant des policiers mexicains.

Mettre fin aux entorses à l'accord de libre-échange

Mais le Mexique refuse de faire de la lutte contre les trafics de drogue le principal sujet du sommet, explique le *Los Angeles Times*. Le pays espère avant tout que ses deux partenaires mettent fin aux entorses à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui lie les trois pays depuis quinze ans. Le principal sujet de friction sont les restrictions de circulation imposées aux camions mexicains. Ceux-ci sont accusés par les Américains d'être trop dangereux, mais les Mexicains y voient surtout une manière de protéger leurs routiers, explique le *Washington Post*.
De même, Mexico voudrait convaincre le Premier ministre canadien, Stephen Harper, de revenir sur l'obligation de visa imposée par Ottawa le mois dernier à tous ses ressortissants, pour limiter les demandes d'asile. M. Harper aurait seulement concédé des facilités pour les touristes, les étudiants ou les voyages d'affaires. Enfin, Mexique et Canada s'entendent tous les deux pour critiquer l'obligation *Buy American* (« Acheter américain ») imposée aux projets financés dans le cadre du plan de relance americain. Au Mexique même, l'alena s'attire des hostilités. Dimanche, des manifestants ont ainsi demandé sa renégociation. La manifestation s'est déroulée sans incident, dans une ville où plus de deux mille policiers et militaires ont été mobilisés pour assurer la sécurité du sommet. Lundi, la presse américaine était sceptique sur les chances de réussite sur tous ces sujets de cette rencontre. « Les diplomates des trois pays ont tempéré les espoirs de voir régler les points de frictions », résume le *Los Angeles Times*.

(10 août 2009)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Les problèmes actuels qui secouent l'ALENA témoignent surtout du déséquilibre d'une association qui unit deux puissants pays du Nord à un pays du Sud, le Mexique. On peut se demander dans quelle mesure ses voisins du Nord ne favorisent pas indirectement les problèmes du Mexique. La puissance et la violence des cartels de la drogue sont avant tout liées au grand marché de consommation nord-américain. L'armement de ces bandes mafieuses provient d'ailleurs des États-Unis, où la production d'armes à feu est très développée.

Un ralentissement économique en vue

Des ressources naturelles importantes, une activité tournée de plus en plus vers les services, une main-d'œuvre qualifiée, des champions nationaux solides (Bombardier, Québécor, Cascades, snc-Lavalin, etc.). Le Québec dispose d'atouts importants qui permettent à son économie de progresser au rythme de 2-2,5 % depuis plusieurs années. Mais les conjoncturistes se montrent plus inquiets pour 2008 car la croissance devrait être inférieure à 1,5 %.
Cet essoufflement se traduit par la prudence des entreprises qui freinent quelque peu leurs investissements. Les dépenses en construction faiblissent – crise immobilière oblige – et celles en machinerie et outillage s'essoufflent. Un signe important selon Jean-Michel Boussemart, économiste et directeur délégué de l'institut coe-Rexecode, spécialiste de l'Amérique du Nord, car « le Québec reste avec l'Ontario une province industrielle, beaucoup plus que l'Alberta qui exploite essentiellement ses ressources naturelles, notamment les sables bitumineux et le pétrole ».
Si les firmes québécoises lèvent le pied, c'est parce qu'elles savent parfaitement que le débouché naturel de leurs produits manufacturés, à savoir le marché américain, est en difficulté. « La province va souffrir du ralentissement des États-Unis, terre d'accueil de 85 % des exportations québécoises », estime Jean-Michel Boussemart.
Signe majeur de cette contre-performance, la dégradation de la balance commerciale québécoise, dont le déficit atteint 24,9 milliards de dollars canadiens (15,64 milliards d'euros) au dernier trimestre 2007 contre 22,3 milliards (14 milliards d'euros) au trimestre précédent. Si les exportations de produits manufacturés (automobiles, notamment) à destination du géant voisin diminuent, les importations, elles, augmentent sous l'effet des dépenses encore soutenues des consommateurs, ce qui « devrait permettre au Québec d'éviter une récession », analyse Hélène Bégin, économiste senior au Mouvement des caisses Desjardins, première institution financière du Québec. Respectant la « Loi sur l'équilibre budgétaire » adoptée en 1996 et qui stipule « qu'aucun déficit ne peut être encouru sauf dans des circonstances exceptionnelles », la province dispose de marges de manœuvre financières qui lui ont permis de procéder à des allégements fiscaux ou d'investir massivement dans les infrastructures publiques. Autant d'éléments qui permettent de soutenir l'activité, pour le moment.

Marie-Béatrice Baudet
(2 juillet 2008)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Le développement industriel du Québec est étroitement lié à la santé économique de son puissant voisin. La province canadienne surveille de près sa balance commerciale.

Vie et survie quotidiennes des sans-abri dans le métro de New York

Exposée à Visa pour l'image, la photographe Andrea Star Reese a passé trois années sous terre

C'est un petit bout de femme toute blonde et toute menue, mais elle ne manque pas d'aplomb. L'Américaine Andrea Star Reese a passé une bonne partie de ces trois dernières années sous terre, dans les tunnels humides du métro de New York, à suivre la vie des sans-abri. Et c'est d'un ton décidé qu'elle assène : « Je ne photographie pas un problème. Je photographie des gens. » Au festival de photojournalisme de Perpignan, son exposition est l'une des plus fortes de toute la sélection.
Le sujet n'est pas nouveau. Dans les années 1990, déjà, on avait parlé des mole people (« hommes-taupes »), ces sans-abri qui vivent en permanence dans les souterrains de la ville. Mais par ses images à la fois intimes et pudiques, baignées dans d'élégants clairs-obscurs, Andrea Star Reese a su transformer ces fantômes des profondeurs en de vraies personnes qui mangent, pleurent et aiment. On suit Chuck et Lisa, Snow White et Country, Willy Colon, pas à pas, dans leur combat quotidien pour la survie.
Pour la photographe, qui a entrepris des études de photographie sur le tard à l'ICP de New York, tout a commencé par un devoir à rendre sur le thème de « New York souterrain ». Elle s'est glissée dans un tunnel et s'est avancée dans la pénombre jusqu'à ce qu'un mégot fumant atterrisse devant ses pieds. « Je ne voyais rien, mais il y avait quelqu'un. C'était Chuck et Lisa. J'ai dit qui j'étais, et que j'allais sans doute revenir, si cela ne les dérangeait pas. » Petit à petit, Andrea Star Reese s'est fait accepter par le couple. Au bout d'un mois, elle a sorti son appareil. Et quand leur bébé est né, elle est allée à l'hôpital faire un unique portrait de famille – l'enfant a ensuite été placé.
« À partir de là, cela m'a ouvert une porte. J'étais avec eux. » La photographe a su exploiter à la perfection la faible lumière venue des grilles d'aération : le tunnel apparaît tantôt comme un refuge douillet, tantôt comme un lieu inquiétant et théâtral, où la violence le dispute à la solidarité. « C'est une vraie communauté, explique Andrea Star Reese. Ils sont coupés de la société, mais en ont recréé une autre. »
La photographe a souvent choisi de montrer de tous petits moments, pas toujours spectaculaires : Chuck qui bouquine sur les rails en attendant Lisa ; Country qui se lave comme il peut dans ce qu'il appelle « la cave des chauves-souris ». Mais la photographe détaille surtout la longue quête des sans-abri pour l'argent : Snow White ramasse des canettes pour le recyclage et aide des automobilistes à se garer, Chuck collecte du métal pour le revendre.

Les cocards des femmes

Le sexe, la violence, la drogue ne sont pas gommés, mais Andrea Star Reese montre les choses indirectement. Les agressions se voient aux cocards des femmes, les viols omniprésents sont résumés par une triste visite de Chuck et de Lisa à l'hôpital. « Dans la rue, les femmes survivent à travers les hommes. Le sexe est une monnaie d'échange », explique Andrea Star Reese. Dans une scène incroyable, on voit Snow White prendre une douche dans l'appartement d'un « ami ». En guise de remerciement, elle a laissé la porte ouverte.
Depuis que la photographe a fait ce reportage, bien des choses ont changé : la plupart des sans-abri ont été relogés, la cave aux chauves-souris a été murée par les autorités. Mais Andrea Star Reese n'en a pas fini avec ses amis. « Dès le début, Chuck et Lisa m'ont dit qu'ils voulaient un livre. Ils sont en train d'écrire des textes. »

Claire Guillot
(7 septembre 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

La pauvreté frappe durement une partie de la population nord-américaine. Les chiffres du chômage sont souvent faussés par le système des petits boulots, qui sont parfois comptabilisés comme des emplois à part entière. Les *working poors* se multiplient, ces femmes et ces hommes qui travaillent mais ne gagnent pas suffisamment pour vivre décemment. La crise des *subprimes* est d'ailleurs liée au financement par les banques de crédits à des personnes peu solvables car ayant de faibles revenus. Il est alors facile de tomber dans la grande pauvreté en perdant son logement. **Les sans-abris (*homeless*) sont la marque des paradoxes de l'économie nord-américaine, capable de générer les plus grandes fortunes, mais aussi des inégalités sociales flagrantes.** C'est le cas de New York et des couloirs de son métro.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

L'UNION EUROPÉENNE

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

SIGLES CLÉS

CEE
Sigle de Communauté économique européenne. Elle a été fondée en 1957 par le traité de Rome avec un triple objectif : rapprocher les économies des pays membres ; éviter le retour des guerres sur le continent européen ; résister au communisme sans pour autant devenir des satellites des États-Unis.
Les membres fondateurs de la CEE étaient la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Italie et la RFA. Puis ont adhéré le Royaume-Uni, l'Irlande, le Danemark, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Suède, la Finlande et l'Autriche. La RFA a été absorbée par la CEE au moment de la réunification de l'Allemagne, en 1990.
L'appellation de la CEE change en 1992 avec le traité de Maastricht : on parle dorénavant d'Union européenne pour montrer que la construction européenne ne se limite plus à l'économie, mais comporte une dimension politique.

UE
Sigle de Union européenne. Elle regroupe 27 États. Les derniers membres à l'avoir rejointe sont l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Slovénie, en 2004, puis la Bulgarie et la Roumanie en 2007. D'autres pays sont candidats, comme la Croatie ou la Turquie. L'UE est une construction juridique, qui s'appuie sur des traités ratifiés par les États membres. Les décisions européennes s'imposent au droit national de chaque État membre. L'UE repose sur trois piliers :
– la Communauté européenne qui intervient dans certains domaines (agriculture, coopération et développement économique, éducation et culture, environnement, affaires sociales et santé, libre circulation des personnes, représentation de l'UE dans les instances internationales) ;
– la coopération en matière de politique étrangère et de sécurité commune ;
– la coopération en matière d'affaires intérieures et de justice.

La puissance économique de l'Union européenne

L'Union européenne n'est pas qu'une juxtaposition d'États ayant abaissé leurs barrières douanières. Sa cohésion et son poids en matière économique en font l'un des trois grands pôles de la planète, derrière les États-Unis.

Hémicycle du Parlement européen à Strasbourg.

L'organisation régionale de l'UE

Depuis la création de la CEE, l'histoire de l'UE se caractérise par l'**élargissement répété à de nouveaux États** et l'approfondissement progressif de ses compétences.
Aujourd'hui, l'UE n'est pas un État unique comme les États-Unis, mais plus qu'un simple marché commun comme l'ALENA. Un pouvoir politique supranational (Parlement européen), une constitution (en attente de ratification), une ouverture des frontières, une intégration monétaire font de l'UE une **entité particulière** qui joue un rôle.

Le poids économique de l'UE dans le monde

L'UE est la **première puissance économique mondiale** : son PIB dépasse celui des États-Unis (mais pour une population de 500 millions d'habitants, supérieure de 60% à celle des États-Unis). Concernant le commerce extérieur, sans tenir compte des échanges entre les pays membres, l'UE est le 1er exportateur mondial. Le commerce entre les États membres représente le double du commerce extracommunautaire.
Si l'on tient compte de la totalité des échanges, l'UE est donc le **1er pôle de commerce international dans le monde**.
L'UE connaît des succès industriels dans le domaine spatial et aéronautique (Ariane Espace, Airbus) ; de grandes firmes européennes sont implantées dans le monde entier. Mais ces succès ne touchent pas tous les domaines et les **investissements dans la recherche** sont insuffisants pour rattraper les États-Unis et le Japon.

L'UE à 27, des disparités inévitables

En s'ouvrant à dix nouveaux pays en 2004, puis à deux supplémentaires en 2007, l'UE doit faire face à un **énorme défi** car les États entrants sont bien moins riches que les Quinze. Si, avec l'élargissement, la population a augmenté de 20 %, le PIB, lui, a progressé de moins de 5 %.
L'Union européenne a déjà intégré des **pays moins développés**. L'Irlande, la Grèce, l'Espagne et le Portugal ou l'ex-RDA présentaient des retards économiques certains. Or, une fois intégrés à l'UE, le Portugal, et surtout l'Espagne et l'Irlande ont eu une croissance économique remarquable.
Mais c'est la première fois qu'un **élargissement aussi important** est réalisé. La majorité des nouveaux membres (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie) ont des difficultés liées aux mutations de leur économie après la chute du bloc soviétique. C'est pourquoi leur intégration et la réduction des écarts seront nécessairement progressives, d'autant plus que les Quinze, confrontés à des contraintes budgétaires et économiques, ne sont pas prêts à fournir un financement élevé pour accélérer cette évolution.

Les pôles de l'UE

Les **deux principaux pôles** de puissance économique de l'UE sont **Londres et Paris**, ces deux capitales faisant partie de l'archipel mégalopolitain mondial. Elles dominent les autres villes européennes à tout point de vue : démographique, politique, finance, recherche, culture.
Plusieurs villes constituent des **pôles secondaires** au niveau mondial, mais jouent un rôle réel sur le territoire européen (Madrid, Lisbonne, Rome, Berlin, Vienne, Amsterdam, Stockholm). Au-delà, des villes au rôle régional actif apparaissent (Athènes, Copenhague, Oslo, Dublin, Lyon, Hambourg).
L'espace européen présente ainsi une **structure multipolaire assez équilibrée** : les deux grands pôles, Londres et Paris, sont relayés par une quinzaine de villes distribuées sur le reste du territoire. Ces métropoles sont les nœuds de **puissants réseaux de circulation et d'échanges** articulés autour de plateformes multimodales. La mégalopole centre-européenne, de Londres à Milan, constitue le cœur de la puissance économique de l'UE.

Les périphéries de l'UE

Chez les Quinze, les écarts entre les régions se creusent souvent. Le grand Londres, dynamique et riche, s'oppose à bien des régions du Royaume-Uni, par exemple la Cornouaille ou le nord de l'Écosse. De même, la Catalogne et la région de Madrid sont prospères et contrastent avec d'autres régions du pays. La traditionnelle opposition Nord-Sud en Italie n'a pas disparu.
On recense **trois catégories de régions en difficulté** :
– les anciennes régions industrielles qui rencontrent des difficultés de restructuration (Nord et Lorraine en France, sillon Sambre-Meuse, Ruhr, pays de Galles) ;
– les régions très peu peuplées, peu industrialisées, menacées de déprise humaine (diagonale du vide en France, régions du sud de l'Italie) ;
– les régions ultrapériphériques, éloignées des cœurs économiques, peu dynamiques, qui risquent d'être marginalisées (DOM français, Açores).

Fusée Ariane.

Les nouveaux membres de l'UE

La **transition économique dans les pays ex-communistes** a supprimé les anciennes structures de production et d'échanges. De plus, si ces régions ont pu attirer des investissements étrangers (main-d'œuvre peu chère), cet avantage est amené à disparaître avec la convergence.
La Pologne est la plus en butte aux difficultés (chômage élevé, agriculture peu modernisée). Les pays d'Europe centrale (République tchèque, Slovaquie, Hongrie et Slovénie) sont les mieux intégrés aussi bien économiquement que culturellement. Les deux derniers entrants (Bulgarie et Roumanie) doivent encore faire leurs preuves en matière de justice et de lutte contre la corruption.
Les **aides de l'Union européenne** pourront contribuer à réduire ces écarts mais, compte tenu de l'ampleur des investissements nécessaires, elles ne seront pas suffisantes. S'il ne fait pas de doute que certaines régions se développeront, il est à craindre que l'ensemble des territoires ne progresse pas aussi rapidement.

QUATRE ARTICLES DU *MONDE* À CONSULTER

- **Accord UE-Corée du Sud : un appel d'air pour l'Europe ?** p. 41-42
(Philippe Li, 13 octobre 2010.)
- **En Turquie, la désillusion à l'égard de l'Union européenne progresse** p. 42-43
(Guillaume Perrier, 14 novembre 2010.)
- **Quel mode de gouvernement économique faut-il pour l'Europe ?** p. 43-44
(Philippe Ricard, 17 juin 2010.)
- **L'euro va-t-il tuer l'Europe ?** p. 44-45
(Marie de Vergès, lemonde.fr, 15 décembre 2010.)

NOTIONS CLÉS

DORSALE EUROPÉENNE
Espace allongé qui va du sud-est de l'Angleterre à la plaine du Pô en Italie, en passant par la vallée du Rhin. Cette dorsale, qui est caractérisée par une forte concentration urbaine, des pouvoirs économiques et politiques, joue un rôle majeur dans l'organisation de l'espace européen.

EUROPE CENTRALE
Entité régionale au sein du continent européen, dont la localisation n'est pas très précise. Traditionnellement, l'adjectif *central* est pris dans un sens géométrique, mais l'Europe en elle-même n'est pas facile à délimiter. L'adjectif *central* peut aussi faire référence à l'opposition centre-périphérie. Les géographes contemporains utilisent alors de préférence le terme d'*Europe médiane* pour désigner l'ensemble d'États situés sur la dorsale européenne et formant le cœur de l'ancienne Europe des Quinze : Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg), Allemagne, Autriche et Suisse.

EUROPE OCCIDENTALE
Ensemble géographique qui se situe à l'ouest du continent européen, de l'Atlantique à l'Europe médiane. L'expression *Europe occidentale* est aussi communément utilisée pour désigner l'Europe riche et développée, où se situent les membres fondateurs de l'Union européenne : France, Allemagne, Italie, Benelux.

EUROPE ORIENTALE
Portion du continent européen, comprise entre l'Europe médiane et la Russie d'Europe. Elle comprend des pays qui sont entrés dans l'Union européenne en 2004, comme la Pologne, puis en 2007, comme la Roumanie, et des États appartenant à la Communauté des États indépendants, partenaires de la Russie : la Biélorussie et l'Ukraine.

PLATEFORME MULTIMODALE
Plateforme associant plusieurs modes de transport (fer, air, route, eau). Elle permet le passage d'un mode de transport de marchandises à un autre, mais aussi le regroupement et la redistribution du fret.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

SIGLES CLÉS

FMN
Firme multinationale. Entreprise qui contrôle des unités de production localisées dans plusieurs pays.

G8
Groupe constitué des pays les plus riches du monde : États-Unis, Royaume-Uni, Japon, France, Allemagne, Italie, Canada et Russie. Lors de sommets annuels, les chefs d'État de ces pays s'efforcent de coordonner l'économie mondiale.

PAC
Politique agricole commune. Elle constitue l'une des politiques communes les plus importantes de l'Union européenne, puisque les dépenses liées à l'agriculture représentent 45 % du budget communautaire. Historiquement, la PAC a été l'une des premières occasions de coopération entre les États membres de la CEE. À l'époque, elle a permis à l'Europe de devenir autosuffisante en matière agricole. La PAC vise aujourd'hui à assurer des prix raisonnables pour les consommateurs européens et une rémunération équitable aux agriculteurs.

PERSONNAGES CLÉS

ROBERT SCHUMAN
Ministre français des Affaires étrangères de 1947 à 1952. Il est considéré comme l'un des pères fondateurs de l'unification européenne, notamment par la mise en place de la CECA en 1951.

JEAN MONNET
Homme d'État français ayant mis au point le plan Schuman, qui marque la naissance du projet d'Union européenne.

ROMANO PRODI
Homme politique italien. Président de la Commission européenne de 1999 à 2004, c'est sous son mandat qu'ont eu lieu l'adoption de la monnaie unique, l'intégration de dix nouveaux pays membres et l'élaboration du traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Composition : L'Union européenne, une aire de puissance

Parlement européen à Bruxelles.

Ce qu'il ne faut pas faire
- Ignorer les limites de la puissance et donner une vision trop avantageuse de l'Union.
- Limiter le sujet aux seuls aspects économiques.

L'analyse du sujet
Union européenne → présenter la communauté des 27 pays membres, un espace diversifié et aux frontières encore mouvantes.
Aire de puissance → décrire la puissance économique et ses limites, mais aussi ses atouts politiques et son rayonnement culturel.

La problématique
En quoi l'Union européenne mérite-t-elle le titre de premier marché mondial ? Dans quelle(s) mesure(s) la puissance européenne n'est-elle pas fragilisée par les rivalités entre les pays membres et leurs inégalités de développement ?

SUJET TOMBÉ AU BAC SUR CE THÈME

Croquis
– Les contrastes spatiaux de la puissance économique de l'Union européenne (Amérique du Nord, juin 2007)

Les objectifs à atteindre
La conclusion doit reconnaître la force de l'Union européenne et l'originalité de l'expérience communautaire. La puissance européenne reste cependant inférieure à son potentiel du fait de ses faiblesses institutionnelles et de ses limites économiques.

Le plan détaillé du développement
I. Les 27 pays de l'Union forment une puissance mondiale.
a) La communauté pèse sur la scène politique internationale.
b) Les 27 constituent un foyer économique très attractif.
c) L'UE est le premier pôle commercial et touristique mondial.
II. La puissance de l'Union s'appuie sur des fondements solides.
a) Les pays membres sont riches d'une expérience historique et culturelle.
b) L'UE possède des outils économiques puissants (€, ressources, équipements).
c) L'UE dispose d'acteurs dynamiques (FMN, milieux de finance, universités…).
III. L'Union européenne est une puissance incomplète et inachevée.
a) La communauté souffre de dépendance énergétique et de difficultés dans certains secteurs.
b) L'UE est déstabilisée par des disparités économiques.
c) Les institutions communautaires restent inachevées ou sont paralysantes.

Les repères essentiels
• Le poids politique : deux puissances nucléaires membres permanents de l'ONU ; quatre membres du G8 ; des réseaux d'alliances (OTAN) ou de partenariat (avec les anciennes colonies ou l'Amérique latine) ; Rome capitale de la chrétienté.
• Les grands pôles industriels (Northern Range, Ruhr), places financières et centres d'impulsion ; les interfaces européennes ; les secteurs dynamiques (chimie, transports, communication, tourisme, agriculture…) et les faiblesses (énergie, industries traditionnelles, la fuite des cerveaux…).
• La diversité et la disparité de l'Union : l'axe rhénan, les périphéries intégrées du Nord et de l'Ouest, les régions en retard (Europe de l'Est), les périphéries éloignées (Irlande, Chypre…).
• Les institutions communautaires comme facteurs de puissance (monnaie unique, marché commun) ou de fragilité (absence de constitution, d'unité politique) ; les lieux du pouvoir européen (Bruxelles, Strasbourg, Luxembourg, Francfort).

Accord UE-Corée du Sud : un appel d'air pour l'Europe ?

L'Union européenne a conclu avec la Corée du Sud le 6 octobre le plus important accord de libre-échange jamais conclu avec un pays tiers. Avec un volume d'échanges de près de 80 milliards d'euros l'an dernier, la Corée du Sud est devenue le huitième partenaire commercial pour l'Union européenne devant le Brésil, l'Inde ou le Canada. L'Union européenne est également la deuxième destination des exportations coréennes après la Chine.
Deux ans de négociations et une année de vérifications techniques ont été nécessaires pour mettre en place cet accord ambitieux, qui prévoit la suppression de droits de douane pour près de 99 % des produits échangés dans un délai de cinq ans, ainsi que la disparition de nombreuses barrières non tarifaires.
On pourrait penser que dans le contexte de la crise grecque et des turbulences financières ambiantes, le moment n'était pas le mieux choisi pour ouvrir le marché européen à un pays qui multiplie les succès, notamment dans les domaines nucléaire, automobile ou de l'électronique.
Il faut quand même rappeler que depuis l'échec des négociations de Doha, les accords de libre-échange constituent le seul moyen pour les États de stimuler le commerce bilatéral. Le principe de la réciprocité est également une base fondamentale de ces accords. Si l'Union européenne ouvre son marché à la Corée, cette dernière est tenue de faire de même. En outre, la Corée du Sud ayant d'ores et déjà conclu un accord similaire avec les États-Unis, l'Union européenne ne pouvait se permettre de laisser l'Amérique prendre un avantage concurrentiel décisif. Elle devance du coup les États-Unis, puisque l'accord américain est encore bloqué devant le Congrès.
Parallèlement, depuis le traité de Lisbonne et l'initiative Global Europe, l'Union européenne entend également densifier ses relations commerciales avec l'Asie. Elle mène actuellement des négociations pour des accords similaires avec l'Inde, Singapour, le Vietnam et la Malaysie.
Vu de Séoul, cet accord ne semble comporter que des avantages. La Corée a compris que le meilleur moyen de protéger son marché consistait avant tout à conquérir celui des autres. Elle ambitionne de conclure pas moins de 45 accords de libre-échange, s'appuyant sur l'exemple de celui conclu avec le Chili en 2004, premier du genre, qui lui a permis de quintupler le volume des échanges.
La Corée du Sud et d'autres pays asiatiques, qui ont semblé pendant longtemps obnubilés par la seule protection de leurs marchés, visent aujourd'hui à tirer pleinement parti des vertus de la mondialisation. Les fusions acquisitions réalisées par des groupes asiatiques ont atteint 197 milliards de dollars en 2008. Ce chiffre devrait être très largement dépassé cette année.
Pour convaincre le grand public qui conserve des réflexes protectionnistes du bien fondé de ces accords, les autorités coréennes s'efforcent également d'être pédagogues. Elles mettent l'accent sur le fait que les consommateurs coréens auront à disposition une offre élargie et que les prix des produits importés devraient baisser.
Vu d'Europe, on semble moins optimiste. L'accord s'est heurté à des objections sérieuses de la part des lobbys de l'automobile. En effet, les avancées de l'industrie automobile coréenne dans le monde et en Europe ont de quoi préoccuper. En 2008, la Corée du Sud a exporté pour plus de 5 milliards d'euros d'automobiles en Europe. Il convient néanmoins de préciser que les automobiles de marque coréenne que l'on trouve en Europe sont très largement produites en République Tchèque et en Slovénie. Dans le même temps, l'industrie automobile européenne, notamment allemande, a également fait des progrès notables en Corée. La part de marché des véhicules importés sur le territoire coréen est actuellement de 8 % et devrait doubler d'ici dix années.
L'accord de libre-échange devrait également permettre aux constructeurs européens de s'affranchir d'un certain nombre d'homologations qui freinaient jusque-là leur pénétration sur le marché.
D'ailleurs, rien n'oblige les Européens, aux termes de l'accord et au-delà, à ne pas se montrer plus offensifs. L'Europe peut y trouver l'opportunité de résorber certains handicaps dont elle pâtit en Asie. Beaucoup d'Asiatiques et de Coréens ont encore une vision surannée de l'Europe qu'ils considèrent très

POURQUOI CET ARTICLE ?

La Triade – les trois grandes aires de puissance mondiales – sont aussi bien des concurrents que des partenaires. Ce double jeu de la mondialisation pousse les pays développés à mêler protectionnisme et libre-échange, et à manier avec prudence la suppression totale des barrières douanières prônée par l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Chacun essaie alors de tirer le maximum de ses avantages comparatifs. **Cet article évoque les points forts de l'Union européenne et des autres centres d'impulsion de la planète, et revient sur les raisons qui ont poussé l'UE et le dragon sud-coréen à planifier une levée de leurs barrières tarifaires.** L'UE essaie de concurrencer la politique américaine d'implantation à l'échelle mondiale, particulièrement en Asie auprès des géants émergents (Inde), des dragons (Singapour) et des NPIA (Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie) de génération récente (Vietnam, Malaisie).
Elle promeut notamment son industrie performante, principalement dans le domaine de l'automobile. Mais elle souffre de la concurrence du *soft power* américain, en matière d'attractivité au niveau des élites universitaires. La Corée du Sud est un NPIA de première génération, qui s'est spécialisé dans le nucléaire (d'où des problèmes avec son voisin nord-coréen), l'automobile (firme Daewoo par exemple) ou l'électronique (marque Samsung).
Cette génération asiatique de pays industrialisés continue d'investir énormément dans le domaine de la Recherche & Développement (R&D), ce qui les place en tête pour l'innovation et les secteurs d'avenir (nanotechnologies, énergies renouvelables…).
C'est là que la croissance devrait être la plus forte dans les prochaines décennies.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

largement à travers le prisme touristique. Les élites asiatiques vont se former aux États-Unis plutôt qu'en Europe, le rôle militaire et stratégique prépondérant joué par l'Amérique dans la zone jouant pour beaucoup.
La visite que fera Nicolas Sarkozy à Séoul au mois de novembre à l'occasion du G20 est la première d'un chef d'État français depuis dix ans. Pour être plus influente dans cette partie du monde, l'Europe doit s'y montrer plus assidue, et pas seulement en Chine. Enfin, alors que l'on annonce que la croissance économique asiatique devrait avoisiner 8 % cette année, le FMI prévoit que le PNB de cette zone devrait dépasser celui des sept plus grandes puissances en 2030. En étant plus présente en Asie, l'Europe doit bénéficier pleinement de cette aspiration. Ce constat ne doit pas conduire à ignorer une autre réalité de l'Asie encore assez largement méconnue. L'Asie n'est plus seulement un continent qui croit grâce à de faibles coûts de main d'œuvre. En effet, c'est également de l'Asie que vient aujourd'hui l'innovation. Le Japon et la Corée du Sud sont les premier et quatrième pays investisseurs dans la R&D dans le monde au regard de leur PIB. Par ailleurs, trois pays asiatiques – le Japon, la Chine et la Corée du Sud – figuraient l'an dernier parmi les cinq premiers au palmarès des brevets déposés auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Cette donne ouvre de nouvelles perspectives d'échanges et de coopérations pour les entreprises européennes. Elle constitue également une raison supplémentaire pour l'Europe de chercher à se ressourcer en Asie et à y trouver l'inspiration.

Philippe Li
(13 octobre 2010)

En Turquie, la désillusion à l'égard de l'Union européenne progresse

Seuls 38 % des Turcs se disent favorables à l'adhésion de leur pays à l'UE, selon un sondage

« L'Europe est votre première femme ! » À sa manière, Daniel Cohn-Bendit a rappelé au chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, que la poursuite des négociations d'adhésion à l'Union européenne (UE) devait rester une priorité pour Ankara. Le ministre a apprécié son échange « franc et sincère » avec le président du groupe Verts du Parlement européen, mercredi 3 novembre. Mais, face à l'opposition parfois agressive de plusieurs pays membres, principalement la France et l'Allemagne, l'enthousiasme pro-européen s'essouffle.
À peine 38 % des Turcs se déclarent en faveur d'une adhésion à l'Union, selon le dernier sondage Eurobaromètre établi par la Commission européenne. Plus qu'une véritable opposition, ce chiffre traduit une résignation sur l'issue des négociations. « Rien n'avance, constate Cengiz Aktar, directeur du département d'études européennes à l'université Bahçesehir d'Istanbul. Les raisons sont connues : la méthode de M. Sarkozy, la politique de revanche de la République de Chypre et l'absence d'une perspective claire donnée à la Turquie. Il faut fixer une date pour l'adhésion. L'Europe ne sert plus de levier au processus de changement qui est à l'œuvre en Turquie », poursuit-il.
Les pourparlers, commencés il y a cinq ans à Bruxelles, avancent au ralenti. « Trop lentement », s'est plaint Ankara. Sur les 35 chapitres de règles communautaires auxquelles la Turquie doit se conformer, seuls 13 ont été ouverts. Aucun nouveau volet n'a pu être entamé cette année, et 18 restent bloqués par Chypre ou par la France, qui font obstruction à l'adhésion turque. Il en va ainsi du dossier pourtant crucial de l'énergie, sur lequel Chypre a mis son veto. « Cela fait cinquante ans que la Turquie est laissée à la porte de l'Union européenne », a regretté le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, amer, le jour de la sortie du rapport annuel de suivi de la Commission européenne sur les progrès de la candidature.
« Depuis que le match a commencé, les règles du jeu ont été modifiées », et la Turquie « prend ombrage de cette situation », a-t-il ajouté. Dans un entretien à la bbc, le président de la République Abdullah Gül a dénoncé les « obstacles artificiels et injustes » placés devant la candidature turque, censée satisfaire des critères techniques, mais qui doit finalement répondre à des arguments politiques.
Le rapport de la Commission présenté reste nuancé. Suffisamment pour permettre au ministre chargé des Affaires européennes, Egemen Bagis, de se laisser aller à l'autosatisfaction. « Nous avonsprogressé dans tous les domaines. Les progrès réalisés par la Turquie ces huit dernières années sont sidérants », estime-t-il. Les chapitres restant à ouvrir sont quasiment épuisés. L'impasse de la question chypriote demeure le principal obstacle. La Turquie refuse d'ouvrir ses ports et ses aéroports aux Chypriotes grecs qui, de leur côté, empêchent la levée de l'embargo sur la partie turque de l'île, une promesse faite par Bruxelles en 2004. Chypre joue « le gamin capricieux de l'Union », selon Daniel Cohn-Bendit.
Dès lors, Ankara menace de poursuivre d'autres objectifs, même si, officiellement, la volonté d'adhérer à l'Union européenne ne faiblit pas. La Turquie, dont l'économie est l'une des plus dynamiques de la planète, veut rejoindre le club des bric (Brésil, Russie, Inde, Chine), les grands pays émergents. À Oxford, le 8 novembre, Abdullah Gül a expliqué que l'équilibre mondial se déplaçait vers l'Est et que, pour rester forte, l'Union devait intégrer la Turquie. « Peut-être que, le jour venu, les Turcs diront : "Nous avons lancé les réformes, nous avons adopté les standards européens, ça nous suffit", et peut être qu'ils ne sentiront pas le besoin de devenir membres de l'Union », a conclu M. Gül.
L'enthousiasme européen peut renaître facilement, plaide l'universitaire Cengiz Aktar, pour qui ce désamour est « conjoncturel ». Un accord sur l'assouplissement des procédures de visa pour les Turcs voyageant dans l'Union, actuellement en négociation, permettrait d'apaiser les susceptibilités. « Nous avons besoin de la dynamique, des techniques, des normes et des valeurs européennes pour continuer à nous réformer », insiste M. Aktar.

Guillaume Perrier
(14 novembre 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

En 2005, la candidature de la Turquie a été finalement retenue par les pays membres de l'ue, après une longue campagne qui a vu se déchirer partisans et opposants de cet élargissement. Mais aucune date n'a été fixée pour une future adhésion d'Ankara. Cet article analyse les difficultés actuelles de la Turquie pour faire avancer la feuille de route du processus d'entrée dans l'ue. Le principal obstacle réside dans le contentieux autour de l'île de Chypre le long de la ligne Attila qui sépare la partie grecque (entrée dans l'ue en 2007) et la partie turque. Les Chypriotes grecs maintiennent un embargo sur la partie orientale de l'île, tandis qu'Ankara leur interdit l'accès de ses aéroports et de ses ports. Les dirigeants turcs, soutenus en cela par une partie importante de la population, reprochent à Bruxelles, et notamment aux Français et aux Allemands, de bloquer le processus d'adhésion en multipliant les étapes intermédiaires, comme sur le dossier du nucléaire. Au-delà de ces obstacles techniques, c'est la question d'une opposition politique qui se dessine, liée à la proximité de la Turquie avec des pays hostiles aux intérêts occidentaux.

Quel mode de gouvernement économique faut-il pour l'Europe ?

Qui doit faire respecter les règles ? Comment accorder le couple franco-allemand ?

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont convenu, lundi 14 juin à Berlin, de mettre en sourdine leurs divergences. Mais la question du gouvernement économique de l'Europe reste un sujet sensible, susceptible d'animer les discussions du Conseil européen, jeudi 17 juin, à Bruxelles. Elle se pose avec une acuité particulière depuis la crise grecque : l'Union européenne a mis des mois avant de voler au secours d'Athènes. Ébranlés par la défiance des marchés, les dirigeants européens veulent s'organiser afin d'éviter la répétition de ce genre de crise.
Gouvernement ou gouvernance, la guerre des mots
Cependant, même le terme de « gouvernement » économique ne fait pas l'unanimité : Angela Merkel a accepté de reprendre à son compte l'expression chère aux Français, mais beaucoup se contentent, à Londres, à Bruxelles ou à Varsovie de parler de « gouvernance », une formule qui écarte tout nouveau transfert de souveraineté. Au-delà des mots, les avis divergent sur la forme, et sur les modalités du « gouvernement » économique.
Soucieux de calmer le jeu avec l'Allemagne, Nicolas Sarkozy s'est rangé aux positions de Mme Merkel : le pilotage économique doit être effectué au niveau des Vingt-Sept, comme l'exige la chancelière allemande, et non au sein de la zone Euro, comme l'espérait le président français. Mme Merkel accepte juste de réunir les dirigeants de la zone Euro, « en cas de nécessité », pour gérer une situation d'urgence par exemple.
À vingt-sept ou à seize, le débat porte d'abord, et surtout, sur la substance. Pour Thierry Chopin, de la Fondation Robert Schuman, « la crise révèle qu'il manque à l'Union européenne à la fois des mécanismes de contrôle crédibles, les moyens de ses ambitions en matière de compétitivité et une capacité de réaction rapide et solidaire en période de crise ». Frappés par la récession venue des États-Unis, les gouvernements européens ont pris conscience de leur interdépendance : une décision prise par un État a des effets chez ses voisins. Or, les États n'ont aucune obligation de se concerter pour agir en matière de relance, de fiscalité ou de réformes à mener dans le domaine des retraites ou du marché du travail. Durcir le pacte de stabilité face à la tentation du repli sur soi, la Commission européenne, très soucieuse de défendre ses prérogatives, a parfois eu le plus grand mal à faire respecter les règles collectives en matière de concurrence, de marché intérieur, de commerce et de respect du pacte de stabilité.
Crise du surendettement oblige, la prise de conscience des Européens concerne avant tout la discipline budgétaire. Les Vingt-Sept sont peu ou prou d'accord pour durcir le pacte de stabilité, et pour mieux l'appliquer. Car le seul instrument de concertation un tant soit peu contraignant en Europe a montré ses limites : les États, qu'ils soient membres de la zone Euro ou non, ont eu le plus grand mal à le respecter. Pire, ils ont tout fait pour éviter les sanctions, même quand leur déficit, ou leur endettement, restait bien au-dessus des plafonds autorisés.
Le pacte a été assoupli en 2005 à l'initiative de la France et de l'Allemagne. Cinq ans plus tard, la plupart des États sont d'accord pour faire examiner au niveau européen leur projet de budget annuel, avant même leur adoption par les parlements nationaux. Les avis divergent sur les modalités de cette réforme, mais un tel examen ex ante était inimaginable avant la quasi-mise sous tutelle de la Grèce.
Gérer la sortie de crise au-delà de la surveillance budgétaire, c'est la coordination des politiques économiques qui fait également débat. Une question cruciale pour gérer la sortie de crise. Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, insiste, avec Paris, pour réduire les écarts de compétitivité au sein de l'Union européenne. L'Allemagne se méfie d'une approche qui pourrait la contraindre à soutenir sa demande intérieure, au risque de fragiliser ses exportations, le vrai moteur de son économie. Les Français plaident par ailleurs pour muscler la politique industrielle des Vingt-Sept, mais certains, au nord ou à l'est, les soupçonnent de colbertisme.
Les discussions en cours sont fondamentales pour la zone

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

Euro, un espace où seule la politique monétaire a été fédéralisée, sous l'autorité de la Banque centrale européenne (BCE). Or, la crise grecque, et le risque de contagion à l'Espagne ou au Portugal, ont miné la crédibilité de l'union monétaire, faute de décision assez rapide pour éteindre l'incendie. Même Jean-Claude Trichet, le président de la BCE, suggère désormais de mettre en œuvre une sorte de « fédération budgétaire » entre les États membres de la monnaie unique. Pour lui, l'union monétaire aurait dû s'accompagner de l'émergence d'un pilier politique.

Partageant ce constat, Nicolas Sarkozy a cru que la tempête actuelle pourrait lui permettre de relancer une de ses vieilles idées : placer les chefs d'État et de gouvernement de la zone Euro au centre du gouvernement économique européen.

Avec le soutien tacite d'une majorité d'États de la zone, les Français suggéraient même de doter ce conseil d'un secrétariat susceptible de préparer les travaux, et les décisions des dirigeants de la monnaie unique.

Inacceptable pour la chancelière allemande : pour elle, ce gouvernement de l'euro ne peut pas émerger dans une Union dont toutes les institutions – la Commission, le Parlement, les traités – sont conçues pour fonctionner à vingt-sept. Les Allemands ne veulent surtout pas d'un pôle économique susceptible de menacer l'indépendance de la BCE.

Modestes efforts de concertation. À ce jour, la seule instance de concertation, au sein de la zone Euro, est l'Eurogroupe, réunissant les ministres des Finances. Leurs discussions mensuelles sont longtemps restées très informelles, avant que le traité de Lisbonne consacre l'existence de ce cercle. Cependant, les efforts de concertation sont modestes, même au plus fort de la crise : l'Allemagne n'a pas pris la peine de consulter ses partenaires quand elle a décidé d'interdire certaines ventes à découvert, mi-mai, sur les marchés financiers. Et elle se sert surtout de cette enceinte pour plaider la cause de l'austérité budgétaire. ●

Philippe Ricard
(17 juin 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

La crise financière grecque et les risques qui planent sur la péninsule ibérique ont révélé les faiblesses de la coopération économique entre les pays membres de l'UE.

Si la France a soutenu l'option d'une aide conséquente à la Grèce, l'Allemagne a préféré une intervention mixte avec l'appui du Fonds monétaire international.

Cet article souligne les divergences dans le couple franco-allemand concernant le mode de concertation et de décision économiques pour l'UE.

La France est partisane d'un noyau dur autour des membres de la zone Euro, excluant ainsi *de facto* le Royaume-Uni et sa livre sterling.

L'Allemagne au contraire défend l'idée d'une prise de décision collective et ne veut pas voir émerger un groupe susceptible de contrecarrer le pouvoir financier et politique de Francfort.

L'euro va-t-il tuer l'Europe ?

« *Don't do it.* » Ne faites pas cela. Cela ? La scission, le morcellement, voire l'éclatement de la zone Euro. Le conseil vient de l'hebdomadaire britannique *The Economist* qui, dans son édition du 4 décembre, s'interroge sur l'avenir de la monnaie unique. « Démanteler l'euro n'est pas impensable, seulement très coûteux », avertit le magazine à l'adresse des dirigeants européens qui se réunissent à Bruxelles, jeudi 16 et vendredi 17 décembre, dans un climat toujours tendu.

Malgré les professions de foi en l'euro des responsables de la zone, l'idée fait son chemin parmi les économistes : certains États n'auraient-ils pas intérêt à retrouver le contrôle de leur politique monétaire en revenant à leur ancienne devise ? La Grèce à la drachme, le Portugal à l'escudo, voire l'Allemagne au deutschemark…

Un pays membre de l'union monétaire est censé le rester pour toujours. Une sortie de l'euro n'est pas prévue par les traités. Pourtant, hormis les difficultés techniques, rien ne l'interdit absolument.

Scénario 1 : le départ d'un pays « périphérique »

Un peu d'économie fiction. Nous sommes fin 2011. La Grèce, l'Irlande sont loin d'en avoir fini avec les plans d'austérité censés ramener leurs déficits colossaux dans les limites fixées par le traité de Maastricht ? Tout retard pris dans leurs programmes d'ajustement est durement sanctionné par les marchés. L'équation est de plus en plus difficile à tenir : la rigueur pèse sur la croissance et ampute les recettes fiscales. Le chômage grimpe, le climat social est délétère. À Athènes et à Dublin, la tentation est forte de quitter l'euro. L'objectif ? Pouvoir à nouveau recourir à l'arme de la dévaluation afin de regagner en compétitivité, doper les exportations, bref, stimuler la croissance pour faciliter la réduction des déficits publics…

Mais le jeu en vaut-il vraiment la chandelle ? Cette stratégie comporte de graves dangers. Le premier est celui d'une panique bancaire. Aussitôt informés de l'abandon de l'euro pour leur ancienne monnaie, les déposants grecs, irlandais se hâteraient de retirer leurs avoirs des banques nationales. Celles-ci ne pourraient plus s'abreuver en liquidités auprès de la Banque centrale européenne (BCE) dont elles sont pourtant très dépendantes actuellement. Autre écueil : la dette, privée et publique. Nombre d'entreprises seraient asphyxiées sous le poids de leurs crédits libellés en euros. Même chose pour l'État, dont l'endettement deviendrait insupportable. L'ensemble du système financier de la zone Euro en subirait les conséquences : toutes les banques européennes possédant des obligations grecques ou irlandaises enregistreraient de lourdes pertes. En outre, « les bienfaits de la dévaluation ne durent qu'un temps et ne remplacent pas les réformes structurelles », note Laurence Boone, chef économiste chez Barclays. « Un pays qui sort de l'euro risque de perdre énormément en crédibilité vis-à-vis des investisseurs et devra faire de gros efforts d'ajustement pour la retrouver », poursuit-elle.

POURQUOI CET ARTICLE ?

Seize des vingt-sept États membres de l'Union européenne ont adopté l'euro : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovénie, Chypre, Malte et la Slovaquie. **La crise financière actuelle et le difficile soutien à la Grèce ont mis en lumière les faiblesses et les limites de la zone Euro.** Les pays les plus riches peuvent en effet hésiter à soutenir systématiquement les États qui connaissent de graves difficultés budgétaires. L'article se livre à de la prospective en étudiant les différents scénarii en cas de retrait de l'Allemagne ou de la France de la zone Euro, avec retour aux devises antérieures. Il semble bien que le principal facteur qui explique le maintien de la monnaie commune contre vents et marées est que son destin est entièrement lié à celui de l'Union européenne : la fin de l'euro signifierait probablement la fin de la construction européenne !

Scénario 2 : l'Allemagne nostalgique du deutschemark

Le scénario serait sans doute moins catastrophique si l'Allemagne décidait de s'en aller. Lassée de devoir payer pour les mauvais élèves de la zone, une majorité de la population outre-Rhin se dit désormais nostalgique du deutschemark. La première puissance économique européenne chérit plus que tout la stabilité de la monnaie. Les mesures d'urgence prises par la bce pour endiguer la crise, ces derniers mois, ont inquiété jusque dans les rangs de la Bundesbank, la banque centrale allemande.

En décidant de recouvrer son indépendance monétaire, l'Allemagne prendrait moins de risques que les États dits « périphériques » de la zone Euro : ses finances publiques sont fiables et continueraient d'inspirer confiance aux investisseurs internationaux. Mais la médaille a son revers, notamment au plan commercial. Le nouveau deutschemark ne pourrait manquer de s'apprécier fortement. Certains économistes évoquent une réévaluation de 30 % vis-à-vis de l'euro qui pénaliserait les industriels allemands par rapport à leurs concurrents français ou italiens. Or l'Allemagne réalise près de 50 % de ses exportations au sein de la zone Euro. Pour compenser, il lui faudrait reprendre ses efforts de compétitivité via, par exemple, la modération salariale, au risque de peser lourdement sur la consommation des ménages.

Et si la France en revenait au franc, comme le réclament avec force une poignée de souverainistes ? Une telle option reviendrait à « se retirer du marché de la dette pas chère », met en garde Jacques Delpla, du Conseil d'analyse économique. Aujourd'hui, la dette française est considérée comme une valeur refuge, au même titre que la dette allemande, par comparaison à l'Espagne ou au Portugal. Mais Paris est loin d'avoir retrouvé l'équilibre de ses finances publiques. Hors de l'euro, « les taux d'intérêt monteraient immédiatement », prédit M. Delpla.

Scénario 3 : la zone Euro explose

Plutôt que de laisser un pays assumer seul le coût d'une sortie, certains eurosceptiques se plaisent à imaginer que les seize États membres puissent renoncer à l'unisson à la monnaie commune. Les économistes de la banque néerlandaise ing ont tenté de modéliser les effets d'un éclatement de la zone Euro. Dans une étude parue en juillet, intitulée « quantifier l'impensable », ils décrivent un scénario d'apocalypse : la drachme grecque, la peseta espagnole, l'escudo portugais seraient dévalués de 50 % par rapport au deutschemark. Ces pays verraient leurs taux d'intérêt monter en flèche et seraient aux prises avec une inflation galopante aux effets dévastateurs sur l'économie. À l'inverse, l'Allemagne et les autres grands pays se trouveraient confrontés à un choc déflationniste qui verrait reculer tout ensemble la consommation, l'investissement et la production. Les prix des actions et de l'immobilier plongeraient, plombant le bilan des banques. L'ex-zone Euro serait frappée par une récession de 10 % en moyenne dans les deux ans suivant l'explosion. Ni le Royaume-Uni, ni les pays d'Europe centrale, ni les États-Unis ne seraient épargnés par cette onde de choc…

Les taux de change des nouvelles devises souffriraient d'une « extrême instabilité ». Quant au marché unique européen, socle de l'Union européenne, la dislocation de l'Eurozone signerait sans doute son acte de décès…

« Les effets d'un démantèlement [de l'union monétaire] renverraient au rang de simple péripétie l'effondrement qui a suivi la faillite de Lehman Brothers », affirme l'étude, qui ajoute : « Les dommages économiques provoqués dans les deux ans pèseraient lourdement face aux bénéfices de long terme supposés. » ●

Marie de Vergès
(15 décembre 2010)

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

NOTIONS CLÉS

DÉSINDUSTRIALISATION
Recul des emplois dans le secteur secondaire au profit du tertiaire dans les pays développés.

RECONVERSION INDUSTRIELLE
Fait pour une région, à cause du déclin des industries traditionnelles, de réorienter ses activités vers des pôles plus porteurs (industriels ou tertiaires). La reconversion industrielle vise à enrayer la désindustrialisation et ses conséquences économiques, sociales (augmentation du chômage) et géographiques (friches industrielles). Par exemple, les régions d'industrie ancienne du nord de l'Angleterre ou du nord de la France ont dû reconvertir leur secteur secondaire du fait du vieillissement des activités (sidérurgie, industries textiles), de la crise économique et de la concurrence des NPI. L'État et les collectivités territoriales se sont mobilisés pour y implanter des activités plus modernes. Des avantages fiscaux ont également permis d'attirer des entreprises étrangères qui cherchaient à s'implanter en Europe.

SECTEUR D'ACTIVITÉ
Ensemble des entreprises qui ont la même activité principale. Le secteur primaire correspond aux activités productrices de matières premières (agriculture, pêche, extraction minière). Le secteur secondaire englobe les activités industrielles (extraction de ressources minières, production d'énergie, construction, etc.). Enfin, le secteur tertiaire regroupe toutes les autres activités, c'est-à-dire principalement les services (commerces, administration).

SIDÉRURGIE
Branche de la métallurgie concernant la production du fer, de la fonte et de l'acier. La métallurgie fait partie des industries de base. Elle est l'industrie de production des métaux, du traitement des minerais jusqu'aux produits semi-finis.

L'Europe rhénane

L'Europe rhénane est, sur le territoire européen, l'une des plus fortes concentrations d'hommes, d'activités industrielles, d'échanges et de richesses. Elle s'étend des Alpes suisses à la mer du Nord, en suivant le cours du Rhin. Elle est parfois considérée comme le cœur économique de l'Europe.

Ville de Francfort.

L'Europe rhénane, élément central de la dorsale européenne

Le Rhin est l'épine dorsale de l'Europe rhénane, mais celle-ci est constituée en fait d'une **bande de territoire large** jusqu'à 350 km qui s'étire sur près de 1 000 km, de la Suisse du Nord aux Pays-Bas, et qui comprend l'Allemagne du Sud-Ouest et de l'Ouest, le Benelux et les régions françaises du Nord et de l'Est (Nord-Pas-de-Calais, Lorraine et Alsace).
L'**axe rhénan** se prolonge au-delà de la mer du Nord vers Londres, et vers le sud, jusqu'à l'Italie du Nord.
Ce vaste ensemble (Italie du Nord, Europe rhénane et région de Londres) constitue la « dorsale européenne », c'est-à-dire l'axe majeur du territoire européen.

L'organisation du territoire de l'Europe rhénane

L'Europe rhénane est une bande continue de **hautes densités de population**, allant de 150 à 1 000 hab/km² en Hollande méridionale.
Nombreuses et proches les unes des autres, les villes ont souvent une taille comparable. Du sud au nord de la vallée du Rhin, on trouve : Zurich et Bâle (Suisse) ; Strasbourg (France) ; Karlsruhe, Mayence, Mannheim, Francfort, Coblence, Cologne, Düsseldorf, Essen et la Ruhr (Allemagne) ; Amsterdam et Rotterdam (Pays-Bas). L'Europe rhénane s'étend aussi, sur la rive gauche du fleuve, à Sarrebruck, Luxembourg, Liège, Bruxelles, Anvers, Bruges ou Lille, et à Stuttgart sur la rive droite.
À cause de leur proximité, ces villes sont à la fois complémentaires et concurrentes. Le schéma des grandes capitales européennes (Londres, Paris, Berlin ou Vienne) est bien différent : elles s'imposent par leur taille et commandent un vaste territoire.
L'espace rhénan bénéficie d'une **forte concentration des axes de transport**. Le trafic fluvial sur le Rhin, la Moselle, la Meuse et sur de nombreux canaux est le plus actif du continent. Un réseau autoroutier dense permet une circulation intense entre ces villes. Voies ferrées, aéroports internationaux (Zurich, Amsterdam, Bruxelles) et débouchés maritimes (ports de Rotterdam et d'Anvers) complètent le dispositif.

L'origine des caractéristiques de l'Europe rhénane

L'Europe rhénane trouve son origine au **Moyen Âge**. À partir du XIe siècle, les régions les plus dynamiques de l'Europe sont le rivage méditerranéen et le rivage de la mer du Nord, reliés par l'Europe rhénane. Sur l'itinéraire des villes-relais, le **commerce** et la **banque** se développent.
Au XVIIe siècle, les Provinces-Unies (actuels Pays-Bas) dominent le commerce et développent les régions rhénanes proches du littoral.
À partir du XIXe siècle, se développe une industrie puissante dans le secteur de la mine (charbon) ou dans d'autres secteurs (textile, chimie).
L'Europe rhénane, enfin, a été le centre de l'Europe des Six (Benelux, rfa, France, Italie) dès 1951 avec la CECA.

Ainsi, l'ancienne route de commerce du Moyen Âge est devenue un vaste ensemble industriel, financier et commerçant qui s'est modernisé au fil des évolutions économiques.

L'Europe rhénane : encore un espace dynamique ?

Certaines **régions d'industrie ancienne** sont **en crise grave** et profonde (Ruhr en Allemagne, sillon Sambre-Meuse en Belgique, Lorraine industrielle ou Nord-Pas-de-Calais en France). Le recul de l'extraction du charbon et de la sidérurgie a entraîné le chômage et un solde migratoire négatif. Malgré un soutien de l'Union européenne, la reconversion reste difficile et très partielle.

Le pont Tower Bridge à Londres.

Mais d'autres villes ou régions de l'Europe rhénane ont une industrie dynamique (Bâle en chimie, Stuttgart dans l'automobile). Les grands ports maritimes (Rotterdam et Anvers) sont très actifs.
De plus, les places financières et bancaires (Zurich, Francfort, Luxembourg) et les lieux de pouvoir économique (Cologne, Amsterdam) sont des **pivots de l'économie européenne actuelle**.
Enfin, la plupart des **institutions européennes** siègent en Europe rhénane (Bruxelles, Strasbourg, Luxembourg, Francfort).
Cependant, on constate que les régions les plus dynamiques en Europe sont souvent méridionales (Bavière en Allemagne, régions méditerranéennes en Espagne, France et Italie) ; seuls quelques espaces de l'Europe rhénane tiennent la comparaison (Alsace, pays de Bade, Randstad néerlandaise).

L'unité de l'espace rhénan remise en cause

Dans les processus actuels de mondialisation et de métropolisation, les espaces économiques fonctionnent **de plus en plus en réseau** (circulation aérienne, échanges d'informations sur Internet, flux financiers) : l'axe rhénan – axe terrestre continu – perd de sa force.
Les **villes dynamiques** de l'Europe rhénane sont **en relation directe avec** les métropoles européennes de l'archipel mégalopolitain mondial, Paris et Londres, et se détachent de leur environnement (comme Lille au cœur du triangle Paris-Londres-Bruxelles).
L'espace rhénan, jusque-là très homogène, connaît une évolution qui différencie :
– villes ou régions très intégrées aux réseaux mondiaux par leur rôle commercial, financier ou politique (Zurich, Francfort, Randstad néerlandaise, Bruxelles, Luxembourg) ;
– espaces dynamiques mais d'importance moindre (Cologne, Alsace, pays de Bade, Bâle) ;
– espaces en crise profonde (Ruhr, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Belgique wallonne).
Cette **fragmentation**, visible dans l'économie et dans les dynamiques démographiques, n'efface pas certains traits spécifiques de l'Europe rhénane, en particulier sa disposition axiale et son caractère densément peuplé et urbanisé.

CINQ ARTICLES DU *MONDE* À CONSULTER

- **Les dernières « gueules noires » allemandes veulent croire encore à leur avenir** p. 49
(Cécile Calla, 12 août 2008.)
- **Viens chez moi, j'habite dans un conteneur** p. 50-51
(Jean-Pierre Stroobants, lemonde.fr, 12 janvier 2010.)
- **La Ruhr, des mines aux pointes** p. 51
(Rosita Boisseau, 3 janvier 2009.)
- **Le canal Seine-Nord, clé de la renaissance du transport fluvial** p. 52-53
(Carole Deflandre, 3 janvier 2010)
- **Les Pays-Bas, champion de la batellerie** p. 53
(Jean-Pierre Stroobants, 3 janvier 2010)

VILLES CLÉS

AMSTERDAM
Aéroport international ; port maritime ; cinquième ville d'affaires d'Europe.

BÂLE
Industrie chimique et pharmaceutique ; troisième ville de Suisse.

BERLIN
Ville mondiale culturelle et touristique de premier plan.

COLOGNE
Lieu de pouvoir économique ; quatrième ville d'Allemagne.

DÜSSELDORF
Troisième aéroport allemand ; capitale de la mode en Allemagne.

FRANCFORT
Place financière et bancaire en Allemagne ; siège de la Banque centrale européenne ; aéroport international ; deuxième ville d'affaires d'Europe.

LILLE
Réseau de transport routier et ferroviaire ; riche passé industriel et commercial.

LONDRES
Puissance économique considérable ; importante destination touristique.

LUXEMBOURG
Place financière et bancaire ; siège de plusieurs institutions européennes.

PARIS
Rôle politique et économique majeur au niveau international ; place prépondérante dans le milieu de la mode et du luxe.

STRASBOURG
Siège du Parlement européen.

STUTTGART
Ville allemande surnommée le « berceau de l'automobile » ; centre d'activités industrielles.

VIENNE
Important centre politique international, en raison notamment de la neutralité autrichienne.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

TERRITOIRES CLÉS

ALSACE
Région administrative de l'est de la France, composée de deux départements : Bas-Rhin et Haut-Rhin.

AXE RHÉNAN
Axe majeur européen qui relie l'Europe méditerranéenne à l'Europe du Nord-Ouest.

BAVIÈRE
Plus grand *Land* allemand situé au sud-est du pays et abritant plus de 12 millions d'habitants. Sa capitale est Munich. La Bavière est l'une des régions économiques les plus dynamiques d'Europe (exportations, industries, services, tourisme).

NORTHERN RANGE
Une des interfaces maritimes les plus puissantes de la planète, constituée d'une série de ports allant du Havre à Hambourg. Les ports principaux sont ceux de Rotterdam, Anvers et Hambourg.

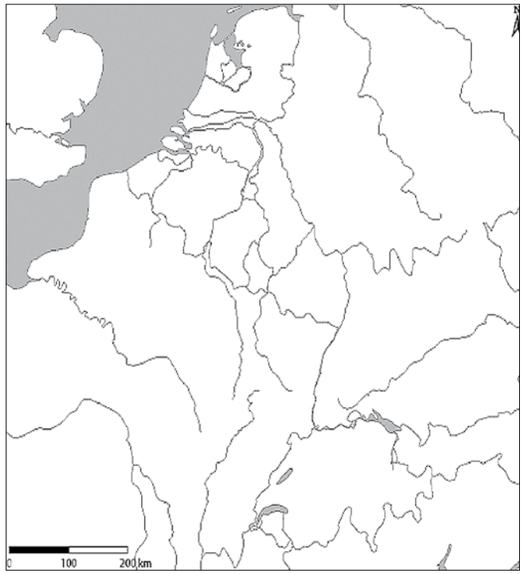
PAYS DE BADE
Région historique et géographique du sud-ouest de l'Allemagne. Ses atouts sont l'industrie, l'agriculture, le secteur des services (transport, tourisme, thermalisme).

RANDSTAD NÉERLANDAISE
Conurbation de 7 millions d'habitants réunissant les villes de La Haye, Amsterdam, Rotterdam et Utrecht, à l'ouest des Pays-Bas.

RHIN
Fleuve d'Europe centrale et de l'Ouest, long de 1 230 km. Il est l'une des voies navigables les plus fréquentées du monde. Son bassin s'étend en Suisse, en Autriche, en France, en Allemagne et aux Pays-Bas.

RUHR
Aire urbaine de l'ouest de l'Allemagne regroupant plusieurs grandes villes industrielles et formant une conurbation de plus de 5 millions d'habitants. Elle fut la région la plus puissante d'Europe jusque dans les années 1970 grâce à la sidérurgie et à l'exploitation du charbon.

Croquis : L'organisation spatiale de l'Europe rhénane



La problématique
En quoi l'organisation de la région rhénane est-elle le reflet d'une communauté internationale (l'Union européenne) puissante et dynamique ?

L'objectif du croquis
Il s'agit de montrer la complémentarité des pays riverains du fleuve, un espace diversifié et densément occupé.

La légende
I. Des espaces diversifiés et complémentaires
a) Une façade maritime hyperactive (1er trafic mondial)
b) Des régions reconverties (Ruhr, Lorraine, bassin franco-belge…)
c) Une *Sun Belt* européenne aux activités de pointe (Alsace, Bavière…)
II. Des réseaux structurés autour de pôles à vocation internationale
a) Capitales européennes et villes-monde (Bruxelles, Luxembourg…)
b) Des réseaux urbains polynucléaires (Ruhr, Rand…)
c) Des réseaux de communication polymodaux (majeurs et secondaires)
III. Un espace ouvert sur l'extérieur et sur lui-même
a) Des interfaces intracommunautaires (transfrontalières, transmanche…)
b) Des interfaces mondiales (*Northern Range* et ports, liens avec l'Est…)
c) Des flux reflets de la puissance (flux pétroliers maritimes et vers l'URSS…)

Ce qu'il ne faut pas faire
- Oublier de relier à l'axe rhénan les régions périphériques comme la Lorraine ou les grandes métropoles comme Paris.
- Trop insister sur la densité d'occupation de l'espace et surcharger la carte au point de la rendre illisible.

L'analyse du sujet
Organisation spatiale → représenter les différents types de régions et les réseaux qui les lient entre elles. Il faudra les hiérarchiser.
Europe rhénane → englober les territoires établis le long du Rhin, de Bâle à la mer du Nord, ainsi que les régions liées au fleuve par ses principaux affluents.

Les astuces graphiques
- Ligne bleue (couleur d'usage), épaisse de préférence, pour exagérer le tracé du Rhin.
- Notion de transport polymodal pour éviter la multiplication des tracés.
- Symbole (ex. : un cartouche autour d'un nom) pour figurer des conurbations ou groupes de villes.
- Petites flèches de couleur à deux directions pour signaler les échanges transfrontaliers internes à l'espace rhénan.

SUJETS TOMBÉS AU BAC SUR CE THÈME

Composition
– L'organisation de l'espace rhénan (Métropole, septembre 2005)

Étude d'un ensemble documentaire
– L'Europe rhénane, cœur de l'Union européenne (Asie, juin 2005)

Les dernières « gueules noires » allemandes veulent croire encore à leur avenir

C'est un peu comme une tempête d'été en pleine nuit : il y a des rafales de vent, puis une chaleur humide et des nuages de poussière noire. Seules des petites lumières au loin indiquent la présence d'humains. C'est dans ce cadre que les hommes de Prosper-Haniel, une mine de houille de la Ruhr située non loin de la ville d'Essen, travaillent à un kilomètre sous terre, huit heures par jour. Ils sont fiers de leur savoir-faire et de l'effort accompli. « Chaque jour est différent, la pierre n'est pas pareille, la poussière est plus ou moins importante », souligne Thomas Huetten, mineur depuis vingt-sept ans et membre du comité d'entreprise de la mine. « J'ai grandi dans la mine », raconte le syndicaliste. Le sentiment d'appartenance à une communauté est d'autant plus fort qu'ils savent que leur métier est en voie de disparition.
En 2018, l'État allemand ne devrait plus verser de subvention à ce secteur et fermer ses dernières mines.
Cette branche qui a fait la fortune de l'économie allemande dans les années 1950 ne sera alors plus qu'un objet de musée. Le gouvernement a décidé en 2007 de mettre fin à la subvention de l'extraction de cette roche. Entre 1980 et 2003, le secteur a englouti pas moins de 100 milliards d'euros de subventions, selon l'Institut fédéral de l'environnement. Les aides publiques ont atteint 6,7 milliards d'euros en 1996, avant de redescendre à 2,3 milliards d'euros. Depuis les années 1960, le nombre de mineurs est tombé de 500 000 à 34 000. Il ne reste plus que huit mines de houille en activité.
La profondeur à laquelle cette matière première est extraite (plus de 1 000 mètres) et les conditions de sécurité qu'elle nécessite rendent sa production très chère outre-Rhin. Même la houille en provenance d'Australie coûte moins cher à acheminer en Allemagne que celle produite dans la Ruhr.
La politique a néanmoins laissé une raison aux mineurs d'espérer. Une clause de révision peut permettre au gouvernement de changer d'avis en 2012. « Nous faisons le pari que l'extraction va se poursuivre après 2018 », explique Michael Sagenschneider, porte-parole de la société de houille allemande (RAG). Selon lui, les prix du charbon vont augmenter de manière exponentielle sur le marché international dans les années qui viennent, redonnant ainsi toute sa place à la houille allemande.

Opinion réticente
Un scénario sur lequel table le Parti social-démocrate (SPD), allié traditionnel des « gueules noires ».
En dix ans, le prix de la houille sur le marché mondial a presque doublé en raison de la forte demande en provenance de Chine et d'Inde. Néanmoins, « il est peu probable que les prix soient multipliés par trois dans les vingt prochaines années », souligne Claudia Kemfert, de l'Institut berlinois de recherches économiques (DIW). Selon elle, l'Allemagne ne pourra conserver quelques mines qu'à une seule condition : investir dans les techniques de captation et de stockage des émissions de CO_2. Dans la perspective du maintien de la politique actuelle de sortie du nucléaire en 2020, de nouvelles centrales à charbon doivent sortir de terre pour compenser la perte de l'énergie atomique. Sauf que l'opinion publique se montre de plus en plus réticente à ce type d'énergie.
Plusieurs communes ou régions ont dû renoncer à des projets face à la résistance farouche des habitants. Selon une statistique publiée par le BDEW, la fédération de l'économie de l'énergie et de l'eau, depuis fin 2006, neuf projets de centrales avec une capacité de 6 000 mégawatts ont été arrêtés en partie pour des raisons politiques. « Avec la menace croissante du réchauffement climatique, les centrales à charbon sont devenues une source d'inquiétude pour la population », explique Mme Kemfert. Le BDEW met aussi en garde contre une menace sur la fourniture d'énergie. « À quoi doit donc ressembler l'approvisionnement énergétique futur de l'Allemagne ? Que peuvent encore supporter les citoyens et l'économie ? », s'interroge Michael Feist, le président de la fédération.

Cécile Calla
(12 août 2008)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Les hommes et les paysages de l'Europe rhénane sont profondément marqués par l'intensité de l'activité industrielle et les reconversions qu'elle a connues. La voie rhénane permet l'exportation de produits manufacturés. C'est donc bien un *hinterland* ou arrière-pays industriel qui s'est créé, à l'image de la Ruhr, berceau de l'industrialisation allemande. C'est une région qui a bénéficié de l'ancienneté du peuplement (villes rhénanes), de gisements de matières premières, de ressources énergétiques qui ont permis l'essor de filières minières, sidérurgiques, mécaniques et chimiques rajoutées à une tradition textile.
De grands groupes industriels se sont ainsi constitués en Rhénanie : Krupp (sidérurgie), Thyssen (sidérurgie et mécanique), Daimler Chrysler dans l'automobile…
À l'échelle de l'Europe rhénane, on observe le même processus d'industrialisation en Sarre, en Lorraine, dans le nord de la France et en Belgique : des régions industrielles en pleine expansion jusqu'aux années 1960 mais qui, depuis, ont connu une nécessaire reconversion.
La particularité du cas allemand est que, contrairement à son voisin français, les mines de houille n'ont pas toutes été fermées. **Il s'agit d'une vraie question de développement durable, qui comporte des enjeux sociaux (les familles de mineurs), économiques (les subventions et les prix des matières premières) et environnementaux (le choix des énergies propres).** Le maintien des mines est notamment lié au fait que l'Allemagne n'a pas fait le choix du tout nucléaire comme la France.
Mais le secteur ne survit que grâce aux subventions de l'État fédéral. En outre, les centrales à charbon sont des sources potentielles de pollution, ce qui va à l'encontre des efforts menés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, qui participent au réchauffement climatique.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

Viens chez moi, j'habite dans un conteneur

Alors que les communautés musulmanes souhaitent disposer de lieux de culte visibles, les municipalités se heurtent à des résistances

An De Ridder a 26 ans et de l'enthousiasme à revendre. Cette jeune Flamande a rompu les amarres avec son pays pour étudier l'histoire et l'Europe à Amsterdam. Et elle vit, comme des milliers de ses congénères, dans un logement d'un nouveau type, que les Pays-Bas n'ont aucune honte à exhiber : le conteneur.

Houthaven (« le port au bois ») est un quartier semi-résidentiel d'Amsterdam situé à dix minutes de la gare centrale. S'il n'y prend garde, le passant ne remarquera même pas cette construction sur trois étages qui regroupe 700 logements. S'il tourne la tête, il se demandera si c'est un complexe scolaire ou un centre pénitentiaire qui a été érigé là. S'il s'engage dans l'une des ruelles du « village » au bord de l'eau, il tombera sur un carré de gazon qui fait office de place centrale et de parking pour les gros vélos des centaines d'occupants.

Étonné par le nombre de boîtes aux lettres et de sonnettes à l'entrée de chaque unité, le visiteur comprendra enfin en quoi consiste l'immobilier local : un empilement de caissons dotés d'une fenêtre unique, entourés chacun d'une coque en plastique et surmontés d'un toit métallique. Le studio-conteneur d'An De Ridder fait 23 m², salle de bains comprise. Elle s'y sent bien. Elle y a posé son lit, ses livres et ses bibelots. Ici, elle apprécie surtout son indépendance, la proximité du centre-ville et le fait de ne plus devoir partager la cuisine et la douche. Avant, elle acquittait 400 euros pour une « piaule » de 8 m² dans la ville. Aujourd'hui, elle paie 385 euros par mois pour son conteneur.Confrontés à une très forte pénurie, les responsables du logement ont imaginé cette solution il y a quelques années. En 2003, la situation était devenue intenable dans plusieurs villes des Pays-Bas, et tout particulièrement à Amsterdam, qui regroupe deux des quatre plus grandes universités du royaume. La mauvaise humeur grimpait et les prix s'affolaient au fur et à mesure que croissait (de 3 % à 4 % par an, en moyenne) le nombre d'inscrits dans les universités et les écoles supérieures.

Les « corporations du logement » ont donc imaginé de recourir à la formule des conteneurs. Ces corporations, parfaites incarnations du défunt « modèle social néerlandais », sont nées au XIXe siècle. Elles avaient, au départ, été instituées pour améliorer le logement des Néerlandais les moins riches. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, elles devaient viser à « l'élévation morale du travailleur ». La vague libérale et le désengagement de l'État ont toutefois transformé ces structures, devenues progressivement de grosses sociétés immobilières privées des moyens publics et contraintes à trouver de l'argent sur le marché des capitaux. Souvent florissantes, elles détiennent aujourd'hui près de 2,5 millions de logements et se voient reprocher de ne plus se soucier du social : dans 70 % des cas, les logements à bon marché qu'elles rasent sont remplacés par des habitations bien plus coûteuses.

Certaines ont toutefois signé des accords avec des municipalités afin de résoudre, notamment, la question de l'hébergement des étudiants. « En 2004, nous avons voulu saisir le problème à bras-le-corps et aller très vite », explique Wim De Waard, responsable du logement étudiant à la corporation De Key. Elle a donc construit les conteneurs d'Houthaven en l'espace de cinq mois.

La formule initiale, celle de vrais conteneurs maritimes sommairement aménagés, comme on en voit en d'autres endroits du pays, a été améliorée. L'acoustique, l'isolation, les fondations ont été renforcées. Et une troisième génération de conteneurs est en train de naître : assemblés en Chine et totalement aménagés sur place, ils comporteront jusqu'à des rideaux, censés renforcer l'illusion d'un logement « normal » et gommer la réputation des conteneurs. Beaucoup de Néerlandais les ont, en effet, baptisés « maisons de la dernière chance ». Parce que, au départ, les autorités avaient imaginé qu'ils abriteraient pendant quelque temps des personnes souffrant de troubles psychiques ou dépendantes de la drogue, voire des illégaux…

Aujourd'hui, les statistiques indiquent que les jeunes Néerlandais font des études de plus en plus longues, que les jeunes d'origine immigrée affluent en masse dans l'enseignement supérieur et que les étudiants étrangers (Allemands, Chinois et Belges, dans l'ordre) sont de plus en plus séduits par un enseignement de qualité, délivré pour une large part en anglais. Aussi, le déficit de logement risque-t-il de perdurer. « Jusqu'en 2020 », annonce la société Duwo, elle aussi active dans le secteur du logement-conteneur.

Conçue comme temporaire, la formule du conteneur évolue donc vers ce que Wim De Waard nomme, en souriant, le « temporaire permanent ». Les caissons, conçus au départ pour durer cinq ans, verront sans doute leur durée de vie doubler. Et les « villages », censés être démontés pour faire place nette à des constructions en dur, devraient, eux aussi, durer plus longtemps que prévu. La crise a refroidi les ardeurs des promoteurs et le coût d'un déplacement des cités est désormais davantage pris en compte. Comme d'autres, comme son compagnon qui vit dans un studio du même genre, An De Ridder se demande seulement, avec un brin de scepticisme, où elle s'installera une fois ses études terminées : à Amsterdam, il faut parfois jusqu'à quinze ans pour décrocher un appartement abordable dans le centre de la ville.

Jean-Pierre Stroobants
(12 janvier 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Un conteneur (version française de l'anglicisme *container*) est la boîte métallique (imaginée par l'américain Mac Lean en 1956) aux dimensions standardisées. Elle mesure en général 20 ou 40 pieds (6,058 m ou 12,116 m) de long et a une capacité de 20,32 ou 40,64 tonnes. Ce mode de transport standardisé est devenu le symbole des lieux de desserte de la mondialisation. **Cet article montre comment le conteneur s'est intégré au paysage de l'Europe rhénane au point de remplir d'autres fonctions, notamment en termes de logement.** Cela souligne les difficultés d'accès à la propriété pour une partie de la population des Pays-Bas et la grave pénurie de logements dans certaines villes. Dans le quartier de Bijlmermeer, au sud d'Amsterdam, 1 500 étudiants vivent dans des appartements de 30 m² avec baie vitrée et petit balcon, pour un loyer de 250 euros par mois, chauffage et Internet inclus. La mairie d'Amsterdam a retenu une société qui vend ses conteneurs 19 000 euros l'unité, le transport jusqu'en Europe et l'aménagement intérieur étant compris dans le prix.

La Ruhr, des mines aux pointes

La Rhénanie-du-Nord-Westphalie, bassin industriel d'Allemagne, investit dans les arts et en particulier la danse

Passer du charbon et de la sidérurgie à l'art et la culture, de la fermeture de mines à l'ouverture de centres d'expositions, voilà un énorme pas. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie (ouest de l'Allemagne) le franchit avec détermination. Autour de Düsseldorf, « bureau » de la région minière de la Ruhr, et des villes d'Essen, de Bochum et de Cologne, toutes situées dans un mouchoir de poche, un pôle artistique tous azimuts se construit. L'objectif : transformer l'image, encore très marquée par l'industrie, du Land le plus peuplé (18 millions d'habitants) et l'un des plus riches des seize Länder qui composent la fédération allemande.

Le renouveau est visible, déjà, en France. Depuis octobre 2008, la saison culturelle de Rhénanie-du-Nord-Westphalie bat son plein, avec de nombreux artistes, compositeurs, plasticiens, chorégraphes, programmés jusqu'au mois de juin.

« Le public connaît certains noms célèbres, comme ceux du photographe Andreas Gursky de Düsseldorf ou de la chorégraphe Pina Bausch, basée à Wuppertal, mais peu de gens savent qu'ils viennent de cette région, commente Rupert Mantlik, coordinateur de l'opération, au service culturel de la chancellerie d'État. La tradition artistique a toujours été très forte chez nous, il faut juste le faire savoir. » Il cite la prestigieuse Académie des beaux-arts de Düsseldorf et la Foire du prêt-à-porter, la plus grande au monde.

Dans ce contexte, la danse contemporaine est l'un des points centraux de la politique culturelle du Land. Ouverture de lieux dédiés à la danse, exposition du scénographe de Pina Bausch, Peter Pabst, au Musée de Bochum… Installée depuis douze ans dans un ancien dépôt de trams à Düsseldorf, la Tanzhaus NRW (« Maison de la danse »), créée il y a trente ans par Bertram Müller, a révélé les chorégraphes Va Wölfl et Raimund Hoghe.

Ce dernier est actuellement en tournée en France après son passage à la Cité internationale du 15 au 20 décembre 2008. Il est aussi l'un des acteurs du Tanzplan, qui rassemble neuf villes d'Allemagne autour de projets différents pendant cinq ans.

À Düsseldorf, Bertram Müller remet la danse à l'école pour les 3-18 ans (vingt-six classes sont concernées) dans le cursus scolaire commun jusqu'en 2010.

« La danse contemporaine a repris le dessus en Allemagne grâce au succès de Pina Bausch, explique-t-il. Après la seconde guerre mondiale, il a fallu oublier la façon dont Hitler s'est servi de la danse comme instrument de propagande. Une quarantaine de bistros qui étaient aussi des salles de bal ont disparu. Depuis vingt ans, heureusement, elle retrouve son dynamisme et sa place. »

Symbole de cette évolution, l'impressionnant centre de danse Pact Zollverein, à Essen, ouvert en 2003 dans les anciennes douches d'un immense secteur minier de la ville. Plutôt que de détruire ce patrimoine industriel, solution qui avait été envisagée, il a été décidé de le réhabiliter pour la danse. Ce lieu pointu, comportant une salle de spectacles et des studios, est dédié aux performances.

Sous la houlette de son directeur, Stefan Hilterhaus, des échanges sont mis en place avec le Centquatre, à Paris. Un groupe d'une vingtaine de jeunes artistes, danseurs et plasticiens, composé de Français, d'Allemands et de quelques Américains, y travaillera en janvier avant de repartir à Essen. Cette bataille artistique, à l'intérieur et en dehors des frontières du Land, possède évidemment plusieurs visages. « Il y a aussi une tentative de trouver l'unité d'une région disparate à travers l'art et la culture, confirme Brigitte Borsdorf, de l'Institut français de Düsseldorf. Les habitants sont très différents ici, qu'il s'agisse des Rhénaniens, plutôt bons vivants, des Westphaliens, plus pudiques, ou encore des Turcs émigrés ici. » Forger une identité commune à travers l'art et la danse représente un parti pris aiguisé de la part des politiques. L'organisation de la saison culturelle de Rhénanie-du-Nord-Westphalie en France veut revendiquer sa singularité au sein des régions européennes et se positionne déjà pour 2010 : la ville d'Essen – et plus largement la région de la Ruhr – a été élue capitale européenne de la culture.

Rosita Boisseau
(3 janvier 2009)

POURQUOI CET ARTICLE ?

La reconversion du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, longtemps marqué par l'industrie minière, est complexe. **L'État essaie de changer son image en passant des « gueules noires » aux « pointe blanches » des ballerines.**

La danse contemporaine et la chorégraphie sont en effet un atout du Land, symbolisé par la figure de Pina Bausch.

Certains complexes industriels, comme à Essen, sont réhabilités pour accueillir des salles de spectacle ou des studios de danse.

Il s'agit aussi de répondre aux évolutions de la société allemande et à l'intégration des immigrés.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

Le canal Seine-Nord, clé de la renaissance du transport fluvial

La voie d'eau devrait entrer en service en 2015. Mais ce mode de transport écologique reste peu développé

Le canal Seine-Nord Europe (SNE), qui permet de relier les voies fluviales françaises au réseau européen, devrait finalement voir le jour en 2015. Ce tronçon de 106 km, reliant la Seine à l'Escaut, pourrait éviter de mettre sur les routes 500 000 camions par an.

Le canal Rhin-Rhône avait été abandonné en 1997 par le gouvernement Jospin : trop d'écluses, pas assez de financements, trop d'oppositions locales. Seine-Nord ne devrait pas connaître le même sort : l'appel à la concurrence a d'ores et déjà été lancé pour sélectionner un concessionnaire privé susceptible de financer la moitié du projet, d'un coût total de 4,2 milliards d'euros, tandis que l'État (900 millions), les collectivités locales (900 millions) et l'Europe (330 millions) réunissent l'autre moitié. Et les archéologues ont entamé les opérations de diagnostic préventif sur le parcours.

Pour autant, le fluvial reste considéré comme le « parent pauvre » des modes de transport français. Il a certes augmenté de 30 % en dix ans (1997-2007) – mais il ne représente toujours que 3 % des modes de transport. Le livre blanc de la Commission européenne de 2001 le qualifiait de « sous-exploité », tout en en faisant un « élément clé » de l'intermodalité (utilisation de plusieurs modes de transport). Plus récemment, le Grenelle de l'environnement a relancé le débat, en préconisant un report ambitieux de la route vers le fleuve de 25 % à l'horizon 2020.

En février 2009, le président de la République avait déclaré donner une « priorité pour le fluvial ». Début novembre, les enjeux étaient rappelés lors d'un colloque organisé à Paris par Voies navigables de France (VNF), l'établissement public chargé de l'exploitation du domaine public fluvial national, et Entreprendre pour le fluvial (EPF), association créée en 2007 à son initiative pour relancer cette filière de transport de fret. Pour Christian Parent, président d'EPF, « le fleuve n'est pas saturé. Nous avons des réserves de capacités importantes en France et l'intérêt est majeur pour l'environnement ». Le fluvial présente en effet des avantages tant écologiques (moins de consommation de carburant, moins de bruit, etc.) qu'économiques (coût de transport moindre, pas de retards dus aux embouteillages…).

Chez Monoprix, on l'a bien compris. Selon Catherine Rivoallon, chef du département international de l'enseigne de distribution, le transport fluvial est un « axe stratégique de développement ». Actuellement, 58 % du transport de marchandises pour l'enseigne se fait par bateau. Soit une économie de 4 % sur la facture transport.

Pour convaincre d'autres acteurs économiques, VNF a mis au point un « écocalculateur des voies d'eau », qui permet de comparer les opérations fluviales et routières. C'est le premier du genre à intégrer les coûts externes (bruit, insécurité…). Toutefois, prévient Gérard Allard, de France Nature Environnement (FNE), il faudrait que l'écocalculateur soit validé par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pour le rendre plus crédible.

Mais c'est la question du financement qui est fondamentale. Si Alain Gest, président de VNF et député UMP de la Somme, pense que le canal SNE « s'inscrit dans l'histoire naturelle de l'intermodalité », Michel Rocard, ancien maire de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), capitale nationale de la batellerie, et créateur de VNF, rappelle que le canal SNE a « mauvaise réputation » auprès d'associations environnementales et que son financement « n'est pas bouclé ».

S'il est indéniable que le fluvial doit se développer, M. Allard confie qu'il « faut mener une politique des transports parallèles », et donc cohérente, pour que le projet soit durable. Par exemple, éviter de construire une nouvelle autoroute ou d'autoriser la circulation de « maxi-camions ». Il s'agira aussi sans doute de mener de nouveau une réflexion sur le projet de paiement de la taxe carbone par les bateliers.

En matière de financement, il faut mettre en place des facilités bancaires : allonger les durées de prêt pour les futurs transporteurs, par exemple. C'est dans ce cadre que « Fluvial initiative », un fonds national lancé par EPF et VNF en collaboration avec les investisseurs en juin 2009, a déjà financé quinze projets pour un total de 600 000 euros engagés.

Les infrastructures et la flotte nationale doivent suivre. Puisque « le port est à la voie d'eau ce que la gare est au ferroviaire, les infrastructures doivent être d'une capacité suffisante et bien situées », estime Jean-François Dalaise, président du conseil d'administration du Port autonome de Paris.

Quant à la flotte française, elle est « quatre fois moins productive et compétitive que la flotte fluviale européenne », affirme M. Dalaise. Il faut donc l'étendre et la moderniser, afin d'être capable de transporter plus en un même trajet.

Si actuellement 65 % de la production neuve de bateaux vient des Pays-Bas, Christophe Michel, du groupe Touax, société spécialisée dans le transport de marchandises, pense que la France a « le talent pour construire », mais qu'elle ne l'exploite pas. Selon une étude pilotée par EPF et réalisée par Eurotrans, 200 entreprises devraient donc être créées pour parvenir aux objectifs de 2020.

Carole Deflandre
(3 janvier 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

L'Europe rhénane est traversée par des canaux reliant les principaux cours d'eau afin de faciliter le commerce et la circulation.

La plupart de ces liaisons ont été renforcées au cours des dernières décennies : canal Main-Danube, canal d'Amsterdam au Rhin, canal Rhin-Escaut. Si le projet Rhin-Rhône a été abandonné, le canal Seine-Nord Europe (SNE) devrait être inauguré en 2015. Mais **le projet révèle les paradoxes de la politique des transports actuelle** : si les voies fluviales présentent de nombreux avantages en matière d'environnement et de réduction des pollutions, elles ont du mal à briser la suprématie du « tout route », qui prévaut un peu partout en Europe.

En France, les voies navigables ne réalisent que 2 % du transport de marchandises contre 87 % pour la route et 11 % pour le rail. On assiste en fait à un déclin prononcé du rail et de la voie d'eau, malgré des progrès notables du transport fluvial par conteneurs (sur la Seine…). Aujourd'hui, aucun mode ne parvient à concurrencer la flexibilité et le moindre coût du transport routier, particulièrement pour les marchandises. La France n'est pas une grande nation fluviale (même si la moitié des échanges en tonnage empruntent la voie maritime), le rail manque de souplesse, l'aérien est bien trop cher (même si son importance dans le commerce en termes de valeur échangée et non de tonnage n'est pas négligeable).

LES ARTICLES DU Monde

Les Pays-Bas, champions de la batellerie

Avec 35 % des marchandises qui entrent et sortent du pays via les voies navigables, les Pays-Bas démontrent qu'ils restent les champions européens du transport par eau. Avec leurs voisins proches, deux tiers du transport s'opèrent par le réseau fluvial.

Le royaume, qui a dompté l'eau pour assurer sa survie, est le territoire idéal pour ce mode d'acheminement. Il compte trois fleuves (Rhin, Meuse, Escaut), de nombreuses rivières et 36 canaux construits soit pour améliorer l'accès aux ports, soit pour relier entre eux les principaux cours d'eau. Mais il dispose également de 3 750 kilomètres de passes et de chenaux et de 450 kilomètres de voies navigables dans la mer des Wadden, qui s'étend de la mer du Nord au Danemark en passant par une zone d'estuaires allemande, et sur l'Ijsselmeer, un grand lac d'eau douce séparé des Wadden par une digue, l'Afsluitdijk.

Cette situation a permis le développement d'une flotte fluviale de quelque 6 500 bateaux sur les 13 500 que compte l'Europe du Nord-Ouest. En comparaison, l'Allemagne possède 3 700 bateaux et la France 1 700 environ. Rotterdam, port le plus fréquenté jusqu'en 1986, moment où il a été supplanté par Singapour – détrôné par Shanghai en 2005 – voit accoster chaque année 130 000 péniches.

Trois à six fois moins de CO_2

Dans ses projets d'extension avec, notamment, la construction d'une deuxième plaine artificielle à l'aide de centaines de millions de mètres cubes de sable, le port de Rotterdam contribue à renforcer la supériorité néerlandaise sur le trafic fluvial en Europe et va accélérer les livraisons de marchandises à 100 millions de consommateurs.

Soucieuses d'assurer « des choix responsables pour une croissance durable », les autorités néerlandaises rappellent que, par unité transportée, un bateau émet de trois à six fois moins de CO_2 qu'un camion. Elles entendent désormais développer une méthode du « 80-20 », élaborée par deux professeurs de l'université technique d'Eindhoven. La démarche vise à réduire au maximum le recours aux camions et à développer les voies alternatives, la navigation fluviale et le cabotage, si possible en partenariat avec les États voisins.

Les responsables néerlandais des transports estiment qu'à l'heure actuelle moins d'un quart de la capacité du Rhin est exploité, même si ce fleuve concentre des flux de marchandises comme aucun autre au monde : plus de 70 % de la navigation fluviale européenne passe par lui.

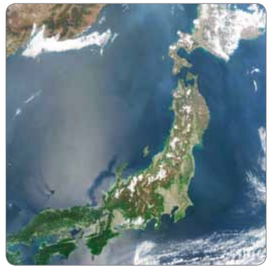
Jean-Pierre Stroobants
(3 janvier 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Le cas des Pays-Bas est bien différent du cas français. Le pays réalise plus du tiers de ses échanges par voie fluviale, ce qui est le record en Europe. Les Néerlandais ont une longue tradition de maîtrise du monde aquatique : notons par exemple les polders, terres gagnées sur la mer au moyen de digues littorales et de canaux, et le cas des ports de Rotterdam et Amsterdam. Il en va de même avec la batellerie : **le pays a su développer un impressionnant réseau de voies navigables et une industrie de fabrication de bateaux à la mesure de cette étendue de « routes liquides »**. Il n'est donc pas surprenant que la flotte des Pays-Bas avoisine les 50 % de la flotte totale de l'Europe du Nord-Ouest.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

L'ASIE ORIENTALE



© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

NOTIONS CLÉS

CRISE
Période de dépression prolongée de la conjoncture économique, synonyme de récession. Pour les économistes, la crise correspond, plus précisément, dans un cycle économique, au moment où la conjoncture se retourne ; elle fait suite à une phase d'expansion et entraîne une phase de dépression ; elle ne doit pas être séparée du mouvement d'ensemble dont elle constitue seulement un moment.

DENSITÉ DE POPULATION
Rapport entre le nombre d'habitants et la superficie d'un territoire, exprimée en hab/km² ou en hab/ha pour les densités urbaines. C'est une variable commode pour rendre compte de l'occupation d'un territoire, mais qui n'a qu'une simple valeur indicative vu l'inégale répartition des hommes au sein d'un pays.

DÉVELOPPEMENT
Ensemble des transformations économiques, techniques, sociales, culturelles qui permettent l'apparition et la poursuite de la croissance économique.

EXTRÊME-ORIENT
Partie du monde oriental la plus éloignée par rapport à l'Europe. Elle comprend essentiellement les pays et régions d'Asie qui s'étendent au-delà de l'Inde : pays de la péninsule indochinoise, Indonésie, Corée, Chine, Japon et Sibérie orientale.

LITTORAL
Frange d'une certaine largeur, sur laquelle les activités développées sont liées principalement à la mer. Les plus fortes densités de population sont situées sur les façades maritimes des grands foyers de peuplement (côte est des États-Unis, côte californienne, façade nord de l'Europe, façade est de la Chine). Depuis les années 1960, du fait de la mondialisation de l'économie et du développement des échanges à l'échelle mondiale, beaucoup d'États connaissent une littoralisation accrue des hommes et des activités, c'est-à-dire une redistribution des densités et des activités en faveur des régions littorales.

L'Asie orientale : une aire de puissance en expansion

L'Asie orientale et maritime constitue désormais une aire de puissance réelle, en expansion rapide, mais avec des éléments de faiblesse. Cet ensemble est homogène par son peuplement dense, dynamique économiquement, mais contrasté socialement et divisé politiquement.

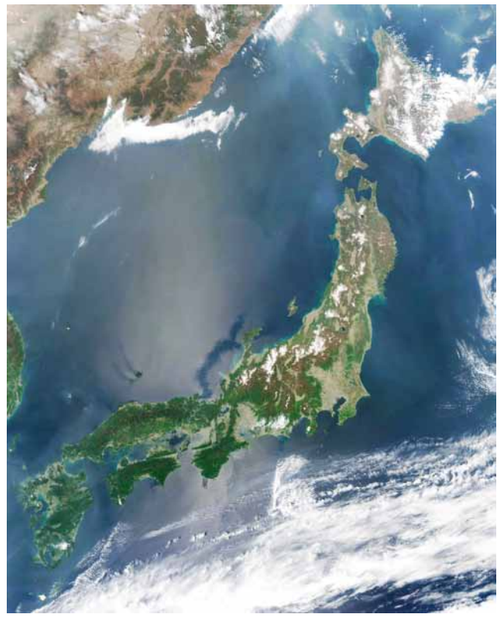


Image satellite du Japon.

Le poids de l'Asie orientale dans le monde

L'Asie orientale comprend le Japon, la Corée du Sud, la Chine littorale (dont Hong Kong), Taiwan et Singapour. Elle est le **1er foyer de peuplement du monde**. En incluant la Chine entière, elle compte plus d'1,6 milliard d'habitants. Dans le domaine sinisé (Chine, Taiwan, Hong-Kong), la densité moyenne est de 400 hab/km² et dépasse 5 000 hab/km² à Hong-Kong.
Son poids économique est considérable : la Chine est depuis peu la 2e puissance économique du monde, le Japon, la 3e et la Corée du Sud, la 13e.

Un ensemble contrasté

Les États sont de **tailles très différentes**. La Chine est un géant démographique et territorial (1,3 milliard d'habitants pour 9,5 millions de km²). À l'opposé, Singapour est un pays réduit à une ville portuaire (5 millions d'habitants pour 700 km²). Le Japon, la Corée du Sud et Taiwan sont dans une situation intermédiaire.
Les différences politiques aussi sont importantes. Le Japon est une **démocratie** depuis 1945 ; Singapour, Taiwan et la Corée du Sud sont des démocraties plus récentes mais plutôt stables. La Chine, avec un pouvoir issu du parti communiste et une économie capitaliste, a créé un paradoxal « socialisme de marché ». La Corée du Nord, dernier **régime communiste fermé** au monde extérieur, inquiète ses voisins.
Dans cette région, théâtre de nombreux conflits, le **poids de l'histoire** reste fort. Le souvenir de l'occupation japonaise en Corée et en Chine, surtout, est encore vif. La Chine revendique toujours la souveraineté sur Taiwan, ce qui provoque régulièrement de très symboliques incidents diplomatiques. Hong-Kong, rétrocédée à la Chine par le Royaume Uni en 1997, a un statut particulier ; l'ancienne enclave maintient une exigence de liberté face à un gouvernement chinois qui essaie de l'intégrer, tout en évitant les conflits.
Enfin, les **écarts de niveau de vie** sont grands. Le **Japon** et **Hong-Kong** ont un PIB/hab et un IDH élevés. Ceux de Singapour, la Corée du Sud et Taiwan sont comparables aux pays d'Europe méditerranéenne. La **Chine** a un PIB/hab encore faible mais en rapide progrès et un IDH moyen qui ne reflètent pas les contrastes entre une minorité riche et une majorité pauvre.

La structure de l'espace

Le **Japon** est le premier pays de la région à s'être industrialisé. Il a une industrie puissante, un pouvoir financier fort. La mégalopole de Tokyo en est l'assise territoriale.
La **Corée du Sud** a pour centre économique Séoul. Sur les littoraux, des villes industrielles et des zones franches sont reliées à la capitale.
Taiwan est aussi organisée autour de sa capitale, Taipei. L'activité portuaire y domine, avec des porte-conteneurs à grande capacité de transbordement.

Singapour et **Hong Kong** sont des villes ports où l'activité industrielle s'est développée en lien avec le trafic maritime. Places financières, villes d'échanges, ces deux pôles commerciaux sont essentiels dans la région.
La **Chine** a axé son développement économique sur des industries de main-d'œuvre. Pour attirer les capitaux étrangers, elle a ouvert près des côtes des ZES attractives. Aujourd'hui c'est tout le pays qui est ouvert aux investissements. Le littoral autour de Shanghai et Guangdong est la région la plus dynamique.

Shangai, ville la plus peuplée de Chine et qui possède le plus grand port du monde.

L'unité de cet espace

À la suite du Japon, la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour ont connu une **industrialisation rapide** : développement d'une industrie de fabrication (main d'œuvre bon marché), protection du marché intérieur et développement des exportations, puis remontée de la filière (passage de l'exécution à la conception, puis au commandement).
Le niveau de développement de ces quatre pays est proche de celui de nombreux pays européens.
L'efficacité de la production est aussi liée à la **répartition des activités dans les différents pays**. Ainsi, dans les années 1970-1980, le Japon a délocalisé en Asie orientale des usines dont les productions étaient ensuite réexportées vers l'archipel. Aujourd'hui, c'est Hong-Kong ou Taiwan qui délocalisent dans d'autres pays de l'Asie du Sud-Est.
Le **dynamisme économique** de cette région s'explique enfin par les **intenses flux commerciaux** qui la traversent. Grâce à ses façades maritimes, la région est devenue un carrefour majeur pour les échanges internes à l'Asie et internationaux : c'est ici que se situent douze des treize premiers ports du monde.
Ainsi, développement industriel rapide, flux croisés de capitaux et de produits, organisation de l'espace en zones ateliers et en façades maritimes dynamiques sont autant de facettes d'un système de production qui caractérise cette région du monde.

Les perspectives d'avenir

La **crise asiatique de la fin des années 1990** a montré la fragilité des économies de la région. L'interdépendance des investissements a multiplié les difficultés et la croissance a stagné, mais le dynamisme semble avoir retrouvé ses droits.
Le **Japon** notamment s'est bien rétabli et son économie est à nouveau en pleine croissance. Mais ce géant économique restera-t-il **un nain politique** ?
La principale incertitude vient de la Chine. Sa croissance économique est exceptionnelle. Grâce aux IDE extérieurs en augmentation, il est le 1er pays atelier du monde. Mais vu la puissance de sa recherche scientifique et de ses universités, de ses succès technologiques, ce pays n'en reste pas à un rôle d'exécution ; 1re puissance démographique, dotée d'une force militaire imposante, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, **la Chine est amenée à jouer un rôle majeur dans le monde**.

CINQ ARTICLES DU *MONDE* À CONSULTER

- **Pour la Corée du Sud, le contrat « le plus important de l'histoire du pays »** p. 59
(Philippe Pons, 29 décembre 2009.)
- **Avis de tempête géostratégique en mer de Chine** p. 59-60
(2 octobre 2010.)
- **Chine-Japon : je t'aide moi non plus** p. 60-61
(Sylvie Kauffmann, 22 septembre 2010.)
- **La mue d'une ville-monde** p. 61-62
(Brice Pedroletti et Bruno Philip, 29 avril 2010.)
- **Le casse-tête de l'urbanisme à la chinoise** p. 62-63
(Brice Pedroletti, lemonde.fr, 29 avril 2010.)

NOTIONS CLÉS

DÉLOCALISATION INDUSTRIELLE
Fait de déplacer une unité de production du territoire national vers une région ou un pays, qui permet d'obtenir des avantages compétitifs :
– main-d'oeuvre moins chère ou plus qualifiée ;
– proximité d'un marché émergent ;
– meilleure disponibilité d'une matière première.

DÉMOCRATIE
Terme qui s'applique, d'une façon générale, aux régimes politiques reposant sur le vote de l'ensemble des citoyens ; les démocraties s'opposent aux dictatures où le pouvoir est confisqué par un homme ou un petit groupe.
Par extension, on désigne aussi du nom de *démocratie* un pays dont le régime est démocratique.

EXPORTATION
Action de vendre à l'étranger des biens et des services qui « sortent » du territoire national.

TRANSBORDEMENT
Action de transférer un chargement d'un navire à un autre.

ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE (ZES)
Région géographique dans laquelle les lois économiques sont plus libérales, c'est-à-dire plus avantageuses pour les entreprises, que celles pratiquées dans le reste du pays.

ZONE FRANCHE
Espace délimité administrativement, dans lequel la législation nationale ne s'applique pas.
La plupart des zones franches sont des zones qui bénéficient de dérogations de droits de douane et où les marchandises entrent et sortent librement.
Un paradis fiscal est une variante de la zone franche ; les dérogations y sont d'ordre fiscal.
On y trouve de nombreux sièges sociaux de société. Andorre, Monaco, les Bermudes, les Bahamas... sont des exemples de paradis fiscaux.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

NOTIONS CLÉS

AGGLOMÉRATION
Paysage bâti dense et continu, englobant une ville centre et des espaces urbanisés périphériques : banlieues et zones périurbaines.

CENTRE
En géographie, la ville centre est la commune au cœur d'une agglomération. Mais, le plus souvent, le centre est l'espace qui domine une périphérie, parce qu'il concentre des fonctions spécifiques.

COMPÉTITIVITÉ
Capacité qu'a une entreprise ou une nation à conserver ou à augmenter ses parts de marché.

ESPACE MULTIPOLAIRE
Espace dans lequel plusieurs pôles se concurrencent.

MÉGALOPOLE JAPONAISE
Ensemble urbain qui regroupe 105 millions d'habitants sur une zone de quelques centaines de kilomètres de long, sur la façade est du Japon.

PAYS ATELIERS
Pays où une main-d'œuvre bon marché travaille surtout à la fabrication de pièces ou à l'assemblage de composants élaborés ailleurs, ainsi que dans des industries de faible niveau technologique, comme la confection.

TERRITOIRE
Espace que s'est approprié une société au cours de l'histoire. Sur un territoire, borné par des frontières, s'exerce un pouvoir détenu par une autorité territoriale : un gouvernement, un conseil régional...

URBANISATION
L'espace urbain s'oppose à l'espace rural, et l'urbanisation à la ruralité. Le taux d'urbanisation exprime la part d'une population qui habite en ville. La définition de la ville étant très variable selon les États, les taux d'urbanisation doivent être considérés comme des ordres de grandeur. Le taux de croissance urbaine (exprimé en %) exprime l'évolution de la population urbaine.

Croquis : L'aire de puissance de l'Asie orientale

Ce qu'il ne faut pas faire

• Multiplier les symboles sur le Japon et surcharger son espace.
• Isoler Hong-Kong de la Chine ou relier Taiwan à la Chine.
• Présenter les NPIA (Corée du Sud, Taiwan) comme des pays en voie de développement.

L'analyse du sujet

Aire → représenter un espace qui couvre des territoires nationaux et leur sphère d'influence.

Puissance → centrer la représentation sur les éléments qui assurent à la région une force et des dynamiques économiques.
Asie orientale → englober la côte est du continent, un espace maritime, insulaire et côtier du Japon à l'Indonésie, de la Thaïlande aux Philippines.

La problématique

Pourquoi le Sud-Est asiatique est-il une région de forte activité économique, un partenaire et un concurrent pour les Nord ? En quoi cette aire reproduit-elle à l'échelle régionale l'organisation de l'économie mondiale ?

L'objectif du croquis

Il s'agit de montrer que la région est très active, et que les pays sont hiérarchisés. Il faut mettre en évidence leur complémentarité, marquée par d'importants échanges qui témoignent de la distribution internationale du travail.

La légende

I. Des riverains inégalement développés et intégrés
a) Un centre puissant, le Japon (pôle de la triade).
b) Des périphéries intégrées (pays ateliers, NPIA, Chine littorale...).
c) Des périphéries en marge (Corée du Nord, Cambodge, Laos...)
II. Un espace multipolaire bien hiérarchisé
a) La mégalopole japonaise (Tokaido), centre d'impulsion
b) Des pôles portuaires ou financiers (Shanghai, Singapour, Hong-Kong...)
c) Le littoral chinois
III. Un espace structuré par des flux intenses
a) Des interfaces et des façades portuaires actives (Canton, Taipei, Pusan...)
b) Des flux d'échanges complémentaires (capitaux, pétrole, biens...) et ouverts sur le monde (États-Unis, Union européenne...)

Les astuces graphiques

• Linéaire (ligne ou flèche) pour définir les limites de la mégalopole japonaise.
• Couleur grise pour les pays isolés ou instables (Corée du Nord, Laos).
• Flèches de couleurs et de tailles différentes pour matérialiser l'inégalité et la complémentarité des échanges.
• Ponctuels de formes différentes pour distinguer les grands ports (ex. : ronds bleus) des places financières (ex. : ronds jaunes). Troisième couleur (ex. : vert) pour mettre en évidence les pôles comme Singapour qui occupent ces deux statuts.

SUJETS TOMBÉS AU BAC SUR CE THÈME

Composition
– L'aire de puissance asiatique, une aire multipolaire (Polynésie, juin 2008)

Étude d'un ensemble documentaire
– L'Asie orientale : une aire de puissance intégrée à l'espace mondialisé (Amérique du Sud, novembre 2008)

Pour la Corée du Sud, le contrat « le plus important de l'histoire du pays »

Avec ce premier contrat de construction intégrale de centrales nucléaires aux Émirats arabes unis, la Corée du Sud se place au rang des grands exportateurs mondiaux en ce domaine, dont les États-Unis, la France et le Japon. Ce contrat est « le plus important de l'histoire de notre pays », a déclaré le président, Lee Myung-bak.
Treizième économie mondiale, la Corée du Sud compte faire du nucléaire un nouveau secteur privilégié d'exportations, après avoir affirmé sa présence dans le domaine des chantiers navals, de l'automobile, des semi-conducteurs et des écrans à cristaux liquides.
Le consortium public-privé qui a remporté le contrat avec les Émirats arabes unis est mené par le groupe public d'énergie coréen Kepco, et comporte ses compatriotes Hyundai Engineering and Construction, Samsung et Doosan Heavy Industries and Construction. Le japonais Toshiba et l'américain Westinghouse (qui fait partie du groupe Toshiba depuis 2006) apporteront leur assistance technique. Les réacteurs sud-coréens utilisent déjà la technologie de Westinghouse.
La participation du groupe Toshiba-Westinghouse au contrat avec les Émirats arabes unis laisse présager, avance la presse japonaise, des coopérations futures avec Doosan Heavy Industries, l'un des principaux fournisseurs mondiaux d'équipements de centrales nucléaires. Jusqu'à présent, Toshiba et Doosan n'avaient jamais été engagés dans un projet commun.

Négociateurs audacieux

« En Corée du Sud, voir Kepco remporter un tel contrat n'a rien de surprenant, explique Philippe Li, le président de la Chambre de commerce et d'industrie franco-coréenne. Cette entreprise, qui est protégée dans son pays par un monopole sur le marché nucléaire, a su développer peu à peu une indépendance technologique en puisant dans le savoir-faire de partenaires étrangers. Et peut aujourd'hui conquérir de nouveaux marchés, où elle arrive à être agressive dans les offres et bénéficie de négociateurs très fins et audacieux. »
Le prix offert par les Coréens – inférieur de plus de 10 % à celui de ses concurrents, selon le quotidien économique japonais Nihon Keizai – ainsi que des garanties plus poussées en cas d'accident ont été déterminants dans le choix des Émirats arabes unis.
Un autre facteur a joué en faveur de la Corée du Sud : des délais de construction plus courts (cinquante-deux mois) que ses concurrents. Au cours des négociations ont en outre été passés d'autres contrats (en matière d'électricité, de gaz, de transports et de télécommunications).
La Corée du Sud s'est lancée dans la production d'énergie nucléaire au début des années 1970 avec la coopération, notamment, des États-Unis et de la France. Son premier réacteur nucléaire expérimental, Gori 1, date de 1971. L'exploitation commerciale a commencé dans la seconde moitié de cette décennie et la Corée dispose aujourd'hui de vingt réacteurs qui répondent à 36 % de sa demande en électricité. Huit nouvelles centrales sont en construction, dont l'une, à eau légère, sera entièrement conçue à partir de technologies locales.

Philippe Pons
(29 décembre 2009)

POURQUOI CET ARTICLE ?

L'image du « vol d'oies sauvages » est utilisée pour décrire la stratégie de développement des pays de l'Asie du Sud-Est : s'appuyer sur des bas coûts de main-d'œuvre pour importer des composants, les assembler et les produire localement puis les exporter. Au fur et à mesure que la population voit son niveau de vie augmenter, on remonte vers les secteurs à haute technologie nécessitant une main-d'œuvre qualifiée et peu de matières premières. Enfin, le rôle d'atelier de montage est abandonné aux pays voisins qui bénéficient d'une main-d'œuvre meilleure marché (délocalisations et relais de proche en proche).
Les NPIA comme la Corée du Sud ont réussi à mettre en place dès les années 1960 un système d'industries industrialisantes. L'article montre comment la Corée du Sud a dans un premier temps acheté la technologie du nucléaire civil à des pays comme les États-Unis et le Japon, avant de devenir aujourd'hui elle-même un exportateur de centrales nucléaires. Cette stratégie pousse les États de la région à s'associer, comme ici avec le Japon. Le rôle de l'État est aussi fondamental pour orienter les productions et financer les infrastructures en partenariat avec les grandes entreprises.

Avis de tempête géostratégique en mer de Chine

La mer de Chine vient de connaître un avis de tempête politico-stratégique. Un de ces moments qui resteront dans l'histoire de la région ; un épisode qui a marqué tous les riverains et mis en lumière le profil inquiétant de la Chine – celui d'une puissance brutale, au nationalisme à vif, prête à intimider ses voisins.
Il a suffi d'un ensemble d'îlots en mer de Chine orientale, d'un chalutier et de vedettes de garde-côtes pour faire du mois de septembre un mois d'extrême tension entre Pékin et Tokyo. Les îlots sont les Shenkaku, administrés par le Japon depuis la fin du XIXe siècle et revendiqués par la Chine sous le nom de Diaoyu.
Le chalutier était un bâtiment chinois qui, avec d'autres, pêchait alentour début septembre. Sommé de s'éloigner le 7 septembre par des vedettes japonaises, il a, selon la version de Tokyo, tenté d'éperonner l'une d'entre elles. Les Japonais ont saisi le bâtiment et immédiatement libéré l'équipage. Mais ils ont retenu le capitaine en garde à vue jusqu'au 24 septembre, pour « obstruction à des officiers dans l'exercice de leurs fonctions ».
L'affaire aurait dû se régler par la

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

voie diplomatique, comme c'est le plus souvent le cas dans ce genre d'incident. Mais, là, pour obtenir la libération immédiate du capitaine, la Chine a choisi l'épreuve de force. Elle a usé de moyens qu'on n'emploie pas entre pays qui ont des liens économiques étroits et sont en passe d'améliorer leurs relations après une phase difficile, comme c'est le cas de la Chine et du Japon.

L'ambassadeur japonais à Pékin a été convoqué pour s'expliquer à plus d'une demi-douzaine de reprises, parfois à minuit... Toutes les rencontres bilatérales ont été annulées ; la visite d'écoliers japonais à l'Exposition universelle de Shanghai interdite. Mesure plus grave encore, et qui a stupéfié nombre de partenaires commerciaux de la Chine dans le monde : Pékin a suspendu l'exportation de métaux rares vers le Japon... Enfin, les autorités ont saisi un prétexte pour faire arrêter quatre Japonais travaillant en Chine (trois d'entre eux ont été, depuis, libérés).

Tant d'agressivité a semé l'effroi autour de la mer de Chine. Car qu'il s'agisse de sa partie orientale ou méridionale, les différends territoriaux – en général sur des îles – n'y manquent pas entre Pékin et des pays comme le Vietnam, les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour ou Brunei.

Pourquoi la Chine a-t-elle choisi d'agir de manière aussi contre-productive pour son image, et même ses intérêts ? Volonté d'afficher sa souveraineté proclamée, mais contestée, et son contrôle sur une zone maritime par où passe une partie de son approvisionnement énergétique ? Pression nationaliste venue de l'opinion publique ou d'une fraction du Parti ? Désir de répondre à un récent discours de la secrétaire d'État américaine ? Hillary Clinton avait dit que les États-Unis avaient aussi des intérêts en mer de Chine...

Résultat prévisible : nombre de pays de la région ont éprouvé le besoin d'un discret rapprochement stratégique avec Washington. Comme une garantie.

(2 octobre 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

La disparité des régimes politiques en Asie orientale n'est pas favorable à la mise en place de structures de coopération économique et à la résolution des conflits. Il y a d'abord des conflits avec les voisins : entre 1950 et 1953, la Corée est devenu un lieu d'affrontement de la guerre froide (Corée du Nord communiste et Corée du Sud capitaliste).

Les relations restent très tendues à l'heure actuelle et la frontière demeure la plus militarisée au monde. D'autres pays de la région se réclament encore du marxisme-léninisme : le Vietnam et le Laos. De plus, en 1945, l'URSS s'est emparée des îles Kouriles que le Japon revendique encore aujourd'hui. Mais le plus important conflit concerne les rapports entre la Chine et Taiwan. La Chine considère Taiwan comme une province qui doit un jour revenir dans le giron de la République populaire de Chine, fût-ce avec un statut spécial, comme celui de Hong-Kong.

Les forces qui souhaitent le maintien de l'indépendance de Taiwan sont bien implantées dans l'île. Enfin, les anciennes colonies du Japon, Taiwan et la Corée, gardent de mauvais souvenirs de l'occupation, et les relations sont régulièrement empoisonnées par l'évocation de ce passé...

Enfin, la Chine s'impose progressivement comme la future grande puissance asiatique. Ses revendications territoriales prennent parfois une forme particulièrement agressive, comme le montre l'incident survenu en mer de Chine en octobre 2010.

Chine-Japon : je t'aide moi non plus

Le débat autour de l'aide japonaise après le tremblement de terre qui a dévasté la région chinoise du Sichuan le 12 mai 2008 montre la complexité des relations entre les deux pays.

Mercredi 28 mai, le gouvernement japonais a annoncé que la Chine avait formulé auprès de son ambassade à Pékin une demande d'assistance matérielle pour les survivants du tremblement de terre qui a dévasté le Sichuan le 12 mai.

Jusque-là, tout va bien. Un groupe de 50 Japonais a été, le 16 mai, la première équipe de sauveteurs étrangers à arriver sur les lieux du séisme, avec la bénédiction des autorités chinoises, et le caractère historique de l'événement a été souligné de part et d'autre. Historique au regard du lourd passé commun, de l'occupation d'une bonne partie de la Chine des années 1930 à 1945 par les troupes impériales japonaises et de son lot d'atrocités : rien n'est simple entre les deux pays, qui ressassent un éternel ressentiment. Mais, ces derniers mois, de gros progrès ont été réalisés, et la volonté politique semble enfin l'emporter, à Pékin comme à Tokyo. L'arrivée des sauveteurs nippons dans la tragédie du Sichuan, une région tenue par le Kuomintang pendant la guerre, abondamment bombardée mais pas occupée par les Japonais, a donc été saluée comme un bien né du malheur.

Aux prises avec 5 millions de sans-abri qui ont grand besoin de tentes et de couvertures, les autorités chinoises font alors appel aux nouveaux amis japonais. Ces derniers, pris au dépourvu en 1995 par leur propre tremblement de terre à Kobe, sont désormais préparés à toutes sortes de désastres : ils se font un plaisir d'acquiescer et se proposent même de transporter la cargaison par avion militaire, comme l'ont fait les Américains et les Russes ces dernières semaines. « Selon nos informations, affirme le porte-parole du gouvernement, Nobutaka Machimura, à Tokyo, le 28 mai, il nous est demandé de livrer, à l'aide d'un avion des forces d'autodéfense japonaises, des tentes et des couvertures dans un aéroport chinois. La décision ne devrait pas tarder à être prise, nous y travaillons. » C'est là que les choses se gâtent. La faute incombe aux médias qui, saisis par la haute teneur symbolique de l'affaire, célèbrent prématurément ce vol historique – le premier d'un appareil militaire japonais en Chine depuis 1945. Après les journaux japonais, la presse internationale s'émerveille à longueur d'éditoriaux. Mais tout le monde n'est pas émerveillé. Le 30 mai, le ministre japonais de la défense, Shigeru Ishiba, évoque « la forte réaction négative qui s'exprime sur les sites » Web chinois. À Pékin et à Tokyo, le rétropédalage est rapidement amorcé : le C-130 militaire ne décollera pas. Un avion commercial sera affrété à la place. On ferme le ban.

L'incident est éloquent à double titre. D'abord, parce qu'il montre que, malgré le nouvel élan donné aux relations sino-japonaises par le Premier ministre Yasuo Fukuda, malgré le succès de la visite de cinq jours que venait d'achever le président chinois Hu Jintao au Japon lorsque la terre a tremblé au Sichuan, les nerfs restent à fleur de peau. Samedi 31 mai, M. Ishiba, le ministre de la Défense, siégeait au côté du chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, le général Ma Xiaotiang, à la tribune d'une conférence annuelle sur la sécurité en Asie, organisée à Singapour par l'Institut international d'études stratégiques (IISS) de Londres. L'affaire a été abordée. Contrit, le Japonais a déclaré : « Si nous voulons aider la Chine, nous devons être attentifs aux sensibilités et à la culture du peuple chinois. Nous avons été en guerre, c'est notre histoire. » Le général chinois a évoqué « les raisons historiques et culturelles » qui expliquent la réaction « populaire » en Chine, puis a abondamment remercié les pays étrangers, « dont le Japon », venus en aide aux 137 000 soldats chinois déployés dans la région depuis le 12 mai. Chacun a eu le bon goût d'éluder la question de savoir qui, des Japonais ou des Chinois, avait eu l'idée de la livraison par avion militaire.

La deuxième leçon de l'affaire du C-130 nippon est plus intéressante encore : le pouvoir chinois non seulement tient compte mais craint les réactions de son opinion publique. L'idée communément acceptée est que, dans les régimes communistes, rien n'est exprimé par hasard. Mais en Chine, la réalité est plus complexe. Qu'il s'agisse des réactions aux positions occidentales sur le Tibet, du boycottage des produits français ou de l'avion des forces japonaises, les blogueurs semblent avoir le pouvoir d'enflammer une partie de la société, et le régime chinois apparaît comme une force modératrice, soucieuse d'éviter les excès. On peut soupçonner que cette agitation n'est que calcul et que tout se remettra en place opportunément. On peut aussi, comme plusieurs experts, dont l'Australien Wang Gungwu, l'un des meilleurs connaisseurs de la Chine, penser que la sensibilité du régime chinois aux blogs est réelle, car, dit-il, « au bout du compte, c'est une frustration à l'égard du pouvoir qui s'y exprime ». « Elle est détournée vers des sujets comme le Tibet, Carrefour ou le Japon, relève-t-il, mais c'est bien, au fond, une lutte interne qui s'y déroule. »

Post-scriptum.

Les familles dont le seul enfant a été tué ou grièvement blessé dans le tremblement de terre du Sichuan pourront obtenir un certificat leur permettant d'avoir un autre enfant, a annoncé le comité de planning familial et de la population de Chengdu, capitale du Sichuan. Le nombre d'enfants parmi les 68 977 morts n'a pas été rendu public.

Sylvie Kauffmann
(22 septembre 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine est, avec la Russie et les États-Unis, un des trois seuls pays à être capable d'envoyer des hommes dans l'espace. L'émergence de la puissance chinoise est donc une donnée géopolitique majeure.

Entre le Japon et la Chine, les moments de tension alternent avec les périodes de détente. Cependant, si la Chine a fait le choix d'une « diplomatie de grande puissance » qui prétend parler d'égal à égal avec les États-Unis ou le Japon, l'orientation économique choisie est incompatible avec une crise permanente dans les relations sino-occidentales. La poursuite de la croissance et de la modernisation du pays exige en effet une coopération importante avec ces États. Les JO de Beijing de l'été 2008 ont dans l'ensemble été un succès pour la Chine, qui a su imposer l'image d'un pays modernisé aux millions de spectateurs de l'événement (malgré des contestations concernant le Tibet). Le problème auquel se heurte le géant asiatique est avant tout interne : rester ferme face aux oppositions tout en tenant compte des revendications les plus populaires. Beijing est donc prêt à taper du poing contre ses voisins pour satisfaire son opinion publique.

La mue d'une ville-monde

La mégapole, qui dispute le leadership de l'Asie à Hongkong et Singapour, se tourne vers la finance, la technologie et la recherche. Un bouillonnement et un drôle de métissage

Quoi de plus symbolique pour Shanghai, ville-monde, que cette Expo 2010 et ses pavillons représentant la planète entière ? À la fin des années 1990, Shanghai, en pleine expansion depuis la « réouverture » de la Chine au reste du monde, s'était dotée de quartiers thématiques adoptant le style anglais ici, le style italien là-bas, l'allemand ailleurs, ou encore l'espagnol, le hollandais... et ce dans chacune des neuf villes satellites désignées pour accueillir son redéploiement ! Des concepts en phase avec l'Histoire, puisque Shanghai a commencé à prospérer lorsqu'elle est devenue une porte d'entrée pour les étrangers sur le marché chinois, mais aussi une fenêtre sur le monde pour une Chine avide de modernisation.

Au seuil de cette deuxième décennie du XXIe siècle, la mégapole est plus que jamais au croisement de ces deux appétits : celui du monde pour la Chine et celui de la Chine pour le monde. Près de 230 multinationales y ont établi leur siège asiatique, fruit d'efforts ciblés de la municipalité pour prendre le leadership, devant Hongkong et Singapour. Vingt ans après le lancement de Pudong, le spectaculaire quartier d'affaires établi de l'autre côté de la rive du Huangpu, dix ans bientôt depuis l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a fait de Shanghai le premier port du monde, la ville a reçu comme mission de devenir un centre financier international d'ici à 2020 – ce qu'elle n'est pas encore. Au sud du Bund, l'ancien Wall Street d'Asie avec son alignement d'immeubles des années 1920 et 1930, tous d'anciens sièges de banques étrangères, un gigantesque site a été vendu aux enchères, en mars, au promoteur immobilier Zendai, pour édifier dès 2011 un nouveau quartier d'affaires consacré à la finance. Services logistiques, notamment autour des transports maritimes et fluviaux, mais aussi high-tech sont les autres volets de cette montée en gamme. Les usines sont incitées à quitter Shanghai, et les centres

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

de recherche et développement sont accueillis à bras ouverts : quelque 274 centres étrangers de « R&D » ont sauté le pas. D'abord venues effectuer de la veille, des études marketing et adapter leur production, les entreprises internationales sont de plus en plus nombreuses à se livrer à la recherche fondamentale. Il s'agit d'innover, et les chercheurs sont en majorité chinois.

Ce bouillonnement, dont l'argent est le moteur, provoque un drôle de métissage. On vient à Shanghai de tout le pays pour tenter sa chance et réaliser sa part de fantasme : « Shanghai me fait rêver. Il fallait que je vienne. Je veux être trader », dit Song Chengcheng, étudiant de troisième année en finance, originaire du Hunan, sur le campus de l'immense ville universitaire de la ville nouvelle de Songjiang.

On y revient de toutes les Chines de la diaspora : Taïwanais, Hongkongais, Sino-Américains, Singapouriens, ils sont plusieurs centaines de milliers à s'être installés Shanghai. À la tête de filiales de multinationales, ils sont avocats, designers, entrepreneurs, et contribuent à la revitalisation des idées et des savoir-faire locaux. « C'est ici que ça se passe », résume la directrice taïwanaise d'un éditeur de magazine.

L'afflux d'Occidentaux, parfois en quête d'un Graal qui tourne à l'aigre, rappelle l'attrait qu'exerçait Shanghai dans les années 1920 et 1930. Tous ces néo-Shanghaïens forment une espèce mutante, produit de la Chine mondialisée. Ils sont acquis à l'individualisme : rien d'étonnant dans cette ville où certains, Chinois compris, ont le sentiment de ne pas être en Chine. Avec un tel métissage, le « Paris de l'Orient » aurait-il oublié ses racines ? « Pas du tout !, rétorque Sylvie Levey, réalisatrice française qui vit à Shanghai depuis une dizaine d'années : « Shanghai est à la fois l'une des Chines, et un pot-pourri de toutes les autres Chines, ce qui fait d'elle beaucoup plus qu'une simple vitrine de la mondialisation à la chinoise. » Comme l'écrivait le journaliste Albert Londres, mort à son retour de Chine en 1932 dans l'incendie du paquebot qui le ramenait en France : « Shanghai, ville américaine, anglaise, française, italienne, russe, allemande, japonaise et, tout de même, un peu chinoise, est un phénomène sans pareil au monde. »

Commerçant et financier, le Gotham chinois cristallise les désirs des spécialistes en marketing venus du monde entier, qui en font la devanture tape-à-l'oeil des produits qu'ils veulent vendre aux Chinois. Les faiseurs de relations publiques sont partout, jusqu'à la caricature. Conséquence, la société civile est réduite ici à la portion congrue. On peine à trouver une organisation non gouvernementale (ONG) chinoise digne de ce nom, alors qu'elles pullulent à Pékin, Kunming, Chengdu... Quant au rayonnement culturel qu'on pourrait espérer d'une telle Babel, il n'est pas encore vraiment au rendez-vous en dépit de la prolifération de galeries d'art et des rénovations architecturales : « Il manque quelque chose à Shanghai », regrette la créatrice de mode Ni Zhihua, qui vient de rentrer de Paris après deux ans d'études : « Les gens n'ont pas tellement d'appétence pour la culture. »

Han Han, célèbre blogueur shanghaïen, est plus caustique : « Quand Paris dit qu'elle a un beau parc, de grands hôtels, une belle avenue, les officiels de Shanghai répondent : «Nous aussi.» Mais quand il s'agit de réalisateurs, d'écrivains, d'artistes... il n'y a plus personne. » Il faut dire que le pouvoir local comprime encore plus durement ici qu'ailleurs les espaces de liberté : « Les officiels de Shanghai ont tendance à serrer les boulons, car ils sont en général destinés à de hautes fonctions à Pékin. Ils ne veulent pas d'éléments perturbateurs », poursuit-il. Han Han tente, pour l'instant en vain, d'obtenir à Shanghai le feu vert pour la publication d'un magazine qui accueillerait des essais littéraires libres.

Des dirigeants aussi importants que l'ancien président Jiang Zemin, l'ex-premier ministre Zhu Rongji, l'actuel vice-président Xi Jinping sont passés par Shanghai. Mais la ville a souffert de la double « punition » imposée à Shanghai par Pékin en un demi-siècle en raison de sa réputation sulfureuse de bordel de l'Asie avant-guerre et pour avoir été le repaire de la « bande des quatre » de sinistre mémoire durant la Révolution culturelle.

Brice Pedroletti et Bruno Philip
(29 avril 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

La ville de Shanghai, avec ses 12 millions d'habitants, multiplie les exploits et les records : premier port mondial depuis 2005, la « seconde capitale » chinoise a accueilli en 2010 l'Exposition universelle. Shanghai oriente désormais une partie de son développement vers son arrière-pays, notamment le long du Yangzi. Elle souhaite désormais dominer cette longue vallée (la Tête du Dragon).

La ville, qui veut concurrencer aussi bien Hong-Kong que Singapour, continue d'évoluer rapidement, dans des directions fort différentes. Si on connaît bien le nouveau centre de Shanghai (Pudong) créé *ex nihilo* et comprenant un CBD très actif (Lujiazui), on découvre dans cet article les grands projets concernant le développement d'un quartier des finances, de technopôles et de pôles de Recherche & Développement. Le *brain drain* s'oriente de plus en plus vers Shanghai, que ces « cerveaux » proviennent de Chine, des terres de la diaspora ou de plus loin (Europe, Amérique, Afrique). Mais il manque encore une dimension importante pour faire de Shanghai une véritable ville mondiale : la puissance culturelle.

Le casse-tête de l'urbanisme à la chinoise

En 2030, les experts locaux prévoient 1 milliard d'habitants dans les villes chinoises. Comment, dans de telles conditions, concilier respect des règles de développement durable et hypertrophie

Si les questions d'écologie urbaine et de durabilité des villes sont l'un des thèmes majeurs de l'Expo 2010 – toute une partie, la Zone des meilleures pratiques urbaines (UBPA), y est consacrée –, c'est que cette problématique pose de sacrés défis à la Chine – et, indirectement, au reste de la planète –, eu égard à la taille de sa population. Le taux d'urbanisation, estimé à 48 % cette année, atteindra 68 % en 2030, selon un rapport récent de l'Académie des sciences sociales, qui le voit ensuite stagner. Un milliard d'habitants occuperont alors les villes contre un peu plus de 600 millions aujourd'hui. La croissance économique, elle, caracole à plus de 11 %, dopée par un effort d'investissement productif colossal.

À une telle vitesse de développement, l'utilisation de l'espace et des ressources naturelles, l'articulation des zones industrielles et urbaines, la morphologie des villes, leur viabilité économique, mais aussi les flux migratoires et les modes de transport sont autant de variables dont le paramétrage est décisif, si les planificateurs et les gestionnaires chinois souhaitent construire de manière écologique. Or, force est de constater que la Chine est en la matière soumise à deux dynamiques contradictoires.

La première est que les dirigeants chinois ont, indubitablement, pris le pli du développement durable. Tout un arsenal de règles et d'incitations favorise désormais l'économie circulaire dans les grandes villes, c'est-à-dire le recyclage. La manne de fonds publics disponibles accélère la montée en gamme des infrastructures urbaines, notamment dans le domaine du traitement de l'eau ou des déchets. L'expertise occidentale est accueillie à bras ouverts et permet parfois à la Chine d'adopter les technologies les plus avancées. Les écocités fleurissent. Les meilleurs fournisseurs de solutions en développement durable de la planète accourent, en quête de nouveaux marchés : « La pression est très forte, les Chinois sont très conscients du fait que leur croissance peut s'arrêter s'ils ne font rien », constate Gary Moys, directeur de Sogreah Chine. La société d'ingénierie française, fusionnée avec Coteba, réalise de 15 % à 20 % de son chiffre d'affaires en Chine.

La seconde dynamique tient du... dérapage permanent, celui auquel pousse la fuite en avant vers la croissance. L'afflux de travailleurs-migrants crée, notamment dans le Guangdong, des excroissances urbaines qui n'ont rien de durables : Dongguan, Shenzhen, Foshan voient s'agréger à elles des cités-dortoirs mal construites, aux équipements vétustes, qu'il faudra raser et rebâtir. Dépendants pour leurs revenus de la vente de terrains, les gouvernements locaux rivalisent pour attirer des investisseurs dans une débauche de projets somptuaires. Le mégaplan de relance a entraîné une pléthore d'infrastructures souvent surdimensionnées. La bulle immobilière fait grimper les prix toujours plus haut : « Il n'y a pas d'immeubles résidentiels verts, car les promoteurs ne sont pas intéressés, même pour un surcoût qui parfois ne dépasse pas 5 % de l'ensemble », dit un architecte de la société Arup à Shanghaï. Les normes, et surtout leur application, sont à la traîne. La cadence des nouveaux chantiers est infernale. Zhu Xiaoyang, anthropologue à l'université de Pékin, s'est ainsi penchée sur l'exemple de Kunming, la capitale du Yunnan : selon le plan 2010 de la commission de planification urbaine, une approbation n'est plus nécessaire pour les immeubles qui ne dépassent pas quarante étages. Ce qui signifie, explique-t-elle dans l'hebdomadaire Nanfang Zhoumo, que des forêts d'immeubles vont surgir dans les nouvelles zones ouvertes au remodelage urbain, les « villages urbains » et leur périphérie : « J'appelle ce genre de rénovation et d'urbanisation, la « dinosaurisation urbaine ». La « dinosaurisation » renvoie aux corps énormes qui découlent de leur propre expansion, au caractère non durable de ce genre de développement urbain. Et à son sort similaire à celui des dinosaures », écrit-elle. Ordos, en Mongolie-Intérieure, est un cas d'école. Près de Shanghai, Lingang est une ville nouvelle à l'est de Pudong, dont les infrastructures, l'université, les premiers bâtiments administratifs, sans oublier un lac circulaire de 2,6 kilomètres de diamètre, sont déjà sortis de terre.

Sept ans après la pose de la première pierre et 2 milliards d'euros d'investissements, elle reste une ville fantôme. « La partie résidentielle ne va pas encore très vite, reconnaît Yikan Guo, directeur adjoint du comité administratif de la ville nouvelle, mais les réseaux industriels sont plus rapides à décoller. »

L'objectif est d'accueillir les équipementiers du futur C919, l'avion de ligne chinois dont l'avionneur chinois Comac, à Shanghaï, s'est vu confier la construction. Un pôle d'excellence aéronautique, comme à Seattle. Or, l'ajustement d'un bassin d'emploi avec une offre résidentielle et de services est difficilement programmable à l'avance – surtout en Chine, où les ouvriers, souvent migrants, ne « s'urbanisent » pas (les familles restent au village). Les cadres et les expatriés préfèrent, eux, le centre ou les banlieues huppées.

D'autres « nouvelles frontières » de l'urbanisation à Shanghai sont en meilleure voie : c'est le cas du district de Songjiang (sud-ouest de Shanghai), avec sa « ville universitaire » (sept universités !), sa « ville anglaise », ses tours de bureaux, mais aussi ses *gated communities* (quartiers pavillonnaires sécurisés) ultraluxueuses de Sheshan. « Shanghai est une ville globale, la diversité y est très importante. Il faut pouvoir aussi satisfaire une offre de haut niveau : ces gens qui s'enrichissent soudainement, car la société qu'ils ont créée est introduite en Bourse, doivent pouvoir s'acheter une villa très chère, et non pas deux cents appartements, ce qui alimenterait la spéculation », souligne Su Yunsheng, un des responsables de l'Institut de recherche en urbanisme de l'université Tongji à Shanghai.

Etrange mélange de rêve californien, de verticalité sur le mode de Hongkong, ou encore d'hypermobilité à l'image de Tokyo, la mégalopole en devenir qu'est Shanghai cherche la meilleure équation possible pour son développement urbain. L'Expo 2010 lui a apporté de nouveaux équipements plus tôt que prévu : huit nouvelles lignes de métro, 116 stations et un nouveau terminal d'aéroport, transformé en hub de transports aériens et terriens, ont été construits.

La voie à poursuivre est, selon M. Su, celle d'une meilleure gestion de la densité, selon le concept du TOD ou *Transit Oriented Development* (« développement orienté sur les transports collectifs ») : un premier rayon autour des gares privilégie les installations multifonctionnelles de forte densité (centres commerciaux, bureaux), puis la densité et la hauteur diminuent à mesure qu'on s'éloigne du point d'accès au réseau. Comme au Japon, mais de manière... planifiée.

Brice Pedroletti
(29 avril 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

La Chine, championne de la « ville durable » ? La réponse mérite réflexion. D'un côté, les autorités chinoises sont conscientes que le pays ne peut pas sans cesse revendiquer son « droit à polluer » de pays pauvre, non soumis aux limitations de Kyoto.

Il en va aussi de la durabilité de sa croissance économique et urbaine. **En misant sur un avenir mondialisé, Pékin doit prendre en compte les paramètres environnementaux de son développement durable.** Mais de l'autre côté, le pouvoir a du mal à accompagner l'incroyable essor des villes et des flux qui traversent les littoraux.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

NOTIONS CLÉS

AQUACULTURE
Activité agricole qui consiste à produire des poissons ou des coquillages, avec une maîtrise complète du cycle d'élevage, de l'œuf au géniteur. Certains pays pratiquent l'aquaculture intensive, pour des productions à forte valeur commerciale. C'est le cas notamment du Japon avec ses productions de sérioles (poissons des mers chaudes), de coquilles Saint-Jacques et d'huîtres.

FLUX TENDUS
Produire en flux tendus, c'est produire avec le moins de stocks possible. Cette pratique, initiée dans l'organisation du travail toyotiste et largement généralisée depuis, obéit à une logique de production « juste à temps » : c'est la commande qui enclenche le processus de production.

IMPORTATIONS
Achats de biens et de services provenant de l'étranger : ce sont des « entrées ».

MIGRATION PENDULAIRE
Phénomène caractéristique des grands ensembles urbains et de la division spatiale des activités. L'expression désigne les déplacements quotidiens des personnes de leur domicile à leur lieu de travail, et inversement. Les plages horaires déterminées justifient le qualificatif *pendulaire*.

ORGANISATION DE L'ESPACE
L'étude de l'organisation de l'espace est la préoccupation centrale de la géographie. Les géographes visent en effet à mettre en évidence les relations complexes que les sociétés entretiennent avec les milieux dans lesquels elles vivent, et la façon dont les hommes aménagent et organisent leurs territoires.

TERRE-PLEIN
Construction qui permet de gagner des terrains constructibles sur la mer. Les premiers terre-pleins avaient surtout une vocation industrielle. Mais aujourd'hui, le Japon développe aussi des terre-pleins japonais où s'étendent des espaces résidentiels ou de loisirs.

La mégalopole japonaise

Le territoire du Japon est très contrasté. Des zones montagneuses assez peu peuplées sont juxtaposées à une concentration urbaine unique au monde : la mégalopole. Celle-ci s'étend sur un ruban côtier long de 1 200 km et large de 50 km, au bord du Pacifique. Cette partie du Japon est la 1re région industrielle et l'une des façades maritimes les plus actives du monde.

Vue d'Osaka.

Les fondements de la puissance économique

La mégalopole japonaise forme le plus long ensemble urbain du monde et compte environ **100 millions d'habitants.** Dans cette partie du pays privilégiée, la densité a beaucoup augmenté lors de la « haute croissance » (1955-1975). On y trouve les grands centres industriels et portuaires de l'archipel : Tokyo, Yokohama, Nagoya, Osaka, Kobe et Hiroshima, ainsi que Fukuoka sur l'île de Kyushu.
La mégalopole concentre l'essentiel des activités industrielles dans tous les secteurs ; elle fournit **les 4/5e de la production industrielle japonaise**.
Malgré leur déclin, les industries lourdes restent encore présentes. La fabrication d'objets de consommation tient une grande place : industrie automobile (Toyota), production de matériel optique, électronique, multimédia. Mais ces productions, de plus en plus délocalisées, cèdent la place à des activités de **haute technologie**.

Le rôle du littoral est essentiel pour l'économie. Les installations portuaires permettent d'exporter dans le monde entier et d'importer les matières premières qui manquent au Japon. La mégapole est ainsi la **2e façade maritime du monde**.

Les grandes banques, les compagnies de commerce japonaises (*sogo shoshas*), les sièges sociaux des entreprises sont tous situés dans la mégalopole. Ces différentes caractéristiques font de la mégalopole japonaise le cœur du pôle asiatique de la Triade et **l'un des grands centres de commandement de l'économie mondiale**.

Le rôle de Tokyo

Tokyo domine dans de nombreux domaines clés : innovation technologique et industries de pointe, banque et finance. Elle se caractérise aussi par son **industrie** (première agglomération industrielle du monde) et son **activité portuaire** (port de la ville ou de Yokohama), qui concentre 40 % du trafic des ports japonais. Son aéroport est l'un des premiers du monde.
Sur le plan national, le **poids politique** de Tokyo est important : le Japon reste un pays très centralisé. Mais sur le plan international, la capitale japonaise est politiquement atrophiée depuis la défaite du Japon en 1945.
Un Japonais sur quatre vit dans l'agglomération de Tokyo. Les emplois se concentrent dans la capitale, mais le coût du logement éloigne les habitants du centre-ville. Les **migrations pendulaires** sont donc intenses : plus de trois millions de personnes viennent chaque jour dans la capitale, alors qu'elles résident souvent à plus de 50 km.

L'organisation de l'espace

La mégalopole s'appuie sur d'autres grandes villes, le plus souvent portuaires. Le **triangle Osaka-Kobe-Kyoto** constitue le deuxième ensemble urbain : il possède le deuxième appareil portuaire de l'archipel et tente de surmonter le déclin des activités industrielles anciennes (sidérurgie) par un dynamisme scientifique de premier plan. Les pôles secondaires (Nagoya) ne peuvent toutefois enrayer la concentration vers la capitale.

La mégalopole comprend un réseau urbain de villes petites et moyennes, caractérisé par l'**intensité des flux de circulation**. Le train à grande vitesse (Shinkansen) en est le symbole, mais le réseau ferroviaire dense, les autoroutes saturées, les ponts et les tunnels reliant les îles de l'archipel participent à la construction de cet ensemble unique au monde.
L'étroitesse des plaines côtières et la recherche de profits rapides ont favorisé la concentration de la population et des activités sur quelques pôles principaux du littoral sud-est : le **Japon de « l'endroit »**. Le **Japon de « l'envers »**, sur les côtes nord et ouest, est délaissé.
Aujourd'hui, le **front de l'urbanisation** progresse vers l'intérieur (localisation d'activités de main-d'œuvre dans des banlieues éloignées ou des villes moins importantes) ; la mégalopole se développe aussi aux extrémités (Sendai au nord et île de Kyushu au sud), mais les activités décisionnelles restent concentrées dans les centres urbains.

Les enjeux de la maîtrise de l'espace

La mégalopole est construite dans une **zone très exposée aux risques naturels** (séismes, typhons, tsunamis), accentués par les types d'urbanisation : habitat en hauteur ou proche d'industries dangereuses, terre-pleins peu stables. Malgré des mesures préventives, le Japon n'est pas à l'abri d'une catastrophe majeure.
La densité de population (700 hab/km²) et l'intensité de l'activité sont un défi quotidien pour chacun.
La mégalopole est sans doute le territoire de la planète où le milieu naturel a été le plus transformé. Le littoral a été très artificialisé par les terre-pleins. Mais cette urbanisation intense entraîne une **importante pollution de l'atmosphère et des eaux de surface**. Si les émissions industrielles massives ont été réduites après les excès des années 1960-1970, la pollution existe toujours.
Face à ces problèmes d'environnement et de cadre de vie, la société japonaise s'est mobilisée. Des actions juridiques ont été menées pour défendre la qualité de l'environnement. Ce « mouvement habitant » a permis quelques améliorations, mais la **dégradation de l'environnement persiste**.

Exemple de dégât matériel lors du séisme de Kobe, le 17 janvier 1995.

TROIS ARTICLES DU *MONDE* À CONSULTER

- **« Kama », cité du non-retour pour les Japonais les plus miséreux** p. 67
(Philippe Pons, 8 décembre 2009.)
- **Où sont passés les centenaires ?** p. 68-69
(Philippe Pons, 15 août 2010.)
- **La crise et la montée des pays émergents ravalent le Salon automobile de Tokyo au rang de manifestation locale** p. 69
(Philippe Mesmer, 30 octobre 2009.)

VILLES CLÉS

FUKUOKA
Plus grosse ville de l'île de Kyushu, à l'ouest du pays.

GRAND TOKYO
Hypercentre de la mégalopole dont le cœur est Tokyo. Il compte 34 millions d'habitants. Ses villes principales sont Yokohama, Kawasaki, Saitama et Chiba.

HIROSHIMA
L'un des principaux centres industriels et portuaires de Honshu. La ville a été victime du premier bombardement atomique de l'histoire, le 6 août 1945.

KOBE
L'une des plus importantes villes portuaires du pays.

KYOTO
Important centre universitaire. Ses activités dominantes sont l'industrie électronique et le tourisme. Kyoto a accueilli la conférence où a été signé le protocole pour la réduction des gaz à effet de serre, en 1997.

NAGOYA
Ses industries principales sont l'industrie automobile, l'électronique, l'aéronautique et les industries lourdes.

OSAKA
Troisième ville du Japon qui abrite plus de 2,5 millions d'habitants. Tournée vers le commerce et l'industrie, elle possède deux universités et deux aéroports.

TOKYO
Capitale administrative, économique, commerciale et financière du pays, ainsi que son principal centre politique. Elle est située sur l'île de Honshu et compte 13 millions d'habitants. La baie de Tokyo, grâce à l'activité conjointe des ports de Tokyo, Yokohama et Chiba, constitue le plus grand complexe industrialo-portuaire continu du monde.

YOKOHAMA
Deuxième ville du Japon comprenant 3,5 millions d'habitants. Son port international est l'une de ses principales activités.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

NOTIONS CLÉS

FLUX

Il en existe trois :
– flux de personnes : flux migratoires ou flux de passagers des compagnies aériennes ou ferroviaires ;
– les flux matériels : flux de marchandises, de matières premières ;
– les flux immatériels : flux de communication ou flux financiers qui, bien que non visibles, peuvent être cartographiés.

FRONTIÈRE

Limite politique entre deux États distincts.
Elle peut être un lieu contrôlé, voire totalement fermé. Lorsqu'une frontière génère des échanges intenses et spécifiques, elle devient alors une interface. Ces échanges peuvent être spontanés, liés à une différence du coût de la vie dans les États en contact.

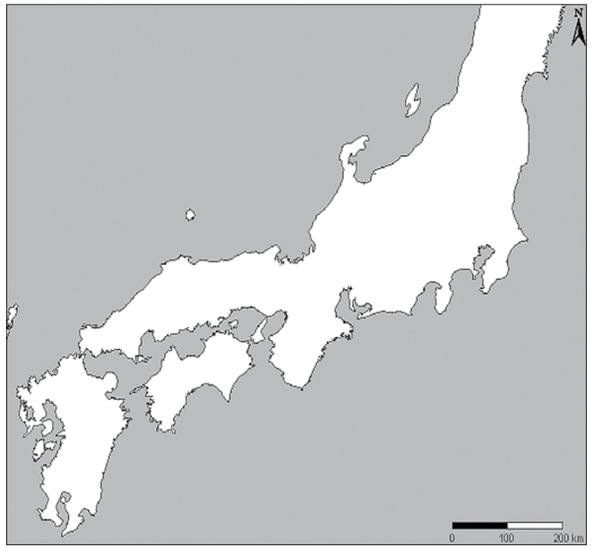
MÉTROPOLE

Issu de *meter* (« mère ») et *polis* (« ville »), le mot *métropole* désigne une « ville mère » c'est-à-dire une ville créatrice d'activités, une ville qui a une position dominante au sein d'un réseau urbain.
Une grande métropole correspond à un nœud de communication, elle constitue tout à la fois un pôle de services spécialisés aux entreprises, une place financière, un lieu d'innovation, créateur de normes et de modes.

RÉSEAU URBAIN

Relations existant entre les villes d'un État.
Elles sont matérialisées par les infrastructures de transport et de communication. On parle :
– de réseau monocéphale lorsque le niveau supérieur de la hiérarchie urbaine est occupé par une seule ville.
Cette situation peut conduire à la macrocéphalie, c'est-à-dire au développement exagéré de la première ville du réseau aux dépens des villes secondaires ;
– de réseau bicéphale lorsque le niveau supérieur de la hiérarchie urbaine est occupé par deux villes
– de réseau multipolaire lorsque plusieurs villes prédominent.

Croquis : L'organisation de l'espace de la métropole japonaise



L'espace → indiquer les villes, leur territoire et les activités qui les caractérisent.
La métropole japonaise → traiter la façade urbanisée du sud du Japon.

La problématique

En quoi la mégalopole est-elle un espace à la fois dynamique et saturé ? Dans quelle(s) mesure(s) la concentration des activités traduit-elle la puissance d'un centre d'impulsion mondial ?

L'objectif du croquis

Il s'agit de montrer par la densité d'occupation de l'espace et par le dynamisme des activités recensées que Tokaido est bien un centre d'impulsion mondial.

La légende

I. Un espace urbanisé et hiérarchisé
a) Les grands pôles à dimension mondiale (Tokyo, Kyoto…)
b) Les espaces d'activités dynamiques (Kobé, Chiba…)
c) Les espaces périphéries reconvertis (Hiroshima, nord de Shikoku…)
II. Un espace ouvert sur l'extérieur
a) Flux et interfaces puissants (importations, exportations…)
b) Un suréquipement ambitieux (terre-plein, ponts…)
III. Un espace en expansion
a) Les espaces d'extension industrielle et urbaine (Niigata, nord de Tokyo…)
b) Flux et interfaces en développement (flux vers la Chine…)

Ce qu'il ne faut pas faire

• Utiliser des hachures pour montrer la saturation ou le dynamisme de la mégalopole : cela surchargerait le croquis.
• Nommer trop de villes : leurs noms risqueraient de se superposer.

L'analyse du sujet

L'organisation → représenter les espaces tels qu'ils se hiérarchisent et sont liés entre eux ou avec l'extérieur (frontières, flux).

Les astuces graphiques

• Couleurs chaudes pour souligner le dynamisme : tons forts pour les zones centrales, tons pâles pour les marges.
• Couleurs froides pour marquer les équipements (ponts, tunnels, ports) qui doivent être distingués des pôles matérialisés par des formes géométriques simples.
• Flèches fines pour indiquer les zones d'extension.
• Flèches épaisses pour mettre en évidence les flux.

SUJETS TOMBÉS AU BAC SUR CE THÈME

Composition
– La mégalopole japonaise (Métropole, septembre 2005)

Étude d'un ensemble documentaire
– La mégalopole japonaise : une région motrice de l'Asie orientale et du monde (Inde, avril 2008)

Croquis
– La mégalopole japonaise, organisation et dynamiques (Amérique du Nord, mai 2008)
– La mégalopole centre du Japon (Afrique, juin 2007)

« Kama », cité du non-retour pour les Japonais les plus miséreux

À Osaka et ailleurs, les autorités ont longtemps refusé de s'attaquer à l'extrême précarité

Le fracas des rideaux de fer qui se relèvent a rompu le silence de l'aube. Et ils sont entrés dans le grand préau ouvert au rez-de-chaussée de l'Agence d'emploi. Portant des sacs, traînant des valises à roulettes, ils sont deux à trois cents. Pour la plupart la quarantaine passée. Il est 5 heures du matin : la centaine de garnis et les deux centres d'hébergement dégorgent. Certains partent à vélo, d'autres s'acheminent vers la gare. Une cinquantaine de SDF qui bivouaquaient autour du préau dans des cartons ou sous des échafaudages de parapluies plient leurs hardes.
Dans la rue attendent en batterie des camionnettes avec, sur le pare-brise, une pancarte d'offres d'emploi à la journée ou au mois. Des marchands de travail à l'allure de voyous racolent les plus costauds. Le préau bourdonne de voix, d'altercations. Devant les distributeurs de cannettes de saké et de bière, de l'autre côté de la rue, se forment de petites queues. Ceux qui n'ont pas les 100 yens (0,6 euro) pour acheter une fiole rôdent alentour dans une demande muette. Quelques-uns lampent une soupe debout dans un estaminet. La plupart achètent un casse-croûte qu'ils mangent seuls.
Le marché de la main-d'œuvre journalière de Kamagasaki, dans la partie sud de l'industrieuse Osaka, est le plus grand du Japon. Il y a quinze ans, ils étaient plus de 20 000 et, chaque matin, la moitié étaient embauchés. Au fil de la récession, le marché s'est rétréci et, aujourd'hui, il n'y a plus guère que 250 offres d'emploi par jour. Le Japon a vieilli. Kamagasaki aussi. « Ici, la priorité n'est plus la défense des conditions de travail, mais une politique sociale pour les vieux », dit Minoru Yamada, qui dirige une organisation d'assistance dans la mouvance de la municipalité.
Deuxième économie mondiale, le Japon a l'un des taux de pauvreté les plus élevés des pays avancés. Selon une étude du ministère des Affaires sociales, publiée en octobre, 15,7 % des Japonais – soit près d'un sur six – disposaient en 2006 de moins de la moitié du revenu moyen annuel (soit 1,14 million de yens équivalant à 8 500 euros). « Une situation parmi les pires de l'ocde », a admis le ministre de la Santé et du Travail, Akira Nagatsuma.
Longtemps, le gouvernement a ignoré la pauvreté – comme si c'était reconnaître là un échec national. Mythe d'une société qui se pensait égalitaire : la pauvreté n'existait pas ; elle était un problème individuel, non social. « La grande exclusion n'est pas le résultat d'une crise : c'est un phénomène durable de nos sociétés », rappelle Xavier Emmanuelli, ancien secrétaire d'État à l'action humanitaire et fondateur du samu social, venu au Japon explorer les possibilités de collaboration avec des organismes locaux.
À « Kama », comme on dit ici, tant que l'on a sa force physique, on peut s'en sortir – c'est-à-dire survivre sur un marché du travail largement contrôlé par la pègre et non exempt de violence. Mais on ne repart pas des « cités du non-retour » : Sanya à Tokyo, Kotobuki à Yokohama, Kama à Osaka. Dans ces « citadelles sans murs » que rien ne distingue du reste de la ville sinon leur faune de miséreux, on meurt toujours dans la rue. Une mort souvent anonyme.
Un tiers des 25 000 habitants de Kamagasaki sont âgés de plus de 60 ans et vivent des assurances sociales. D'autres – mille, deux mille – ne sont pas recensés. Ils refusent les enquêtes administratives, ce qui suppose de contacter leur famille. Ils ont rompu avec leur passé et se sont « évaporés ». Çà et là, des affichettes de parents sans nouvelles. Un nom, quelques mots : « Reviens, nous te protégerons », « Père est mourant »…
À la tombée du jour, portant leur baluchon, traînant la patte pour certains, crasseux pour beaucoup, ils sont 500 à 600 à se diriger, telle une armée en déroute, vers les deux dortoirs qui peuvent recevoir jusqu'à 1 400 personnes. À 5 heures du matin, ils reprennent la rue. Et commence à s'étirer un temps sans rythme : une liberté abyssale.
On croise des errants, sales et hirsutes, aux trognes défaites, dont les pas irrésolus ne conduisent nulle part ; des silhouettes sans âge, aux épaules soumises, une fiole de saké à la main ; des vociférants et des comateux. Quelques-uns, qui ont leur compte, gisent déjà sur le trottoir. De petits groupes s'agglutinent autour d'une planche sur un caisson : pour quelques centaines de yens, l'espace d'un instant, les dés sont synonymes d'espoir pour ces hommes qui n'en ont plus. Des voyous font le guet au cas où s'annoncerait une « tempête », c'est-à-dire la police.
Dès la nuit tombée s'installe un étrange silence, rompu par les toux grasses et les raclements de gorge venus des cartons des dormeurs de la rue. Des affichettes représentant des microbes accrochés aux basques d'un personnage mettent en garde contre la tuberculose : à « Kama », cette maladie de la pauvreté a un taux comparable à celui du Cambodge. Un meilleur suivi contient vaille que vaille sa propagation. Restent l'alcoolisme et les troubles mentaux. Les hôpitaux refusent souvent les délirants de la rue : « On essaie de les calmer. Que faire d'autre ? », explique un pasteur.
À « Kama », l'espérance de vie est la plus courte d'un pays où la longévité est l'une des plus élevées du monde. Mais il y a aussi des matins lumineux comme celui épinglé par l'auteur d'un graffiti : « L'aube sourit. Je suis encore vivant. »

Philippe Pons
(8 décembre 2009)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Sanya à Tokyo, Kotobuki à Yokohama, Kamagasaki à Osaka : la mégalopole japonaise, ce sont aussi ces grands marchés de la main-d'œuvre, où les miséreux et les sans-abris vendent leurs bras à la journée pour quelques milliers de yen. Pas toujours assez pour payer un lieu d'hébergement, un sandwich et une bouteille d'alcool. **La misère frappe durement le Japon, qui a longtemps tenté de minimiser le problème.** C'est là un des paradoxes d'une société nippone qui se dit plus solidaire qu'elle ne l'est vraiment, et qui connaît un faible niveau de protection sociale.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

Où sont passés les centenaires ?

Le Japon compte de plus en plus de personnes très âgées. Mais les autorités viennent de s'apercevoir que 279 d'entre elles manquent à l'appel…

De minuscules radeaux avec une petite lanterne à la lueur indécise dans le vent du soir ont été emportés dans le courant des rivières : le Japon vient de célébrer sa « fête des morts » (*O-bon*) au beau milieu de l'été. Cette fête, d'origine bouddhique, marque le retour sur terre de l'âme des défunts qui sont supposés ensuite regagner le royaume des morts au fil de l'eau. Elle donne lieu, chaque année, à un énorme déplacement de population : beaucoup retournant vers le berceau de leur famille pour honorer les ancêtres. Elle témoigne du respect des parents, vertu cardinale de l'éthique confucéenne.

Toujours prégnante dans le Japon moderne, cette piété filiale a été prise en défaut, ces dernières semaines, par une suite de macabres faits divers de centenaires disparus sans laisser de trace.

Le Japon est le pays développé où l'espérance de vie est la plus longue pour les femmes (86,4 ans) ; il figure au cinquième rang pour les hommes (79,5 ans). L'Archipel compte le nombre le plus élevé de centenaires (40 399). Mais à la suite de la découverte, fin juillet, du corps momifié dans sa chambre de celui que l'on pensait être le patriarche de Tokyo (111 ans), mort en fait depuis une trentaine d'années, les municipalités mènent des enquêtes pour localiser leurs centenaires : au 13 août, 279 manquent à l'appel, selon le recensement du quotidien *Asahi*. Les adresses ne sont plus valables ; les enfants disent qu'ils n'ont plus revu leur parent depuis des années et qu'ils ne savent pas où il se trouve… Ce fut le cas, début août, pour la « doyenne » de Tokyo, Fusa Furuya (qui aurait dû avoir 113 ans) : sa fille (79 ans) a déclaré qu'elle n'avait pas revu sa mère depuis une vingtaine d'années et qu'elle la pensait chez son frère…

Indifférence des enfants, escroquerie aux pensions (ce qui paraît le cas dans l'affaire du « centenaire » momifié dont les enfants empochaient la pension veuvage arguant que le père, reclus dans sa chambre, voulait devenir « bouddha vivant » et qu'il ne fallait pas le déranger), laxisme enfin de l'administration qui se contente de vérifications de routine, en particulier dans le cas de résidents coréens ou chinois dont une dizaine figure parmi les centenaires « évaporés » : un faisceau de facteurs intervient dans ces disparitions.

Elles ont en tout cas brusquement attiré l'attention sur la situation des personnes âgées dans un Japon, fier à juste titre, de respecter celles-ci, qui a même institué depuis des décennies un jour chômé – le troisième lundi de septembre – dédié aux seniors. Leur situation est symptomatique d'une évolution sociale plus large caractérisée par deux phénomènes sensibles depuis une dizaine d'années : un appauvrissement de la société et un plus grand isolement des individus.

Un Japonais sur six vit en deçà du seuil de pauvreté défini par des ressources annuelles inférieures de moitié au revenu moyen. Ces nouveaux pauvres sont des mères célibataires – divorcées en grande majorité –, des précaires (employés temporaires, intérimaires) allant de petit boulot en petit boulot et des personnes âgées. Tous, ou presque, ont en commun de vivre isolés. Une « société sans liens », disent les sociologues pour épingler le délitement de ceux-ci dans une société où, autrefois, existait une forte solidarité communautaire. Cet isolement se traduit par un malaise diffus qui se manifeste notamment par une recrudescence des suicides (25 personnes sur 100 000 contre 16 pour 100 000 en moyenne dans les pays développés, selon les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé) qui n'épargne pas les personnes âgées.

Mais aussi par un phénomène qui va en s'accentuant : les morts solitaires. Après des semaines, parfois des mois, la police alertée par les voisins découvre un vieillard qui s'est éteint dans l'indifférence de son entourage. « Si l'on a vécu dans un désert social, il y a de fortes chances que l'on meure de la même manière », dit un employé de la marie de Tokyo. En 2008, on a recensé, dans la capitale, 2 200 morts solitaires de personnes de plus de 65 ans.

Les statistiques sont loin d'être à jour pour l'ensemble du pays. Mais le phénomène n'en est pas moins suffisamment significatif pour qu'il ait donné naissance à une nouvelle activité : le débarras des logements d'un défunt solitaire que la famille ne veut pas effectuer elle-même. L'entreprise Keeper, à Osaka, traite ainsi 2 000 cas par an de « nettoyage » post-mortem après avoir été alertée par les pompes funèbres. Les objets sont remis à la famille – mais souvent, celle-ci n'en veut pas.

À ces morts solitaires s'ajoutent les décès anonymes de sans-abri qui ont coupé tout lien avec leur famille. Comme ce vieux couple de plus de 70 ans qui vit dans un parc à Tokyo. Ils viennent de Fukuoka. Leur petit commerce a fait faillite et afin de ne pas être un poids pour leurs enfants, ils sont partis sans rien dire. Après leur mort, dit la vieille dame, ils deviendront des « bouddhas sans attaches »… anonymes. Souvent, des avis de recherche sont déposés par la famille dans les commissariats. Mais ils restent sans suite.

La solitude des personnages âgées « est due à l'augmentation de leur nombre et au développement de la famille nucléaire (parents et enfants) au détriment de la famille élargie d'autrefois dans laquelle étaient intégrés les grands-parents, mais aussi au fait qu'il y a de plus en plus de célibataires », fait valoir Katsuhiko Fujimori, de l'Institut de recherches Mizuho, auteur d'un livre sur le troisième âge. C'est notamment le cas des femmes dans les grandes villes : 30 % de celles-ci, âgées de 35 à 39 ans, ne sont pas mariées. Être célibataire est, pour elles, un choix de vie, souligne la sociologue Chizuko Uneo.

L'insuffisance de la couverture sociale dans une société où un habitant sur cinq a plus de 65 ans (ce qui sera le cas de un sur trois en 2030) n'est pas étrangère à la détérioration de la situation d'un certain nombre de personnes âgées. Selon les statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Japon consacre 21 % de son produit intérieur brut aux dépenses sociales, contre 30 % en Suède et 29 % en France.

Bien que la piété filiale se délite, les enfants restent le principal soutien aux personnes âgées : c'est le cas des deux tiers des familles qui ont un parent à charge, souligne Katsuhiko Fujimori. 34 % des plus de 70 ans et 24 % des plus de 60 ans prodiguent des soins à des plus âgés, au point qu'une nouvelle expression est apparue : « le soin des vieux par les vieux » (*rorokaigo*). Des manifestations d'entraide, voire de dévouement, qui ne font pas la « une » des journaux, comme les cas de disparitions de centenaires et la cruelle indifférence de leurs enfants à leur sort, mais qui témoignent du maintien d'un fort lien familial.

Philippe Pons
(15 août 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

La tradition japonaise mêle dans un syncrétisme complexe les valeurs du bouddhisme et du confucianisme, souvent présentées comme supérieures aux valeurs occidentales jugées trop individualistes.

Elle repose sur plusieurs piliers. Le premier est le travail : les Japonais prennent très peu de vacances ; ils font de nombreuses heures supplémentaires non payées. La société valorise systématiquement la réussite scolaire (très forte sélection dans les écoles dès le plus jeune âge). L'épargne tient aussi un rôle très important. Le deuxième pilier est celui de la discipline : elle passe par le respect profond vis-à-vis des enseignants et des chefs d'entreprises, et par un dévouement total au patron qui est souvent perçu comme un père. Le troisième concerne la primauté du groupe (famille, village, entreprise, société) sur l'individu : elle se manifeste lors des exercices de gymnastique ou de relaxation collective au sein des usines, ou par le port obligatoire d'uniformes dans les écoles et dans les entreprises.

L'attachement au groupe et le respect des hiérarchies ont favorisé une société consensuelle qui transparaît aussi dans l'entreprise et où l'ancienneté est primordiale. Le quatrième pilier est celui du respect de la famille, des parents et des personnes âgées.

Cet article montre, à travers le sort dramatique de certains centenaires, à quel point plusieurs de ces valeurs sont aujourd'hui battues en brèche, notamment dans un contexte de montée de l'individualisme et d'appauvrissement d'une partie de la société nippone.

Les plus touchés par cette fracture sociale sont les personnes âgées, mais aussi les travailleurs précaires et les mères célibataires. Le Japon se pose donc la question de son niveau de protection sociale et du rôle des structures traditionnelles dans les actions de solidarité.

La crise et la montée des pays émergents ravalent le Salon automobile de Tokyo au rang de manifestation locale

L'édition 2009 du Tokyo Motor Show est moins ambitieuse que la précédente. Elle est boudée par les constructeurs étrangers, plus intéressés par les marchés en forte croissance.

L'intérêt relatif suscité par l'édition 2009 du Tokyo Motor Show reflète son évolution de vitrine internationale du secteur automobile en Salon national. Un an après le début de la crise des *subprimes*, seuls les groupes japonais – à l'exception de Lotus, Caterham et Alpina – ont accepté de participer à cet événement qui a ouvert ses portes vendredi 23 octobre.

En 2007, les constructeurs venus du monde entier mettaient volontiers en avant leurs modèles les plus luxueux, puissants et gourmands en carburant. Cette fois, c'est sans fioritures que les sept constructeurs japonais, de Toyota à Mazda, occupent l'essentiel d'un espace réduit de moitié par rapport à 2007. « Les budgets relations publiques ont fortement baissé, explique Takumi Oue, de l'Association japonaise des constructeurs automobiles (JAMA), organisatrice de l'événement. Il faut faire des choix et les groupes étrangers préfèrent s'afficher sur d'autres marchés que le Japon, où seuls 5 % des quelque cinq millions de véhicules vendus sont importés. »

Passé glorieux

De fait, et même pour les groupes nippons, l'intérêt porte aujourd'hui sur les marchés à fort potentiel de croissance. « Le marché chinois explose, observe Gilles Normand, vice-président chez Nissan. En 2009, nous prévoyons d'y vendre 670 000 véhicules, plus qu'en Europe. » Et d'ajouter : « Le Moyen-Orient, le Brésil ou encore l'Inde et la Russie » parmi les marchés d'avenir.

Le Japon n'est pas sur la liste et M. Normand estime que, désormais, « le Tokyo Motor show devient un Salon national ». Une impression confirmée dans les allées. Pour combler les trous dans la salle d'exposition, les organisateurs présentent les trente modèles qui ont reçu depuis 1980 le titre de « Voiture de l'année au Japon ». Ils ont également dressé un Motor Lounge où sont réunies quelques gloires de l'histoire de l'automobile nippone ; de la Mitsubishi A de 1917, premier modèle produit en masse, au prototype de Mazda RX-500, présenté au Tokyo Motor Show de 1970.

Cette évocation d'un passé glorieux sonne comme une interrogation sur l'avenir du salon. « Nous y réfléchissons, précise M. Oue. Nous devrions évoluer vers un format plus réduit, axé sur les technologies. » C'est déjà un peu le cas. Parcourir les travées de l'édition 2009 revient à dresser l'inventaire des dernières innovations en matière de motorisations hybrides ou du tout-électrique. Les modèles présentés apparaissent en retrait. On en oublierait presque la nouvelle version de la sportive Nissan GT-R ou la puissante Lexus LFA. « Cette année, explique Sun Wei, de chez Toyota, nous collons aux attentes du client. La LFA évoque le plaisir de conduire, mais l'essentiel est dans les modèles écologiques. » « Nous répondons à la demande de nos clients, qui attendent des innovations pour réduire les émissions de Co_2 », confirme le vice-président chez Nissan. Pour tous, cette tendance devrait durer.

Philippe Mesmer
(30 octobre 2009)

POURQUOI CET ARTICLE ?

La mégalopole japonaise doit faire face à la concurrence des géants émergents (BRIC : Brésil, Russie, Inde et Chine), notamment dans le secteur de l'automobile, baromètre et phare de l'industrie nippone. Les marchés des pays émergents sont en pleine croissance et attirent les pays les plus industrialisés, qui essaient de se positionner au mieux face à ces consommateurs étrangers. **L'article révèle, à partir de l'exemple du salon international tokyoïte de l'automobile, la faible attractivité du marché japonais en comparaison de celui des puissances émergentes.** Mais le Japon et ses grands *keiretsu* misent sur leur capacité d'innovation, notamment dans la perspective d'un *boom* des « voitures propres ».

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

DES MONDES EN QUÊTE DE DÉVELOPPEMENT

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

NOTIONS CLÉS

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE
Augmentation d'une population. Un taux de croissance démographique est exprimé en % par an, pour une période intercensitaire (entre deux recensements). Plusieurs facteurs déterminent la croissance d'une population : l'accroissement naturel, le bilan migratoire, l'allongement de l'espérance de vie.

HABITAT PRÉCAIRE
Habitat construit par l'occupant du logement sur un terrain qui ne lui appartient pas, à partir de matériaux de récupération. Les quartiers d'habitat précaire portent des noms différents dans le monde : bidonvilles en Afrique francophone, favelas au Brésil, etc. Ils sont en général situés dans des parties de la ville délaissées par les catégories plus aisées (sur de fortes pentes, à proximité de zones industrielles). Les équipements collectifs (eau, électricité) y sont réduits, les transports collectifs ne les desservent pas, ce qui en fait aussi, au moins au départ, des ghettos.

LATIFUNDIA
Grand domaine agricole.

TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE
Passage d'un régime démographique traditionnel, dans lequel les taux de natalité et de mortalité sont très élevés (autour de 40 ‰), à un régime démographique moderne, où les taux de natalité et de mortalité sont faibles (autour de 10 ‰). Dans la première phase de la transition, la mortalité diminue de manière significative et durable, alors que la natalité reste élevée ; l'accroissement naturel atteint alors un maximum. Dans une seconde phase, la mortalité continue de diminuer mais de manière plus atténuée, alors que la natalité diminue à son tour de manière sensible.

TRANSITION URBAINE
Processus par lequel la majorité de la population devient urbaine.

Les Sud et la question du développement

Les pays les plus pauvres ont tour à tour été désignés par les expressions *tiers-monde*, *pays en voie de développement*, *pays sous-développés*. On préfère désormais le mot ***Sud*** qui exprime la dualité Nord-Sud entre pays riches et pays pauvres. Hormis l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les pays développés sont en effet situés au nord de la planète.

Marché de Grand-Popo au Bénin, l'un des 49 PMA.

La réalité des disparités Nord-Sud

L'évaluation des écarts Nord-Sud repose sur plusieurs indicateurs : le PIB/hab qui mesure les performances économiques ; l'IDH qui intègre le PIB/hab, l'espérance de vie et le niveau d'éducation ; l'IPH qui tient compte de la longévité, de l'analphabétisme, de la malnutrition. Globalement, la production de richesses reste concentrée au Nord : les pays industrialisés produisent encore **50 % du** PIB **mondial**.
Plus de 1,4 milliard de personnes vit **en dessous du seuil de pauvreté**. Ceci se traduit par une espérance de vie moins grande, un accès aux soins difficile, une moindre scolarisation et une grande précarité : 13 % de la population mondiale n'a pas facilement accès à l'eau potable, une personne sur quatre n'a pas l'électricité.
On estime que **la faim touche environ 1,2 milliards de personnes**. Les maladies infectieuses (paludisme, tuberculose) déciment encore les populations ; 90 % des malades du sida habitent un pays en développement.

Les obstacles au développement du Sud

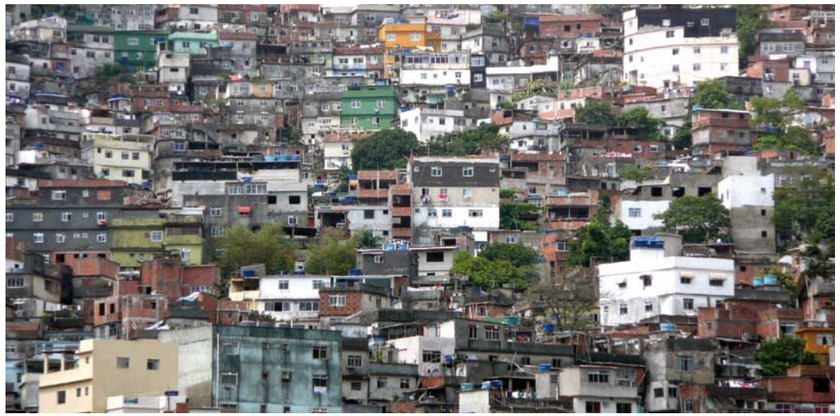
Les pays du Sud sont en général situés dans une **zone intertropicale**, aux **contraintes climatiques fortes** : grandes étendues inondables (Bengladesh), sécheresse (Sahel), cyclones…
Mais les causes principales sont les **facteurs sociopolitiques** : démographie galopante, fort exode rural, disparités socio-économiques, corruption politique, conflits armés. Si la **transition démographique** est souvent amorcée, la fécondité reste élevée. Une **transition urbaine** est encore en cours (Afrique et Asie). L'exode rural touche surtout les grandes métropoles : en 2015, 18 des 26 mégapoles se trouvent au Sud.
De nombreux pays du Sud sont **« marginalisés » dans l'économie mondiale** : les flux commerciaux se concentrent sur un petit nombre de pays, laissant de côté ceux qui n'ont ni ressources naturelles, ni main-d'œuvre abondante, ou qui sont trop enclavés.

Un ensemble homogène ?

Il existe des **disparités considérables** entre les pays du Sud (exemples : Corée du Sud et Ouganda, Chine et Bolivie, Brésil et Jordanie), résultant moins d'atouts naturels que des politiques de développement et du positionnement adopté dans l'économie mondiale.
La mondialisation conduit à une **fragmentation des situations** et à une aggravation de la situation des pays qui n'y participent pas.

Les « pays émergents »

La Chine et l'Inde tentent de maîtriser leur croissance démographique et atteignent une relative autosuffisance alimentaire. **Géants démographiques** (avec respectivement 1,3 et 1,2 milliard d'habitants), ces pays sont des bassins de main-d'œuvre et de consommation, très attractifs pour les investisseurs étrangers.
Les NPI **d'Asie orientale** ont eu un développement spectaculaire à la fin du XX^e^ siècle. D'abord « pays ateliers » pour la Triade, ils se sont spécialisés dans des produits de haute technologie destinés au marché mondial. Leur développement a touché les pays voisins (Indonésie, Malaisie, Philippines, Vietnam, etc.), devenus à leur tour des « pays ateliers ».
D'autres pays du Sud s'industrialisent, notamment grâce aux **délocalisations** : Mexique, Turquie, Maroc, voire Afrique du Sud. Malgré des progrès incontestables, leur situation reste fragile et la population ne profite pas toujours de la croissance (salaires bas, chômage élevé).


Favela de Rio de Janeiro.

Les pays en situation critique

Les PMA sont les pays les plus en difficulté. Ce sont surtout les pays d'Afrique subsaharienne et certains pays d'Asie. **Ils cumulent les handicaps** : transition démographique tardive, absence de développement industriel, exportations de produits bruts dans des conditions souvent défavorables et importations de produits manufacturés, encadrement sanitaire déficient, pandémies chroniques et, très souvent, instabilité politique.
Selon une étude de la CNUCED, la pauvreté , qui diminue à l'échelle mondiale, continue de progresser dans ces pays, et le modèle de croissance suivi n'est pas durable. Afin d'atteindre les **Objectifs du Millénaire pour le développement**, qui doivent diviser par deux l'extrême pauvreté d'ici 2015, les PMA doivent diversifier leur structure économique et réduire leur dépendance par rapport à la demande mondiale de matière première agricole.

Le Brésil, emblématique des disparités du Sud

Avec 8,5 millions de km², le Brésil est **un État géant** à plus d'un titre : ses 193 millions d'habitants le placent au **5^e^ rang mondial**.
Le développement économique du pays est réel, mais les disparités socio-économiques sont flagrantes : les 10 % les plus riches ont 48 % des richesses et les 10 % les plus pauvres, 0,7 %. 220 % de la population vit avec moins de 2 $ par jour et un habitant sur six est mal nourri.
L'agriculture présente de **profondes inégalités foncières**. Coexistent de très vastes *latifundia* et 5 millions de paysans sans terre, ce qui entretient un fort exode rural et la création de bidonvilles (favelas).
La **fracture** est aussi **régionale**. Dans le Sudeste, la région de São Paulo concentre la moitié de la production industrielle ; avec les régions de Rio de Janeiro et de Belo Horizonte, elle est le cœur économique du pays. À l'inverse, le Nordeste, région agricole en déclin, est la plus pauvre du Brésil ; elle comprend l'Amazonie, zone peu peuplée qui attire par ses perspectives de développement (lesquelles mettent en péril la forêt).

CINQ ARTICLES DU *MONDE* À CONSULTER

- **Brasilia mise sur l'aide au développement pour étendre son influence** p. 75
(Jean-Pierre Langellier, 18 août 2010.)
- **Dans les pays émergents, les femmes passent les obstacles plus facilement** p. 75-76
(Brigitte Perucca, 14 octobre 2010.)
- **Les grands pays émergents se retrouvent à Brasilia** p. 77
(Jean-Pierre Langellier, 16 avril 2010.)
- **La revanche pour le Sud** p. 78-79
(Philippe Marchesin, 29 octobre 2010.)
- **Les inégalités dans l'éducation, talon d'Achille du Brésil** p. 79
(Jean-Pierre Langellier, 8 décembre 2010.)

SIGLES CLÉS

CNUCED
Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. Les principaux objectifs de cet organe, créé en 1964, sont les suivants : aider les pays en développement à tirer le meilleur parti des possibilités de commerce, d'investissement et de développement qui s'offrent à eux, et à s'intégrer de façon équitable dans l'économie mondiale. La CNUCED siège à Genève et est composée de 191 membres.

IPH
Indice de pauvreté humaine. Cet indice est la moyenne du pourcentage d'individus n'ayant pas accès aux services élémentaires, du pourcentage d'individus risquant de décéder avant 40 ans et du pourcentage d'adultes analphabètes.

PDEM
Pays développé à économie de marché. On estime qu'un pays est développé si son économie repose sur des secteurs économiques variés et a atteint un haut niveau de productivité. Ce degré de développement a en général été atteint dans les pays libéraux, à économie de marché.

NOTIONS CLÉS

MALNUTRITION
Alimentation qui s'écarte de la normale définie par les physiologistes. Les malnutritions englobent la sous-alimentation, la suralimentation, la mauvaise assimilation des aliments. La sous-alimentation ou sous-nutrition révèle une alimentation insuffisante, carencée en éléments nutritifs essentiels. Elle touche surtout les populations défavorisées des Sud ou les populations pauvres des pays développés.

SEUIL DE PAUVRETÉ
Limite de revenu en dessous duquel une personne ou une famille est considérée comme pauvre.

ZONE INTERTROPICALE
Zone située entre les tropiques du Cancer et du Capricorne.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

NOTIONS CLÉS

SOLDE MIGRATOIRE
Différence (en %) entre le nombre d'immigrants et le nombre d'émigrants. Il peut être calculé à l'échelle d'un État (migrations internationales) ou d'une région (mouvements migratoires internes au pays). L'accroissement total d'une population prend en compte l'accroissement dû au solde naturel et celui dû au solde migratoire. Dans les pays en fin de transition démographique, la croissance de la population se fait aujourd'hui en grande partie grâce à l'apport migratoire : c'est le cas de nombreux pays d'Europe de l'Ouest.

SOUS-DÉVELOPPEMENT
Condition d'un pays dont la production et l'équipement sont à un niveau qui ne permet pas une répartition suffisante des biens de consommation.

BIENS DE CONSOMMATION
Produits destinés à la satisfaction des besoins des ménages.

RESSOURCES NATURELLES
Ensemble des moyens naturels dont dispose une société, qu'ils soient exploités ou considérés comme des réserves exploitables. Le terme *ressources* s'applique principalement aux minerais et aux sources d'énergie. Les ressources naturelles renouvelables sont celles qui sont reproductibles naturellement à l'échelle humaine (ex. : le soleil). Les ressources naturelles non renouvelables ne peuvent se renouveler à l'échelle humaine (ex. : le pétrole).

TIERS-MONDE
Durant la guerre froide, terme qui désignait l'ensemble des pays ne faisant parti d'aucun des deux blocs (le monde capitaliste développé, ou bloc de l'Ouest, et le monde socialiste, ou bloc de l'Est). Il s'agissait en majorité de pays récemment décolonisés et très pauvres ; dans les années 1950 et 1960, une partie d'entre eux tenta de s'unir en formant le mouvement des Non-Alignés. Depuis la chute du communisme, *tiers-monde* est synonyme de *pays pauvres*.

Composition : Les contrastes de développement dans les Sud

Métro aérien à Bangkok, capitale de la Thaïlande.

Ce qu'il ne faut pas faire

• Construire un plan par type de pays ou de Sud : les contrastes entre ces types ne seraient pas mis en évidence.
• Construire un plan par thèmes (contrastes politiques, humains et économiques) : cela mettrait en avant des contrastes pouvant expliquer l'orientation du développement, mais n'étant pas eux-mêmes des « contrastes de développement ».

L'analyse du sujet

Contrastes → mettre l'accent sur les différences, voire les oppositions ou les déséquilibres.
Développement → centrer la rédaction sur les activités économiques, leurs retombées sociales et l'accession des pays à la modernité.
Dans les Sud → distinguer les grands types de pays pauvres classés par niveaux de développement.

La problématique

En quoi les différences entre les pays pauvres pénalisent-elles les pays les plus en retard ? Dans quelle(s) mesure(s) les contrastes justifient-ils l'abandon de la notion de tiers-monde qui désignait dans les années 1960 un même ensemble de pays ?

SUJETS TOMBÉS AU BAC SUR CE THÈME

Composition
– Unité et diversité des Sud (Antilles-Guyane, juin 2008)

Croquis
– Des Sud inégalement intégrés dans la mondialisation (Polynésie, septembre 2008)

Les objectifs à atteindre

La conclusion doit montrer que la mondialisation est le principal facteur de différenciation pour les pays du Sud, qui n'ont pas tous les mêmes chances de parvenir à se développer. Même si certains d'entre eux parviennent à se développer, les inégalités subsistent entre les régions et entre les différentes classes de la société.

Le plan détaillé du développement

I. Les contrastes de développement dans les Sud sont très importants.
a) Des puissances régionales émergent et se développent rapidement.
b) Les pays spécialisés ont un développement mal équilibré.
c) Les PMA connaissent un faible développement.
II. Tous les Sud ne disposent pas des mêmes moyens et du même environnement.
a) Les ressources naturelles et les patrimoines historiques sont inégaux.
b) Il existe d'importants déséquilibres démographiques.
c) Les contraintes politiques sont plus ou moins porteuses d'innovations.
III. L'intégration mondiale accentue les contrastes initiaux.
a) De nouveaux centres d'impulsion apparaissent pour la mondialisation.
b) Les pays spécialisés sont dépendants et les échanges restent inégaux.
c) Certains pays sont en voie de paupérisation aggravée.

Les repères essentiels

• Le développement : les niveaux de croissance (10 % dans les pays émergents ou ateliers), les références à l'IDH.
• Les pays en développement : notions de mal-développement, de sous-développement, de pays émergents (Chine, Inde), de nouveaux pays industriels (Corée du Sud, Mexique, Afrique du Sud), de pays pétroliers (Émirats), de pays ateliers (Indonésie, Thaïlande), de pays les moins avancés (Afrique noire).
• Les problèmes démographiques dans le Sud : pays jeunes à forte croissance ; transition démographique commencée en Afrique, avancée en Amérique latine et achevée en Asie ; géants démographiques (Chine et Inde).

Brasilia mise sur l'aide au développement pour étendre son influence

Le tremblement de terre en Haïti, en janvier 2010, a attiré l'attention sur l'engagement du Brésil en faveur des pays les plus pauvres. Fort du plus gros contingent de casques bleus (2 200 hommes) – dont une dizaine sont morts lors du séisme –, le géant sud-américain exerce dans ce pays, depuis 2004, ses prérogatives de puissance émergente aspirant à un grand rôle international.
Au-delà du cas exemplaire d'Haïti, où il se veut un maître d'œuvre ambitieux et généreux de la reconstruction, le Brésil est en train de devenir, plus discrètement, l'un des principaux pourvoyeurs d'aide économique et humanitaire sur la planète. Officiellement, Brasilia accorde une assistance à 56 États sur tous les continents, une liste où figurent en bonne place les six pays en développement du monde lusophone.
La loi interdit au Brésil de donner directement de l'argent public à d'autres gouvernements. L'aide prend donc la forme de prêts, accordés par la bndes, la grande banque publique spécialisée dans le développement, ou de dons alloués aux organisations internationales en majorité liées aux Nations unies. Le reste de l'aide émane de diverses institutions brésiliennes.
L'Agence brésilienne de coopération (ABC), qui dépend du ministère des Affaires étrangères, est dotée d'un budget modeste – 30 millions de dollars (23,4 millions d'euros) –, quoiqu'en forte progression depuis 2006. Un autre organisme gouvernemental, la cgfome, qui finance les actions internationales contre la faim, dispose d'un budget similaire.
Mais la totalité de l'aide brésilienne au développement, incluant celle qui bénéficie à Haïti, est beaucoup plus substantielle : environ 4 milliards de dollars, selon un récent calcul établi par l'hebdomadaire britannique *The Economist*, dont 3, 3 milliards représentent les prêts de la BNDES.
Elle avoisine, en chiffres absolus, celle d'autres gros donateurs, tels que le Canada ou la Suède. À la différence de ce qui se passe dans ces deux pays, l'aide du Brésil progresse rapidement : ses contributions humanitaires ont été multipliées par vingt en trois ans. Et Brasilia n'exige aucune condition spécifique de la part des récipiendaires.
Le Brésil privilégie deux domaines où il peut faire partager ses réussites : le social et l'agriculture. En Haïti, il finance un programme inspiré de la célèbre Bolsa Familia (« bourse famille ») brésilienne, le versement d'une allocation mensuelle aux familles pauvres qui scolarisent leurs enfants. Dans quatre pays du Sahel, le Brésil parraine des projets de développement de la culture du coton.
Le Brésil agit à la fois dans l'urgence et dans la durée. En 2010, il distribuera, principalement en Afrique et en Amérique centrale, 300 millions de dollars en aide alimentaire puisée dans ses surplus agricoles (maïs, riz, haricots). Soit dix fois plus qu'en 2009.
Il intervient ponctuellement dans les domaines les plus divers : en faveur du Salvador, frappé par un cyclone, ou du Kirghizistan, secoué par des troubles sanglants ; ou plus durablement, au secours des personnes déplacées au Sahara occidental ou au Sri Lanka.
L'aide au développement peut avoir un intérêt commercial. Exemple : le Brésil aspire à développer un marché mondial de l'éthanol, dont il deviendrait le leader incontesté. À cette fin, il transmet sa technologie à des pays pauvres et les incite à suivre son exemple. Cette « diplomatie de la générosité », comme on l'appelle ici, qui s'appuie sur un réseau d'ambassades en rapide expansion, permet au Brésil d'élargir et de consolider son *soft power*, son influence politique, de diffuser ses idées et de promouvoir sa cause, notamment dans sa quête d'un fauteuil permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Jean-Pierre Langellier
(18 août 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Lorsque l'on parle d'aide au développement, on pense aux différentes formes de prêts et de dons réalisés par les pays du Nord pour les pays du Sud. Mais les géants émergents sont en train de fausser les cartes.

C'est ainsi que le Brésil met en place une véritable « diplomatie de la générosité » pour étendre son influence sur tous les continents.
Cela peut évidemment lui permettre de disposer d'un soutien des pays pauvres, notamment pour sa candidature au Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans les pays émergents, les femmes passent les obstacles plus facilement

Les sociétés qui tardent à scolariser les petites filles abritent aussi les jeunes femmes les plus ambitieuses du monde. Un paradoxe

Elles sont jeunes, nombreuses et ambitieuses. La course à la carrière est lancée dans les pays émergents et les femmes se sentent pousser des ailes. Souvent plus diplômées que les garçons, les jeunes femmes n'entendent pas se laisser distancer. « Elles participent à la *success story* de leurs pays et ont confiance en elles-mêmes », relèvent

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

POURQUOI CET ARTICLE ?

L'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS) a publié en 2009 un rapport sur le travail des femmes, notamment dans les pays émergents. On peut y lire : « Les objectifs 3 et 5 du millénaire pour le développement sont au cœur de l'action du système des Nations unies en faveur des femmes. L'intégration de la dimension de genre est un des principaux objectifs poursuivis par l'Organisation des Nations unies dans toutes ses activités. **Au cours des deux dernières décennies, la mondialisation croissante du marché du travail a conduit à une forte augmentation de l'emploi des femmes dans les pays émergents.** Certains pays ont ainsi enregistré des taux d'emploi féminin très élevés, comparables à ceux des pays scandinaves. Le cas de la Chine, où le taux d'emploi féminin atteint 70 %, est le plus marquant, mais de nombreux pays de l'Asie du Sud-Est, tels que le Vietnam, la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie, sont sur la même voie. Ces performances sont dues à la rapide industrialisation qui a fait suite à la nouvelle division internationale du travail dans la production industrielle, et qui a eu pour effet une baisse de l'emploi des hommes dans les pays industrialisés et une hausse de l'emploi total, en particulier celui des femmes, dans les pays nouvellement industrialisés. La croissance de l'emploi, toutefois, ne signifie pas que l'objectif du travail décent, et en particulier, de l'égalité entre les sexes, soit atteint. En effet, le travail industriel dans les pays émergents n'engendre pas une condition « privilégiée » pour les travailleurs concernés. L'écart entre l'offre illimitée de travail dans les différents continents et la demande de travail relativement limitée des entreprises multinationales accentue la faiblesse des nouvelles masses de travailleurs dans les pays émergents, rendant ainsi plus problématique et, en même temps, plus décisif encore le respect des normes fondamentales du travail et de l'égalité entre hommes et femmes, que l'OIT a placé au centre de son engagement pour une dimension sociale et humaine de la mondialisation ».

les chercheuses du *Center for Worklife* Policy de New York, Sylvia Ann Hewlett et Ripa Rashid, qui viennent de leur consacrer plusieurs mois d'enquêtes, collectant des données auprès de 4 350 femmes issues du Brésil, de Russie, d'Inde, de Chine et des Émirats arabes unis. Car tel est bien le paradoxe de ces sociétés qui tardent à scolariser toutes les petites filles et préfèrent donner naissance à des garçons : elles abritent aussi les jeunes femmes les plus ambitieuses du monde. « Certes, toutes les femmes diplômées du monde sont ambitieuses. Mais le degré d'ambition des femmes des pays émergents est extraordinaire : 85 % en Inde, 63 % en Russie et 65 % en Chine se décrivent elles-mêmes comme très ambitieuses, contre 25 % aux États-Unis », écrivent les auteurs de l'étude.

Outre le climat économique, elles bénéficient d'un contexte démographique qui joue en faveur des jeunes. L'âge médian est de 23,8 ans en Inde, de 28,2 ans au Brésil et de 33 ans en Chine quand il est de 39 ans en France, par exemple. Exactement à l'opposé du continent européen où une démographie vieillissante se conjugue avec un environnement peu propice à la jeunesse.

Dans ces pays, où les opportunités d'emploi sont nombreuses, la première étape, pour les jeunes femmes, a consisté à accéder en masse à l'enseignement supérieur. Elles forment aujourd'hui les gros bataillons des étudiants. En Amérique latine mais aussi en Asie du Sud et dans les pays arabes, les jeunes femmes sont, depuis les années 1990, majoritaires dans l'enseignement supérieur.

Un élément nécessaire mais non suffisant pour accéder aux plus hautes fonctions dans l'entreprise, comme le montre le (contre-)exemple européen et même américain où les filles sont également majoritaires dans le supérieur depuis les années 1990.

Une fois leur diplôme acquis, les jeunes Brésiliennes, Chinoises, Indiennes et Russes sont-elles encouragées à partir à l'assaut des entreprises ? Ne se heurtent-elles pas finalement au même plafond de verre que leurs homologues des vieux pays industrialisés ? « Les obstacles existent, mais ils sont différents », résume Ripa Shahid. Les discriminations et les préjugés « classiques », comme celui qui consiste à préférer embaucher un garçon pour éviter le « risque » de la maternité, existent, là-bas comme ailleurs, mais les femmes des pays émergents doivent affronter des difficultés propres à l'état de leurs sociétés. La violence et l'insécurité, qui touchent tous les citoyens mais fragilisent particulièrement les femmes, arrivent en tête de liste.

Au Brésil, les jeunes femmes redoutent la violence urbaine tandis que les transports s'apparentent à un cauchemar pour les Indiennes.

En revanche, contrairement aux Occidentales, ces jeunes femmes, issues de familles aisées, disposent de ressources financières conséquentes qui les « libèrent » des tâches domestiques et des gardes d'enfants. En Inde, par exemple, une famille indienne de la classe moyenne peut compter sur un bataillon d'aides ménagères. Elles ne souffrent pas non plus de la culpabilité qui tenaille encore nombre de jeunes femmes occidentales quand elles doivent choisir entre famille et carrière. Inversement, la famille peut peser de façon négative sur les femmes dans des sociétés où, en l'absence d'aides sociales, on attend d'elles qu'elles s'occupent des parents vieillissants.

Conséquence de leur position élevée dans la hiérarchie sociale, une majorité de ces jeunes cadres supérieures, ingénieures ou *business women* entrent dans la carrière par choix. « C'est une option plus qu'un absolu », estime Ripa Rashid. La chercheuse nuance toutefois son propos car « la vie est de plus en plus chère et le travail des femmes devient de plus en plus nécessaire. De ce fait, la famille avec deux salaires est en train de devenir un modèle ».

En Chine et en Russie, les jeunes femmes profitent en outre de l'héritage positif du communisme. Dans ces sociétés, le travail féminin est perçu comme allant de soi (de même que l'accès des filles à l'éducation), contrairement à l'Inde et au Brésil où la réussite sociale des femmes peut encore être mal vue et où l'on peut même considérer qu'elles ne disposent pas des « qualités » nécessaires pour réussir. « En Inde, on considère parfois les femmes comme n'étant pas suffisamment agressives », souligne Mme Rashid.

Malgré tout, « les jeunes femmes ont beaucoup plus d'options qu'à l'Ouest », assure encore Mme Rashid. Et ces opportunités sont visibles dans les entreprises. Ainsi en Inde, 11 % des PDG (selon une enquête conduite par Ema Partners International auprès de 240 grandes entreprises publiques et privées) sont des femmes, quand on n'en trouve que 3 % dans le classement du magazine *Fortune* des 500 premières entreprises américaines.

Brigitte Perucca
(14 octobre 2010)

Les grands pays émergents se retrouvent à Brasilia

Troisième partenaire de l'Amérique latine, la Chine est accusée par le Brésil d'entretenir une attitude « néocoloniale »

La Chine est devenue un acteur économique majeur en Amérique latine. Troisième partenaire commercial du sous-continent, elle pourrait, à l'horizon 2014-2015, ravir la deuxième place à l'Union européenne, selon un rapport publié cette semaine par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). Fort de la montée en puissance de son pays dans le monde « latino », le président chinois, Hu Jintao, sera la vedette du 2e sommet des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), le groupe des quatre grands pays émergents, vendredi 16 avril, à Brasilia.

Le président russe, Dmitri Medvedev, et le Premier ministre indien, Manmohan Singh, participeront à ce rendez-vous, aux côtés de leur hôte brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva. Hu Jintao fera à cette occasion une visite officielle au Brésil. Ce sera sa dixième rencontre avec le président Lula, et sa deuxième au Brésil. L'essor des échanges entre le géant d'Asie et les pays de la région résulte de la complémentarité entre leurs économies. D'un côté, une Chine avide de matières premières, d'énergie et de denrées agricoles ; de l'autre, une Amérique latine qui en est riche. Cette relation commerciale florissante témoigne pourtant d'une forte asymétrie : l'Amérique latine fournit presque exclusivement à la Chine des produits de base, alors que cette dernière lui vend des biens manufacturés à forte valeur ajoutée. Le pétrole représente 94 % des ventes de l'Équateur à la Chine, le soja et ses produits dérivés 80 % de celles de l'Argentine.

Leader économique et politique régional, le Brésil demande à la Chine de corriger cette relation de type « néocolonial » qu'il subit lui aussi. En 2009, la Chine est devenue son premier partenaire commercial, détrônant les États-Unis. Les exportations du Brésil vers la Chine ont, en valeur, été multipliées par quinze depuis 2000. Mais en 2009, 73 % d'entre elles correspondaient seulement à trois produits : le minerai de fer, le pétrole et le soja. Le Brésil subit, comme tout le monde, les effets de la sous-évaluation de la monnaie chinoise, le yuan, conjuguée, dans son cas, à une surévaluation de sa propre monnaie, le real. Cette affaire le préoccupe, mais il ne veut pas en faire pour l'heure un cheval de bataille antichinois car, souligne le président de la Banque centrale, Henrique Meirelles, « notre croissance reste surtout tirée par la demande intérieure ».

Le Brésil se soucie davantage des exportations que la Chine lui enlève dans son aire commerciale naturelle, l'Amérique du Sud. « Cela se passe sous notre barbe », pestait récemment le président Lula devant ses ministres. Le Brésil perd des parts de marché en Argentine au profit de la Chine, et vice-versa. Les deux voisins, qui entretiennent une relation commerciale tumultueuse, le premier reprochant au second son « protection nisme » tarifaire, ont pourtant décidé, fin mars, de réagir ensemble en promouvant des missions conjointes en Chine.

À cela s'ajoute depuis peu la « guerre du fer », où la Chine et le Brésil s'affrontent par entreprises interposées. Premier fabricant d'acier de la planète, la Chine accuse les trois grands groupes miniers, les anglo-australiens Rio Tinto et bhp Billiton et le brésilien Vale, numéro un actuel avec 33 % de la production mondiale, de se comporter comme un « cartel » qui aurait abusé de sa « position dominante » en doublant quasiment le prix du minerai. Le Brésil fait enfin grief à la Chine de ne pas investir chez lui alors qu'il aura besoin de capital étranger, notamment pour organiser la Coupe du monde de football (2014) et les Jeux olympiques (2016). Lors de sa première visite, en 2004, M. Hu avait promis de consacrer 70 milliards de dollars (51 milliards d'euros) à l'Argentine et au Brésil. Il n'en a rien été. La Chine a investi au Brésil, entre 2007 et 2009, 1 % de ce que les Pays-Bas ont eux-mêmes investi. Mais les choses commencent à changer. Les dirigeants de 65 entreprises chinoises participent cette semaine à des séminaires à Rio de Janeiro et à Sao Paulo. Ils affirment vouloir investir et produire au Brésil. La compagnie chinoise Sinopec va se lancer dans l'exploration pétrolière. M. Hu visitera le port qui abritera le terminal d'exportation du fer vers la Chine. En échange d'une participation à son financement, Pékin aura une garantie de livraison pendant vingt ans.

« Nous n'avons aucune illusion romantique sur nos relations avec la Chine », disait il y a peu un ancien ambassadeur brésilien à Pékin. Le Brésil a bien pris conscience de l'agressivité commerciale de la Chine et de ses atouts en matière de compétitivité. Exemple : la Chine participera en bonne place à l'appel d'offres pour la construction de la ligne TGV qui reliera Sao-Paulo à Rio. « Il y a, bien sûr, des contradictions, voire des conflits entre les bric, notamment avec la Chine, déclare au Monde, l'ambassadeur Roberto Jaguaribe, le coordinateur du sommet de Brasilia.

Mais pour l'instant, l'émergence politique et économique de la Chine est un événement positif. Nos quatre pays ne prétendent pas, cette semaine, prendre des décisions. Nous voulons surtout renforcer notre concertation pour promouvoir des idées communes, comme la réforme de la gouvernance mondiale. »

La réunion des BRIC était précédée, jeudi, d'un sommet Brésil, Inde et Afrique du Sud, représentée par le président Jacob Zuma.

Jean-Pierre Langellier
(16 avril 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Chacun des quatre BRIC dispose d'atouts qui lui sont propres : le Brésil est la « ferme du monde », la Russie sa « pompe à essence », l'Inde son « bureau » et la Chine son « atelier ». Mais cette complémentarité pose problème lorsque ces grands pays émergents échangent entre eux. En effet, **Russie et Brésil tirent surtout leur force de leur richesse en matières premières ou produits agricoles, alors que la Chine exporte des produits manufacturés, donc à plus forte valeur ajoutée**. La balance commerciale du Brésil avec la Chine est par exemple nettement déficitaire, ce qui fait parler du côté de Brasilia de « néocolonialisme » chinois, étant donné le déséquilibre des termes de l'échange et des investissements directs à l'étranger. Si le Brésil peut compter sur une demande intérieure en forte croissance, il voit d'un mauvais œil la politique commerciale agressive du géant asiatique sur le continent sud-américain. La Chine n'hésite pas à voler des parts de marché à son concurrent et partenaire brésilien.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

La revanche pour le Sud

Il ne se passe pas une semaine sans que l'actualité nous rappelle le basculement du monde en cours et la poussée subséquente des pays du Sud. À l'horizon 2020, le produit national brut (pnb) des sept plus grandes économies émergentes, baptisées « E7 », devrait être supérieur à celui des pays du G7, actuellement les plus riches du monde. La percée n'est pas qu'économique. Le Sud est de plus en plus présent sur la scène internationale où il fait entendre sa voix (en mai 2009, à la conférence internationale de l'onu sur le racisme (Durban-II) ; en décembre 2009, lors de la conférence de Copenhague sur l'environnement ; en mai 2010, à l'occasion de l'accord entre Brési, Turquie et Iran en matière nucléaire...). Les exemples sont aussi nombreux que variés. Un des plus révélateurs concerne l'organisation des grandes manifestations sportives (Jeux olympiques, Coupes du monde), longtemps refusée à ces pays. Cette nouvelle réalité a bien été évoquée par le président brésilien Lula qui a déclaré, au lendemain du choix de son pays par le comité pour l'organisation des Jeux olympiques en 2016 : « Comme nous avons été colonisés, nous avions une manie : être petit. Aujourd'hui, c'est fini ! C'est notre heure. »

Au-delà du constat, il convient de s'interroger sur la motivation profonde de ce réveil du Sud. Un de ses ressorts essentiels renvoie à l'idée de revanche, c'est-à-dire « le fait de reprendre l'avantage sur quelqu'un, de dominer, de vaincre après avoir eu le dessous, de compenser une injure, un préjudice ». Comme l'indique cette définition, la revanche repose sur deux piliers : le désir de renouer les fils de l'histoire tranchés par la domination étrangère ; la volonté d'effacer l'empreinte coloniale, de laver les affronts subis.

La première occurrence est bien illustrée par l'exemple de grands pays « réémergents » tels que la Chine ou l'Inde qui cultivent le thème de la renaissance (les deux poids lourds asiatiques étaient encore les deux premières puissances économiques mondiales à la veille de la révolution industrielle). Nombre de Chinois et d'Indiens, gouvernements en tête, éprouvent le désir que leur pays reprenne leur rang sur la scène internationale. Le but est de renouer avec le passé, de fermer une parenthèse marquée par deux siècles de domination de l'Occident. C'est le sens profond du « miracle asiatique ». Il y a plusieurs années déjà, dans L'Asie en danger, Jean-Luc Domenach a montré qu'à travers son succès économique l'Asie adresse à l'Occident un véritable défi de puissance. Le fait que ce défi se situe sur le terrain de l'économie et de la technologie n'est pas anodin : il s'agit du cœur même de la supériorité occidentale. C'est l'occasion, en d'autres termes, de reprendre les armes de l'ancien adversaire pour les retourner contre lui, signe éclatant d'affranchissement que l'on peut aisément qualifier de revanche. « Si donc les esprits asiatiques se sont abandonnés à la passion de l'économie, ce n'est pas par simple adaptation aux temps nouveaux. C'est parce que l'ascension économique de l'Asie orientale y est vécue comme une aventure historiquement essentielle, comme une part décisive de la réponse que chaque pays d'Asie et peut-être l'Asie elle-même se doivent d'adresser à l'Occident : bref, comme un moment de l'émancipation. C'est pour cette raison que les Asiatiques ont été si fiers des progrès de leurs économies. » Précisant sa pensée, Jean-Luc Domenach affirme que le défi de l'Asie orientale n'a jamais été seulement ni même d'abord économique. « C'était un défi d'une autre nature fondamentalement politique auquel l'économie a fourni une sorte de langage. » Bref, la réussite économique rend sa fierté à une région décontenancée, il y a deux siècles, par la découverte de la supériorité économique et technologique de l'Occident. Plus récemment, dans La Chine vers la superpuissance, Michel Aglietta et Yves Landry ont fait la même analyse : « Effacer la tache historique et rétablir le rang mondial de la Chine est le but à long terme de la réforme. Ce but cimente l'adhésion de la population derrière le pouvoir politique du parti communiste quels que soient les sacrifices à consentir. »

La deuxième dimension de la revanche renvoie au traumatisme colonial. L'intrusion étrangère, notamment par sa violence, a beaucoup marqué les pays du Sud, des premières colonisations du XVe siècle à l'impérialisme du XIXe siècle. Les peuples dominés n'ont pas oublié. Le Bolivien Evo Morales, premier président indien d'Amérique du Sud, doit ainsi beaucoup moins sa victoire historique à un parti ou un appareil politique qu'à quelque chose de beaucoup plus profond : « Une insurrection des consciences, des identités, des mémoires ancestrales. » (Jean Ziegler) Dans la même veine, lorsque Nicolas Sarkozy, à l'occasion d'une visite à Alger, parle affaires au président Bouteflika, ce dernier rétorque : « La mémoire vient avant les affaires. »

Blessure coloniale

L'Asie n'est pas en reste dans cette volonté d'effacer toute trace ancienne de domination étrangère. Les géants indien et chinois, notamment, n'ont certainement pas oublié les immixtions occidentales ainsi que leurs lots d'injustices et de répressions, comme lors des révoltes des Cipayes, soldats indigènes de l'armée des Indes ou des Boxers, secte chinoise opposée à l'influence occidentale. Nul doute que la blessure coloniale soit devenue le moteur d'un désir de revanche. À sa façon, le général de Gaulle ne disait pas autre chose en confiant à l'un de ses proches, à propos des Algériens : « L'humiliation n'oubliez pas l'humiliation »

La revanche du Sud en cours pose enfin la question de la réaction des pays du Nord. Ces derniers sont bien conscients du surréalisme ambiant. Régulièrement, le Brésilien Lula se demande s'il est normal que son pays ait moins d'influence que la Belgique lors des votes au fmi. Malgré de bonnes paroles sans grandes conséquences et, au mieux, de timides initiatives, les pays occidentaux ont tendance à se raidir. Ils font la sourde oreille aux pays du Sud qui, forts de leurs succès économiques, demandent à être pleinement reconnus sur la scène internationale. L'ancien ambassadeur de Singapour au Conseil de sécurité des Nations unies, Kishore Mahbubani, a bien pointé la contradiction : « Le XXIe siècle connaît un grave paradoxe : ce sont les nations les plus démocratiques au monde, les nations occidentales, qui font tout pour maintenir cet ordre mondial antidémocratique. Dans ces pays, jamais une minorité ne pourrait imposer des décisions à la majorité : c'est pourtant précisément ce que fait l'Occident à l'échelle mondiale. » À l'heure du grand aggiornamento, l'Occident doit appendre à partager.

Philippe Marchesin
(29 octobre 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Les pays émergents sont des pays en développement connaissant depuis une trentaine d'années une croissance économique, une participation plus grande au commerce mondial, une arrivée d'IDE en provenance du Nord et un développement humain assez élevé (IDH souvent supérieur à 0,7). L'intégration à la mondialisation y progresse rapidement. Depuis 2000, le nombre de pays dont la croissance moyenne par habitant équivaut à plus du double de celle des pays industrialisés à revenu élevé est passé de 12 à 65. La notion de pays émergents varie selon les critères retenus. Un célèbre cabinet international d'audit désigne ainsi par l'appellation « E7 » les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) auxquels s'ajoutent le Mexique, l'Indonésie et la Turquie.

Aux critères économiques s'ajoutent des paramètres politiques et culturels, afin d'englober le caractère émergent de ces puissances dans sa globalité. Un symbole de la situation géopolitique actuelle est la réforme sans cesse repoussée du Conseil de sécurité de l'ONU. Les cinq membres permanents (dont la Chine et la Russie) sont peu enclins à élargir le privilège décisionnel à d'autres puissances, notamment émergentes.

L'ordre mondial voulu en 1945, dans un contexte encore colonial et déjà de guerre froide, semble pourtant bien mal adapté au monde des années 2010. Mais parler de revanche du Sud ne doit pas faire oublier que pendant des siècles, les mondes indien et chinois étaient les plus développés de la planète.

Les inégalités dans l'éducation, talon d'Achille du Brésil

Congratulé pour ses nombreux progrès économiques et sociaux, le Brésil stagne dans un domaine crucial : l'éducation. Selon le dernier rapport de l'Unesco, qui jauge le niveau mondial de l'enseignement, le Brésil se traîne au 88e rang sur 128 pays. En Amérique du Sud, seul le petit État du Surinam fait moins bien. Selon son propre système d'évaluation, le Brésil végète en 54e position pour les maths, en 49e pour la lecture. Note moyenne de l'enseignement : 3,6 sur 10, contre 6 sur 10 pour les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le Brésil espère rattraper son retard en... 2022. Le marasme brésilien résulte en partie de la démocratisation de l'enseignement intervenue dans les années 1990. L'afflux de millions de nouveaux enfants a entraîné une baisse de niveau, accentuée par le refus d'exclure les mauvais élèves d'une école devenue obligatoire, et dont le cycle d'enseignement de base court sur douze ans. Dans les faits, la scolarisation n'est pas universelle. Selon un chiffre officiel, 18 % des jeunes de 15 à 17 ans ne vont plus à l'école. Cette désertion a deux causes principales : pour les garçons, la quête d'un emploi ; pour les filles, une grossesse précoce. L'analphabétisme est pratiquement vaincu chez les plus jeunes. Mais il continue de frapper un Brésilien sur dix âgé de plus de 15 ans. Aux illettrés complets – 14 millions – s'ajoutent les analphabètes fonctionnels – un citoyen sur quatre – qui ne maîtrisent pas efficacement la lecture et l'écriture, malgré leur passage par l'école, souvent trop rapide ou déjà trop lointain.

La médiocrité de l'enseignement public est au cœur du problème. Les professeurs sont mal formés et mal payés. Beaucoup ont un bagage scolaire léger et une expérience sommaire. Un professeur de chimie sur trois et seulement un de physique sur quatre ont été instruits dans la matière qu'ils transmettent. Un enseignant sur deux, hors supérieur, ne gagne qu'un peu plus que le salaire minimum (240 euros).

On compte, en moyenne, 27 élèves par classe. La durée moyenne de scolarisation dépasse à peine sept ans. Un élève sur cinq redouble, contre seulement 4 % en moyenne en Amérique latine. Quatre sur dix ne terminent pas le cycle d'enseignement obligatoire. Moins d'un sur deux l'achève à l'âge normal de 19 ans. Ces chiffres cachent de grandes disparités régionales. Dans le Nordeste, plus pauvre, 60 % des adolescents subissent un retard scolaire.

La structure fédérale du Brésil – à trois échelons – aggrave ces phénomènes. L'enseignement primaire et secondaire relève des États fédérés et surtout des municipalités. L'État fédéral contribue au financement des écoles, mais n'en gère aucune. En pratique, son pouvoir de contrôle budgétaire est restreint dans des régions souvent vouées au népotisme, au clientélisme et à la corruption. Les contrôleurs ont inventorié les fraudes : surfacturations, absence d'appels d'offres, pots-de-vin, travaux non exécutés, renflouement d'autres budgets. Deux communes sur trois ont dit avoir « égaré » ou « perdu » leurs documents comptables. Bien des maires préfèrent construire un pont ou une route que doter les écoles d'un confort minimum.

Ainsi se perpétue, à quelques exceptions près, un enseignement de base à deux vitesses : public, gratuit, trop souvent calamiteux, pour les enfants des familles pauvres ; privé, payant, de bon niveau pour les enfants des familles aisées, mieux préparés pour réussir aux examens d'entrée à l'université et profiter ensuite des troisièmes cycles et des centres de recherche financés par l'argent public.

Pour tenter de combler cette inégalité, les établissements privés d'enseignement supérieur fleurissent, neuf fois plus nombreux que les universités. Ils accueillent 75 % des étudiants, dont beaucoup sont obligés de travailler. Des crèches – qui ne reçoivent que 20 % des enfants y ayant droit – aux universités, le système maintient de profondes inégalités et préserve les privilèges des élites traditionnelles souvent dénoncés par le président Lula. L'éducation n'a pas permis aux pauvres de monter dans l'ascenseur social, dans un pays où 45 millions de familles n'ont jamais envoyé d'enfant à l'université.

Lula vante son action, réelle, quoique tardive et insuffisante. Le budget de l'éducation est en hausse, mais reste bien loin, per capita, de ceux du Chili ou de l'Argentine. On a construit 14 nouvelles universités et plus de 200 instituts techniques. Quelque 700 000 bourses ont permis à des jeunes de suivre un enseignement supérieur privé. Au total, deux millions d'étudiants supplémentaires fréquentent les universités.

Le Brésil a pris conscience de son talon d'Achille, face à une double urgence, économique et sociale. D'un côté, sa forte croissance l'oblige à former la main-d'œuvre qualifiée qui lui manque, sous peine de perdre en compétitivité. De l'autre, une classe moyenne en plein essor revendique son droit à la connaissance, clé d'un avenir meilleur. Ce double besoin devrait inciter la présidente élue, Dilma Rousseff, à prolonger le cercle vertueux à peine esquissé sous le règne de son prédécesseur.

Jean-Pierre Langellier
(8 décembre 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

La situation de l'éducation au Brésil témoigne bien des disparités de richesse qui subsistent dans le pays. Les conditions précaires de plusieurs millions de familles les poussent à retirer leurs enfants pour rechercher un emploi. Une partie des dépenses de l'éducation est détournée par des administrateurs ou des élus locaux peu scrupuleux. L'offre du privé est donc très concurrentielle et draine la majorité des étudiants du supérieur.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

MOTS CLÉS

BASSIN
Un bassin géologique est un ensemble sédimentaire de couches empilées dont la forme globale est une vaste cuvette (ex. : le Bassin parisien) ; un bassin hydrographique ou fluvial désigne l'étendue drainée par un fleuve et l'ensemble de ses affluents (ex. : le bassin de la Garonne). Le mot *bassin* s'applique aussi à un espace spécialisé dans une production. Ainsi un bassin pétrolifère est une région où est exploité le pétrole. Dans un sens plus large, mais peu précis, le bassin désigne un espace d'activité plus ou moins organisé autour d'un centre. Un bassin d'emploi décrit, par exemple, un espace formé par les migrations quotidiennes de travail que génèrent une ville ou une entreprise importante.

FONDAMENTALISME
Tendance de certains adeptes d'une religion quelconque à revenir à ce qu'ils considèrent comme fondamental, originel.

GÉOPOLITIQUE
L'un des différents champs de recherche des géographes universitaires. La géopolitique s'intéresse à la répartition et au fonctionnement des « pouvoirs » à l'intérieur des sociétés et à leurs rapports avec l'organisation de l'espace. Cette géographie étudie plus particulièrement les États et les nations, les conflits et enjeux internationaux.

HYDROCARBURE
Terme qui sert à désigner tous les produits pétroliers : le pétrole brut, mais aussi les carburants issus d'une première transformation comme le gasoil ou l'essence. Le transport des hydrocarbures est réalisé soit par voie maritime (pétroliers ou supertankers), soit par voie terrestre (oléoducs ou *pipe-lines*). Dans les deux cas, le transport est risqué et source de pollutions accidentelles et graves comme les marées noires.

IMMIGRÉ
Individu qui n'est pas né sur le territoire où il vit. Un immigré ayant acquis la nationalité du pays qui l'accueille n'est plus un étranger.

Une interface Nord-Sud : le bassin méditerranéen

Carrefour de civilisations, le bassin méditerranéen rassemble 250 millions de personnes dans 25 pays qui ont en commun un climat dit « méditerranéen » et des paysages caractéristiques. Les flux qui le traversent sont importants et variés : la Méditerranée a toujours été un espace de contact entre des sociétés inégalement développées.

Rivage de la mer Méditerranée.

Une entité géographique

La **mer Méditerranée**, vaste mais assez étroite, est un espace de transit entre les océans Atlantique et Indien, et **l'une des mers les plus fréquentées du monde**.
Bordées de montagnes, ses côtes forment des plaines étroites où se concentrent les populations. Les **rivages** de la Méditerranée sont **très urbanisés**, tendance renforcée par l'essor du tourisme au XXe siècle.
Le **climat méditerranéen**, caractérisé par des étés secs et chauds, est également un facteur d'identité et détermine un milieu naturel fragile, sujet à différents risques (incendies, crues, séismes) et où se pose le problème de l'approvisionnement en eau avec plus ou moins d'acuité.

Histoire de cet espace

La Méditerranée a constitué, par le passé, un **espace de civilisation majeur** : les Phéniciens et les Grecs y ont établi des comptoirs, à l'origine de nombreux ports actuels. Cependant ce sont les Romains qui se sont attachés à en conquérir les différentes côtes, faisant de cette mer, surnommée *mare nostrum* (« notre mer »), un espace profondément imprégné de culture romaine.
Le bassin méditerranéen a vu la diffusion des **trois religions monothéistes** : judaïsme, christianisme et islamisme. Il a longtemps été un terrain d'affrontements, mais aussi d'échanges entre les civilisations.
Au XIXe siècle, la **conquête coloniale** a instauré des rapports de domination et de relations privilégiées entre les rives nord et sud (notamment entre la France et les pays du Maghreb).

La Méditerranée, frontière entre Nord et Sud

C'est dans le domaine démographique que la frontière est la plus marquée. Les pays européens (qui font partie du Nord) ont achevé leur transition démographique et leur taux de fécondité est plutôt faible. En revanche, les pays au sud de la Méditerranée ont un accroissement naturel encore fort. Ce poids démographique pose de réels défis aux États, en matière de scolarisation, de logement ou d'emploi.

La **rive nord** de la Méditerranée est bien **plus riche et développée** que la rive sud. De Valence à Rome s'étend une **zone très urbanisée**, forte d'une économie diversifiée. L'IDH est supérieur à 0,85 dans la plupart des pays de la rive nord, inférieur dans ceux de la rive sud. Mais il faut nuancer : certains pays situés au nord ont une économie précaire (Albanie, Bosnie). Au sud, les hydrocarbures « gonflent » le PNB de la Libye et de l'Algérie sans pour autant améliorer leur développement ; dans cette zone, Israël est l'exception. La limite Nord-Sud au niveau de la Méditerranée n'est donc ni nette, ni linéaire. Le bassin méditerranéen forme un **espace complexe**, avec une dynamique et d'importants flux d'échanges ; on peut parler d'**interface**.

Les flux démographiques

Au XXe siècle, les pays du nord de l'Europe ont accueilli des vagues d'immigrants venant du sud, en quête d'un travail : Italiens, Espagnols, Portugais et Maghrébins en France, Turcs en Allemagne.
Dans les années 1980, les flux se sont modifiés. Les destinations traditionnelles fermant leurs frontières, l'Italie et la péninsule ibérique sont devenues des pays d'arrivée. La création de l'**espace Schengen** (disparition des frontières internes entre pays de l'UE) a accentué cette tendance.
De plus en plus de migrants (d'Afrique noire) passent par le Maghreb pour atteindre l'Europe.
Le Moyen-Orient pétrolier draine une main-d'œuvre issue du bassin oriental de la Méditerranée.
Les **principaux foyers d'émigration économique** du bassin méditerranéen sont la Turquie et l'Égypte, le Maroc, l'Algérie et la Jordanie, la Tunisie.
On note plus récemment des flux de **migrations temporaires liées au tourisme**. Les rivages marocain ou tunisien sont devenus des lieux de villégiature qui ont un impact réel sur l'économie locale.

Marché de Marrakech (Maroc).

Les échanges économiques

Les pays européens exportent six fois plus que le reste du pourtour méditerranéen, et essentiellement des produits manufacturés. À l'inverse, **les pays du Sud méditerranéen exportent des matériaux bruts ou peu élaborés** : produits agricoles, hydrocarbures.
Les échanges informels constituent une part non négligeable des flux de capitaux (transferts financiers des immigrés vers leur pays d'origine). Les IDE (investissements directs à l'étranger) des pays du Nord augmentent, notamment dans le cadre de délocalisations industrielles.
L'UE tente de rééquilibrer ces échanges. En 1995 a été validé le principe d'une **coopération transméditerranéenne** : accords de libre-échange entre l'UE et les pays du Sud méditerranéen, union douanière avec la Turquie. Malte et Chypre ont adhéré à l'UE ; la Turquie et le Maroc sont candidats.
La **polarisation des échanges** reste forte : hormis Israël, les pays du Sud-Est méditerranéen réalisent l'essentiel de leurs échanges avec l'UE. Secondaire pour les pays européens, ce marché est nécessaire aux pays de la rive sud, ce qui les rend nettement dépendant.

Les tensions

Face aux risques naturels ou au **problème de l'eau**, les populations des pays de la rive sud sont bien plus vulnérables que celles du Nord.
La **croissance urbaine galopante** pose également toutes sortes de problèmes : maîtrise de l'urbanisme, approvisionnement en eau, chômage et tensions sociales sont autant d'enjeux que les cités du Sud, en plein essor, doivent prendre en compte.
Le bassin méditerranéen est une **zone géopolitique très sensible** aux conflits nombreux (éclatement de la Yougoslavie, conflit israélo-palestinien). Les rivalités pour la maîtrise des grands fleuves (Nil, Tigre, Jourdain) sont aussi un facteur d'instabilité. La montée du fondamentalisme religieux dans le monde arabe, enfin, fait peser une menace sur l'ensemble de la région.

DEUX ARTICLES DU *MONDE* À CONSULTER

- **L'Égypte a jeté les bases d'une croissance solide, mais peine à faire reculer la pauvreté** p. 85
(Gilles Paris, 26 janvier 2010.)

- **La Tunisie, destination touristique bon marché, veut attirer des clients aisés** p. 84
(Isabelle Mandraud, 16 juillet 2010.)

TERRITOIRES CLÉS

ASIE MINEURE
Péninsule située à l'extrémité occidentale de l'Asie, correspondant à la partie asiatique de la Turquie. Elle est limitée au nord par la mer Noire et la mer de Marmara, à l'ouest par la mer Égée et au sud par la Méditerranée.

BALKANS
Péninsule qui forme l'Europe du Sud-Est et recouvre une aire culturelle composée de groupes humains différents partageant certains traits culturels communs. Les Balkans englobent l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Grèce, ainsi que partiellement la Serbie, la Croatie, la Slovénie, la Roumanie et la Turquie (partie européenne).

MAGHREB
Région géographique qui correspond à la partie ouest de l'Afrique du Nord. Il comprend la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye. Étendus sur quelque 6 millions de km², ils connaissent les mêmes contrastes topographiques : une étroite plaine côtière, des ensembles montagneux importants (chaînes du Tell en Algérie et de l'Atlas au Maroc) et une immense zone désertique couvrant les cinq sixièmes de la superficie. Ces pays ont signé en 1989 un traité créant l'Union du Maghreb qui vise notamment à constituer un Maghreb uni permettant de mieux coordonner la politique économique des États membres et ayant plus de poids au niveau international. Le Maghreb forme depuis plus d'un millénaire une unité géographique, mais pas linguistique (il existe plusieurs langues : les dialectes arabes et berbères).

YOUGOSLAVIE
« Pays des Slaves du Sud ». Ancien État des Balkans qui était formé, de 1946 à 1991, par six républiques : la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine, le Montenegro, la Serbie, la Slovénie. En 2003, cet État a pris le nom de Serbie-et-Montenegro. En 2006, le Montenegro proclame son indépendance et la Serbie demeure seule héritière de l'ex-Yougoslavie.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

NOTIONS CLÉS

CIVILISATION
Ensemble des caractères culturels, linguistiques ou matériels communs à une société ou à un groupe de sociétés. Le monde actuel se découpe en plusieurs grandes aires de civilisation : civilisations occidentale, latino-américaine, africaine, islamique, slave orthodoxe, confucéenne, hindouiste, japonaise. Cartographier ces aires s'avère complexe car, dans la réalité, certains États se partagent entre différentes civilisations et une civilisation peut se développer en des lieux discontinus. Ainsi, actuellement, la civilisation islamique est également présente par l'immigration dans les pays d'Europe occidentale (France, Royaume-Uni, Allemagne).

ISLAM
Mot arabe signifiant « soumission à la volonté de Dieu » ; il désigne la religion des musulmans, dont le livre sacré est le Coran. Les cinq piliers de l'islam sont : la profession de foi (croyance en Allah, dieu unique et créateur et en Mahomet, son prophète) ; la prière canonique (cinq fois par jour et à heure fixe) ; le jeûne de 29 jours pour commémorer le mois du Ramadan au cours duquel fut révélé le Coran ; l'aumône, devenu une «dîme» légale au profit des pauvres ; le pèlerinage à la Mecque, au moins une fois dans sa vie.

MATIÈRES PREMIÈRES
Produits bruts extraits du sous-sol et produits fournis par l'agriculture ou l'exploitation de la forêt. Les matières premières minérales (pétrole, charbon, diamant, métaux) constituent à proprement parler des richesses naturelles, alors que les matières premières agricoles sont dues au travail de l'homme.

PRODUITS MANUFACTURÉS
Produits issus de l'industrie (ou du secteur secondaire). Il peut s'agir de produits semi-finis (comme des lingots d'acier, utilisés ensuite dans d'autres industries) ou de produits finis (biens de consommation ou biens d'équipement).

Composition : L'espace méditerranéen, frontière ou trait d'union entre le Nord et le Sud ?

Les Alpes.

Ce qu'il ne faut pas faire
Montrer un seul des deux aspects (la frontière ou le trait d'union).

L'analyse du sujet
L'espace méditerranéen → considérer l'espace maritime et l'ensemble des États riverains d'Europe, de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient.
Frontière → analyser l'espace comme une barrière entre des mondes différents sur les plans politique, culturel et économique.
Trait d'union → décrire l'espace maritime comme une zone d'échanges (marchandises, capitaux, hommes).
Entre le Nord et le Sud → insister davantage sur les rapports entre pays riches et pays pauvres que sur ceux du Nord ou du Sud.

La problématique
Dans quelle(s) mesure(s) l'espace méditerranéen reproduit-il à l'échelle régionale les grands déséquilibres de la mondialisation ?

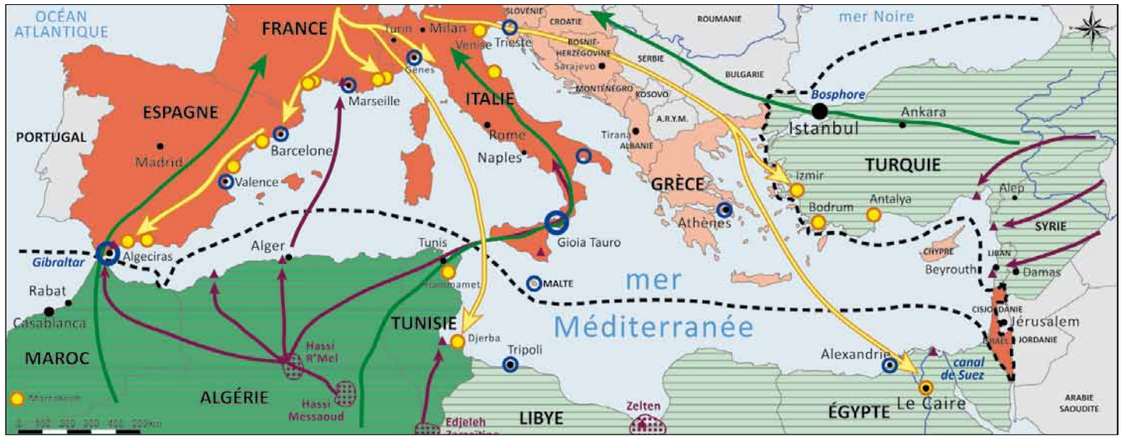
SUJET TOMBÉ AU BAC SUR CE THÈME

Croquis
– L'espace méditerranéen, une interface Nord-Sud (Liban, juin 2008)

Les objectifs à atteindre
La conclusion doit confirmer la double fonction de la mer, qui peut à la fois favoriser la coopération et l'enrichissement mutuel des deux rives, sous réserve de relations pacifiées et d'ouverture réciproques.

Le plan détaillé du développement
I. Le milieu naturel et historique de l'espace méditerranéen est homogène.
a) Tous les riverains partagent le même espace maritime : la mer et les côtes.
b) Le milieu méditerranéen se caractérise par une géographie physique commune.
c) Les racines historiques sont identiques : Rome et la religion d'Abraham.
II. Une frontière s'établit entre le Nord et le Sud.
a) Les différenciations culturelles et démographiques sont très marquées.
b) Les déséquilibres économiques sont importants.
c) Les modèles politiques sont contrastés.
III. L'interface est dynamique entre le Nord et le Sud.
a) Les échanges commerciaux et financiers connaissent une expansion.
b) Les migrations humaines sont anciennes et nombreuses.
c) Les concurrences sont porteuses de développement, mais rencontrent malgré tout des limites.

Les repères essentiels
• Géographie physique : topographie accidentée (Alpes, Atlas, Pyrénées), climat chaud et sec (problèmes de l'eau), végétation fragile (chêne-liège, maquis).
• Histoire : colonisation grecque, empire romain, racines monothéistes (judaïsme, christianisme, islam), opposition entre le monde latin et le monde arabe.
• Sociétés : pays jeunes à croissance démographique forte au Sud, pays vieux au Nord ; sociétés riches et développées au Nord, traditionnelles et pauvres au Sud.
• Différences politiques : démocraties et droits de l'homme au Nord ; régimes autoritaires au Sud (ex. : Libye de Kadhafi).
• Flux de biens de consommation, touristes (vers Le Caire, Tunisie, Jérusalem) et capitaux du Nord vers le Sud ; main-d'œuvre et matières premières (gaz algérien, pétrole libyen) du Sud vers le Nord.



Nord du bassin méditerranéen.

Sud du bassin méditerranéen.

Hydrocarbures (gisements, flux et ports d'exportation).

Tourisme (flux et destinations).

Régions où la fécondité est élevée.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

La Tunisie, destination touristique bon marché, veut attirer des clients aisés

Le gouvernement va totalement libéraliser l'espace aérien en 2011 pour attirer plus de visiteurs

La haute saison a commencé, sans nuages. Comme d'habitude, les charters pour Hammamet, Djerba ou Nabeul sont pleins en ce mois de juillet. En Tunisie, le tourisme résiste à la crise, et plutôt bien. Mais des signaux d'alerte se sont allumés qui ont poussé le gouvernement et les professionnels à se réunir dans un « comité stratégique » pour définir, sous la conduite d'un cabinet d'études français, ce que sera le tourisme de demain. Pour commencer, le pays libéralisera totalement son espace aérien en 2011 afin d'accueillir les compagnies à bas coût.

Mais la Tunisie, destination bon marché par excellence, cherche surtout à modifier son image et à attirer une clientèle plus aisée, à l'inverse du Maroc qui tente de se rendre moins élitiste. « Nous voulons effacer coûte que coûte cette image de destination bradée, de masse », insiste Ferid Fetni, directeur du marketing et de la communication de l'Office national du tourisme tunisien (ONTT). Pour ce dernier, il n'y a pas de contradiction avec l'arrivée de compagnies aériennes à bas coût : « Les hommes d'affaires prennent de plus en plus easyJet, observe-t-il, et préfèrent dépenser un peu plus sur place. »

Même avec une rallonge, qui a permis de doubler le budget publicitaire cette année, à 37 millions de dinars (19,5 millions d'euros), ces moyens sont jugés trop faibles pour corriger une image solidement enracinée. Aussi les autorités ont-elles décidé de mettre à contribution toutes les entreprises liées au secteur touristique, compagnies aériennes, hôteliers-restaurateurs ou loueurs de voitures. Cette taxe, imposée début 2011, devrait permettre d'atteindre 100 millions de dinars de publicité (52,8 millions d'euros).

La moindre variation d'activité peut être lourde de conséquence. Le tourisme, qui emploie 400 000 personnes, représente 8 % du produit intérieur brut (PIB) et 35 % de ses recettes en devises. Or, après des années de croissance à 4 % ou 5 %, le secteur a reculé en 2009 : le nombre de touristes (6,9 millions) a baissé de 2 % (- 8,8 % pour les Européens), celui des nuitées de 5 %, et les recettes en euros, évaluées à 1,8 milliard, ont régressé de 1,9 %, indique l'ONTT.

Programme ambitieux

Classée à la 44e place sur 133 destinations touristiques compétitives par le Forum économique de Davos, la Tunisie a perdu cinq places. « Elle reste la seconde destination la plus attrayante en Afrique après l'Afrique du Sud », nuance cependant Bruno Furno, chef du service économique de l'ambassade de France. Principal mis en cause : le tourisme d'affaires, qui a chuté de 35 %. « Notre souci majeur, c'est l'hiver », reconnaît M. Fetni. D'où un programme ambitieux de construction de sept golfs supplémentaires, d'établissements de luxe et d'hôtels de charme.

À la tête du premier tour-opérateur tunisien, Aziz Milad, patron de TTS Group, qui représente Marmara et accueille quelque 500 000 clients par an, voudrait minimiser la baisse de régime : « Le Français, qu'il y ait crise ou grèves, il part quand même en vacances ! » De fait, avec 1,3 million de visiteurs par an, les Français restent, de loin, les premiers touristes occidentaux. Ils sont néanmoins de plus en plus concurrencés par les Algériens et même devancés par les Libyens. Mais ces derniers (en hausse de près de 13 % en 2009), viennent surtout pour se faire soigner.

« À un moment donné, avance M. Milad, nous avons cru pouvoir profiter de la crise, en tant que destination bon marché. » Avant de devoir déchanter. La concurrence est rude avec la Turquie, qui contraint les professionnels à se tourner vers le haut de gamme. TTS Group vient ainsi d'ouvrir un nouvel hôtel chic à Tabarka. Le potentiel existe. La Tunisie, qui bénéficie de 1 300 kilomètres de côtes, ne possède qu'une capacité hôtelière totale de 240 000 lits… à peine plus que la région de Cannes.

Isabelle Mandraud
(16 juillet 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

La Méditerranée est le premier bassin touristique de la planète : 150 à 200 millions de touristes, soit 30 à 40 % de l'accueil et un tiers des recettes mondiales. L'ancienneté et la continuité des aménagements touristiques du nord-ouest méditerranéen contraste avec le caractère récent et discontinu des aménagements de l'est méditerranéen et avec la rareté des aménagements au sud. C'est donc un espace touristique au service des plus riches. Le tourisme concerne essentiellement le Nord, qui est l'émetteur et le récepteur principal de flux touristiques : 33 % des touristes vont en France (mais pas tous sur les rives méditerranéennes), les deux tiers sur l'Arc latin et en Grèce. La côte dalmate est en train de faire un effort considérable pour attirer les touristes qui l'avaient désertée durant la guerre.

Dans les PSEM (pays du sud et de l'est de la Méditerranée), on observe deux destinations littorales majeures pour le tourisme international : la Tunisie et la Turquie. Mais il existe aussi un tourisme national non négligeable et en plein essor en Algérie, Libye, Liban, Syrie. Israël subit les contrecoups de l'instabilité politique. Dans ces États, le tourisme est une importante source de revenus. Il permet aussi des contacts entre les populations Nord-Sud. Enfin, le tourisme entraîne parfois une défiguration des paysages par le béton : on parle de marbellisation pour désigner une bétonnisation excessive des rivages.

Cet article revient sur la volonté actuelle de la Tunisie de changer son image de marque, trop associée au tourisme balnéaire de masse en charter et pas assez au séjour dans un établissement de luxe ou au tourisme d'affaires.

L'Égypte a jeté les bases d'une croissance solide, mais peine à faire reculer la pauvreté

Longtemps, l'Égypte a monnayé sa position géopolitique pour obtenir une aide américaine indispensable dans les années 1990, lorsque son économie était encore corsetée par un carcan administratif et par un dirigisme étatique persistant. Il en va tout autrement aujourd'hui.

Relativement marginalisée au niveau diplomatique par le vieillissement du régime de Hosni Moubarak, au pouvoir depuis trois décennies, l'Égypte figure en revanche aux avant-postes sur le plan économique. Distingué année après année par la Banque mondiale en matière d'amélioration de « l'environnement des affaires », le pays renforce son rôle de locomotive économique régionale.

Depuis les réformes engagées par une nouvelle génération de cadres proches du fils du président, Gamal Moubarak, à partir de 2004, Le Caire affiche des taux de croissance parmi les plus élevés de la région, avec une moyenne annuelle de 7 % pour les trois dernières années, en dépit des 4,7 % enregistrés en 2009. Ces réformes ont réduit la part de l'État dans l'économie par le jeu des privatisations, mais elles ont aussi assaini le secteur bancaire et modifié le régime fiscal. Elles ont permis d'attirer massivement les investissements directs étrangers (IDE) : 13,2 milliards de dollars en 2008, (59 milliards de dollars cumulés), soit plus de 40 % du produit intérieur brut (PIB). « L'Égypte est devenue la première destination d'ide au Proche-Orient et la troisième du monde arabe, derrière l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis », constate un expert occidental installé au Caire.

Modernisée, l'économie égyptienne, qui s'était longtemps contentée des ressources en devises procurées par la production gazière, les transferts des expatriés et les revenus du canal de Suez, est devenue une base industrielle. Pays le plus peuplé de la zone (85 millions d'habitants), avec une croissance démographique forte, l'Égypte dispose d'un réservoir de main-d'œuvre peu coûteuse, mais également de compétences longtemps exilées dans les pays du Golfe en plein boum pétrolier.

« L'Égypte est, comme la Turquie, une cible des délocalisations venues d'Europe, mais aussi de localisation d'activités industrielles ou de services à faible valeur ajoutée venus de Chine ou d'Inde, car elle permet de réexporter vers les marchés européens ou l'Est africain pour profiter des accords de libre-échange », souligne l'expert.

Le pays peut aussi compter sur des groupes industriels nationaux, qui sont parvenus à s'internationaliser. C'est le cas d'Orascom, fondé par Onsi Sawiris et géré par ses fils, présent dans les télécommunications (Orascom Telecom), le ciment (une branche reprise par Lafarge en 2008) ou le tourisme (Orascom Hotels & Resorts). Le groupe de BTP Arab Contractors est engagé au Maghreb et en Afrique subsaharienne. Le groupe de sidérurgie et de mécanique EZZ, les fonds d'investissement EFG-Hermes et Citadel Capital sont également présents au-delà des frontières.

Le dynamisme du pays et de ses champions commence à produire ses effets. La part de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (20 %) a commencé à baisser, mais elle reste cependant très élevée, ce qui renvoie à l'une des deux faiblesses structurelles du pays ; l'autre étant l'insuffisance du taux d'investissement (18 % du PIB) par rapport aux besoins d'infrastructures et d'équipements.

La distribution des revenus reste très inégalitaire et limite le développement d'une classe moyenne qui pourrait consolider le marché intérieur. Ce marché est pourtant déjà un facteur d'attraction pour les IDE. Il a d'ailleurs joué un rôle d'amortisseur de la crise mondiale, dont le choc a plutôt bien été absorbé (4,7 % de croissance en 2009).

Mais l'émergence de cette classe moyenne accélérerait l'évolution du pays vers une structure économique de pays émergent, dont les bases apparaissent déjà : 60 % des ménages sont équipés de téléphones mobiles, le parc automobile s'accroît rapidement, tout comme le maillage de centres commerciaux de grande distribution.

Gilles Paris
(26 janvier 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

En avril 2008, le journaliste Gilles Paris publiait dans les colonnes du *Monde* un article intitulé « Désenchantement et incertitudes au pays du raïs », où il se demandait si l'Égypte, marquée par le népotisme et l'autoritarisme et fortement dépendante de la protection américaine, n'était pas « l'homme malade » du Proche-Orient : « Sommes-nous abusés par les chromos orientaux ajoutés à ceux de l'archéologie et du tourisme ? La figure débonnaire d'un président à l'intemporelle chevelure de jais masque-t-elle un État qui profiterait de champs de bataille régionaux (Irak, territoires palestiniens et Liban) pour déjouer l'attention internationale, et dont le régime userait en virtuose de l'effet repoussoir suscité par l'islamisme politique, celui des Frères musulmans, seule véritable force de contestation, auprès de ses interlocuteurs occidentaux ?

À la puissance dominante d'hier qui imposait sa langue et son cinéma semble succéder un pays incertain, un pays marginalisé par l'essor économique et les ambitions politiques du Golfe arabo-persique où ont été inventées et créées les chaînes de télévision qui véhiculent la culture arabe d'aujourd'hui, au point de faire du Caire une capitale désuète. Au thème de la réforme, martelé par les autorités, répond enfin une stabilité politique qui est en fait un "blocage complet" des institutions. Ce hiatus grandissant peut alimenter une crise encore difficile à évaluer mais potentiellement dévastatrice compte tenu du désenchantement d'une population dont le rythme de croissance reste alarmant, souvent poussée à s'urbaniser dans les pires conditions et peu préparée à affronter le défi d'une ouverture économique qui se traduit dans un premier temps par le démantèlement de rares filets de protection sociale. Une population progressivement privée de repères et de corps intermédiaires légitimes susceptibles de l'encadrer et la canaliser ».

Cet article revient sur la situation de l'Égypte deux ans plus tard, alors que la crise financière est passée par là. Le pays a su déployer une stratégie efficace de diversification des partenaires.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

NOTIONS CLÉS

COLLECTIVISATION
Processus par lequel, dans les pays où le régime se réclame d'une idéologie collectiviste (abolition de la propriété privée et mise en commun de tous les biens), certains biens sont confisqués à leurs propriétaires, avec ou sans indemnisation, et attribués à la collectivité, c'est-à-dire à l'État ou à des coopératives (associations d'ouvriers ou de paysans). En URSS, la collectivisation des terres a eu lieu au début des années 1930 (kolkhozes et sovkhozes).

COMMUNISME
Ensemble des idéologies qui prônent la construction d'une société communiste (caractérisée par l'égalité parfaite entre ses membres, l'abolition de la propriété privée et la mise en commun de tous les biens). Dans la théorie marxiste, le communisme représente la dernière phase du socialisme : chacun recevra de la société ce dont il aura besoin. Quand on parle des pays de l'Est, *socialisme* et *communisme* sont à peu près synonymes, mais c'est différent en Occident, où partis communiste et socialiste s'affrontent souvent.

ÉCONOMIE DE MARCHÉ
Système dans lequel les agents économiques (entreprises, individus) ont la liberté de vendre et d'acheter des biens, des services et des capitaux. Les prix sont déterminés par la loi de l'offre et de la demande qui doit être en mesure d'assurer le maximum d'activités possible et, en principe, le plein emploi.

NATIONALISATION
Passage d'une entreprise privée sous le contrôle de l'État (qui détient alors plus de 50 % de son capital). Une nationalisation peut être motivée par une volonté d'indépendance nationale ou par un objectif de modernisation.

PRIVATISATION
Opération inverse d'une nationalisation. Une privatisation, partielle ou totale, relève d'une politique structurelle libérale, qui accroît le rôle du marché dans la vie économique.

Un État et un espace en recomposition : la Russie

Née en 1991 de la chute de l'URSS, dont elle a hérité les atouts, la Russie est le plus vaste pays du monde. Mais après vingt ans de post-soviétisme, cet État continent reste très affecté par la crise qui frappe ses structures politiques et son économie.

Champ céréalier dans la plaine de Rostov-sur-le-Don.

La situation géopolitique de la Russie

La Russie a une superficie égale aux trois quarts de celle de l'ex-URSS : elle est **le plus vaste État du monde** avec 17 millions de km². Elle a hérité des attributs de l'ancienne puissance soviétique : siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, arme nucléaire, technologie spatiale. Elle est associée au G8 et devrait bientôt intégrer l'OMC. La Russie parvient donc à **maintenir son rang de grande puissance**, malgré une crédibilité entamée, notamment par le conflit en Tchétchénie, et un équilibre régional précaire.
Sa situation géopolitique est loin d'être stabilisée. Depuis 2000, l'État fédéral a réaffirmé sa **prééminence sur les entités locales** (si les Russes représentent 80 % de sa population, la Russie compte néanmoins une centaine de nationalités, qui parfois revendiquent plus d'autonomie). Les tensions les plus importantes concernent les populations méridionales, porteuses de revendications identitaires ou indépendantistes (Tchétchénie).
Par ailleurs, des équipements de l'ex-URSS sont partagés entre les nouvelles républiques, sans aucune cohérence. La modification des frontières pose à la Russie le **problème de ses accès à la mer** (enclave de Kaliningrad, ports ukrainiens de la mer Noire) et l'oblige à modifier ses axes de communication (le Transsibérien via le Kazakhstan).

Le passage d'une économie collectivisée à une économie de marché

L'ancien système soviétique contrôlé par l'État a été démantelé par les privatisations, et la production intérieure s'est effondrée. Les cadres du régime soviétique ont accaparé les entreprises privatisées alors que, en parallèle, une économie souterraine multiforme s'est installée.
Désorganisation, manque de savoir-faire, chute des commandes de l'État, difficultés monétaires, trafics en tout genre ont précipité l'économie russe dans une **profonde récession** entre 1990 et 1998 (chute du PIB de 50 %).
La Russie est désormais une puissance économique moyenne, au **8e rang mondial pour le** PIB, mais au 51e rang pour le PIB/hab.
Dans les campagnes, les difficultés restent considérables : malgré une politique officielle de distribution des terres, la majorité des exploitations sont des entreprises privées fonctionnant sur le salariat, issues des anciens sovkhozes et kolkhozes. Comme sous le régime communiste, les paysans privilégient l'exploitation de leur lopin individuel et les médiocres performances de l'agriculture sont encore aggravées par le marché noir.

La crise démographique

La Russie connaît également une crise démographique. Cela s'est traduit quantitativement, par un **accroissement naturel fortement négatif** : la natalité est restée faible, la mortalité, déjà élevée pour un pays industrialisé, s'est envolée. Ce phénomène, spécifiquement russe, s'explique : surconsommation d'alcool, désorganisation sanitaire, précarité due à la crise économique, conflits internes. L'espérance de vie des Russes ne dépasse pas 66 ans.
La population connaît de **très fortes disparités économiques**. Les privatisations et l'économie de marché ont créé une classe de nouveaux riches, alors que la pauvreté gagnait la majorité de la population russe. Près du **quart de la population vit avec moins de 2 $ par jour**. En 2007, l'IDH de la Russie était de 0,817, inférieur à celui de la Malaisie ou du Mexique !
Avec l'ouverture des frontières, de nouveaux flux migratoires touchent la Russie : fuite des cerveaux vers les pays occidentaux, mais surtout retour des Russes venant des républiques de l'ex-URSS. **Le solde migratoire russe est positif**.

L'espace russe, atout ou handicap ?

La première caractéristique de ce territoire tient à son immensité : 17 millions de km², étirés sur 9 000 km d'ouest en est… et onze fuseaux horaires. Extrêmement contrasté, l'espace est organisé de façon duale : la **Russie occidentale**, où vivent la majorité des habitants autour de Moscou et de Saint-Pétersbourg (ex-Léningrad) jusqu'à la Volga, s'oppose à la **Russie orientale**, où est localisée une grande partie des ressources. Une dichotomie qui fait des transports une question fondamentale.
Le territoire russe est **très largement doté en ressources naturelles** : on y trouve du bois (la taïga couvre 37 % de son territoire), des ressources minières (un cinquième des réserves mondiales de charbon, du fer, des diamants, etc.), des hydrocarbures… La Russie est le seul pays industrialisé à être presque autosuffisant. Elle est un important fournisseur énergétique au niveau mondial (1er exportateur mondial de gaz et 2e de pétrole).
L'essentiel des ressources se trouve cependant dans la partie asiatique. Certains gisements, tel le gaz de Sibérie occidentale (le tiers des réserves mondiales), sont situés dans des zones polaires très froides.
Les conditions d'exploitation sont difficiles, notamment en raison de la *merzlota* (terres gelées en permanence) et les infrastructures, coûteuses. La mise en valeur de cet espace et son peuplement ont constitué un véritable défi pour l'ex-URSS. **La mise en valeur du territoire reste extensive** et conduit rarement à un développement des régions d'extraction, en raison de la rudesse du climat, de l'éloignement des centres vitaux du pays ainsi que d'une certaine forme d'économie de rente (l'immensité des ressources et la faiblesse de la contrainte économique ont souvent favorisé le gaspillage).
Pour mieux exploiter ses ressources, la Russie doit notamment **moderniser son réseau de transport**, et peut-être mieux tirer parti de sa façade pacifique, qui occupe une position stratégique par rapport à l'Asie orientale.

Image satellite de la Russie.

DEUX ARTICLES DU *MONDE* À CONSULTER

- **La Russie veut retrouver de son influence perdue dans le sud du Caucase** p. 89
(Marie Jégo, 25 août 2010.)
- **La Russie, membre atypique des pays émergents, rêve de reconstruire son industrie** p. 90-91
(Jean-Pierre Tuquoi, 17 avril 2010.)

TERRITOIRES CLÉS

RUSSIE EUROPÉENNE
Vaste plaine située à l'ouest de l'Oural. C'est la région la plus peuplée du pays. Le bassin de Moscou et le bassin de la Volga sont les principaux centres urbains et industriels du centre et du sud de la région. Le nord de la Russie d'Europe concentre son activité industrielle autour de Saint-Pétersbourg.

SIBÉRIE OCCIDENTALE
Plaine couverte de lacs et de marécages, la plus grande de la planète, qui s'étend de l'Oural aux fleuves Ob et Ienisseï, et des monts Saïan à l'océan Arctique. Le sous-sol de cette région au climat continental est riche en minerais (exploitations de charbon et de nickel) et en énergie primaire (importante production de pétrole et 90 % de la production de gaz naturel russe).

SIBÉRIE CENTRALE
Plateau qui s'étire du fleuve Ienisseï au cours de la Lena, et de la chaîne montagneuse de l'Altaï et des monts Saïan jusqu'à l'océan Arctique. D'une altitude peu élevée, cette région au climat continental est peu peuplée. Elle est pourtant riche en matières premières.

SIBÉRIE ORIENTALE
Région montagneuse également appelée « Extrême-Orient russe ». Elle s'étend du fleuve Lena à la péninsule du Kamtchatka, sur les côtes de l'océan Pacifique, et elle est bordée au nord par l'océan Arctique et au sud par la mer du Japon. C'est une région très peu peuplée, au climat continental.

OBLAST DE KALININGRAD
Enclave russe dans l'UE située au bord de la mer Baltique, entourée par la Lituanie au nord et la Pologne au sud. Elle est surnommée la « Russie baltique »

OURAL
Massif montagneux, long de plus de 2 000 km, qui marque traditionnellement la frontière entre la Russie d'Europe et la Sibérie et, plus généralement, entre l'Europe et l'Asie.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

MOTS CLÉS

KOLKHOZE
En URSS, ferme collective exploitée de manière coopérative : les paysans cultivaient la terre en commun et recevaient une part des revenus de la récolte. Le kolkhoze s'est surtout développé à partir de 1930.

MERZLOTA
Mot russe signifiant « terrain congelé » ; terres gelées en permanence.

PODZOL
Mot russe signifiant « sous les cendres » ; type de sol pauvre et très peu fertile des régions froides et humides.

SOVKHOZE
En URSS, ferme d'État dont les paysans étaient des salariés. Leur revenu ne dépendait donc pas du succès des récoltes.

TAÏGA
Forêt boréale de résineux poussant sur des sols pauvres, les podzols. On trouve des paysages de taïga en Russie (37 % du territoire en est couvert), en Scandinavie ou au Canada.

TCHERNOZIOM
Type de sol très fertile, de couleur noire, contenant un fort taux d'humus et d'argile, riche en phosphore, potasse et micro-éléments.

TOUNDRA
Formation végétale des régions polaires, composée d'arbres nains, de mousses, de lichens.

TRANSSIBÉRIEN
Voie ferrée de Russie reliant Moscou à Vladivostok sur 9 297 km.

URSS
Union des républiques socialistes soviétiques. « État communiste héritier de l'Empire tsariste, formé à l'issue de la révolution russe de 1917, dissous en décembre 1991 par transformation de ses quinze républiques fédérées en États souverains. » (Larousse) La Russie actuelle n'est que l'un d'entre eux, bien plus réduit en taille que l'URSS et que la Russie d'avant 1917.

Composition : La Russie, un territoire en recomposition ?

Hôtel de ville de Saint-Pétersbourg.

Ce qu'il ne faut pas faire

• Traiter l'organisation de l'espace en décrivant les grands ensembles régionaux.
L'idée de *recomposition* ne serait pas mise en valeur. Le point d'interrogation invite à traiter le sujet de manière antithétique.
• Décrire le territoire, sa diversité et les recompositions sans insister sur les explications naturelle (pour les permanences) et historique (pour les changements).

L'analyse du sujet

La Russie → décrire l'État russe, de la Baltique au Pacifique.
Un territoire → traiter l'organisation de l'espace (les différentes régions et leurs articulations).
En recomposition → mettre l'accent sur les transformations qui s'opèrent depuis la fin de l'URSS (1991) : les nouveaux pôles, les mouvements de populations, les dynamiques d'échanges intérieurs et avec l'extérieur.
? → peser les limites de la recomposition.

La problématique

En quoi la réduction du territoire provoquée par la disparition de l'URSS et le changement de régime politique transforment-ils l'espace russe ? En quoi donnent-ils naissance à de nouvelles dynamiques de développement ?

Les objectifs à atteindre

La conclusion doit mettre en valeur les changements dans la gestion des territoires, en dépit de permanences liées à des contraintes particulièrement pesantes.

SUJETS TOMBÉS AU BAC SUR CE THÈME

Étude d'un ensemble documentaire
– La Russie au début du XXIe siècle : un nouveau développement ?
(Amérique du Nord, mai 2006)

Croquis
– La Russie : un espace en recomposition
(Amérique du Nord, mai 2008)

Le plan détaillé du développement

I. La Russie reste un territoire inégalement maîtrisé.
a) La Russie est constituée de quatre ensembles anciens, déséquilibrés et inégalement occupés.
b) Les contraintes naturelles sont incontournables.
c) Ce territoire tourné vers l'Ouest est sous-exploité.
II. L'organisation du territoire russe se recompose tout en s'ouvrant sur l'extérieur.
a) Très attractive, la Russie européenne est en pleine renaissance.
b) La Sibérie centrale connaît une revalorisation.
c) Certaines interfaces sont en expansion (Baltique, façade pacifique, Chine).

Les repères essentiels

• Les grandes régions russes : le pôle européen (bassin de Moscou, Saint-Pétersbourg, bassin de la Volga), la Sibérie centrale (réserve de ressources énergétiques), l'axe Volgograd-Irkoutsk-Vladivostok (le long du transsibérien), la Sibérie orientale.
• Les contraintes naturelles : le climat continental, les sols pauvres, l'immensité du territoire.
• L'importance des ressources : pétrole (Caucase, bassin de l'Ob, bassin de la Léna, oléducs vers l'Europe et la Chine), gaz, minerais, bois, sols riches de la Russie européenne.
• Les ouvertures et interfaces commerciales : vers l'Union européenne (oléoduc et interface de la Baltique), vers la mer Noire (Rostov) et le Moyen-Orient (mer Caspienne) ; ouverture sur la mer de Chine (Chine, Corée, Japon).

La Russie veut retrouver de son influence perdue dans le sud du Caucase

Moscou renforce sa présence militaire en Arménie et intensifie sa coopération avec d'autres pays ex-soviétiques voisins de la Turquie et de l'Iran

Renforcement de sa base militaire en Arménie, déploiement de missiles antiaériens en Abkhazie et en Ossétie du Sud, vente de missiles S300 à l'Azerbaïdjan : que signifient ces grandes manœuvres de la Russie au sud du Caucase ?
Deux ans après la guerre russo-géorgienne, Moscou veut renforcer son rôle de gendarme de la région. Une zone stratégique située entre la Turquie et l'Iran, cruciale pour le passage des hydrocarbures de l'Asie centrale vers les marchés européens. Est-ce la seule raison ?
« La Russie, le plus grand et le plus important pays de la région, le plus puissant économiquement et militairement, le plus apte à assurer la sécurité, a pour mission d'y maintenir la paix et l'ordre », a expliqué le président russe Dmitri Medvedev, lors de sa visite en Arménie les 19 et 20 août.
Un séjour fructueux puisque le numéro un russe a signé avec son homologue arménien, Serge Sarkissian, un accord prolongeant la présence militaire russe jusqu'en 2044 – au lieu de 2020 selon l'accord précédent. Partenaire clé de la Russie au sud du Caucase, l'Arménie héberge 5000 soldats russes.
La base de Gumri, située à 20 km de la frontière avec la Turquie, est la dernière grande installation militaire russe dans la zone. Comme à l'époque soviétique, ses missiles de défense antiaérienne S300 restent pointés vers la Turquie. La frontière arméno-turque, fermée à double tour depuis 1993, est patrouillée, côté arménien, par des gardes frontières russes.
Depuis la chute de l'URSS, Moscou a perdu de son pouvoir dans cette zone. La Géorgie s'est rapprochée des États-Unis et de l'OTAN. L'Azerbaïdjan a confié l'exploitation de ses réserves de pétrole et de gaz aux majors occidentales. Le petit émirat pétrolier de la Caspienne s'est défait de la présence militaire du « grand frère » en 1993, tandis que les bases russes de Géorgie ont été finalement démantelées en 2006.
Au terme de l'accord signé à Erevan, la Russie va garantir la sécurité nationale arménienne. « La durée de la présence militaire russe en Arménie est prolongée, sa sphère géographique est élargie », a expliqué le président Serge Sarkissian.
Jusqu'alors, la base de Guioumri était affectée à des opérations à l'intérieur des frontières de l'ex-URSS, « cette limite est désormais levée ». Désormais, la Russie assurera « conjointement la sécurité militaire de l'Arménie » et équipera les forces arméniennes « avec de l'armement moderne ». De l'avis général, il s'agit de protéger l'Arménie de son voisin azerbaïdjanais. Les deux États se déchirent à propos du sort de l'enclave séparatiste du Haut-Karabakh, un territoire azerbaïdjanais à majorité arménienne, enjeu d'une guerre qui a fait 30 000 morts et des centaines de milliers de réfugiés entre 1988 et 1994. Il s'agit d'un des multiples conflits gelés du Caucase. Ses braises rougeoient encore, car aucune solution n'a été trouvée pour le Haut-Karabakh, autoproclamé indépendant.
L'Azerbaïdjan et l'Arménie sont à couteaux tirés. Grâce aux revenus du pétrole, Bakou s'est doté d'armements modernes et menace de recourir à la force pour reconquérir les terres perdues au moment de la guerre.
Jusque-là, l'histoire fait sens, Moscou défend son allié stratégique arménien. Les choses se compliquent lorsque l'on apprend que la Russie a livré pour 300 millions de dollars (237,8 millions d'euros) de missiles antiaériens S300 à... l'Azerbaïdjan afin de renforcer les capacités de défense de ce pays voisin de l'Iran. Interrogé sur les détails de cette livraison, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, n'a pas démenti. On en saura peut-être plus lors de la visite du président Medvedev à Bakou, à l'automne.
Pour l'heure, le S 300, missile antiaérien à caractère défensif, est partout. Le 11 août, l'armée de l'air russe a indiqué en avoir déployé plusieurs en Abkhazie, la région sécessionniste géorgienne transformée en avant-poste militaire russe depuis la reconnaissance par Moscou de son indépendance, il y a deux ans. Parallèlement, des systèmes de défense aérienne d'un autre type ont été installés en Ossétie du Sud, la deuxième province sécessionniste géorgienne occupée militairement par la Russie.
Pourquoi un tel dispositif ? La Russie craint-elle de nouvelles tensions avec la Géorgie ? C'est peu vraisemblable. Cherche-t-elle à se protéger de la Turquie et de l'OTAN ? Difficile à croire. L'autre éventualité est que Moscou assure ses arrières en prévision d'un conflit armé en Iran, l'autre grande puissance de la zone.

Marie Jégo
(25 août 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

L'éclatement de l'URSS a rendu ponctuellement la Russie dépendante des pays voisins, de « l'étranger proche », notamment dans le domaine industriel (au moins pour certains produits fabriqués autrefois dans des entreprises spécialisées des autres Républiques soviétiques).
Le Caucase, partagé entre trois grandes puissances (Russie, Turquie, Iran), est une région très divisée ethniquement. Cela s'est traduit par des indépendances non reconnues par l'ONU : séparatismes en Géorgie (Abkhazie, Ossétie), en Azerbaïdjan (Haut-Karabach), en Turquie (Kurdistan)... La Russie est intervenue à plusieurs reprises pour empêcher la Tchétchénie de faire sécession (1994-1996, 1999-2001), puis pour réaffirmer ses droits dans des territoires revendiqués par la Géorgie (2008).
Cet article montre que, récemment, la Russie a étendu sa présence militaire dans le sud du Caucase, avec l'accord de Républiques soucieuses de se protéger de leurs voisins.
La crise qui secoue le monde depuis 2008 et qui provoque un relatif affaiblissement des États-Unis et leur désengagement de « l'étranger proche » de la Russie est une occasion à saisir pour Moscou. Les objectifs régionaux du Kremlin semblent tournés vers un dispositif de défense en cas d'attaque de ses voisins turc et surtout iranien. La Russie est prête à des interventions militaires, même hors de son territoire.
Si Moscou a longtemps défendu le programme nucléaire iranien, elle se montre aujourd'hui plus réservée. Le président Dmitri Medvedev a affirmé, lors de sa rencontre avec son homologue français en mars 2010, que la Russie « est prête à examiner l'introduction de sanctions ».

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

La Russie, membre atypique des pays émergents, rêve de reconstruire son industrie

Issue de la planification de l'ère soviétique, l'économie russe affiche, malgré des performances médiocres, un niveau de vie relativement élevé

Organisatrice du premier sommet des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), il y a un an, très présente à celui qui s'est tenu jeudi 15 avril à Brasilia, la Russie est flattée d'appartenir au club des pays émergents qui tirent la croissance mondiale. Mais elle est un membre à part, qui conjugue un niveau de vie (relativement) élevé et des performances économiques médiocres. « C'est un leurre de comparer la Russie à la Chine, à l'Inde ou même au Brésil, car notre industrie est à reconstruire », explique l'économiste Evgueni Iassine.

Le réseau routier russe illustre le retard pris : pas le moindre tronçon d'autoroute. Et quand la Chine construit 40 000 kilomètres de routes supplémentaires chaque année, la Russie se contente d'un petit millier. « Un kilomètre de route ici coûte trois fois plus cher qu'en Europe », estime un économiste.

Pourquoi ? Matériaux plus chers ? Main-d'œuvre hors de prix ? Non, mais à chaque étape d'un projet il faut verser un pot-de-vin. La Russie est rongée par la corruption. Selon l'indice de perception de la corruption établi par l'ONG Transparency International en 2009, la Russie occupe la 146e place du classement sur 180 pays alors que la Chine est 79e, l'Inde 84e, le Brésil 75e. « La corruption fait perdre chaque année au budget entre 200 et 400 milliards de dollars. L'essentiel de cet argent va aux personnes qui travaillent sur les contrats liés aux ressources naturelles et sur les projets anti-crise », avance Elena Panfilova, de Transparency International.

Pour les responsables russes, la priorité doit aller à la reconstruction de l'industrie. Rude tâche. Aucun nouveau modèle d'avion civil n'a été construit depuis près de vingt ans. L'industrie automobile a été balayée par la concurrence étrangère tout comme celle des biens d'équipement et de consommation. L'agriculture, elle, n'exporte des céréales que les années où la météo est clémente.

Les secteurs encore debout et compétitifs se comptent sur les doigts d'une main : l'armement en fait partie (Moscou est le deuxième marchand d'armes de la planète). Le nucléaire aussi. « Leurs centrales sont fiables et d'un bon niveau technique. Ils sont présents à l'export », note un expert occidental. Les exportations de matières premières transformées (comme le titane dont l'aéronautique occidentale est grande consommatrice) complètent le tableau.

Si la médiocrité générale du tissu industriel suggère que la Russie n'a pas sa place parmi les « nouveaux dragons » un autre argument, de nature opposée, plaide dans le même sens. C'est celui qui fait de la Russie un « un pays mature comparable à ses voisins européens », comme dit Dmitri Zimine, le fondateur de la compagnie de téléphone mobile Beeline.

Le revenu d'un Russe est quatre fois supérieur à celui d'un Chinois ou d'un Indien. Plus des deux tiers des Russes qui ont achevé leurs études secondaires rejoignent l'université alors qu'en Chine la proportion n'est que de un pour cinq. La Russie se distingue aussi par le niveau de sa consommation. Le pays compte trois fois plus d'ordinateurs que la Chine. Quant au secteur automobile, il explose (malgré le mauvais état des routes) et cette année le marché russe devrait être le premier d'Europe en nombre de véhicules vendus.

Les exportations de pétrole et plus encore de gaz (elles représentent plus de 60 % des exportations) permettent au pays de cacher sa misère industrielle. « L'envolée des cours du brut et des matières premières au cours de la décennie 2000 a dopé la croissance [7 % par an en moyenne entre 1999 et 2007] et contribué à classer la Russie par les pays émergents. L'État a pu se désendetter, constituer un matelas de devises et distribuer ce qui restait de la manne à la population », résume un diplomate occidental.

Depuis, la crise internationale a douché les enthousiasmes. La croissance a été stoppée net (baisse de 8 % du PNB en 2009) et, avec elle, les rêves d'une Russie immunisée contre les récessions.

La récession, en revanche, a remis au goût du jour le thème de la modernisation de l'économie. Avec son corollaire : que faire des 400 « monovilles » spécialisées dans une branche unique de l'industrie – un héritage encombrant de la planification soviétique – et des millions de personnes menacées de perdre leur emploi ? « Il faut les inciter à aller s'installer ailleurs en leur offrant, plutôt que de l'argent, une sorte de chèque utilisable pour l'acquisition d'un logement », explique Boulat Stoliarov, de l'Institut pour la politique régionale à Moscou.

La recette est simple mais, de l'aveu même du jeune consultant, elle n'est pas à la mesure du problème. Selon lui, le gouvernement, « doté d'une administration qui tourne à vide », est incapable de sauver ne serait-ce qu'une partie des « monovilles ». « Autant les laisser mourir », lâche-t-il.

Pour revitaliser l'économie, le président Dmitri Medvedev mise également sur la création d'une « Silicon Valley » russe qui accueillerait laboratoires de recherche (de firmes étrangères et russes), pépinières d'entreprises, et grandes écoles. Le site d'implantation de « la ville du futur » a été choisi. Ce sera dans la banlieue de la capitale.

Les travaux devraient démarrer avant fin 2010. « Ils tiennent au projet, mais la réflexion a été superficielle et trop rapide », fait observer Dominique Fache, l'un des pères de Sophia-Antipolis (dans le sud de la France), et à ce titre sollicité par les Russes pour réfléchir à leur propre projet.

« Créer une Silicon Valley, c'est très bien, note Dmitri Zimine. Mais la modernisation devrait aussi s'appliquer au monde politique. »

Jean-Pierre Tuquoi, avec Marie Jégo à Moscou
(17 avril 2010)

POURQUOI CET ARTICLE ?

Les rapports secrets du département d'État, obtenus par WikiLeaks et révélés par *Le Monde*, montrent que le pouvoir russe est vu par Paris comme « brutal », « impérialiste » et « révisionniste », au sens où il cherche à remodeler l'ordre européen issu de l'après-guerre froide. L'Élysée et le Quai d'Orsay dépeignent en secret des dirigeants russes focalisés « sur leurs propres intérêts de business » et « manquant d'une vision à long terme ».

Les gains financiers personnels à court terme sont clairement identifiés comme le nerf de la politique à Moscou. La nature autocratique du régime est évoquée sans ambages, véritable « oligarchie dirigée par les services de sécurité ». Cette situation ne favorise pas les grandes performances économiques.

L'article revient sur les atouts de la Russie (son niveau de vie relativement élevé, ses hydrocarbures, ses ventes d'armes et de centrales nucléaires) et sur ses faiblesses (corruption, réseau routier peu developpé, secteurs agricoles et industriels atrophiés). Beaucoup plus touchée par la crise que les autres pays émergents des BRIC, la Russie voit son rêve de devenir la cinquième puissance économique mondiale (derrière les États-Unis, la Chine, le Japon et l'Allemagne) fortement contrarié.

L'essor des années Poutine reposait sur les cours élevés des matières premières, la forte demande intérieure et le recours massif aux crédits étrangers de la part des oligarques. Avec la crise, la situation est toute autre. La consommation intérieure est réduite et le crédit aux entreprises s'est tari. La crise a révélé les limites du modèle russe.

Dépourvue d'industrie compétitive, la Russie, pendant sa période de faste, s'est laissée noyer sous les pétrodollars sans procéder aux transformations structurelles nécessaires. Malgré sa grosse réserve en or et en devises, l'État russe s'est avéré incapable de réaliser des investissements de long terme.

LES ARTICLES DU Monde

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

LE GUIDE PRATIQUE

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

DÉROULEMENT DE L'ÉPREUVE

• ***Épreuve longue (majeure) : 2 h 45 min.***
Choix du sujet : 10 min.
Composition
– Analyse du sujet, mobilisation des connaissances : 20 min.
– Organisation du plan : 20 min.
– Rédaction de l'introduction : 10 min.
– Rédaction du développement : 1 h 30.
– Rédaction de la conclusion : 10 min.
– Relecture : 5 min.
Étude d'un ensemble documentaire
– Lecture et analyse des documents : 40 min (environ 10 min par document).
– Rédaction de la présentation des documents : 20 min.
– Classement et organisation des informations : 40 min.
– Rédaction de la synthèse : 50 min.
– Relecture : 5 min.
• ***Épreuve courte (mineure) : 1 h 15 min***
Choix du sujet : 10 min.
Croquis
– Analyse du sujet, identification des informations à représenter : 20 min.
– Construction de la légende et rédaction de son commentaire : 20 min.
– Dessin du croquis : 20 min.
Relecture : 5 min.

ORAL DE RATTRAPAGE

En histoire-géographie, l'épreuve comprend une première partie, soit en histoire, soit en géographie (interrogation principale) et une seconde partie dans l'autre discipline (interrogation plus rapide). Les sujets portent sur les thèmes ou ensembles géographiques du programme. Ils peuvent être accompagnés d'une chronologie, de documents ou d'un fond de carte. Vous disposez de 20 minutes de préparation, suivies de 20 minutes d'interrogation.

Méthodologie et conseils

Les épreuves

La composition

1. Analysez le sujet. Pour cela, lors de la lecture du sujet, soyez particulièrement attentif aux limites spatiales. Posez-vous la question : *Pourquoi cet espace et pas un autre ?* La problématique n'est pas forcément donnée dans le libellé du sujet. C'est alors à vous de la déterminer.

2. Pour dégager la problématique, listez toutes les questions soulevées par le sujet à l'aide des mots interrogatifs : *Qui ? Quoi ? Quand ? Où ? Comment ? Pourquoi ?* La problématique est constituée des deux ou trois questions essentielles auxquelles le devoir devra répondre. Réunissez ensuite les connaissances dont vous disposez sur le sujet et construisez le plan détaillé.

3. Rédigez le devoir. Dans l'introduction, commencez par présenter le sujet, puis posez la problématique et annoncez le plan. Pour ne pas oublier de répondre à la problématique et soigner la fin du devoir, rédigez la conclusion, comme l'introduction, au brouillon.

L'étude d'un ensemble documentaire

1. Répondez aux questions de la première partie, composée de questions – cinq au maximum – qui vous aident à analyser l'ensemble documentaire. Vous pouvez être amené(e) à définir une notion présente dans un document, à expliciter des informations, à mettre en relation des informations issues de plusieurs documents, à déterminer l'intérêt d'un document par rapport au sujet, à apprécier les limites de l'ensemble documentaire par rapport au sujet. Dans tous les cas, ces questions n'appellent pas de réponses très longues. Le correcteur évaluera votre capacité à répondre avec exactitude et concision aux questions posées.

2. Dans la seconde partie, rédigez une réponse organisée sur le sujet proposé. Utilisez les réponses aux questions de la première partie, mais aussi les autres informations contenues dans l'ensemble documentaire et vos connaissances personnelles. Le correcteur sanctionnera en effet la seule reprise des informations des documents ou, *a contrario*, le simple récit du cours ignorant l'exploitation des documents. Subdivisez votre réponse en autant de paragraphes que de grandes idées répondant au sujet. Ce développement doit être introduit et conclu en quelques phrases.

Le croquis

1. Commencez par préparer le croquis en déterminant bien précisément quels sont les phénomènes à représenter. Parmi les différentes informations géographiques que vous connaissez sur l'espace concerné, sélectionnez celles entrant dans le sujet. Pour chacun des phénomènes représentés, choisissez le type de figuré le plus adéquat : ponctuel, linéaire ou de surface. Sauf exception, on ne représente pas par exemple une ville par un figuré de surface. Un élément important de l'évaluation d'un croquis est l'organisation de la légende. Prévoyez au brouillon la liste classée des différents phénomènes à représenter et les figurés correspondants. Une fois le croquis réalisé, reportez la légende au propre.

2. Le correcteur apprécie en premier lieu l'exactitude des informations. Veillez donc à bien localiser les villes, les infrastructures et, plus généralement, les différents phénomènes. Prenez garde également à ne pas vous tromper sur les noms. Les figurés doivent être proportionnels au phénomène qu'ils représentent. Ainsi, si vous choisissez de représenter les villes par un cercle, plus la ville est importante, plus le cercle la représentant doit être large. Quand vous utilisez un figuré de surface, privilégiez les hachurés sur les couleurs à-plat. Vous pouvez alors faire varier la densité des hachurés en fonction de l'intensité du phénomène. N'oubliez pas qu'un croquis soigné sera évidemment mieux perçu du correcteur qu'un croquis bâclé !

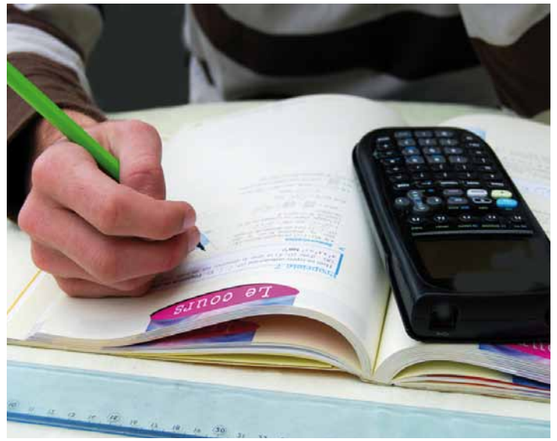
Des révisions efficaces

1. Si vous avez du mal à vous y mettre...
Dites-vous que plus vous attendez, plus ce sera pénible.

2. Quand vous avez décidé de travailler...
Faites-le dans le calme. Évitez téléphone, télévision, musique à niveau sonore élevé. Le cerveau travaille difficilement sur deux choses à la fois.

3. Pour chaque séance de révision...
Fixez-vous des objectifs. Et, une fois lancé(e), obligez-vous à aller jusqu'au bout. Imposez-vous un temps limité. C'est la meilleure façon d'être performant.

4. Pour rester concentré (e)...
Faites une courte pause entre deux séances de travail pour décompresser et reprendre dans de bonnes conditions.



5. Pour réviser...
Faites des fiches : à partir de vos notes prises en cours, de votre manuel, d'ouvrages parascolaires si cela peut vous aider. Mettez-y en évidence le plan et tout ce qui doit être mémorisé : définitions, idées clés, cartes, vocabulaire...

6. Quand vous relisez une fiche...
Faites-le à haute voix, comme si vous l'expliquiez à quelqu'un. En sollicitant à la fois votre sens visuel et votre sens auditif, vous mémoriserez mieux le contenu de la fiche.

7. Pour contrôler vos connaissances...
Testez-vous : posez-vous des questions, entraînez-vous sur des sujets de bac.

8. Si vous saturez...
Adressez-vous à vos amis. Réviser à deux ou trois, c'est souvent plus stimulant.

9. Si vous pensez manquer de temps...
Autorisez-vous à passer plus rapidement sur les thèmes du programme qui vous semblent déjà un peu connus ou que vous jugez moins importants. Dans tous les cas, évitez les impasses, et méfiez-vous des « bons tuyaux » qui vous prédisent que tel sujet va tomber cette année.

10. Pour tenir jusqu'au bout...
Restez positif(ve). Et n'oubliez pas que 80 % des élèves obtiennent cet examen. Il n'y a donc pas de raison pour que vous échouiez.

LES TRUCS ET ASTUCES DU PROF

Comment avoir une mémoire fonctionnelle ?

1. Prenez soin de votre **sommeil** : la fatigue est l'un des pires ennemis de la mémoire.

2. Mangez équilibré : le cerveau, siège de la mémoire, consomme beaucoup d'énergie ; une **alimentation saine** lui permet de bien fonctionner.

3. Lorsque vous sollicitez beaucoup votre mémoire (une journée de révisions, par exemple), n'oubliez pas de faire des **pauses**.

4. Entraînez votre mémoire et **stimulez votre cerveau** au quotidien (retenir un numéro de téléphone par cœur, etc.).

5. Évitez tout ce qui peut nuire à votre cerveau et perturber son fonctionnement : le café et le thé nuisent à la mémorisation. Attention à ne pas trop en consommer ! L'alcool est bien sûr à éviter et les drogues à proscrire.

BIEN GÉRER SON TEMPS

• **Vérifiez d'abord que vous n'avez rien oublié** : convocation et carte d'identité, trousse, montre, de quoi vous nourrir et vous hydrater, mouchoirs, médicaments pour les maux de tête ou de ventre...
• Parmi les différents sujets qui vous sont proposés, prenez le temps de **bien choisir** celui que vous allez traiter. Posez-vous les bonnes questions : « Sur quel thème suis-je le plus à l'aise ? », « Sur quel sujet ai-je échoué ou réussi aux bacs blancs ? »
• Prenez le temps de **bien lire le sujet** : rien ne sert de se lancer bille en tête dans la rédaction si vous n'avez pas bien compris la question.
• Ménagez-vous toujours un **temps de relecture**. Profitez-en pour revoir l'orthographe et la ponctuation.
• Si vous bloquez trop longtemps sur une question ou une partie de la rédaction, passez à autre chose et conservez le temps nécessaire pour y revenir ensuite.

ESTIMER SA NOTE DU BAC

• Ce récapitulatif vous indique pour chaque série la durée de l'épreuve et son coefficient :
Série ES → 4h → coefficient 5
Série L → 4h → coefficient 4
Série S → 4h → coefficient 3
• Faites la moyenne de vos notes de l'année. Les notes de bac blanc peuvent vous être très utiles : elles vous renseignent sur l'impact du facteur « stress ». Tenez-en compte dans votre estimation.
• Tâchez d'être honnête dans les résultats que vous visez. Ne soyez pas défaitiste non plus : il vous reste du temps pour réviser, et depuis votre dernier bac blanc, vous avez certainement progressé !
• Ne vous découragez pas : cette étape de calcul a pour but de vous inciter à estimer vos points forts et vos points faibles... pour tenter d'améliorer votre moyenne.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

Crédits

UN ESPACE MONDIALISÉ

D'autres logiques d'organisation de l'espace mondial

p. 15 © Tous droits réservés.
p. 16 © Jürgen Effner/ Fotolia.

L'UNION EUROPÉENNE

La puissance économique de l'Union européenne

p. 38 © Tous droits réservés.
p. 39 © Indochine/ Fotolia.
p. 40 © Jorisvo/ Fotolia.

L'Europe rhénane

p. 46 © Stefan Wetz/ Fotolia.

L'ASIE ORIENTALE

La mégalopole japonaise

p. 64 © Paylessimages/ Fotolia.
p. 65 © Tous droits réservés.

DES MONDES EN QUÊTE DE DÉVELOPPEMENT

Les Sud et la question du développement

p. 72 © Tous droits réservés.
p. 73 © Bernard Breton/ Fotolia.
p. 74 © Adrian Hillman/ Fotolia.

Une interface Nord-Sud : le bassin méditerranéen

p. 80 © Zigrit/ Fotolia.

LE GUIDE PRATIQUE

p. 95 © Paty Cullen Wingrove/ Fotolia.

© rue des écoles, 2011-2012. Reproduction, diffusion et communication interdites sans accord préalable de rue des écoles.

S'intéresser aux problèmes de l'éducation, c'est bien.
Être actif pour tenter de les résoudre, c'est mieux.

www.agissonspourleducation.fr

DÉCOUVREZ TOUTES LES ACTIONS CONCRÈTES DE LA MAIF
EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION

MAIF
ASSUREUR MILITANT.

LOWE STRATEUS

MAIF - Société d'assurances mutuelle à cotisations variables - 79038 Niort cedex 9. Filia-MAIF - Société anonyme au capital de 114 337 500 € entièrement libéré - RCS Niort : B 341 672 681 (87 B 108) - 79076 Niort cedex 9.
Entreprises régies par le Code des assurances.